TRIMESTRIEL N°5

SAMOVAR

co-édition

A l'Est, dix ans de recyclage des nomenklaturas

CM

CAHIERS MARXISTES

– Jacques Aron
– Nicolas Bárdos-Féltoronyi
– Jean-Marie Chauvier
– Carine Clément
– Radu Florian
– Jacqueline Heinen
– Denis Paillard
– Pierre Rolle
– Dominique Simonis

décembre 1999 214

Les ***Cahiers Marxistes***
Référant aux courants marxistes, la revue tend à considérer la société comme totalité; à privilégier donc une approche multidisciplinaire critique et l'articulation entre théories et pratiques sociales. Les engagements y seront assumés comme clé de scientificité ou comme valeur philosophique et morale. La revue se conçoit comme lien entre chercheurs, citoyens actifs et responsables d'organisations sociales et politiques. Elle procède actuellement plutôt par thème.

abonnement
(6 numéros)
pour la Belgique 1 200 F
pour l'Union Eur. 1 400 F
hors Union Eur. 1 600 F
au compte 001-1047600-76
des *CM* (21, av. de Stalingrad, 1000 Bruxelles), ou
carte VISA/MASTERCARD
Tél + fax : 32-2-511.93.89

comité de rédaction
Mateo Alaluf, Jacques Aron, Francis Bismans, Albert Carton, Barbara Delcourt, Pascal Delwit, Ouardia Derriche, Jean-Michel De Waele, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Nadine Plateau, Maggy Rayet, Claude Renard, Jean-Maurice Rosier, Christian Vandermotten, Benoît Verhaegen.

secrétariat de rédaction et mise en page
Elsa Rayet & Hélène De Noose
rédacteurs en chef
Pierre Gillis & Michel Godard

CM
CAHIERS
MARXISTES

à l'est :
dix ans de recyclage des nomenklatures

- *éditorial* 3
- retour sur 1989 **jean-marie chauvier** 9
- y a-t-il une fin à la transition ? **pierre rolle** 39
- les héritiers du pcus **denis paillard** 51
- les ouvriers en russie **carine clément** 91
- la réunification de l'allemagne **jacques aron** 113
- pourquoi je n'ai pas opté pour la droite **radu florian** 127
- transition et réinsertion des peco dans l'économie mondiale **dominique simonis** 149
- culture ou littérature centre-européenne, connais pas ! **nicolas bárdos-féltoronyi** 163
- genre et pouvoir en europe de l'est **jacqueline heinen** 179

- *lectures* 193
- *dix ans de briquaillons* 201

décembre 1999 214

Dessin de Syssoïev, début 80.

à l'est, dix ans de recyclage des nomenklaturas

du panzer-socialisme au lumpen-capitalisme

Comme beaucoup d'autres, la chute du Mur de Berlin, il y a dix ans, nous a réjouis. Un verrou sautait : pour avancer, il fallait se débarrasser de régimes qui avaient fait à plusieurs reprises la preuve éclatante de leur incapacité à se réformer. Le peuple - allemand, mais les autres n'étaient pas en reste - semblait en mesure d'arracher le projet socialiste à ceux qui se l'étaient abusivement approprié, la rue bruissait de projets, des forces politiques nouvelles émergeaient de l'*underground* où elles avaient vu le jour et où elles avaient trouvé abri. Bref, l'avenir était ouvert, sur tous les possibles – tous, du meilleur au pire, l'optimisme de notre volonté n'ayant jamais étouffé le pessimisme de notre raison, lui-même éveillé par d'inquiétantes prises de position émanant de certains milieux dissidents, inquiétantes d'un point de vue progressiste.

Dix ans plus tard, la porte qui semblait entrouverte est fermée, et sans doute même condamnée. Les projets se sont réduits à l'intégration dans le processus de mondialisation de l'économie, dans un contexte d'affirmation véhémente des identités nationales, ethniques ou religieuses. Les deux évolutions se renforcent mutuellement, contrairement aux mises en garde faussement étonnées des grands-prêtres du libéralisme planétaire : la contradiction n'existe que pour ceux qui croient

que le développement sans entrave du capitalisme constitue le triomphe final du progrès et de la raison humaine, que la liberté des capitaux est la voie royale vers la liberté de chacun, ou encore que l'invisible main du marché façonnera un avenir radieux dont personne d'autre n'a à se préoccuper par ailleurs.

Dix ans de réformes à l'Est ont mis à mal ces images d'Epinal, en même temps qu'elles ont jeté un éclairage cru sur la réalité des mécanismes sociaux qui travaillent les anciennes «démocraties populaires». Au cœur de ces mécanismes, une lutte acharnée pour conquérir ou stabiliser une domination, menée par des classes sociales jouant à chaise musicale, appuyées le plus souvent sur des positions de force datant de l'ancien régime, et renforcées depuis par des constructions nationales dont cette domination est précisément le principal objectif.

La vieille plaisanterie - les bananes ou le socialisme ? - ne disait donc qu'une partie de la vérité : les huiles du socialisme réel, recyclés en dignitaires de république bananière, ont peut-être cru échanger la raison commerciale de leur établissement pour quelques régimes de bananes, mais ils ont découvert qu'il existe même des républiques bananières sans bananes - qui l'eût cru ?

Notre titre rend compte de cette lecture des événements des dix dernières années, en allant à ce qui nous semble l'essentiel, à savoir la mue d'une classe dominante. Résumée ici brutalement, à dessein, notre lecture est partagée *grosso modo* par tous les contributeurs invités à s'exprimer dans nos colonnes – et elle a au moins le mérite d'une certaine persévérance, dans le chef des deux revues qui ont conjugué leurs efforts pour réaliser ce numéro (*Samovar* et *Les Cahiers Marxistes*), parallèlement au dossier proposé par *La Revue Nouvelle* («Russie : une société rompue»). On renverra, pour qui en douterait, aux bibliographies signalant les articles publiés sur le sujet pendant la même période.

Notre premier article nous remet les événements d'il y a dix ans en mémoire (Jean-Marie Chauvier, *«Retour sur 1989»*), avant de les mettre en perspective. De l'Allemagne à la Russie en passant par la Géorgie, un monde basculait en 1989. Comment les protagonistes de ces changements, ou au moins

ceux d'entre eux qui se réclamaient de la démocratie et du progrès social, comment ceux-là se sont-ils fait piéger, déposséder de leur projet, comment l'ambition de donner au peuple une maîtrise effective des instruments sociaux dont il n'était que le propriétaire formel, sans en être le vrai détenteur, comment cette ambition a-t-elle dérapé au profit des «nouveaux» seigneurs du marché, nombreux à avoir reçu leurs galons dans les bureaucraties des anciens régimes ? Sans doute, répondent de concert Chauvier et Pierre Rolle, parce que les tendances à l'œuvre en Russie et en Europe centrale sont aussi à l'œuvre dans le reste du monde - on les appelle alors mondialisation. Pierre Rolle suggère même que la marchandisation effrénée des rapports sociaux que l'on constate en Russie anticipe sur ce que nous pourrions nous-mêmes connaître dans les années à venir, en matière de démantèlement des services publics, de dérégulation du travail, de précarisation des travailleurs. La transition, en Russie, serait ainsi loin d'être en panne – elle serait au contraire largement arrivée à son terme, conforme au rôle dévolu à la Russie dans la division mondiale du travail, version XXI[e] siècle. Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous évoquons la piste latino-américaine comme modèle pour la Russie[1]. Alors, la Russie, laboratoire social pour la planète ? Nous aurons au moins été prévenus, à nous de nous préserver des nuisances que des apprentis sorciers nous mitonnent dans leurs chaudrons...

Malgré leur victoire politique, les libéraux ne baissent pas leur garde idéologique. Destiné à disqualifier toute référence au socialisme, l'accent mis sur l'existence de courants rouges/bruns à l'Est participe de ce combat. A cet égard, Denis Paillard nous propose un portrait détaillé des héritiers du PCUS, dont il ressort que les deux épithètes colorées sont trompeuses. Certes pas rouges, au sens où toute forme de pensée socialiste leur est étrangère (ils partagent au moins cette caractéristique avec la plupart des autres ayant droit des bureaucraties d'Etat), il est sans doute aussi abusif de les trai-

1. D'où l'expression de lumpen-capitalisme qui figure dans notre sous-titre : comme le savent tous les analystes de ce mode de production, les dominants du capitalisme ne le sont que parce qu'il y a des dominés à exploiter. Le lumpen-capitalisme, c'est le capitalisme vu du côté des perdants.

ter de fascistes : leur idéologie est davantage ancrée dans le populisme russe et dans le nationalisme.

Pour clore la partie russe de ce numéro, c'est une vision d'en bas que nous offre Carine Clément, qui enquête depuis plusieurs années dans le monde ouvrier russe. Même cadre général, celui de la mondialisation : les salariés russes, dans des formes propres à leur histoire, sont victimes de la *«vulnérabilité de masse»* invoquée par Robert Castel à propos des salariés français. Après avoir *«réexpérimenté leur capacité d'action et d'influence politique»* en 1989-90, les ouvriers russes se sont retirés de l'espace politique public dans les années suivantes. Comment expliquer cette attitude ? D'abord sous l'effet des énormes difficultés de la vie quotidienne, mais aussi à cause de l'impossibilité de se forger une conscience collective adaptée à la nouvelle situation, le sentiment d'impuissance se conjuguant à la désillusion par rapport aux valeurs soviétiques et au discours velléitaire du PCFR de Ziouganov.

Jacques Aron, dont la passion pour l'Allemagne nous a déjà valu plusieurs contributions originales, raconte l'histoire de la RDA et jette un regard pointu sur la réunification de l'Allemagne. Lire cette réunification comme la victoire de l'ange immaculé et démocrate sur les taupes noires de la *STASI* est décidément un peu court. Même si *«les raisons de l'écroulement de la République démocratique allemande ne sont pas fondamentalement différentes de celles que l'on a avancées pour expliquer la faillite de l'ensemble du système»*, il reste que les spécificités allemandes méritent qu'on s'y arrête, de manière à comprendre comment on a pu passer d'une situation, où, dans les années 60, Egon Bahr, l'un des principaux conseillers de Willy Brandt, considérait qu'il fallait que *«la réalité de l'Etat est-allemand soit reconnue, toute tentative d'entraîner la chute de son régime étant sans issue»*, à la surprise de 1989. Bien sûr, Gorbatchev n'est pas pour rien dans ce bouleversement, mais il faut prendre en compte les réalités de la période antérieure si l'on veut comprendre quelque chose à la situation actuelle des *Ossis* et à leurs frustrations.

Nos lecteurs ne connaissent probablement pas Radu Florian, professeur d'université à Bucarest, décédé il y a deux ans. Son texte *(«Pourquoi je n'ai pas opté pour la droite»)* est en quelque sorte un testament politique, de grand intérêt à nos

yeux. Victime des censeurs de Ceaucescu, Florian ne manifestait guère de tendresse pour le défunt régime roumain, mais refusait cependant de tenir sa partition dans le *revival* du nationalisme xénophobe et réactionnaire dont semblent se délecter de nombreux intellectuels roumains. Radu Florian était représentatif d'autres intellectuels, les anti-fascistes d'avant-guerre et de la résistance. Le rappel des raisons qui l'ont poussé à s'engager à gauche dès sa jeunesse sonne juste : son message, d'abord adressé aux jeunes générations de son pays (et pourquoi pas aux autres ?), c'est qu'il faut refuser de déposer les armes face à l'injustice. On n'entre pas dans l'avenir à reculons !

Les trois contributions qui clôturent notre livraison traitent plus globalement de l'Europe centrale et orientale. Dominique Simonis, économiste, fait le bilan synthétique de dix ans de développement du capitalisme à l'Est. Ses constatations, avancées sur un ton serein, n'en sont pas moins lourdes de sens : ainsi, dix ans après le début des «réformes», la Pologne (en 1996), la Slovénie et la Slovaquie (en 1998) sont les seuls pays à avoir retrouvé le niveau de leur PNB de 1989, les autres pays n'ayant récupéré aujourd'hui qu'environ 95 % de leur PNB de 1989, pourtant elle-même année de crise. Le chômage a explosé, le déficit public aussi, et les investissements étrangers, notoirement moindres que ce qui fut annoncé d'un côté et espéré de l'autre, et d'une mobilité prévisible, apparaissent comme étroitement liés à l'évolution (vers le bas, bien sûr) du coût salarial, sans impact appréciable en termes de transfert de technologie et de *know-how*. Vous avez dit tiers-mondisation ?

Nicolas Bárdos-Féltoronyi poursuit son opiniâtre travail (sur le côté persévérant, voir la bibliographie des publications des *CM* en fin de numéro) destiné à faire connaître la réalité, occultée, déformée, ou plus simplement ignorée, de l'Europe centrale. Son angle d'attaque est cette fois culturel, et plus particulièrement centré sur la littérature. Mais comme toujours chez lui, l'histoire tout court est omniprésente, et éclaire subtilement les rapports parfois tortueux entre production artistique et littéraire, constructions nationales et rapports sociaux. Reste, au moins pour beaucoup d'entre nous, à prendre connaissance des œuvres qu'il évoque...

Enfin, Jacqueline Heinen se penche sur l'évolution des rapports de pouvoir, vus sous l'angle des rapports de genre, toujours dans le contexte des transformations récentes. En cette matière, celle de la situation des femmes, on peut discuter si l'effet des «réformes» était planifié, voulu, attendu, ou si de telles considérations sont tout bonnement absolument étrangères au mode de pensée des stratèges de la finance internationale. Mais la réalité des ces effets et des nuisances qu'ils représentent, elle, ne se discute pas.

Nous nous sommes réjouis, écrivions-nous au début de cet édito, de la chute du Mur. Nous n'avons malheureusement aucune raison de nous réjouir du bilan de dix années de réformes. Les espoirs de «troisième voie», dont on a pu croire qu'ils étaient portés par des protagonistes influents et nombreux des changements à l'Est, font aujourd'hui figure de rêves d'un autre âge. Mais est-il admissible de continuer à contraindre les peuples des anciennes démocraties populaires (et, en fin de compte, nous mêmes) à n'avoir d'autre choix que le panzer-socialisme[2] ou le lumpen-capitalisme ?

jean-marie chauvier et pierre gillis

2. Pôle opposé de notre affligeant dilemme, le panzer-socialisme, expression inventée à l'époque par Ernst Fischer, dirigeant communiste autrichien, caractérise le «socialisme» des chars du Pacte de Varsovie réglant le sort du printemps de Prague en 1968.

retour sur 1989

ou la société en mouvement revue et corrigée

jean-marie chauvier*

Que reste-il de 1989 - hormis une cascade d'événements classés sous rubrique «chute du Mur - Fin du communisme - Victoire du Marché» ? Que reste-t-il des événements, des espoirs inclassables sous ce label confus, sinon la vague impression qu'outre l'agonie du dit socialisme réel, 1989 sonnait aussi le glas d'une «troisième voie» - ni socialisme d'Etat, ni capitalisme. L'Histoire révisée du point de vue des vainqueurs annulera donc tout ce qui ne s'ordonne pas dans le sens du dénouement désormais consacré.

Dans les années 70-80, un certain nombre de chercheurs, d'observateurs, de témoins de la société soviétique s'étaient inscrits en faux contre la «kremlinologie» - une sorte de science occulte possédée par les énigmes des luttes au sommet - et la vision, qui lui servait de toile de fond, d'une société totalitaire prise dans les glaces éternelles. Cette démarche - où il

---

* Auteur de *URSS, une société en mouvement*, éd. de l'Aube, 1988 et 1990. Envoyé spécial en URSS et en Russie (1982-1995) de la RTBF et du *Monde Diplomatique*. Le présent texte sera également publié par la revue *Mouvements* (Paris).

était question de mutations, de blocages, de mûrissements et, dès 1981, de changements politiques imminents - était jugée inadmissible dans les médias, l'auteur en fit l'expérience. Elle eut droit de cité lorsqu'après 1986, il devint trop évident que les réformes de Gorbatchev n'étaient pas que poudre aux yeux. Survint alors la *gorbymania*. La connaissance des sociétés y gagna-t-elle grand chose ? La parenthèse fut vite refermée, par ceux-là mêmes qui, après avoir dénoncé «l'inconsistance des réformes», tournèrent la page sur «l'effondrement du système», puis chantèrent les victoires «de la Démocratie et du Marché» avant d'égrèner, surtout depuis l'été 1998, la chronique des catastrophes. L'étude des sociétés «en transition» n'en continue pas moins, de plus belle, avec d'autres moyens, une nouvelle génération. Cette étude reste interpellée par 1989-1991: que s'est-il réellement passé ? Il ne s'agit pas seulement de combattre l'amnésie, de restituer les événements dans leur épaisseur réelle mais, à la lumière de ce que nous savons mieux désormais, d'interroger les diagnostics de l'époque, le rôle et les projets que nous prêtions aux différents acteurs, les potentialités que nous avions cru pouvoir détecter, à tort ou à raison - celles que le cours inexorable de l'Histoire a réduites à néant, et les autres, qui se sont accomplies «au delà de toute espérance».

tryptique (personnel) pour «l'année du tournant» : rda, géorgie, russie

Les circonstances, et les choix personnels m'ont conduit, en 1989, en RDA, en Géorgie soviétique et, de façon plus habituelle, en Russie. Les expériences collectées à l'époque en ces lieux étaient loin de former dans mon esprit un tout cohérent. Avec le recul, tout semble évident et organiquement lié: la chute du Mur menant à la réunification de l'Allemagne et à la fin de la division Est-Ouest, la dissidence d'une république constituant une étape vers la dislocation de l'URSS, les débordements de la *perestroïka* formant le prélude à l'écroulement du système soviétique. Mais en 1989, qui peut imaginer ces enchaînements et de tels dénouements ? Nous ne faisons pourtant pas, à Berlin, Tbilissi, Moscou et Léningrad, que nourrir des pressentiments. La sensation du basculement est très nette. La conscience est acquise que «la nouvelle révo-

lution russe» est au cœur d'un processus désormais irréversible de «sortie du socialisme réel». Mais sortie vers où ? Ce n'est pas encore, à nos yeux, parfaitement évident.

premier volet : berlin, ou le passage de *«das» volk* à *«ein» volk*

Le voyage à Berlin n'était pas motivé par la chute du Mur, qui n'avait pas encore eu lieu. J'avais convaincu mes employeurs, plutôt intrigués, de l'utilité d'un reportage sur les fastes du 40e anniversaire de la République Démocratique Allemande, le 7 octobre. Mon argument décisif fut : «C'est probablement la dernière fois». C'était de l'ordre du pressentiment[1]...

J'avais, pour la RDA, un mélange d'affection - lieu d'études et de rencontres qui avaient compté, attachement à l'antifascisme allemand et aux promesses de *«la meilleure partie de l'Allemagne»* (Wolf Bierman), au combat d'un Rudolf Bahro, de l'une des rares contestations de l'Est se référant aux valeurs socialistes - toutes affinités qui n'empêchaient pas, bien au contraire, une croissante répulsion envers le militarisme officiel et les crispations du régime Honecker. Nous eûmes droit, comme convenu, au défilé prussien de la *NVA* (l'armée nationale populaire) et des *Kampfgruppe der arbeiterklasse*. Plus étonnante, la grande manifestation des jeunes, de la *Freie Deutsche Jugend - FDJ*: en chemises et chemisiers bleus frappés de l'écusson au soleil levant, sous une forêt d'oriflammes bleus (couleur de la *FDJ*) et rouges, les participants arboraient des visages rayonnants, saluant avec enthousiasme la tribune officielle où trônaient, à côté d'Erich Honecker, des vedettes aussi diversément appréciables que Nicolæ Ceaucescu, Yasser Arafat et Mikhaïl Gorbatchev. D'une brève discussion avec les membres de la *FDJ*, juste avant le défilé, j'avais eu la «révélation» que le pays connaissait *«de sérieux problèmes»*, mais qu'ils seraient résolus par le peuple de RDA *«sans intervention extérieure»*. La joie spontanée des manifestants ne me paraît étonnante qu'avec le recul, au vu de ce

1. Les signes de crise sont lourds : fuite de 100.000 Allemands de l'Est vers la RFA, via les «pays frères» aux frontières désormais poreuses. Manifestation le 28 septembre à Leipzig en faveur de la légalisation de *Neues Forum*, mouvement de contestation issu de l'écolo-pacifisme.

qui allait suivre... quelques heures plus tard. Les sourires épanouis des manifestants n'avait probablement pas pour seuls motifs la commande officielle ou la dévotion au socialisme de la RDA: il y avait aussi la présence sulfureuse de Mikhaïl Gorbatchev, l'homme aux baisers redoutables. Des heures durant, le défilé fut rythmé de chants révolutionnaires traditionnels, mais entrecoupés de sonores *«Gorby, Gorby !»* qui ont dû mettre dans un état second Honecker et ses amis : comment refuser aux jeunes camarades le droit d'honorer, comme de tradition en RDA, le représentant de la grande Union soviétique, mais comment accepter qu'un tel hommage soit à ce point subverti qu'il en devient le cri de ralliement d'une (joyeuse) contestation ? Ce fut un calvaire pour les monteurs de la télévision qui, pendant une nuit entière, durent confectionner un reportage expurgé de tous les moments scabreux de la manifestation. Le soir, au cœur de Berlin-Est, sur *Alex* et tout autour, une grande fête populaire devait ponctuer le jubilé. C'est à ce moment-là, à la tombée de la nuit, qu'éclatent les premières révoltes. Elles ne cesseront plus jusqu'à la chute du Mur. Les jeunes manifestants berlinois sont chargés par les *Kampfgruppe* et de jeunes colloborateurs musclés de la *STASI* alors que la *Volkspolizei* reste impassible. Les mêmes, pour une part, qui ont défilé quelques heures plus tôt se retrouvent avec les *«hooligans antisocialistes»* bien décidés à en découdre avec le *panzersozialismus* des flics de la *STASI*. Ils chantent encore «L'Internationale», se réclament du socialisme démocratique, de la *perestroïka*, et ponctuent le tout d'un slogan mémorable : *«WIR sind das Volk»*, NOUS sommes le Peuple, en insistant sur le *«WIR»*. Ce fut le leitmotiv du premier soulèvement pacifique en RDA.

Quelques semaines plus tard surgiront dans les manifestations de Leipzig les *«Wir sind EIN volk»*, Nous sommes UN peuple... La perspective d'unification de l'Allemagne se substitue à celle de la démocratisation de la RDA. Or, c'est bien de cette démocratisation-là qu'il est encore question, en octobre, dans les manifestations et parmi les opposants de *Neues Forum* et d'autres dissidences de gauche que nous retrouvons dans les églises ou terrés dans leurs appartements. L'avant-garde contestataire dont nous sommes témoins est, sans doute, l'arbre qui nous cache la forêt d'une aspiration populaire plus large aux libertés et aux jouissances de l'Ouest, aux marks bientôt tendus, avec ostentation, par Helmuth Kohl. Lorsque, fin décembre, par la grande brêche ouverte dans le Mur à la

Porte de Brandebourg, la foule nous emporte d'Ouest en Est, c'est bien à cette fête de l'unité allemande retrouvée que nous participons. En sommes-nous conscients ? Pas vraiment : c'est encore le règne de l'ambivalence. La puissance du Mark n'avait pas encore totalement anéanti les «illusions» de la troisième voie. Il restait dans l'air comme un parfum de cette nouvelle pensée gorbatchévienne qui parlait de la fin des blocs comme nous l'aurions rêvée : réconciliation, démilitarisation du monde et des mentalités, rassemblement des peuples faisant enfin face aux défis globaux - la guerre, les menaces écologiques, la faim et la misère. De cet angélisme ambiant, nous n'étions pas dupes, mais l'époque était tellement formidable, pas avare d'espoirs, et comment se refuser à l'idée que l'Histoire redevenait malléable ?

deuxième volet : la géorgie, ou l'avènement du séparatisme

Entre les deux passages à Berlin, il y eut la preuve par la Géorgie que, décidément, l'avenir n'était plus ce qu'il était ou aurait dû (ou pu ?) être.
Cette république de Transcaucasie, qui m'était devenue familière dans les années 60, venait de vivre la tragédie du 9 avril : une manifestation nationaliste réprimée par les forces spéciales, dépêchées par le Kremlin dans des circonstances encore mal éclaircies - dont la provocation délibérée ne peut être exclue. A coups de pelle et par balles, dix-neuf manifestants ont été tués, la plupart des lycéens. Pour les Géorgiens, sous le choc, c'était la fin des espoirs de la *perestroïka*, le signal d'une rupture radicale avec Moscou.

Au moment de notre arrivée à Tbilissi, en octobre, la capitale enterre le leader nationaliste Merab Kostava, qui fut, avec Zviad Gamsakourdia, l'un des dissidents en vue des années 70-80, animateurs du groupe Helsinski. L'un et l'autre furent victimes de la répression brejnevienne. Dans les semaines qui suivent, le boulevard central, l'avenue Roustaveli, est le théâtre chaque soir de manifestations antigouvernementales de plusieurs milliers de personnes. Elles se déroulent dans le plus grand calme, la milice se contente de règler la circulation pour ne pas gêner le déroulement des meetings. Ce laisser-aller nous laisse pantois. Hormis quelques mesures de sécurité autour des bâtiments gouvernementaux, que personne ne songe à prendre d'assaut, le pouvoir est *de facto* absent. Les

responsables supposés du massacre du 9 avril, à Tbilissi et à Moscou, n'ont de toute façon pas l'appui du Kremlin : Edouard Chevarnadze, ministre des Affaires Etrangères de l'URSS et ancien premier secrétaire du PC géorgien, est venu à Tbilissi faire acte de contrition et promettre une enquête sérieuse. Que reste-t-il à faire pour l'appareil local du parti ?

Aucune révolution ne sera plus nécessaire pour le faire céder, définitivement, le désagréger, encourager la *nomenklatura* géorgienne à rejoindre le camp indépendantiste... et le monde des affaires, où elle s'est déjà bien investie. La répression du 9 avril a fait basculer la Géorgie dans le mouvement séparatiste, dont le leader incontournable est désormais Gamsakourdia. Il nous dit, ce futur président de la Géorgie - mais comment le croire à ce moment-là - que la rupture est consommée, la fin de l'URSS programmée, toute idée de refaire l'Union totalement exclue.
Jusque là, un Front populaire de Géorgie défendait avec succès les idées d'adhésion à la *perestroïka* et à une refonte de l'URSS en confédération de peuples égaux. Le Front persiste et signe - mais qui l'écoute encore ?

A la même époque, des vagues indépendantistes soulèvent les républiques voisines d'Azerbaidjan et d'Arménie, le Congrès des peuples montagnards du Caucase dont nous rencontrons les représentants à Tbilissi : des Tchétchènes, des Ingouches... Arméniens et Azeris s'affrontent, prioritairement, sur le sort du Haut-Karabagh, «berceau de l'Azerbaidjan» mais peuplé majoritairement d'Arméniens, que Bakou opprime.
C'est aussi le moment où, dans les trois républiques baltes, les mouvements nationaux composés de communistes et de nationalistes marquent symboliquement le 50e anniversaire du pacte Hitler-Staline qui avait scellé leur annexion à l'URSS: une chaîne humaine (un million) se déploie sur 560 Km à travers la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie. Rencontré cette année-là également, le futur président lituanien Vitautas Landsbergis nous parle encore d'une formule de souveraineté en association avec l'URSS. Ruse de langage ou étape, dans un processus graduel d'actions-réactions, vers un séparatisme consommé ? Les réponses de Gorbatchev tardent, la réforme de l'Union en est à la marche d'escargot alors que les mouvements nationaux brûlent les étapes. L'année 1989 est celle des occasions manquées d'enrayer la désagrégation. En pays baltes et en Transcaucasie, en tout cas, les résultats de ce ratage histo-

rique sont visibles. Le séparatisme l'emporte également en Ukraine occidentale, en Galicie, dans les traditionnels bastions nationalistes de ces régions, polonaises jusqu'en 1939.

Dans le reste de l'URSS, l'attachement à l'Union persistera, au moins jusqu'au vote du 17 mars 1991 en faveur d'une Union renouvelée de «républiques souveraines». Mais ils est aussi battu en brêche, curieusement, à Moscou : l'idée de voir la Russie quitter l'URSS est alors publiquement évoquée par l'écrivain Valentin Raspoutine, mais prise pour une boutade. Or, certains réformateurs, dans le sillage de Boris Eltsine, songent sérieusement à lancer une réforme russe sans attendre les autres républiques et en mobilisant pour ce faire les ressources matérielles du territoire russe. La souveraineté de la Russie, comme des autres républiques, devient un objectif plus important, pour Eltsine, que la *perestroika* démocratique.

La Géorgie prend le tournant du séparatisme dans la plus grande confusion. Il n'y a plus de gouvernement. Les partisans de Gamsakourdia occupent quotidiennement les rues. Dans les familles, à l'école, à l'université, les avis entendus sont partagés. Partout s'exaltent le sentiment national géorgien, l'appartenance à l'Eglise orthodoxe autocéphale, mais sans hostilité particulière envers les Russes ni, nécessairement, rejet de l'Union en tant que telle. Dans une famille d'un quartier populaire de Tbilissi, on nous invite à un interminable banquet : on y porte des toasts, pêle-mêle, à l'indépendance, à Kostava, à Gorbatchev,... à Staline. Dans les rangs des adeptes de Gamsakourdia, il est vrai, on entend d'autres discours : sur la nécessité de *«purifier»* la nation géorgienne (qui ne représente que 65% de la population de la république soviétique de Géorgie), d'en finir avec les autonomies *«créées de toutes pièces pour diviser la Géorgie»*. Ainsi, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, où des incidents sanglants ont eu lieu au cours de l'été. Le discours anti-minorités est repris par des intellectuels, par ailleurs très «démocrates» et pro-occidentaux, qui vont jusqu'à nier l'existence d'une langue et d'une culture abkhazes. L'un des premiers actes fondateurs du pouvoir nationaliste de Gamsakourdia sera de supprimer ces autonomies. La Géorgie entrera dans une ère de convulsions sanglantes et de nettoyages ethniques.
Etait-ce le vœu d'une majorité de Géorgiens ? Vous n'y songez pas. Le mouvement de renaissance nationale, tel que nous l'observons à Tbilissi en 1989, se montre chaleureux, géné-

reux, ouvert. Les ultras de Gamsakourdia ne sont que quelques milliers. Ils brûlent des drapeaux rouges de l'URSS, que beaucoup de Géorgiens respectent encore comme le drapeau de l'Etat. Mais le rouge bordeau de la Géorgie indépendante (de 1918-20) a les préférences et colore les maisons et les rues. D'aucuns, parmi les manifestants pro-Gamsakourdia, disent surtout redouter que *«le drapeau vert de l'Islam»* ne flotte bientôt sur le Kremlin, *«Raïssa, la femme de Gorbatchev, étant musulmane»*, et la Géorgie *«rempart de la chrétienté»*. Ils sont jeunes, délurés, idéologiquement inclassables, ils arborent chez eux, à la maison, crucifix et Staline en médaillons. C'est eux qui font, dans les rues, «la révolution» encore très bon-enfant.

En Abkhazie, république réputée à Tbilisi bastion islamique, nous cherchons les mosquées, en vain, et les premiers militants abkhazes rencontrés se disent *«chrétiens»* et *«soviétiques»*. Mais très antistaliniens : c'est sous Staline *«le Géorgien»* que la négation de leurs droits *«par le pouvoir géorgien»* a été la plus radicale. Une guerre civile ? Nul n'en veut, cela coule de source. En cet automne 1989, en Abkhazie, nous ne pouvons qu'observer des tensions entre Géorgiens et Abkhazes, qui se partagent le gouvernement. La présence militaire soviétique est discrète alors qu'on avait annoncé un état de siège. Les autorités géorgiennes de la république abkhaze ne nous facilitent pas le contact avec les autonomistes abkhazes, mais des rencontres fortuites, sur l'estacade de Soukhoumi, nous y conduisent sans difficulté. Le leader du Forum abkhaze, Ardziba, nous dit adhérer aux propositions de refonte de l'Union telles que les a formulées le physicien et leader de la dissidence démocratique Andréi Sakharov : *«Plus de hiérarchie entre républiques 'soviétiques' ou 'autonomes' inégales. Une confédération de républiques de même statut, égales en droits, avec respect des autonomies culturelles de toutes les minorités»*. Le discours abkhaze me paraît alors plus sympathique que celui, xénophobe, de Gamsakourdia. Mais, de part et d'autre, la violence aidant, les idées xénophobes et racistes gagnent du terrain.

troisième volet : le mouvement social en russie et en ukraine

En cette même année 1989, la Russie, dans sa partie européenne comme en Sibérie est le théâtre d'événements

d'une autre nature. Le bouillonnement intellectuel, social, politique a commencé dès 1986 au sommet, il a entraîné l'*intelligentsia* et les médias l'année suivante, donne lieu aussitôt et surtout en 1988 à une profusion d'initiatives sociales encore limitées, à une discussion politique, idéologique, historique qui, elle, gagne toutes les couches de la population. Le pays - la Russie, en ce compris le Tatarstan, la Bouriatie, mais également l'Ukraine orientale, ouvrière - commence à sortir de sa léthargie.

Le mouvement des idées déborde le cadre des réformes économiques de 1987 et celui de la *perestroïka* tel que défini au 27e congrès du PCUS, en février-mars 1986. Au sein même du groupe dirigeant, le consensus initial pour la réforme radicale se désagrège : les conservateurs, autour de Ligatchev, cherchent à modérer le cours, tandis que Gorbatchev, et surtout Yakovlev (Alexandre) franchissent un à un les Rubicons du système.

La Conférence du parti de juin 1988 a mis *«la politique au poste de commande»*. La démocratisation d'en haut débouche enfin sur des réactions en retour des bases populaires. L'alliance du groupe réformateur du parti avec les intellectuels met en branle une vaste campagne médiatique en faveur de la démocratie, de la vérité historique, du retour aux sources, qui déborde très rapidement les intentions initiales de ses auteurs.

En mars, les premières élections semi-démocratiques donnent lieu à un début d'affrontements politiques publics. Jusque là, la *glasnost* n'avait été qu'information et débat d'idées, joutes médiatiques et parfois manifestations de rues. Cette fois, on entend dans les meetings dénoncer *«la mafia qui nous gouverne»*. On croit mal entendre. Mais non, cela se dit, et plus seulement dans les cuisines moscovites. Les résultats du scrutin confirment la percée des forces réformatrices. Le premier Congrès des Députés du Peuple est, lui, davantage qu'une confrontation : un déballage fiévreux des problèmes du pays, un véritable psychodrame collectif, avec des scènes d'autocritique, des repentirs, une énorme charge émotive. Aux heures de retransmission à la télévision, les lieux de travail sont désertés.

Gorbatchev arbitre les débats en maître d'école tolérant : on lui reprochera tantôt l'impertinence du donneur de leçons,

tantôt la faiblesse, l'indécision du dirigeant qui, manifestement, à choisi d'écouter la base, toutes les bases frémissantes du pays. La question centrale, c'est celle de la démocratisation. La réforme économique est au second plan, les questions nationales à peine soulevées, par les délégués baltes et transcaucasiens, justement, suscitant chez les Russes plus d'étonnements ou de vexations que de capacités d'écoute. Mais la Russie soviétique change réellement de régime : au monopole du parti (qui ne sera officiellement aboli qu'en 1990) se substitue une configuration tripolaire, avec, outre l'appareil ébranlé du PCUS, un pouvoir parlementaire et la présidence de Gorbatchev.

Le système socio-économique est lui-même ébranlé. Les lois de 1987-88 sur les coopératives, l'entreprise et l'ininitiative individuelle ont partiellement affranchi les pressions marchandes de l'étreinte étatique - notamment dans le domaine des prix - et permis la formation d'un secteur privé, en partie mafieux, dont l'existence est plus ou moins avouée.
Le phénomène des informels *(nieformaly)* prend de l'ampleur. Il s'agit de centaines de groupes, la plupart de quelques dizaines, parfois quelques centaines de personnes, que l'on peut classifier en trois catégories. Dans la première, de loin la plus nombreuse, il y a les groupes culturels, écologiques, musicaux. Dans la deuxième, des mouvements sociaux, pour l'autogestion locale ou de collectifs de travail, des communes (communautés) de jeunes, des *squatts* d'immeubles par ces jeunes et des groupes d'artistes : Léningrad, autoproclamée capitale du mouvement social, fourmille d'initiatives du genre. Une troisième catégorie est formée de groupes plus politiques : côté «démocratique», les clubs *Perestroïka*, la Fédération des clubs socialistes, les clubs ouvriers, les groupes pour la démocratisation des syndicats, la Confédération anarcho-syndicaliste, l'Union Démocratique, la Tribune de Moscou où se réunissent anciens dissidents et futurs «démocrates» ralliés à Boris Eltsine; côté «retour aux sources léninistes» ou staliniennes, les Fronts Unis de Travailleurs; côté «patriotique», des associations pour la renaissance spirituelle, des groupes monarchistes, le mouvement d'extrême-droite *Pamiat* (Mémoire), etc.

Enfin, et surtout, l'été 1989 voit l'irruption, sur la scène politique, de la classe ouvrière, représentée par ses bataillons de mineurs de Vorkuta (Nord), du Kouzbass (Sibérie occidentale)

et du Donbass (Ukraine). Ce sont désormais des millions de gens et, avec leurs familles et les régions concernées, des dizaines de millions de Soviétiques qui entrent en mouvement, motivés par le débat et l'action politiques.

l'état des lieux : *«on ne peut plus vivre comme ça»*

Mais quel est l'état des lieux où s'enracine cette effervescence ? Les constats de crise des années *glasnost* ont fait surgir une question : *«comment vivre désormais ?»* Sans attendre la réponse, une exclamation a suivi, que résume le titre du film de Stanislas Govoroukhine (1990): *«on ne peut plus vivre comme ça !»*. Mais «comme ça», c'est quoi ?

Le développement économique et social s'essoufle à la fin des années 60. Des résultats aussi remarquables que l'élévation de l'espérance de vie et la baisse de la mortalité infantile, jusqu'à des niveaux, dans les années 60, proches de l'Europe occidentale, sont battus en brèche, dans les décennies suivantes, par les effets combinés de la démographie et du sous-emploi en Asie centrale, la détérioration de l'environnement et des services de santé en Russie. Les pays baltes sont moins touchés. En ces années-là, des inégalités se sont creusées. Quatre groupes se ditinguent : les républiques baltes à l'avant-garde du niveau de vie, la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan en stagnation et en retrait, la Transcaucasie en progrès mais en arrière, les pays musulmans d'Asie centrale en net recul.

La croissance se tasse au milieu des années 70 avant de se bloquer dans les années 80. Le régime brejnevien, échaudé par l'expérience de Prague 1968, bloque les réformes des années 65-68 et choisit une modernisation par achat d'usines clé-sur-porte financé grâce à l'afflux de pétrodollars, jusqu'à la chute des cours du pétrole au début des années 80. Cette politique - moderniser sans réformer - n'induit pas de diffusion des nouvelles techniques, l'URSS manque la révolution informatique. Fin de croissance, couplée à la voracité des budgets militaires, cela signifie également : compression des dépenses publiques civiles et des créations d'emplois, arrêt de la mobilité sociale verticale, concurrence redoublée (y compris entre nationalités) pour l'accès aux meilleurs emplois, assom-

brissement des perspectives traditionellement optimistes des jeunes générations.

Cette crise a lieu dans un pays transformé par la révolution urbaine et éducative : exode rural mais aussi, de plus en plus, croissance endogène des populations urbaines, généralisation de l'enseignement secondaire et essor de la lecture des livres et des journaux. C'est pendant les années Brejnev - avant la *glasnost* - qu'explose déja le tirage des journaux les plus intéressants et des revues culturelles. Les années Gorbatchev mèneront cette curiosité intellectuelle à la croissance exponentielle. Puis viendra, sous Eltsine, la grande chute. Mais entretemps, la télévision est née.

Or, la ville soviétique, construite à la hâte, si elle évite les mégapoles et les bidonvilles, est comme un organisme atrophié, que n'irriguent pas les services indispensables à la vie urbaine : c'est là, dans la pénurie de produits et de circuits de distribution, que se crée un appel de marché pressant. Culture générale et formations sont en divorce croissant avec les exigences de l'économie. *«Tout le monde ne peut devenir cosmonaute,* disait-on dans les candides années 60, *il faut aussi des coiffeurs et des vendeuses de magasins»*. Les réformes de 1984-87 esquissent une professionalisation accrue de l'enseignement où des sociologues comme Choubkine disent redouter *«le règne de la technocratie»*.

Le mal-emploi - sureffectifs ici, postes inoccupés ailleurs - accentue le *turnover* et les insatisfactions, que les enquêtes révèlent comme prioritairement liées aux critères de qualité du travail : monotonie, mauvais rapports avec la hiérarchie, désordre dans l'organisation. La réputation de paresse faite aux ouvriers est en partie le fruit de cette désorganisation démotivante, elle ne doit pas masquer l'ardeur qu'une fraction d'entre eux mettent à accomplir des boulots parallèles. C'est que le besoin d'argent se fait sentir. L'épargne massive, que l'on dit stérile, sert souvent à des achats différés, importants, tels que la voiture ou l'appartement. En dépit de constructions effrénées, la crise du logement reste au premier rang des préoccupations. Il est vrai que le changement est, là aussi, remarquable : plus de 80% de logements communautaires fin des années 50, plus de 80% d'appartements privés fin des années 80. Une révolution du mode de vie. Une «privatisation» de la vie familiale, d'ailleurs réduite par la décroissance

démographique - en Russie. L'expansion du travail au noir ou des activités grises des entreprises offre des services (approvisionnement technique, réparations, transports) que le Plan ne peut assurer, et des revenus appréciables pour une frange de débrouillards. C'est dans cette économie-ombre («ombre» de l'officielle) que la corruption, le vol, les mafias creusent leurs galeries, fragilisant l'ordre social, désespérant les travailleurs honnêtes, discréditant les valeurs morales sur lesquelles se fondait l'éducation soviétique. Loin de colmater les brêches, la *perestroïka* les a élargies. Les coopératives autorisées en 1987 servent en grande partie à blanchir les capitaux mafieux, elles sont le masque d'une entreprise privée qui ne dit pas son nom et jouit, par conséquent, d'une liberté sans rivages - la fiscalité étant balbutiante et la frontière entre public et privé des plus élastiques. Chacun connaît les exemples de responsables de l'alimentation engagés, ici, dans la gestion d'une coopérative alimentaire, ailleurs à la direction du Mac Donald de Moscou. Aubaine pour les uns, la libéralisation largue la masse de ceux qui tentent de vivre - à une époque où la traditionelle stabilité des prix s'effrite - avec des salaires, des pensions, des bourses rongées par l'inflation. Ce n'est donc pas de 1992 que date la déstabilisation sociale. A la fin des années 80, 41 millions de Soviétiques (sur 285) vivent en dessous du seuil de pauvreté tel qu'il est alors calculé[2]. Une pauvreté inégalement répartie : environ 3% seulement des populations baltes, mais près de 48% des Ouzbèques. Le sous-emploi touche près de 6 millions de personnes (sur une population en âge de travailler de 160 millions), et des 3 millions de travailleurs licenciés en 1988, la moitié seulement sont reclassés. Chômage inavoué, inégalités, hausses des prix : que reste-t-il des *«acquis du socialisme»* que les Soviétiques sont encore invités à défendre ?

En 1989, *«on ne peut plus vivre comme ça»*. Cette année-là pourtant, l'URSS produit encore en masse des fusées et des avions, des armements et des machines-outils, des trains et

2. D'après Alastair McAuley, 35-40% de la population soviétique vit en dessous du seuil de pauvreté en 1967-68, 15-20% dans les années 70-80. Le seuil sera statistiquement abaissé sous Eltsine, jusqu'à 20.8% en 1997, alors qu'il serait de 90% selon les normes soviétiques. Le nombre de denrées alimentaires constitutives du seuil est drastiquement réduit. La pauvreté est sous-estimée (d'après Carine Clément, sociologue, ATER à Paris VIII).

des tracteurs, des produits pharmaceutiques et des denrées alimentaires. La rumeur court, à Moscou, qu'un *spad* (une chute) de la production est prévisible, voire souhaitable pour débarrasser l'URSS de ses dinosaures industriels. Nul n'imagine que le *spad* touchera dans les dix ans plus de la moitié du produit industriel, les trois-quarts de la fabrication des biens de consommation, qu'il ruinera l'agriculture, la santé publique, la recherche, la dite classe moyenne - des intellectuels enseignants, chercheurs, ingénieurs, ouvriers qualifiés, dont les réformateurs disent, en 1989, qu'ils forment la base sociale de la *perestroïka* - et même une partie des «nouveaux Russes» émergents.

En 1989, la pauvreté et le chômage que l'on voit s'installer avec effroi ne forment pas encore le paysage massif auquel on s'habituera quelques années plus tard. La corruption, le vol des biens publics que l'on dénonce sont encore loin d'avoir pris l'allure d'une évasion massive des capitaux, du détournement à des fins d'enrichissement privé et à grande échelle des matières premières, de l'épargne populaire, des entreprises privatisées.
Sans doute, le *«on ne peut plus vivre comme ça»* n'avait-il pas le même sens pour les divers acteurs qui, en 1989, paraissaient crier à l'unisson.

la fin du consensus et les nouveaux mouvements sociaux

Le consensus de l'ère Brejnev, en lente érosion, est complètement défait par le changement social, il est également brisé, délibérément, par les auteurs de la *perestroïka* qui n'y voient que conformisme paralysant.

En quoi a-t-il consisté ? Au sortir du régime stalinien de mobilisation, d'enthousiasme et de terreur, après 1956, il a fallu refonder l'adhésion, ou du moins le consentement à l'ordre établi. Les convictions, les idéaux, résistants et parfois même revigorés au choc de la déstalinisation ne suffisaient pas à la tâche, pas plus que les mythes fondateurs de 1917 et 1945. Les prétentions totalitaires du pouvoir durent céder, irréversiblement, des espaces de liberté, dans le choix du travail, du lieu d'habitat, l'aménagement de la vie privée. La bureaucra-

tie policière ne parvint jamais plus à maîtriser les flux de main d'œuvre, les migrations, l'exode rural, le nomadisme d'une partie de la population. Ni à contrôler comme auparavant la vie intellectuelle. La répression devint sélective. Dans les années 80, les prisonniers politiques étaient beaucoup moins nombreux qu'on ne le disait en Occident : des milliers et non des millions, quelques centaines encore au début de l'ère Gorbatchev. L'image d'un pays baillonné, terrorisé que diffusaient nos médias était très éloignée des réalités.

La violence cachée, par contre, c'était celle du monde carcéral : fin des années 80, sa population est deux fois moindre que celle des camps staliniens au début des années 50, pour une population qui a presque doublé (qu'en est-il aujourd'hui ?). La violence contenue, invisible, c'est celle de la pression sociale et, comme l'a justement analysé Alexandre Zinoviev, le conformisme généré par l'esprit communautaire spontané. Le compromis social tacite repose sur l'échange entre une soumission acceptée et une amélioration des conditions de vie, réelle dans les années 60-70 et même plus tard dans les campagnes, ce qui n'est pas sans expliquer les nostalgies des années Brejnev qui s'expriment surtout en milieu rural.

Ces années-là comportent une part de fidélité aux valeurs égalitaires et internationalistes - violées certes, mais c'est précisément la référence à ces valeurs qui rend leur viol insupportable aux croyants du socialisme (car il en reste) ou qui oblige la *nomenklatura* à dissimuler ses privilèges (nul n'est plus dupe du mensonge, mais les apparences sont sauves). Les libéraux ne s'insurgent-ils pas du reste contre le nivellement et l'égalitarisme soviétiques ?

Dans les élites, le compromis se caractérise par une sécurité d'existence (fin des purges), un recrutement de masse dans le parti (la promotion des années 70 qui fournira les cadres du régime eltsinien !), une pratique étendue du *soglasovanie*, c'est-à-dire de la consensualité des décisions - ébauche d'une culture de compromis que connaissait l'ancienne Russie et qu'avait brisé le bolchévisme.
Les différenciations s'installent entre la bureaucratie de parti archaïque et la technocratie économique qui étend son pouvoir à la faveur des réformes de 1965, des regroupements d'unités de production des années 70, et bien entendu de l'autonomisation des entreprises-unions de production après

1987. Ces élites s'autoreproduisent et les enfants grandissent dans le cocon d'où sortiront, fin des années 80, la crème des «nouveaux Russes» - ceux qui ne sont pas directement issus des marges de la société de l'ombre ou du monde criminel !

les non-conformismes

C'est par les fissures du système de domination que s'insinuent, progressivement, les non-conformismes culturels. Il ne s'agit pas d'une irruption soudaine, sous Gorbatchev, mais d'un long mûrissement, de ce qu'on pourrait appeler une société troglodyte sous le béton des dogmes.
Déja sous le stalinisme, les contre-cultures des paysans, des marginaux, de la pègre, du *goulag* ont fait échec à l'uniformisation. Le patriarcat se conservait au sein des exploitations paysannes familiales tolérées. Les traditions nationales, les mœurs claniques et féodales d'Asie centrale avaient réinvesti l'Etat-Parti tout comme, en Russie, la mystique patriotique et l'idéologie du chauvinisme de grande puissance. La déstalinisation et la réforme de 1957 (les Sovnarkhozes) avaient entraîné une déconcentration favorable à la formation de groupes d'intérêts et de pouvoirs régionaux et locaux, un legs qui servira à la régionalisation des années 90.

Le pluralisme - d'intérêts, d'opinions - est donc antérieur à la *glasnost*. Il faut le rappeler, au risque d'encore démentir les chromos du totalitarisme orwellien dans lesquels on s'obstine à figer le passé soviétique.
L'évocation de cette antériorité de la *glasnost* peut paraître un fastidieux rabâchage. Mais s'agit-il d'enfoncer des portes ouvertes ?

L'archéologie de la renaissance russe peut se présenter en couches successives, à la fois périodes et matériaux accumulés d'une nouvelle conscience sociale :

- libertés intérieures, vie spirituelle et échanges micro-sociaux encouragés par la littérature, la musique, les débats culturels dans des couches qui n'étaient pas limitées aux seuls «intellectuels» diplômés;
- dégel intellectuel des années 50-60 (le temps des *chestidisiatniki* ou soixantards) prolongé par les dissidences après la réaction de 1968; la chape de plomb qui retomba sur l'expression du pluralisme (une notion reconnue dès les années

60 dans la sociologie) fut la tragédie d'une génération d'intellectuels, mais elle n'empêcha pas le développement d'autonomies de pensée sous d'autres formes, avec d'autres manifestations publiques; ...
- le courrier des lecteurs de la presse, lieu des protestations atomisées contre l'arbitraire, la corruption, les licenciements abusifs qui accédera progressivement à une vision synoptique des défauts du système;
- les romans, articles et débats de journaux qui, sans toucher aux sacro-saints dogmes politiques, articulent la protestation contre les atteintes à l'écologie, les regroupements de villages, les carences syndicales dans la défense des droits des travailleurs; qui ouvrent également des débats d'ordre éthique sur le rapport à l'argent, les relations humaines au sein des grands ensembles urbains, le «chosisme» et l'exigence spirituelle, l'écologie de la culture, etc.; toutes thématiques qui, avec le recul des années 90, paraissent évidemment d'une abyssale candeur !
- ni «pour», ni «contre» le régime, mais «ailleurs», la vie associative et culturelle «informelle» des groupes d'amis, des soirées de poésie et de chanson dans les clubs d'étudiants et d'ouvriers.

Le phénomène des informels est souvent situé à l'ère Gorbatchev. Il lui est bien antérieur. Le plus important a été la chanson des bardes. On connaît ses vedettes, Okoudjava, Galitch, Vyssotski. On ignore qu'ils étaient des milliers de chanteurs, des dizaines de milliers de participants à des festivals de chanson amateur, dans les années 60, 70, 80. D'initiative spontanée, cette mouvance était tantôt brutalement contrée, par des interdictions, tantôt récupérée, organisée sous l'égide du *Komsomol*, tantôt située entre deux, tolérée, négociée,... Soumise au même régime, mais plus marginale, plus en rupture avec les canons esthétiques officiels, il y eut la mouvance *rock*, dans les années 70-80.

L'écologie investit un terrain où l'idéologie officielle n'a pas de véritable doctrine, si ce n'est des *a-priori* favorables à la défense de l'environnement hérités de la tradition russe autant que des premiers décrets de Lénine. Les écologistes se nichent dans l'Union des écrivains, dont le courant «villageois» est très sensible aux questions de pollution des fleuves et des lacs, dans le monde scientifique - géographes, biologistes - ou dans les associations (officielles) de protection de

la nature, voire au sein du *Komsomol*. L'émergence de ce mouvement, après les années 60, est en décalage avec son homologue occidental : c'est autour de l'eau - de la Volga, du lac Baïkal, de l'assèchement de la mer d'Aral, des pollutions atmosphériques - que se mobilisent les Soviétiques, et non du nucléaire, largement accepté. Un peu comme si l'écologisme en Occident s'était formé dans les années 30-40, à Liverpool ou en Lorraine, sur les rives du Rhin ou de la Tamise, face aux dégâts de la révolution industrielle et non après 1968, face aux dangers de nouvelles technologies.

De la contestation esthétique ou sentimentale à l'action politique, le pas est franchi lorsque sont contestés certains grands projets, comme le détournement des fleuves sibériens vers le Sud. Non sans révéler les différences d'approche entre opposants russo-sibériens au projet et républiques «musulmanes» d'Asie centrale intéressées par l'apport supposé des fleuves détournés à la lutte contre la désertification.
C'est autour de l'écologie qu'en 1987-89 ont lieu, en Russie, les premiers grands rassemblements populaires non-officiels. Dans la ville de Kirichi (région de Léningrad) les défenseurs de l'environnement se mobilisent dès mai 1987 pour la fermeture d'une usine biochimique (BVK) et, le 1er juin, réunissent déjà 10 à 12.000 personnes. D'autres manifestations draineront jusqu'à 15.000 participants en 1988 et une pétition rassemblera les signatures de 78% des habitants. L'exemple, certes, est unique. Il y aura peu de mouvements de masse d'une ampleur comparable, du moins avant 1989.

la renaissance du mouvement ouvrier

La plus ample mobilisation est celle du mouvement ouvrier. L'expression peut surprendre, dans le contexte soviétique. Les ouvriers n'y sont-ils pas, depuis la fin des années 20, aussi dominés qu'atomisés, sans organisations autonomes ? Ce ne sont pas les raisons de mécontentement qui manquent : bas salaires, hausse des rendements, arbitraire des chefs, etc. Les syndicats sont, *de facto*, les auxiliaires des directions pour briser toute velléité de révolte même s'ils sont chargés, par ailleurs, de gérer les services sociaux.

Officiellement, la classe ouvrière est même investie d'un «rôle dirigeant» dans la société. Cela peut paraître risible. La majorité n'est probablement pas dupe, mais la valorisation du

monde ouvrier dans les discours officiels n'est pas sans écho, d'autant qu'elle se fonde sur de réels privilèges, sans commune mesure avec ceux de la *nomenklatura*, mais assez importants pour que la condition ouvrière soit préférée à d'autres. Les ouvriers d'industrie gagnent des salaires élevés, si on les compare à ceux des ingénieurs débutants, des employés, de l'*intelligentsia* enseignante ou médicale - et ces traitements de faveur sont d'ailleurs dénoncés par les adeptes des réformes, qui se désolent du nivellement salarial. De fait, l'éventail n'est pas très large. Mais il tend à s'élargir. Les réformes des années 60 ont fait évoluer la condition ouvrière. D'une part, leurs résultats en termes de hausse de la partie mobile (primes) du salaire bénéficient aux ingénieurs et aux cadres plutôt qu'aux ouvriers. D'autre part, dès cette époque, l'élargissement des droits des directeurs suscite des revendications en faveur de l'élargissement du champ des conventions collectives, des droits des comités syndicaux d'entreprises et, en certains cas, de l'élection des cadres, voire de l'autogestion. Le débat est tel qu'il provoque, en 1969, une condamnation officielle des tendances anarcho-syndicalistes[3].

Dans les grandes entreprises qui ont vu croître leurs fonds propres, sociaux et d'investissement - autre privilège - les services collectifs (médicaux, jardins d'enfants, cercles d'art amateur, maisons de vacances, etc.) ont atteint un niveau de qualité nettement supérieur à celui des services municipaux ordinaires. Cette situation d'entreprise-Providence (également dispensatrice de logements), plutôt que d'Etat-Providence favorise un patriotisme d'entreprise de type corporatif qu'on verra survivre dans les années 90, à contre-courant des réformes libérales. Certains grands complexes assurent emplois, services et activités culturelles à des dizaines de milliers de travailleurs et à leurs familles, avec des retombées pour des villes et des régions entières.

La condition ouvrière (le rapport de forces) est également caractérisée par le plein emploi, la grande quantité de postes vacants, qui stimulent le *turnover* et la recherche de meilleures conditions. L'absence de chômage est regrettée dès les années 60 par des économistes libéraux qui y voient l'une des raisons du bas rendement du travail.

3. *Cf.* Jean-Marie Chauvier, *L'URSS au second souffle - Bilans et réformes de l'économie soviétique*, FAR, Liège, 1976.

Or, c'est bien la fin de ces «privilèges» qui fait grossir, dans les années 80, un nouveau type de mécontentement. L'arrêt de la croissance et les coupes budgétaires ont pour effet de comprimer les salaires réels, les services collectifs, les offres d'emploi et possibilités de promotion sociale. Le ralentissement du progrès technique, le vieillissement des équipements ont pour conséquence une hausse des accidents, accrue par l'alcoolisme.

Les réformes de l'ère Gorbatchev (1987-88) renforcent les inégalités et la concurrence. Avec la création de coopératives commerciales au sein même des secteurs performants des entreprises, les ouvriers se retrouvent dans un rapport de forces employé-employeurs nettement moins favorable qu'auparavant. Les conflits et les grèves se multiplient dès 1986-87. Il est vrai qu'il y a aussi l'effet *glasnost* et l'appel de Gorbatchev au réveil des syndicats. Le fait même que, tout en les vidant de leur substance, le régime ait conservé la forme syndicale, que la propagande officielle ne cesse d'exalter les «luttes de classe» dans les pays capitalistes est sans doute l'un des facteurs qui favorise le retour à l'action collective. La concentration industrielle en est un autre. Le niveau d'éducation (de scolarité) des nouvelles générations en est un troisième[4].

C'est chez les mineurs - la catégorie la mieux payée des ouvriers - qu'éclatent, l'été 1989, les plus grands mouvements. Ils entraînent d'autres secteurs. Il y a 300 à 320.000 grévistes dans le Kouzbass sibérien (dont 200.000 mineurs), plus de 500.000 dans le Donbass et d'autres régions d'Ukraine. Le mouvement est transnational - cela va de soi - il est également, et très vite, politisé: des revendications de salaires et de conditions de travail, on passe à l'exigence de la fin du contrôle du parti dans les usines et le pays, à l'établissement du contrôle ouvrier, à la revendication d'élections libres.

Les mineurs de Vorkuta globalisent les exigences, le 1er novembre 1989, par un retentissant : *«Transfert du pouvoir aux Soviets, de la terre aux paysans, des usines aux ouvriers»*.

4. *Cf.* L. Gordon, E.V. Klopov, «La renaissance du mouvement ouvrier en Russie», in *La société soviétique...*, ed.RGGOu, Moscou, 1997 (en russe).

Dès ce moment, et sous la conduite de nouveaux syndicats indépendants (dont le célèbre *NPG* des mineurs), le mouvement ouvrier lie son sort à l'opposition démocratique que mène, contre Gorbatchev et le PCUS, le (bientôt) nouveau président russe Boris Eltsine. *«Pour le Marché et la Démocratie»*.

Les mouvements ouvriers et sociaux sont d'inspirations pourtant contradictoires. Ils ont des traits communs : l'initiative citoyenne, la volonté de démocratisation, le rejet des privilèges de la *nomenklatura* et des plus criantes injustices. La dominante n'est pas libérale au sens économique, mais plutôt justicialiste et le discours démocrate est lui-même teinté de populisme, du moins sur la place publique.

Faut-il rappeler qu'aux élections de 1989 et dans l'année qui suit, les opposants à Gorbatchev, tant démocrates (eltsiniens) que communistes non-conservateurs battent campagne, comme les ouvriers, autour des slogans d'Octobre 1917: *«La terre aux paysans, les usines aux travailleurs, le pouvoir aux soviets»* ? Boris Eltsine se fait un point d'honneur à dénoncer les privilèges, à recommander aux fonctionnaires de prendre le métro comme tout le monde. Les enquêtes d'opinion, en 1989 et plus tard, révèlent une popularité croissante des réformes de marché, mais dans une étrange ambivalence : pour beaucoup, le «marché» est associé à «plus de justice», il n'implique ni le chômage, ni la privatisation des grandes entreprises.

Dans le chef de l'équipe de Novossibirsk qui inspira la première mouture de la *perestroïka* - les Abel Aganbegian et Tatiana Zaslavskaïa - les ressources dégagées par le dégraissement de la bureaucratie et les nouvelles libertés marchandes devaient servir à l'accomplissement de grands programmes sociaux : logement, santé publique, enseignement.
La *perestroïka* du deuxième type se décline dans les programmes réformateurs de 1989. L'idée du socialisme de marché, à laquelle sont rattachés les propositions initiales d'Aganbegian et Zaslavskaïa et le *«choix socialiste»* maintenu de Gorbatchev, est progressivement abandonnée au profit d'options plus libérales :

- celles d'économistes tels qu'Abalkine, Petrakov et Chataline s'apparentent aux solutions keynésiennes ou social-démocrates - une économie de marché socialement (étati-

quement) régulée (une formule qui sera jugée archaïque et «communiste» en 1991 par les «vrais libéraux»);
- celles que défendent, dès 1989 publiquement, les Chmeliov, Popov (maire démocrate de Moscou), Piacheva, épousent les vues néo-libérales[5].

L'été 1989 est marqué de nombreux colloques, en Occident, où libéraux de l'Est et de l'Ouest réfléchissent activement aux moyens de radicaliser les réformes et d'arrimer l'URSS au marché mondial.
C'est l'époque où les puissances occidentales, principalement les Etats-Unis et l'Allemagne, enfin convaincues que Gorbatchev est sincère dans sa volonté de changement, commencent à intervenir activement dans les réformes soviétiques - au travers de leurs ambassades, de diverses fondations, de bourses de formation délivrées aux décideurs.
Ces cogitations se déroulent à l'écart de la place publique, des mouvements sociaux. Ceux-ci n'ont aucunement en perspective la *«thérapie de choc»* dont les contours se précisent parmi les penseurs de Harvard.

La contestation russe est à ce point optimiste qu'un Boris Eltsine se croit obligé de reprocher à Gorbatchev de faire des réformes *«qui réduisent le niveau de vie»*. En 1989, les Soviétiques sont loin d'imaginer qu'ils *«vivent au dessus de leurs moyens»* - comme cela se dit, en sourdine, dans les cercles libéraux - et que les réformes vont nécessairement entraîner une réduction drastique du niveau de vie du plus grand nombre. Comment pouvait-on y songer, alors que le discours réformateur insistait sur les immenses ressources du pays dont le gaspillage bureaucratique devait cesser ?

revisiter 1989-99: de la société en mouvement à la société rompue ?

Dix ans plus tard, que reste-t-il des mouvements qui avaient défrayé la chronique en 1989 et soulevé tant d'espérances ?

5. *Cf.* J-M. Chauvier, «Fascinations néolibérales», *Le Monde Diplomatique*, octobre 1989.

Nous supposons connus, ici, les bilans de régression sociale, il est vrai mal connus et objet d'un déni de réalité par certains économistes russes et des commentateurs occidentaux très inquiets à l'idée de paraître nostalgiques du soviétisme. C'est ainsi que les données sur la pauvreté, le chômage, l'aggravation des conditions de travail sont assez systématiquement sous-estimées. Les visions iddyliques de la nouvelle Russie sont en net recul depuis le krach de l'été 1998, vu qu'il affecte les intérêts occidentaux.
Comment expliquer que les acteurs de 1989-91, qui revendiquaient à peu près l'inverse de ce qui est advenu, aient pu accepter un tel destin ? La réponse, diront certains, est à chercher dans les abîmes insondables de l'âme russe, à laquelle nous ne comprendrons jamais rien. Ou alors, dans «le Mal» accumulé par le communisme, qui aurait précipité ce peuple dans la déchéance morale. Ou encore, dans «le sang d'esclave qui coule dans nos veines» (russes). Peut-être. Nous ne voulons sous-estimer ni la part de l'irrationnel dans le séisme moral que vient de vivre la Russie, ni les ravages du double langage, de la culture de mensonge communiste spéculant sur les idéaux et les rêves les plus généreux, ni le poids de cinq siècles de servage prolongés par le stalinisme. Mais nous pouvons également nous permettre quelques pistes de réflexion plus prosaïquement rationnelles.

le changement des rapports sociaux... et leur relative continuité

Le bouleversement des conditions d'existence explique forcément un peu l'évolution des comportements. Le seul fait de la libération des prix, le 2 janvier 1992, a fait fondre l'épargne populaire et les salaires réels, fragilisé l'ensemble des industries, des services publics d'enseignement, de santé: il n'en fallait pas plus pour modifier des dizaines de millions de trajectoires individuelles. Des espaces de liberté inconnus se sont ouverts, avec certes de grandes chutes de tabous et transgression de multiples frontières, que les privatisations et les voyages (des personnes, des capitaux) ont encore fait reculer. Des chances inouïes se sont offertes, aux uns de s'enrichir, aux autres, l'immense majorité, de se retrouver dans l'insécurité, la précarité, la misère voire (pour les malades, les invalides, les vieux) au seuil d'une mort prématurée. De nouvelles fractures se sont établies ou renforcées entre dominants et dominés, entre groupes socio-professionnels, géné-

rations ou régions plus ou moins adaptables aux nouvelles conditions.

Les rêves de 1989, s'il y en eut, se sont fracassés au choc du réel. La dite révolution démocratique, confisquée par la nouvelle (?) classe dominante, s'est avérée profondément, et brutalement antipopulaire. Les classes populaires ont été dépossédées des biens publics dont le régime soviétique leur assurait, en titre, la propriété collective. Ce qu'elles revendiquaient - l'exercice de ce droit de propriété - a été piégé par l'opération dite du capitalisme populaire aboutissant, de fait, à la concentration du pouvoir financier entre les mains de quelques oligarques étroitement imbriqués à la bureaucratie eltsinienne. La révolution politique n'a-t-elle pas débouché sur une contre-révolution sociale ?

Dans un contexte de chute des salaires réels, de flexibilité, de menace de chômage, il ne peut plus être question, pour les travailleurs, de revendiquer un mieux, un droit de regard sur les affaires publiques, d'illusoires refontes de l'ordre social. Les stratégies de survie l'emportent désormais sur toute autre considération. Elles s'appellent débrouille, c'est-à-dire double ou triple activité, commerce et troc, *business* de rue, prostitution etc. «Débrouille», c'est-à-dire aussi surcroît de travail, d'exploitation[6].
Les réactions sociales (comme les grèves de 1996-98) ne semblent pas devoir dépasser les formes corporatives (d'entreprise, de région, de secteur) de ces stratégies. Mais il y a, à ce déficit de solidarité, d'autres raisons qui tiennent probablement à la complexité des rapports sociaux soviétiques et de leur transformation en cours. Les changements s'accomplissent aussi sur une longue durée, et il importe d'en déceler les continuités et les métamorphoses lentes autant que les ruptures brutales comme celle de la libération des prix en 1992. Il n'y a pas de basculement soudain d'un grand «empire du Plan» à une sauvage «économie de marché». Les travaux de Pierre Rolle attirent l'attention sur les rapports marchands qui existaient à l'intérieur des entreprises et sur la rela-

6. Carine Clément, «Les rapports des ouvriers russes au travail : une multiplicité aux dimensions à la fois émancipatrices et assujétissantes», *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.29 n°2, 1998; voir aussi son article dans ce même numéro des *CM+Samovar*.

tive autonomie des équipes de travail. Cette entreprise soviétique marchande a survécu à l'effondrement du système administratif[7]. D'autre part, on connaît ses aspects corporatifs et providentiels. Ne faut-il pas chercher dans ces caractéristiques quelques raisons de la débrouille, collective ou individuelle, qui tient en échec tant la rationalisation libérale que les capacités de mobilisation sociale solidaire ?

les acteurs sociaux, leurs projets, leurs discours

Les travailleurs, les intellectuels, les mouvements qui étaient montés sur scène en 1989 n'ont pas, dans leur grande masse, forgé l'Histoire.

Les acteurs les moins visibles sur la scène de 1989 se sont avérés les plus déterminants. «Nouveaux Russes», coopérateurs, mafieux : on sait mieux désormais quels vastes espaces leur ont offert les réformes bien avant 1991. Mais les acteurs décisifs ne se trouvaient-ils pas parmi les technocrates soviétiques qui, avec les précédents et la bureaucratie «démocrate», ont réussi à former le capital financier maîtrisant, après 1993, les centres névralgiques du pouvoir économique, politique, médiatique ?

La caractérisation de la *nomenklatura* comme globalement conservatrice, opposée au changement, fut une grossière erreur. Le politologue Igor Kliamkine avait déjà démontré à quel point le basculement de la *nomenklatura* économique, dès 1989-90, dans le camp des réformes, fut décisif pour l'échec du putsch archéo-soviétique d'août 1991 et la prise de pouvoir par les démocrates eltsiniens. Il faut maintenant remonter dans le temps pour relire ce qui a cessé d'être l'Histoire des réformes soviétiques pour devenir la Préhistoire du capitalisme en Russie. Les jalons de cette préhistoire, circonscrits à la seule période post-stalinienne, peuvent être situés dans les réformes de l'entreprise en 1965-68, la création des unions de production dans les années 70, où se profilent les groupes du gaz, du pétrole, de l'automobile où se

7. Pierre Rolle, «Le Travail dans les révolutions russes», *De l'URSS à la Russie : le travail au coeur des changements*, Cahiers Libres, Editions Page Deux, Lausanne, 1998.

formeront les grandes sociétés par actions des années 90, et bien entendu les réformes gorbatchéviennes.

A cette exploration du proche passé, il faut ajouter la propagation des modèles culturels de la société de profit et de consommation, que véhiculent films, feuilletons TV apparemment apolitiques et bien entendu la guerre idéologique menée par les divers canaux occidentaux de l'audiovisuel[8].

A la différence de la révolution de 1917 et du dégel post-stalinien, la révolution des années 90 n'entraîne pas de renaissance culturelle. Nulle mobilisation sociale collective non-plus, comparable à celle des années 30 et de la reconstruction après 1945. C'est que la Russie post-soviétique est marquée d'une régression nationale, d'une dévalorisation de soi, d'une contraction des perspectives qui ne laisse de futur qu'à la projection de réussites individuelles sur fond de régression du grand nombre.

La défaite sociale des classes populaires s'est alourdie d'une profonde démoralisation. Pas seulement à cause du plongeon social. Un véritable matraquage idéologique et médiatique, exercé par une fraction des élites intellectuelles «démocratiques» et «humanistes», des sociologues d'Etat, s'acharne à discréditer tout ce qui est associé au passé soviétique, aux *sovki*: le travail des générations antérieures, le travail tout court (sauf les affaires) la classe ouvrière supposée *«coupable»* de l'ancien régime, les valeurs du collectivisme et de l'égalitarisme, l'internationalisme et bien d'autres vertus prolétariennes liées et parfois abusivement prêtées au système soviétique et à *«l'homo sovieticus»*.

Ce travail de déstabilisation psychologique vise particulièrement les ouvriers, dont on souligne la paresse, l'ivrognerie, l'inutilité, la prochaine disparition.
Un thème récurrent dans la presse russe est celui de la *lumpenisation* d'un prolétariat frustré dont on redoute, à chaque moment critique (rébellion parlementaire en 1993, présidentielles de l'été 1996, krach financier et mouvements sociaux

8. Voir Tristan Mattelart, *Le cheval de Troie de l'audiovisuel. Le rideau de fer à l'épreuve des radios et télévisions transfrontalières*, Presses Universitaires de Grenoble, 1995.

de l'été 1998), qu'il devienne le fer de lance de la *«revanche des rouges»* ou des *«rouges et bruns»*.

la dite «mondialisation», ou la pression et l'interférence des forces extérieures dans la formation de la nouvelle russie

Nous y avons prêté trop peu d'attention, captés que nous étions par les processus internes de la société soviétique. Il s'agit du fait massif de la concentration des capitaux, des technologies dans la triade Amérique-Europe-Japon, de la suprématie militaire écrasante des Etats-Unis et de leur volonté de réaffirmer leur *leadership* mondial. En d'autres termes, de la rélégation de l'ex-URSS à la périphérie des centres vitaux de l'économie-monde et des lieux de décision. Il s'agit de la parenté des phénomènes observés en ex-URSS avec ceux qui se déroulent à une échelle planétaire : l'engrenage de la dette, le désengagement de l'Etat des activités économiques et des services publics, les privatisations, le rôle croissant des marchés financiers, du capital spéculatif, du crime organisé, l'expansion d'un modèle unique de consommation, d'un certain *way of life*, de façons de penser et de se comporter auxquels correspond l'expansion des industries culturelles américaines. Ainsi, des phénomènes localisés en Russie, avec leurs particularités liées à l'héritage russo-soviétique, apparaissent moins comme le fait d'une transition spécifique, et davantage comme des variantes d'un processus mondial, c'est-à-dire d'une transition plus vaste[9].

L'entrée en réformes de l'URSS coïncide avec le succès des idées néolibérales en Occident : comment s'étonner que les réformateurs russes y soient allés faire «leur marché» ? Y avait-il d'autres idées à vendre ? Etonnant, ce glissement des références, en URSS, où l'on passe des modèles sociaux-démocrates scandinaves et allemand au capitalisme rhénan puis, vers 1989 précisément, aux «exemples» sud-coréen et chilien, non sans un grand coup de chapeau, au passage, à Margaret Tatcher et à Augusto Pinochet !

9. Voir, dans ce numéro des *Cahiers Marxistes* + *Samovar*, l'analyse de Pierre Rolle.

Peut-être trop soucieux de récuser la thèse du grand complot chère aux communistes-patriotes, avons-nous négligé ou très peu observé les coups de pouces externes à la réorientation russe d'après-1989.
Quels ont été les rôles des fondations américaines - Heritage, Ford, Carnegie, Soros - dans la refonte des esprits, l'encouragement financier aux décideurs qui, en 1989-91, ont précipité les événements dans une certaine direction ?

La prise en compte des effets de la mondialisation, du chaos international qui suit l'effondrement de l'URSS ramène à de plus justes proportions la crise russe et la dite fin du communisme. Celles-ci ne sont qu'une dimension, un moment d'une transformation mondiale et non leur cause unique. Nous incluons dans cette prise en compte les stratégies géo-politiques mises en œuvre par les Etats-Unis pour la maîtrise des centres vitaux et l'hégémonie mondiale, en rivalité avec l'Europe et dans la volonté de briser les états «voyous» tels que l'Iran, l'Irak, Cuba, la Corée du Nord, bientôt la Serbie. La guerre du Golfe est contemporaine de la dislocation de l'URSS et des débuts de la désagrégation yougoslave. La guerre du Kosovo est relayée par celle du Caucase, aux flancs d'une Fédération de Russie que «les réformes» ont exposé, après l'URSS, au risque de la désintégration. Les enjeux des ressources du bassin caspien et de l'Asie centrale sont au cœur du grand échiquier eurasien où, des Balkans au Pacifique, se joue un repartage du monde que, progressivement, la chute des dominos polonais, afghan, soviétiques, yougoslave ont permis de se déployer.
Dans cette vision plus globalitaire du tournant de 1989-1991, les débats idéologiques à propos du «socialisme réel» ou de son dépassement éventuel dans un autre socialisme ou une troisième voie sont également ramenés à leurs modestes dimensions. D'ailleurs, qui s'en souvient encore ?

Quant au dépassement, on peut valablement poser la question : à supposer que Gorbatchev (ou un autre) eût fait de meilleurs choix, qu'une réforme idéale eût été conçue, et portée par des acteurs sociaux conséquents, en faveur d'un socialisme démocratique, écologique, respectueux des Droits de l'Homme dans toutes leurs dimensions, y avait-il une place pour cet avenir meilleur dans l'ordre mondial en gestation ? Seuls des rêveurs attardés peuvent encore se poser ce genre de questions...

Le train de la crise du «socialisme réel» en cachait un autre - celui de la mondialisation. C'est à la chute du Mur que l'horizon est pleinement apparu, «indépassable» et néanmoins extensible à l'insoupçonnable.

1989 laissait à peine deviner que «la crise», c'est aussi celle de l'alternative.

Mouvements

| Sociétés | Politique | Culture |

Dans le numéro 6 novembre décembre 1999

| Dossier |

Est/Russie : les dégâts de la transition

Dix ans après la chute du mur de Berlin, les drames sociaux, les échecs, les différenciations et les perspectives de sociétés (le regard principal est porté sur la Russie) passées brutalement d'un « socialisme» qui se prétendait réel au « tout libéralisme ».

| Thèmes |

- Nouvelles technologies et enseignement
- 35 heures, où va-t-on ?
- Les politiques salariales en Europe
- Quelle alternative à gauche au social-libéralisme ? Ouverture d'un débat

| Itinéraires |

- Entretien avec Nancy Frazer

| Livres |

- À plusieurs voix sur *La Complication* de Claude Lefort, à propos du communisme.

Rédaction : 4, rue Béranger - F. 75.003 - Paris
Tél : 1/44.61.93.30 Fax : 1/44.61.93.35
E-Mail : mouvemen@club-internet.fr
Au numéro : 75 FF. Abonnement : 340 FF. (5n^{os})

y a-t-il une fin à la transition ?

pierre rolle*

la force des préjugés

Il paraît difficile, aujourd'hui encore, d'analyser avec quelque impartialité la situation globale de la Russie. En ce domaine, les incertitudes des méthodes des sciences sociales apparaissent plus criantes qu'ailleurs, et laissent évidemment place aux anciens et aux nouveaux partis pris idéologiques. Ou, pour mieux dire, elles les appellent.

Les insuffisances et les obscurités des démarches communes obligent en effet l'observateur à compléter ses descriptions et ses interprétations en recourant à des schémas déjà connus, et qu'il sait largement admis. C'est sans doute une loi générale que, si l'analyse n'explicite pas ses principes et ses choix, et ne les soumet pas, d'une manière ou d'une autre, à l'expérience, les préjugés trancheront en dernière instance.

Le terme, bien sûr, doit être pris ici dans son sens originel, qui n'a rien de péjoratif. Un préjugé n'est rien d'autre qu'une affirmation portée d'avance sur l'objet de la recherche, et il est à ce titre non seulement inévitable, mais nécessaire. Reste que si l'on ne l'insère pas dans un dispositif qui l'expose à l'épreuve des faits, ce jugement anticipé risque fort de se nour-

---

* L'auteur, bien connu pour ses analyses en sociologie du travail, poursuit actuellement des recherches à Rostov-sur-le-Don.

rir et de se renforcer de lui même. Une hypothèse implicite en effet tend à ne retenir d'une réalité complexe non pas nécessairement ce qui la confirme - sauf chez des journalistes peu scrupuleux - mais tout au moins ce qui semble confirmer sa pertinence. En conséquence, le cadre d'observation, la mise en place temporelle, les agents sociaux concernés sont donnés d'avance, immuables, et excluent sans le dire la considération d'autres durées et d'autres mécanismes.

Ces difficultés, dira-t-on, sont bien connues, et se retrouvent dans tous les domaines des sciences sociales. Sans doute, mais il ne suffit pas d'en être averti pour s'en prémunir. Il y faudrait de la méthode : or, c'est là, bien souvent, ce qui nous fait défaut.

ne pas dissimuler le présent derrière le passé

Par exemple, il est presque de tradition, dans les analyses produites aujourd'hui, de rappeler la responsabilité du passé soviétique dans les malheurs de la Russie actuelle. On en arrive même quelquefois à retrouver, dans les dysfonctionnements observables, la permanence cachée de mécanismes et d'institutions de l'Ancien Régime. Se préoccupe-t-on de ce que l'on appelle la Mafia russe ? On commencera volontiers l'analyse en soutenant que l'Etat soviétique lui-même, tout compte fait, pouvait passer tout entier pour un système mafieux. Pourquoi ? Parce qu'il reposait sur une manipulation des prix du marché, qui sont, comme on le sait, nécessairement honnêtes, et que cette falsification était opérée par une élite qui cherchait ainsi à maintenir par la violence son hégémonie. Et ainsi de suite : le retard des appareillages informatiques et industriels d'aujourd'hui, c'est un héritage du piétinement général des techniques qui caractérisait, dit-on, les pays communistes. La faiblesse des syndicats, le découragement et la passivité des citoyens ? Les conséquences du bureaucratisme qui a pesé si longtemps sur eux. L'apparition du chômage ? Mais l'économie socialiste n'était-elle pas un chômage déguisé, puisqu'elle employait, pour les mêmes résultats qu'en Occident, plus de personnes ?

Sans doute pourra-t-on, à chaque fois que l'on propose une explication de ce type, faire ressortir ses insuffisances et ses incohérences. Dans quelle conception fantastique de l'histoire, par exemple, est-il imaginable qu'un système social soit fondé et manœuvré par une élite qui ne jouerait pas d'autre rôle que criminel ? Y a-t-il sens à comparer spécifiquement la distribution des tâches dans l'atelier soviétique et dans l'atelier occidental, en ignorant l'emboîtement de collectifs qui entourent ces ateliers et, plus encore, en prétendant caractériser les différentes structures nationales à partir de ces rapprochenments locaux ? Ces démarches ne reviennent-elles pas d'ailleurs à prendre pour modèle, et même comme unique réalité rationnelle, notre forme sociale ou, pour mieux dire, l'état actuel de notre propre système, de surcroît idéalisé ? On serait alors victime de cet effet de perspective bien connu, dans lequel toute l'histoire de l'humanité semble prendre le sens d'une préparation, d'un prologue ou d'une ébauche de notre présent, puisque c'est de ce point même que nous la contemplons. Ce qui, on le sait, nourrit les pires propagandes. On encourage l'opinion publique des pays développés à considérer le reste du monde comme enfoncé dans la barbarie primitive, livré à des expériences politiques absurdes, victime de conflits incompréhensibles. La bonne conscience des populations se satisfait alors de quelques secours envoyés à une catégorie de misérables que l'actualité a mis en vedette parmi leurs innombrables congénères. Certains analystes, semble-t-il, ne reviennent sur l'expérience soviétique que pour y chercher la preuve que le démon rôde à nouveau sur cette terre, qu'une partie de l'humanité est en réalité inhumaine, et que l'Occident libéral est le seul refuge du Bien.

Il faut admettre que la simple possibilité de formuler de telles thèses sans qu'elles se révèlent aussitôt inconsistantes manifeste une profonde défaillance de méthode des sciences sociales. On peut en effet, dans ces disciplines, postuler, à propos de chaque situation ou de chaque objet, une continuité historique. Un ensemble de termes reçus s'offrent à noter ces permanences : la culture, l'identité, la mentalité, le système, l'habitus, par exemple. Ces persistances sont d'ailleurs parfaitement indiscutables, et toujours vérifiées. L'instant, le présent, a sans doute une réalité décisive pour l'individu, dont la trajectoire s'inscrit entre deux moments, celui de sa naissance et celui de sa mort. Mais le collectif suppose des constantes, des temps longs, ou tout au moins des périodes

propres. Il est donc incontestable que la façon de consommer des Français, par exemple, ou l'état de leur économie, ou leur place dans la division internationale du travail, ont quelque chose à voir avec l'histoire de leur pays, et que, de la même manière, la Mafia russe n'existe, et n'existe sous cette forme, que dans un certain rapport avec ce qui s'est passé précédemment, et donc l'ancien régime communiste. Mais quel rapport ? Tout est là... Pourtant, il faut bien, tout aussi nécessairement, que la Mafia soit autre chose qu'une institution soviétique se préservant inchangée dans le monde d'aujourd'hui. Il faut bien qu'à tout le moins elle entre dans de nouveaux mécanismes et change de sens, pour devenir fossile, ou survivance, ou substitut, ou reprise, ou apparence... Autrement dit, il faut la replacer dans la réalité russe actuelle, où la corruption semble être un rouage essentiel. Point de vue qui nous invite à adopter d'ailleurs une autre tendance des sciences sociales, pourvue elle aussi de son vocabulaire propre, qui cherche pour sa part les synchronies, les cohérences, les crises et les mutations. Tradition tout aussi incontestable que la précédente, et en fin de compte complémentaire. C'est en combinant adroitement l'un et l'autre schématisme selon son intuition que chaque sociologue parvient à tracer un tableau de la réalité collective, laquelle est à chaque instant répétition et transformation. Le malheur, c'est que chacun de ces tableaux est alors incomparable, s'enferme dans un cadre temporel spécifique, désigne des agents sociaux pertinents pour lui seul, et donne sens à des séquences inconnues des autres analystes.

Tant que la science n'aura pas entrepris une réflexion sur les rythmes, les cycles et les cohérences temporelles du social, elle laissera la place à l'arbitraire des conformismes et des engagements idéologiques. On sait assez l'usage qu'ont fait tous les propagandistes de ces équivoques : il suffit d'enfermer l'analyse dans une durée fixe pour décider clandestinement de son sens. Traitant d'une guerre civile, par exemple, on désignera tour à tour comme agresseur ou victime chacun des protagonistes, selon que l'on arrête la recherche des causes à tel événement, ou bien à celui qui l'a précédé, et peut-être déclenché.

On voit que l'analyse de la situation actuelle en Russie fait ressortir cruellement les difficultés de méthode des sciences sociales, difficultés dont il ne serait pas impossible de mon-

trer qu'elles atteignent aussi bien les observations scientifiques concernant l'Occident. Il est évident que nous ne sommes pas mieux armés pour comprendre ce qui se passe réellement dans nos nations que ce qui advient ailleurs. Mais qui s'en soucie ? L'ignorance où nous sommes des formes et du dynamisme réel de notre propre développement ne semble plus avoir d'enjeu, depuis que ce développement n'est plus menacé par un système antagoniste.

staline, ou la force du fait

Admettons-le donc dès le début : tout ce qui se produit en Russie aujourd'hui a incontestablement quelque chose à voir avec l'ancien régime communiste, mais cette évidence ne livre jamais la signification réelle des événements dont on se préoccupe. Qu'en est-il, d'ailleurs, de cet ancien régime, s'il n'est pas le simple répertoire des causes que nous imaginons pour rendre compte de notre présent ? On n'en finit pas en la matière de s'étonner que la plupart des analystes aient si longtemps accepté les oukases de Staline, lequel avait décidé que l'Union soviétique réalisait le socialisme, que celui-ci se résumait à l'établissement d'un plan national, et que cette mesure suffisait à abolir les échanges de marché et le jeu de la valeur. Les plus amers critiques de Staline se contentaient bien souvent de demander que le plan soit discuté nationalement, l'entreprise gérée par ses salariés, l'Etat soumis à l'alternance des partis, et ne soupçonnaient pas les apories et les conflits qui naissent entre les travailleurs aussitôt que ceux-ci tentent de reprendre à leur compte le fonctionnement des institutions dont ils héritent. Instruits par les événements, nous voyons aujourd'hui, dans l'histoire soviétique, la preuve que le socialisme ne peut être une harmonisation ou un aménagement de l'entreprise et de l'Etat capitalistes. Mais, très longtemps, les apologistes et les adversaires de l'Union soviétique s'accordaient sur le fait que ce pays fixait les canons du socialisme réel, et mettait à l'épreuve l'ensemble immense des analyses, des théories, marxistes et autres, et des expériences accumulées depuis un siècle par les mouvements de salariés. Comment comprendre une telle rencontre ? On voit bien les avantages partisans qu'en tiraient les uns, appelant à leur aide toutes les énergies des travailleurs de la planète, et les autres, identifiant à la brutalité de l'expérience bolchevique tous les efforts pour aménager le salariat. Mais les analystes

indépendants ? Il faut sans doute admettre que Staline avait pour lui la force du fait.
Grâce au tyran géorgien, le socialisme n'était plus une tendance, l'élément d'une contradiction, mais une forme sociale observable, et se prétendant homogène. A la place d'une matrice insaisissable de dissensions et de conflits récurrents, le sociologue traitait du socialisme, comme l'économiste ou le politologue, retrouvait un thème habituel, c'est-à-dire des institutions repérables dans la durée et l'espace quotidien de leurs témoins. La discipline ne peut en effet traiter que ce type d'objet, aussi longtemps du moins qu'elle se refuse à être critique, c'est-à-dire prête à mettre en cause la réalité elle-même, ou du moins son unité, et à y distinguer des niveaux, des degrés d'existence, des séquences et des axes irréductibles, des soubassements et des superstructures. Pour bien des analystes, tous les événements sociaux attestés, et le temps historique qui les déroule, sont des faits de même nature, qui ont des raisons d'être analogues. Tous sont donc rationnels, et Staline comme les autres, bien que d'une rationalité perverse.

la transition russe, faite plutôt qu'à faire ?

Il est bien clair que, pour beaucoup d'auteurs, le rappel du passé soviétique, unanimement décrit comme misérable et oppressif, sert à rendre compte des difficultés actuelles de la Russie, le dénuement, le chômage, le mauvais état sanitaire, l'inégalité. Toutes ces tares ne naîtraient pas du nouveau système économique, mais de l'ancien.

Ainsi peut-on préserver le principe, extraordinaire, de l'idéologie du moment, célébrée d'un bout à l'autre du monde, et répétée à satiété : la démocratie et la prospérité vont de pair. La Russie n'est donc pauvre que parce qu'elle n'est pas encore véritablement démocrate. Selon la doctrine à la mode, ne peut en effet être misérable que la nation qui restreint la liberté des citoyens et des capitaux, le droit d'entreprendre comme celui de voter. Tout pays qui prétend contrôler l'usage de ses propres ressources et ses rapports à l'étranger, ou bien régler lui-même son développement, se dénonce lui-même comme intolérant, autoritaire, xénophobe, et se prépare à l'échec économique. D'où il se déduit que nos pays ne

sont riches que parce qu'ils sont vertueux, et que nous pouvons jouir sans remords de notre aisance.
Cette thèse, réaffirmée en dépit de tous les démentis que lui inflige l'expérience, conduit, entre autres conséquences, à ignorer le temps et les mouvements du social. On parle, à propos de la Russie, de transition. Il ne s'agit pas pourtant, le plus souvent, de décrire par ce terme des mécanismes identifiables qui définiraient une période spécifique. On cherche bien plutôt à situer la Russie dans un espace aménagé entre l'ancien régime communiste et le nouveau, lequel ne peut être qu'analogue au nôtre. On sait ainsi d'avance où conduit l'évolution en cours dans les pays anciennement communistes, pour autant, du moins, que nous sachions vraiment dans quel système nous nous trouvons nous-mêmes. Du coup, le présent perd tout consistance, ce présent insaisissable où le mouvement qui entraîne la Russie pourrait bien ne donner que l'image brouillée d'une forme sociale en transformation, comme la nôtre, et évoluant vers un terme aussi indéchiffrable lorsqu'on l'observe depuis l'Est qu'il nous le paraît à l'Ouest.

La transition, ce ne serait donc qu'un mélange de l'ancien, affligeant, et du nouveau, évidemment prometteur. Il ne s'agit donc que de favoriser celui-ci contre celui-là. La période est difficile. Le chômage, l'insécurité, la corruption, les antagonismes ethniques s'accroissent en Russie ? Il faut donc accélérer les réformes. Quelles réformes ? Démocratie, privatisation, ouverture aux capitaux étrangers... Mais tout cela n'est-il pas, pour l'essentiel, acquis ? Les transformations de la Russie doivent-elles la conduire à un capitalisme idéal, conforme, pour une fois, à ce qu'en disent les manuels d'économie, ou bien à une situation semblable à la nôtre, c'est-à-dire mal définie, évolutive, conflictuelle, au chômage, à l'insécurité, à la corruption, aux antagonismes ethniques, précisément ? Ne pourrait-on pas soutenir, au vu de ces signes, que la transition russe s'est en fait totalement accomplie ? A tout le moins, le passage d'une économie administrée, prétendant préserver au sein du marché mondial une cohérence nationale et des rythmes de développement autonome, à un système ouvert, où les solidarités sont partielles et conditionnelles, s'est déjà réalisé en Russie. Si l'on remarque plus qu'ailleurs la misère du pays, sa désindustrialisation, ses difficultés financières, lesquelles ne sont pas en fin de compte si différentes des maux qui affligent bien d'autres nations,

c'est peut-être justement parce que la Russie a été communiste, ou s'est prétendue telle.

plan ou marché, un faux dilemme

En dernière analyse, le régime communiste n'était sans doute, pour l'essentiel, qu'une tentative d'industrialisation étatique accélérée, entreprise à l'intérieur d'une nation agraire. Les moyens mis en œuvre étaient évidemment autoritaires, puisqu'ils reposaient sur l'isolement forcé de l'espace national, préservé ainsi des rythmes et des formes de développement qui s'affirmaient dans le reste du nonde, non sans susciter des conflits et des oppressions. La planification n'est, de ce point de vue, qu'un organe d'un mécanisme centralisé par lequel l'Etat collecte et répartit le capital. La planification n'abolit qu'en apparence les contraintes et les conflits du salariat, qu'elle reproduit à l'intérieur de ses balances administratives. Les membres d'une entreprise soviétique y étaient en effet retenus par le moyen d'une rémunération monétaire, qu'ils dépensaient pour se procurer des biens. Ils tentaient d'améliorer cette rémunération en changeant de poste, de métier, d'entreprise ou de région. D'où, d'ailleurs, des déséquilibres chroniques de la planification, les salariés obtenant régulièrement plus de pouvoir d'achat qu'il n'avait été prévu de leur accorder.

Sans doute, les choix des consommateurs étaient-ils dirigés, limités par des centrales d'achat et des économats, et canalisés par les différentes procédures du salaire social. Quant à la mobilité des travailleurs entre les employeurs, elle a été souvent combattue, et même interdite pendant certaines périodes. L'épargne des individus était en bonne partie prévue et forcée, et l'investissement contrôlé centralement. Les mécanismes de l'économie marchande étaient ainsi soumis à des redistributions, des transferts, des compensations : ils n'en jouaient pas moins, alimentant des négociations, des revendications, des conflits et des arbitrages. C'est tout ce dynamisme que le plan utilisait et orientait, en confisquant et en répartissant le capital social, lequel apparaissait, sous le communisme encore, au cours de la vente des marchandises. Il est clair que les échanges fondamentaux, celui du temps de travail contre de la monnaie, et de la monnaie contre des mar-

chandises, ne s'effectuaient pas en Union soviétique selon les procédures que nous connaissons, et que les ajustements entre les agents demandaient d'autres durées. Pourtant, le système soviétique n'était d'aucune manière tel que l'usage des ressources sociales était réglé à chaque instant par des décisions collectives, hors de toute considération de profit. La planification coordonnait des marchés prévus et normés, et mettait en œuvre dans ce but des pratiques administratives qui ne sont aucunement inconnues des pays occidentaux.

Telle qu'elle a fonctionné en Union soviétique, l'institution du plan unique n'est évidemment pas la forme canonique que doit revêtir tout projet collectif quel qu'il soit, ni d'aucune manière le modèle du socialisme. Quant à l'opposition traditionnelle du plan et du marché, elle apparaît en grande partie factice, justificatrice, et en dernier ressort de peu de signification.

l'illusoire singularité russe

Si l'on peut considérer que la Russie est devenue aujourd'hui, en fin de compte, une nation qui obéit aux mêmes principes de production et d'échange que les autres nations de l'univers, et affronte des problèmes analogues, elle n'en est pas moins singulière par bien des côtés, comme les autres nations. L'Etat russe, qui fut plus engagé dans l'ordonnancement de l'économie que la plupart de ses congénères, ne parvient pas à maîtriser la transformation de ses entreprises. Beaucoup de celles-ci ne survivent, pour un temps, qu'en n'investissant plus. L'Etat maintient et finance des fragments de l'ancienne industrie, sans parvenir à empêcher leur déclin, ni à enrayer la décapitalisation générale. D'où un cercle vicieux : les dépenses de l'Etat ne servent pas à renforcer les capacités productives de la nation, ni à maintenir le niveau de vie de ses citoyens, de sorte que la collecte des impôts se heurte à des résistances multiples, et que les régions tendent à s'autonomiser. L'administration centrale semble prendre sans rien donner d'utile en retour. Son affaiblissement laisse la place à des autonomies locales, et parfois même oblige d'anciens peuples à chercher leur salut dans des indépendances partielles.

On veut en Occident que la Russie adopte plus largement notre forme sociale, mais sait-on réellement comment notre propre régime fonctionne, et ce qu'il faudrait faire pour l'im-

poser dans ce pays ? Et ce régime lui-même n'est-il pas lui aussi en crise et en transformation ? Il faut bien, en la matière, constater nos ignorances. C'est en fait la texture d'ensemble des sociétés que l'économie universitaire ignore, parce qu'elle s'est trop longtemps limitée à l'analyse du comportement des entrepreneurs individuels, dont la conjonction devait suffire à retrouver la structure globale. Or, l'évolution du monde contemporain oblige précisément toutes les formes collectives à se reconstruire, que ce soient les Etats, les procédures monétaires et de crédit, les réseaux d'entreprises, les législations nationales, les mécanismes du salaire social, les politiques économiques, les classes et leurs institutions. Les changements locaux ne prennent tout leur sens qu'à travers ces métamorphoses globales. Peut-on, par exemple, pousser l'industrie russe à s'organiser, comme ses homologues occidentales, autour des modes flexibles de travail ? On constate à cette occasion que ces types d'emploi supposent des modes d'éducation, de codification des compétences, de transport, aussi bien que des législations et des procédures de protection sociale, qui ne se rencontrent pas en Russie. La mobilité des travailleurs entre les postes, la polyvalence, les horaires décalés, toutes ces mesures ont pour conditions, entre autres, la banalisation de la voiture individuelle, les banlieues informes, la précarité des locations d'appartements, et les embouteillages du matin et du soir à l'entrée des villes. Un travailleur n'est flexible que s'il peut chaque jour changer de lieu de travail. La constitution d'entreprises en réseaux, à la place des énormes conglomérats russes, implique des cohortes de camions transportant des composants d'un atelier à l'autre, des armées de camionneurs, une trame d'autoroutes et de voies rapides nécessairement encombrées. La société russe, comme les autres, ne peut changer que dans son ensemble, c'est-à-dire sous l'impulsion et le contrôle de partenaires collectifs, syndicats, patronat, régions, associations, et d'un pouvoir organisateur.

Or, c'est précisément ce qui manque dans le pays, et ne semble pas en voie de se constituer. Mais la Russie n'est-elle pas, en la matière, au bout d'une histoire certes originale, encore dans la norme, et par certains côtés, peut-être en avance sur l'évolution du reste du monde, où les Etats perdent de plus en plus de leurs fonctions régulatrices et redistributives ? Le droit du travail, par exemple, n'existe que conditionnellement en Russie, la spéculation financière échap-

pe à la politique monétaire, les salariés sont dispersés, et sans représentants... Mais, par d'autres voies, les autres nations ne se rapprochent-elles pas de la même situation ?
La crise bancaire de 1998, qui a englobé la Russie, a montré combien ce pays est aujourd'hui soumis aux tendances et aux rythmes planétaires. Elle a révélé aussi, bien sûr, le déphasage relatif de l'économie russe. La branche des services, composée de petites entreprises privées, et que l'on considérait comme l'élément moteur de la modernisation du pays, a été spécialement décimée, tant pour ce qui concerne les services aux entreprises que ceux aux personnes. Ce secteur économique est apparu, comme dans les autres pays, proportionnel au développement des autres secteurs, et non pas pourvu d'un dynamisme entièrement autonome, comme on l'espérait. Le chômage s'est accru, et a montré ses caractères fondamentaux, en atteignant de préférence les jeunes, les femmes, certaines régions. Rien donc qui révélerait, en Russie, d'autres mécanismes que ceux que l'on voit à l'œuvre dans le reste du monde.

sortir enfin de l'impuissance à programmer l'avenir

Il n'y a pas lieu, donc, de plaquer sur la situation actuelle de la Russie une problématique abstraite de la transition, où l'on décrirait le parcours supposé d'une nation évoluant d'un régime dit planifié à un régime prétendument libéral, l'une et l'autre de ces formes sociales étant censée connue et précisément caractérisée. Il s'agit bien plutôt de décrire les modifications, les adaptations paradoxales et les contradictions d'un pays dont les rapports avec le reste du monde se sont trouvés profondément redéfinis.

La situation russe a ceci de spécifique, pourtant, que la nation doit entrer dans un système mondial de production et d'échange qui s'est en grande partie formé sans elle. Le problème, de ce fait, apparaît comme inverse de ce que l'on dit communément. La Russie, et jusqu'à un certain point d'autres pays anciennement communistes situés aux marges de l'Europe, n'ont pas les moyens de faire des projets collectifs, et de soutenir et d'orienter par une politique économique appropriée leurs agents économiques projetés dans le système mon-

dial. Les autres nations, déjà ordonnées les unes par rapport aux autres dans la division internationale du travail, n'ont qu'à développer et infléchir leurs rôles traditionnels. Ce n'est pas là un paradoxe : la Russie, au bord d'une Europe qui a anticipé et dirigé son développenent bien plus précisément, bien plus puissamment que ne pouvait le faire l'ancien régime soviétique, borné et introverti, la Russie ne peut d'aucune manière programmer son avenir. Cette incapacité radicale à planifier est à l'origine de toutes les autres. Peut-être d'ailleurs la Russie est-elle, sur ce point encore, en avance sur les autres pays. On se rend de mieux en mieux compte que la société mondiale ne se constitue pas, comme on s'y attendait, par la conjonction des nations décidant de se développer de concert et de négocier leurs rapports. La planète ne s'unifie, pour l'heure, que par la décomposition des ordonnances nationales et des cohérences locales, sous l'action d'entreprises cherchant ici ou là les meilleures conditions de travail et de production, et les taxations - c'est-à-dire le prix des services collectifs - les plus basses. Du coup, on s'aperçoit que la crise qui a emporté l'Union soviétique n'a été qu'un épisode de la crise mondiale qui atteint toutes les régulations d'Etat, les organisations partielles, les solidarités locales. Peut-être est-ce là ce qui explique les mobilisations surprenantes et les dénonciations passionnées que suscite encore l'expérience communiste, alors même que celle-ci est irrévocablement achevée ? L'Union soviétique morte, reste le problème d'une maîtrise mondiale de la production et des échanges, maîtrise dont on ne discerne pas quels agents et quelles institutions pourraient l'exercer, mais dont la nécessité, pourtant, apparaît chaque jour plus urgente.

les héritiers du pcus : entre national-étatisme et stalinisme

denis paillard*

L'écroulement de l'URSS a entraîné la disparition de ce qui était la colonne vertébrale de l'ancien système, à savoir le PCUS. Mais si le PCUS, en tant que tel, a disparu, suite à son interdiction au lendemain du putsch raté d'août 1991, plusieurs organisations se présentent aujourd'hui dans la Fédération de Russie comme les héritiers du défunt PCUS ; la principale, sur le plan numérique, mais aussi électoral, est le Parti communiste de la Fédération de Russie (désormais PCFR), mais il faut citer aussi le Parti communiste des ouvriers de Russie (PCOR), le Parti des communistes de Russie (PCR), l'Union des communistes (UC) qui se transformera par la suite en Parti communiste de Russie-PCUS, la Fraction bolchévique, le Front unique des travailleurs (FUT) pour ne citer que les principales[1]. Toutes ces organisations se réclament d'une continuité avec l'ex-PCUS, tout en entretenant des rapports plus ou moins conflictuels les unes avec les autres.

A la différence de ce qui s'est passé dans la plupart des pays d'Europe orientale (Pologne, Bulgarie, Tchéquie, Hongrie, ex-

---

* L'auteur, linguiste par ailleurs, nous confie ici une première partie d'un ouvrage à paraître.

1. Les sigles utilisés pour désigner les différentes organisations ne sont pas les sigles russes, mais fabriqués à partir de la traduction française du nom des organisations.

RDA, notamment) où les anciens PC ont entrepris une reconversion, donnant naissance à des partis se réclamant, à des degrés et sous des formes variables, de la social-démocratie, aucune des organisations qui, dans la Fédération de Russie, sont issues de l'ex-PCUS n'a choisi la voie d'une social-démocratisation, même de façade. La seule exception est le Parti socialiste des travailleurs, formé en 1991, au moment de l'interdiction du PCUS, mais son existence a été très éphémère : ce parti disparaît de fait dès 1993, la plupart de ses membres rejoignant le PCFR. Toutes les organisations mentionnées ci-dessus conservent, dans leur appellation, le terme «communiste», marquant clairement par là leur souci d'affirmer une continuité avec le PCUS et le régime précédent.

Cette continuité revendiquée avec le passé soviétique et avec le communisme est rarement questionnée, pas plus en Russie qu'à l'Ouest. Bien au contraire, elle est largement utilisée en premier lieu par ceux qui, en Russie-même, cherchent à légitimer la situation présente en diabolisant le passé soviétique. Toutes les échéances électorales en Russie depuis le début des années 90 ont été placées par le pouvoir et les médias qu'il contrôle, sous le signe de l'affrontement entre les partisans *«du retour au passé»* et les partisans du nouveau régime et de la politique de réformes. La presse occidentale, dans sa quasi-totalité, a repris à son compte cette présentation de la situation (à l'automne 1998, la nomination de ministres *«communistes»* dans le gouvernement de E. Primakov a été présentée comme pouvant signifier la fin des réformes et déboucher sur un retour à l'ancien système).

Dans cette mise en scène médiatique, un terme, les *«rouges-bruns»*, fait fureur : il est utilisé pour désigner l'alliance «naturelle» des communistes et des courants nationalistes russes, assimilés en bloc à des fascistes. Les uns (les héritiers du PCUS) comme les autres (les nationalistes) seraient les deux facettes du fascisme fin de siècle en Russie. La popularité de cette étiquette, tant à l'Ouest qu'en Russie même mérite qu'on s'y arrête. Elle entre en résonance profonde avec les thèses défendues dans le *Livre noir du communisme* de S. Courtois, N. Werth et consorts visant à démontrer une fois pour toutes, et à l'échelle planétaire, la vraie nature du communisme - où marxisme, léninisme, stalinisme, maoïsme, castrisme sont allègrement confondus. Plus globalement, elle s'inscrit naturellement dans le discours célébrant la victoire

historique du marché et de la démocratie contre les totalitarismes de toutes les couleurs.

L'alliance multiforme des héritiers du PCUS avec les différents courants nationalistes russes antisémites dans le cadre du phénomène «patriotique», est, certes, un fait incontestable mais cela ne suffit en aucun cas à justifier l'étiquette *«rouges-bruns»*. Ce qui est contestable dans le terme *«rouges-bruns»*, c'est qu'il y ait du rouge dans un parti comme le PCFR et les autres organisations qui, aujourd'hui en Russie, ont le mot communiste dans leur nom[2] : en fait, tant sur le plan de leur idéologie que dans leur pratique, ces organisations sont totalement étrangères au socialisme (ce qui ne signifie pas, pour autant, qu'elles puissent être caractérisées comme fascistes). Cette thèse ne va pas de soi, elle doit être étayée, et le présent texte a précisément pour objet de tenter de fonder une telle affirmation.

L'assimilation du «communisme» à une variété de fascisme est de bonne guerre de la part des adversaires de toujours du socialisme : ils ont vu dans l'écroulement de l'URSS l'occasion de régler une fois pour toutes son compte au socialisme et au marxisme. Mais l'idée que les différents PC aujourd'hui en Russie ont à voir, même de loin, avec le socialisme et le communisme n'est pas le fait des seuls adversaires du socialisme : dans la gauche occidentale, beaucoup persistent à penser que ce sont des organisations «de gauche», assimilant leur opposition à la politique de réformes ultralibérale, à la défense d'un projet alternatif. Quand G. Ziouganov, secrétaire du PCFR, s'est rendu à Strasbourg à l'automne 1998, tant le PCF en France que *Rifundazione comunista* en Italie, qui n'entretiennent pas des relations fraternelles avec le PCFR, ont tenu à saluer la venue au Parlement européen d'un représentant de la gauche russe. Et quand Ziouganov est venu à Paris au début de l'année 1999 présenter un ouvrage, rassemblant la traduction en français d'une partie de ses écrits[3], K-S. Karol a publié dans *Le Nouvel Observateur* un entretien avec le *«camarade»* Ziouganov. De telles prises de position et ana-

2. Dans la suite du texte, je serai amener à désigner les organisations venues du PCUS comme «communistes» : cette désignation ne préjuge en rien de leur rapport au communisme. Cela ne renvoie qu'au fait qu'elles se désignent et sont désignées comme telles.

3. *La Russie après l'an 2000*, éditions Mithec, Paris.

lyses reviennent à considérer qu'à défaut d'être rouge, une organisation comme le PCFR est quelque peu rose.

En fait, de telles prises de position traduisent avant tout une ignorance (volontaire ou non) de la réalité du PCFR et des autres organisations russes qui se réclament du communisme. Elles consistent à projeter dans la période post-soviétique les représentations et les clichés qui étaient en circulation du temps de l'URSS. A l'époque, autour de ces idées reçues (dont la première était que l'URSS, même rebaptisée pays du socialisme réel, était un pays communiste), se retrouvaient partisans et adversaires de l'URSS, qui ne s'opposaient que sur la dimension positive et négative d'une telle caractérisation. Cette complicité se prolonge aujourd'hui pour ce qui est de l'analyse des organisations issues du PCUS. Que l'on nous comprenne bien : nous ne contestons pas qu'il y ait continuité entre le PCUS et les organisations actuelles, PCFR, PCOR, PCR, etc. (qu'il s'agisse des personnes et surtout des idées). Ce que nous contestons, c'est que cette continuité soit décrite dans les termes où cela se fait majoritairement. Une telle confusion ne profite qu'aux adversaires du socialisme, en Russie comme à l'Ouest : défendre l'idée qu'un parti comme le PCFR ait quelque chose à voir avec le socialisme est le meilleur des arguments contre le socialisme, tous les serviteurs zélés du libéralisme l'ont compris. Par contre, il est plus qu'urgent que les partisans du socialisme s'engagent dans un travail salutaire d'analyse qui, concernant l'URSS et la Russie actuelle, dépasse les dichotomies gauche/droite, socialisme/capitalisme. Avec l'URSS et ceux qui s'en proclament les héritiers, nous avons affaire à des formations qui doivent être décrites dans leur singularité. Le présent article est une très modeste contribution à une meilleure perception de la Russie d'aujourd'hui ; elle se limite au seul problème des héritiers du PCUS, mais cette réflexion sur les héritiers est, à sa manière, une invitation à repenser radicalement ce que fut l'Union Soviétique. Les travaux - malheureusement trop solitaires et, pour une bonne partie, non traduits en français[4] - de Moshe Lewin sont, à ce titre, exemplaires.

4. Notamment, *Russia / USSR / Russia*, The New press, New York, 1995.

de l'interdiction du pcus au pluripartisme (1991-1993)

Le chemin qui mène du PCUS à la création du PCFR et des autres organisations se réclamant du PCUS est tout sauf linéaire. Il y a une discontinuité profonde entre le PCUS, officiellement seul maître à bord, et la naissance du PCFR et des autres partis. Cette discontinuité n'est pas due seulement à l'interdiction du PCUS à l'automne 1991, à la suite du putsch manqué d'août de la même année. L'éclatement/effondrement de l'Union Soviétique signifie la fin d'un système, mais c'est aussi toute une société qui est mise en mouvement, à commencer par la *nomenklatura* du Parti-Etat : l'immense majorité des membres du PCUS s'est recyclée avec plus ou moins de succès dans le cadre du nouveau système. Une enquête de la *Pravda* du 5 octobre 1994 révèle que 87 % des responsables du PCUS se retrouvent aujourd'hui soit dans les organes du pouvoir central ou régional, soit dans la sphère économique. D'une certaine façon, l'interdiction du PCUS à l'automne 1991 va faciliter cette reconversion en douceur, en épargnant à beaucoup le geste de leur démission du parti. Autre signe tangible de cette désaffection massive concernant l'avenir du PCUS (sur le thème *«de notre passé soviétique faisons table rase»*), le Plénum du CC du PCUS réuni en juin 1992 au siège de la rédaction du quotidien *Pravda* ne rassemble que 46 des 434 membres du CC.

L'éclatement/morcellement d'un PCUS apparemment monolithique commence dès la fin des années 80. Cette différenciation se produit à la fois au sein du PCUS[5] et à l'extérieur. A l'intérieur du PCUS, se mettent en place des regroupements sur des bases politiques plus ou moins explicites et qui se désignent comme des plate-formes plus ou moins critiques à l'égard de la direction gorbatchevienne. D'un côté, il y a la (très éphémère) plate-forme démocratique dont les animateurs se rallient, avant même la disparition du PCUS, au parti démocratique des communistes de Russie lancé par A. Routskoï[6]. De l'autre, se met en place la plate-forme marxiste dont les

5. Gorbatchev, lui-même, disait qu'il existait au moins quatre partis au sein du PCUS.

6. Au cours de l'été, les dirigeants de ce parti sont exclus du PCUS et, à l'automne 1991, transforment le Parti démocratique des communistes de Russie en Parti populaire de la Russie libre.

principaux responsables, comme A. Prigarine, membre du CC du PCUS, et A. Krioutchkov, deviendront les dirigeants de nouvelles organisations. A l'extérieur, se créent des organisations indépendantes sur la base d'une rupture totale avec le cours suivi par Gorbatchev : les plus actives sont le FUT et le Mouvement d'initiative communiste qui, dès le printemps 1991, prétend prendre la relève du PCUS dont les dirigeants sont accusés de trahison[7]. Mais le phénomène le plus important, y compris pour la suite des événements, est la création, par Gorbatchev, au printemps 1990, du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCRSFSR). De toutes les républiques constituant l'ex-Union soviétique, la Fédération de Russie était la seule à ne pas avoir de PC national, conséquence directe de la place dominante occupée par la Russie dans l'Union[8]. Le PC de la RSFSR, dès sa création, se présente comme le lieu de regroupement des courants hostiles à la politique suivie par Gorbatchev, qui est dénoncée comme une politique qui ne peut que remettre en cause la Russie comme grande puissance. Les forces qui investissent le nouveau parti ont comme solide référence le nationalisme russe et l'exaltation d'un Etat fort et souverain, et durant sa brève existence, le PCRSFSR multiplie les initiatives tendant à définir une alternative «patriotique» au cours politique suivi par Gorbatchev, mais en dehors de toute crispation sur le passé soviétique. A ce titre, le PCRSFSR est effectivement la matrice du futur PCFR ; les courants staliniens, purement nostalgiques et arc-boutés sur le refus pur et simple de toute évolution, n'y ont guère de poids et sont regroupés dans le FUT et le Mouvement d'initiative communiste.

Le putsch raté d'août 1991 accélère considérablement le cours des événements, en consacrant l'éclatement définitif de la *nomenklatura* en deux courants. Mais la ligne de fracture ne peut pas être définie comme une opposition entre partisans de l'ancien système et partisans d'un passage au capitalisme. L'opposition concerne beaucoup plus directement la définition des bénéficiaires du passage à un nouveau systè-

7. Le Mouvement d'initaitive communiste se transformera en PCOR à l'automne 1991, après s'être débarassé de son aile «gauche» et de son aile droite.

8. De la même façon, dans le cadre de cette «confusion» Russie / Union, la Fédération de Russie ne possédait ni capitale, ni Académie des Sciences, ni KGB «nationaux».

me. La politique de privatisation a commencé bien avant le lancement de la thérapie de choc par le gouvernement de E. Gaïdar en janvier 1992 : c'est avec N. Ryjkov, premier ministre de Gorbatchev et futur allié de Ziouganov, que le passage à l'économie de marché est mis en place. D'un côté, il y a ceux qui pensent le marché et les réformes sur la base d'une alliance avec les représentants de l'économie parallèle et en coopération étroite avec l'Ouest (les «démocrates»), de l'autre, il y a ceux qui pensent que le passage au marché doit bénéficier exclusivement aux «forces nationales» issues de l'ex-*nomenklatura* (les «patriotes»).

L'échec du putsch entraîne l'interdiction du PCUS et du PCRSFSR, ouvrant une période transitoire (jusqu'au printemps 1993) où le morcellement initié dans la période précédente se précipite. Certes, l'interdiction des deux partis est l'occasion pour beaucoup de se débarrasser de leur appartenance au parti, mais elle laisse aussi le champ libre à la création de nouveaux partis, cristallisant des stratégies différentes.

En gros, il est possible de distinguer trois types de démarches. La première - qui fut la plus éphémère - consiste à essayer d'opérer un tournant social-démocrate avec la création du PST, le Parti socialiste des travailleurs (le terme communiste ne figure pas dans le nom que se donne le parti). A sa tête, on ne trouve pas de dirigeants importants des organisations interdites, mais un certain nombre de personnalités venues soit de l'appareil syndical (Vakhtazarova), un des animateurs de la plate-forme démocratique au sein du PCUS (I. Rybkine), mais aussi l'historien ex-dissident Roy Medvedev. En fait, le projet de constituer à partir de certaines composantes du PCUS un parti social-démocrate fait long feu : le PST a joué essentiellement le rôle de structure d'accueil pendant la période qui va de l'interdiction à la recréation du PCRSFSR sous la forme du PCFR. La plupart de ses membres rejoignent le PCFR dès sa création au printemps 1993.

La seconde initiative débouche sur la mise en place de coordinations visant à préparer l'avenir, au-delà de l'interdiction. Très vite, deux lignes contradictoires se manifestent. D'un côté, on trouve ceux qui considèrent que la seule bataille est celle pour le rétablissement de l'Union Soviétique et passe par la reconstitution du PCUS. De l'autre, il y a ceux qui considèrent que la période de l'Union Soviétique est définitivement

révolue et qu'il faut s'inscrire dans l'espace de la Russie actuelle. Le premier courant, très minoritaire, est animé par deux organisations apparues en 1992 dont les dirigeants étaient les animateurs de la plate-forme marxiste, l'Union des communistes et le Parti des communistes de Russie. Le second courant, majoritaire, est animé par des cadres dirigeants du PCRSFSR dont l'objectif est de mettre en place une organisation capable de mener les batailles à l'échelle de la Russie. Leur allégeance au discours sur l'URSS et *«l'unité des communistes»* est de pure forme, concession à une base beaucoup plus mobilisée autour de ces deux thèmes. De plus, G. Ziouganov, futur secrétaire du PCFR, est partie prenante de toutes les initiatives «patriotiques» où les courants nationalistes sont très présents : en 1992, on le retrouve à la tête du Conseil des forces populaires patriotiques, membre de la direction de Rassemblement national russe du général Sterligov, et il deviendra à l'automne le secrétaire du Front de salut national (c'est là qu'il rassemble les principaux cadres du PCFR). Dans la coordination mise place et qui formellement réunit toutes les composantes venues du PCUS, V. Kouptsov (ancien secrétaire du PCRSFSR et qui à l'époque était assez favorable à un tournant social-démocrate) marginalise rapidement les courants partisans d'une reconstitution de l'ex-PCUS qui, finalement, à l'initiative de A. Prigarine, créent une seconde coordination.

Le troisième courant est représenté par les animateurs du Mouvement d'initiative communiste, tenants d'une idéologie stalinienne pure et dure : leur projet est aussi de créer le plus rapidement possible un parti nettement délimité idéologiquement et, en fait, ils sont fort peu soucieux de gérer le mythe de l'unité du PCUS. Très vite, ils engagent le processus de création du PCOR (le congrès de fondation a lieu à Ekaterinbourg en novembre 1991), qu'ils présentent comme le seul héritier légitime du PCUS. Leur participation aux initiatives «unitaires» est de pure forme à l'instar du courant venu du PCRSFSR.

Après un procès qui dure six mois, le Conseil Constitutionnel de la Fédération de Russie déclare le 30 novembre 1992 que l'interdiction du PCUS et du PCRSFSR était illégale. Aussitôt s'engage une course de vitesse entre les différents courants en vue de la création de nouveaux partis. Alors que le courant unitaire perd beaucoup de temps en pourparlers, les partisans d'un PC aux couleurs de la Russie organisent le 13 février 1993 le congrès de fondation du PCFR. Trois sensibilités sont

représentées : le courant national-étatiste autour de Ziouganov, qui a recruté les cadres de son appareil au Front de salut national, un courant dit social-démocrate (mais surtout pragmatique) dont le responsable est V. Kouptsov, ancien secrétaire du PCRFS, et la fraction léniniste stalinienne[9] animée par des militants exclus du PCOR pour déviation «droitière» (R. Kossolapov et V. Iakuchev) et dont la principale contribution est de donner une légère coloration socialiste au programme du nouveau Parti (effectivement, dans le programme du nouveau parti sont incrustés quelques bribes de texte tirés de Marx et de Lénine). Le congrès se termine par la prise de contrôle de l'appareil par le courant national-étatiste. Ziouganov est élu Président du Comité exécutif central grâce au soutien actif du général A. Makachov qui, à la tribune du congrès, accuse V. Kouptsov de *«gorbatchevisme»*. Le programme adopté reprend largement les thèses national-étatistes de Ziouganov : *«l'idée russe»* est présentée comme intrinsèquement progressiste. Et toutes les tentatives de gauchir le texte, en réduisant son orientation national-étatiste se traduisent par un échec retentissant : la proposition de supprimer la référence à l'idée russe recueille 37 voix pour et 345 contre, la proposition de remplacer le mot Russie par celui de Patrie n'est soutenue que par 34 voix. Enfin, la proposition de mentionner les privatisations comme une des causes principales de la crise économique n'obtient que 11 voix.

Le congrès du PCUS (le XXIX[e]) qui se tient un mois plus tard (26-28 mars 1993) à l'initiative de quelques rescapés du CC du PCUS, est boycotté par le PCFR. Ce congrès donne naissance à une Union des partis communistes-PCUS qui est dès le départ paralysée par des discussions sur son statut : organisation unitaire ou au contraire union de partis (c'est finalement la seconde solution qui est retenue, personne n'étant prêt à renoncer à sa propre organisation). Le PCFR normalise ses rapports avec cette structure en juin 1994 et réussit, par différents biais, à la vider de toute substance. De fait, le PCUS n'a pas survécu à son interdiction et la multiplication des organisations se battant pour l'héritage fait du pluripartisme communiste un fait irréversible.

9. En mai 1998, cette fraction se redéfinira comme strictement «stalinienne», ce qui est, effectivement plus conforme à la réalité.

Les différentes organisations surgies dans la période 1991-1993 sont encore toutes en activité, malgré une hégémonie de fait du PCFR. Le mastodonte qu'est le PCFR ignore activement les organisations concurrentes. Ces dernières sont condamnées à une marginalisation toujours plus grande et à une impuissance politique où les discours incantatoires sur l'Union défunte ont pour corrélat une dénonciation de la trahison du PCFR. Ces organisations ont connu de nombreuses scissions, où les rivalités de personnes ont joué un rôle essentiel. Six ans après, les héritiers du PCUS ne sont plus que des sectes staliniennes, dont les seuls interlocuteurs (dans la plus pure tradition des frères ennemis) sont d'autres sectes, trotskystes, importées d'Angleterre ou d'Australie. Quant au PCFR, il se présente comme une force d'opposition *«responsable»*, tirant sa crédibilité de ses résultats aux élections, et ses dirigeants sont surtout intéressés à négocier avec le pouvoir eltsinien des strapontins de pouvoir. Hégémonique jusqu'au lendemain des élections présidentielles de 1996, le PCFR est aujourd'hui confronté à l'émergence de nouvelles forces politiques centristes, comme le parti «La Patrie» du maire de Moscou, Iouri Loujkov, et de ses alliés de «Toute la Russie». Les échéances électorales de la fin 1999 et de juin 2000 risquent d'être un douloureux moment de vérité pour le PCFR, susceptible d'entraîner son éclatement.

1993-1996 : le retour en force du pcfr sur la scène politique

A l'automne 1993, Eltsine décide de briser le Parlement qui progressivement est devenu un bastion de résistance à sa politique de réformes. Le décret présidentiel du 21 septembre donne lieu à une semaine d'affrontements ; le 2 octobre a lieu l'assaut sanglant contre la Maison Blanche, qui fait des centaines de victimes. La défense de la Maison Blanche réunit l'ensemble des forces patriotiques, les organisation communistes radicales se retrouvant au coude à coude avec les forces nationalistes, y compris les plus «noires», comme les combattants de l'Unité nationale russe de A. Barkachov. Par contre, le PCFR se tient à l'écart de la défense de la Maison Blanche, tout en dénonçant le coup d'état d'Eltsine.

Alors que toutes les organisations minoritaires dénoncent la farce électorale sanglante et appellent au boycott des élections, le PCFR s'engage immédiatement dans la campagne électorale, multipliant les déclarations appelant à la modération et au sens de la responsabilité. Un mois après les événements d'octobre, Ziouganov donne une longue interview au quotidien *Izvestia* : *«Nous avons notre programme de transformations de la Russie. Nous comprenons que la désétatisation de la propriété est un processus inévitable. Mais on ne peut pas faire une collectivisation en sens inverse* (...) *Nous communistes avons assimilé un certain nombre de choses : pour les réformes, il faut partir de ce qui existe, la vie est forcément beaucoup plus riche que n'importe quelle construction théorique. En second lieu il faut rétablir le lien qui a été rompu entre les différentes époques. Troisièmement, sans idée de justice sociale, la Russie ne saurait exister. Aucun* voutcher *ne saurait abuser la conscience russe. La singularité nationale a été, est et sera»* (n°122, année 1993). Au moment même où Eltsine ne s'embarrasse guère de la légalité, Ziouganov se veut avant tout rassurant : rejet de tout dogmatisme théorique, approbation des réformes, réinscription de la période soviétique dans l'histoire millénaire de la Russie, célébration de l'idée russe. Les résultats des élections sont honorables pour le PCFR (44 députés) et ses alliés, Parti agrarien (54 députés) et Femmes de Russie (23 députés), même si le principal vainqueur est V. Jirinovski, création de Eltsine chargée de débaucher l'électorat de l'opposition par une démagogie nationaliste outrancière : son parti libéral démocratique a 65 députés. Il est intéressant de noter que l'électorat du PCFR n'est pas concentré dans les régions où la situation est la plus dramatique (celles-ci sont le terrain privilégié du vote Jirinovski) : il s'agit de régions du centre de la Russie (européenne) où la situation de la population est relativement moins catastrophique que dans les régions du Grand Nord et de Sibérie orientale.

Durant les années 1994 et 1995, le PCFR ne prend pas d'initiatives spectaculaires, concentrant l'essentiel de ses forces à regagner des morceaux de pouvoir tant à l'échelon central qu'à l'échelon régional. Au printemps 94, il vote la loi d'amnistie pour les événements d'octobre 1993 qui permet à Eltsine de tirer un trait sur le massacre des défenseurs de la Maison Blanche. Le front des forces patriotiques, très actif dans la période 1991-93 ne prend plus d'initiatives dans un espa-

ce politique dominé désormais par les échéances électorales et les batailles à la Douma. L'événement le plus marquant est le déclenchement de la sale guerre de Tchétchénie en décembre 1994. Cet événement remet définitivement en cause l'unité d'action entre les composantes nationalistes et communistes du mouvement patriotique. Une grande partie des nationalistes se lance dans un soutien inconditionnel à Eltsine au nom de la défense de l'intégrité territoriale de la Russie. Au contraire, les organisations communistes «radicales» dénoncent la sale guerre contre le peuple tchétchène et organisent de nombreuses manifestations. La position du PCFR est beaucoup plus modérée : dans un premier temps, il se contente de renvoyer dos à dos les deux régimes pourris de Eltsine et Doudæv. Mais très vite, le PCFR concentre ses attaques contres les Tchétchènes et n'apporte aucun soutien aux appelés qui refusent d'aller combattre en Tchétchénie. Lorsque Fedorov, président de la république de Tchouvachie (une des républiques constituant la Fédération de Russie), reconnaît aux appelés de sa République le droit de refuser de partir en Tchétchénie, Ziouganov l'accuse de crime d'Etat et déclare que *«dans un pays normal Fedorov aurait été déféré devant les tribunaux»*. Les accords qui marquent la fin de la guerre en septembre 1996 sont dénoncés par le PCFR comme une trahison des intérêts de la Russie. Le 24 octobre 1996, *Pravda Rossii* publie une déclaration de Iou. Ivanov, membre du Comité central du PCFR et très proche de Ziouganov, qui réclame purement et simplement l'expulsion de Russie de tous les ressortissants tchétchènes et la fermeture de toutes les entreprises leur appartenant.

Les élections de décembre 1995 sont un réel succès électoral pour le PCFR (154 députés) et ses alliés du Parti agrarien et du Bloc «Pouvoir du peuple» menés par N. Ryjkov et S. Babourine. Désormais l'opposition est majoritaire à la Douma. L'autre surprise de ces élections est le score du bloc électoral «Communisme-Russie du travail-Pour l'Union Soviétique» formé par le PCOR, l'Union des communistes, le PCR et l'organisation «Russie du Travail» qui frôle le seuil des 5 %, prouvant qu'il y a un réel électorat pour un discours stalino-prolétarien.

Le succès du PCFR aux élections de décembre lui permet de faire accepter son secrétaire général comme le meilleur candidat de toute l'opposition face à Eltsine lors des présidentielles de juin 1996. Le bloc constitué autour de la candida-

ture de G. Ziouganov regroupe plus de deux cents organisations et partis autour d'un PCFR totalement hégémonique. La plate-forme du candidat de la «patrie en danger» ne comporte aucune référence à l'ex-Union ni au socialisme. Et il est très difficile de distinguer le programme économique de l'opposition de celui de Boris Eltsine (le principal auteur du programme économique de Ziouganov est L. Albakine, ancien premier ministre de Gorbatchev et qui est tout sauf un partisan du socialisme). Les plus réservés à l'égard d'une telle candidature sont les autres organisations communistes, à commencer par le PCOR qui ne se rallie à la candidature de Ziouganov qu'un mois à peine avant les élections, soulignant que ce soutien n'était justifié que par la lutte contre *«l'ennemi commun»*, et qu'en aucun cas il n'y avait accord sur le programme.

Le score réalisé par le bloc électoral mené par G. Ziouganov (40 % des voix) est tout à fait honorable, d'autant plus que le camp d'en face n'avait pas lésiné sur les moyens, présentant les élections comme l'affrontement mortel entre les forces de réformes d'un côté, les forces rétrogrades partisanes d'un retour à l'ancien régime, de l'autre.

Au lendemain des élections présidentielles, le premier souci du PCFR est de conserver son statut de force dominante de l'opposition en transformant le bloc électoral en Union nationale et populaire avec pour dirigeant G. Ziouganov. La constitution de cette Union ne se fait pas sans grincements de dents de la part des alliés nationalistes modérés, de plus en plus exaspérés par les prétentions hégémoniques du PCFR. Ziouganov met un veto absolu à la participation à cette Union des représentants des autres organisations communistes, dont le radicalisme risque de nuire à l'image de marque de l'Union. En fait, depuis sa création, cette Union se distingue par son immobilisme. Bien plus, il risque de ne pas remplir sa fonction minimale de structure «unitaire» (autour du PCFR) lors des prochaines échéances électorales : à l'automne 1998, une partie significative des alliés nationalistes modérés ont choisi de rallier le camp de Iouri Loujkov à l'occasion de la création du parti Patrie. Les dirigeants du Parti agrarien, autre allié de toujours du PCFR, ont pris le même chemin fin août 1999.
Sur le plan régional, le PCFR a également concentré toutes ses forces dans les jeux électoraux (notamment pour les postes de gouverneurs) n'hésitant pas à passer les alliances avec les candidats les plus douteux. Le seul objectif a été de

conquérir des positions de force, tactique payante au demeurant puisque quarante-six gouverneurs sont à l'heure actuelle des élus du PCFR ou étroitement contrôlés par lui.

1996-1999 : une opposition couchée («retenez-moi ou je fais un malheur»)

La position majoritaire du PCFR et de ses alliés à la Douma à la suite des élections de décembre 1995 aurait pu servir de base pour prendre une série d'initiatives contre le pouvoir eltsinien, même si les pouvoirs de la Douma sont très limités par la Constitution adoptée en décembre 1993, suite à un référendum truqué. En fait, la tactique du PCFR a combiné une dénonciation verbale, souvent très violente, du pouvoir contre lequel aucune épithète n'est assez violente, à une pratique de docilité absolue face au pouvoir et à son chantage à la dissolution de la Douma. De fait, l'opposition majoritaire à la Douma n'a pris aucune initiative législative un tant soit peu significative visant à contrer la politique ultra-libérale du pouvoir eltsinien. Bien plus, elle a toujours fini par voter les projets de loi présentés par les gouvernements successifs de Eltsine.

On peut multiplier les exemples dans ce sens.

Moins d'un mois après la victoire de Eltsine aux présidentielles, les députés de la fraction PCFR votent, sans sourciller, l'investiture du premier ministre V. Tchernomyrdine, arguant du fait qu'il était un moindre mal par comparaison avec les ultra-libéraux comme Gaïdar ou Tchoubaïs. Bien plus, A. Touleev, second de Ziouganov lors des élections de décembre 1995, accepte un portefeuille de ministre (il sera invité à démissionner peu de temps après).

Le vote des budgets des années 97 et 98 donne lieu à une comédie à répétition. Dans un premier temps, le PCFR déclare qu'en aucun cas il ne votera un tel budget. Dans un second temps, le PCFR vote le budget en échange de quelques vagues promesses présentées comme de grandes victoires de l'opposition. En 1997, cette comédie a pris un tour particulièrement grotesque. Pendant tout l'été, le PCFR a mené une campagne extrêmement violente de dénonciation du pouvoir, annonçant que la Douma voterait une motion de censure

contre le gouvernement. Mais au fur et à mesure que les échéances se précisent, les déclarations fracassantes perdent de leur vigueur. Fin octobre, un plénum du CC est réuni non pas pour définir les dernières modalités de l'affrontement avec le pouvoir, mais pour décider de l'abandon de la motion de censure. Malgré une forte pression de certains membres du CC venus de province, plus sensibles au mécontentement d'une population qui a basculé dans la misère, le vote de la motion de censure est abandonné, présenté désormais comme une piège débouchant sur la dissolution de la Douma, principal pôle de résistance au pouvoir. Et toutes les propositions pouvant donner lieu à un affrontement sont dénoncées comme des propositions aventuristes et provocatrices, qui ne peuvent que faire le jeu d'un pouvoir «aux abois».

Au début de 1998, la formation du gouvernement de S. Kirienko, jeune loup ultra-libéral, donne lieu au même simulacre d'opposition : après deux rejets par la Douma de la candidature de Kirienko, Ziouganov déclare que le PCFR ne cédera pas aux chantages du pouvoir et que le peuple russe est prêt à descendre dans la rue en cas de coup de force ; la veille du troisième vote, un Plénum du CC réuni en urgence réaffirme le refus de voter l'investiture de Kirienko, mais le lendemain, celui-ci est confirmé dans ses fonctions de Premier ministre avec une majorité de voix très confortable (dans le secret de l'isoloir, corruption et peur de retourner devant les électeurs ont suffi à ramener les députés de l'opposition à la «raison»).

Au printemps 99, la procédure de destitution du Président Eltsine (projet mis en avant depuis plusieurs années) tourne court. Parmi les motifs invoqués pour justifier la procédure de destitution, la guerre en Tchétchénie fut le seul à recueillir une majorité de voix à la Douma (par contre, les autres motifs invoqués n'ont pas obtenu un nombre suffisant de voix). Cela n'empêchera pas la même Douma de voter quelque temps après l'investiture comme Premier Ministre de Stépachine, qui, ministre de l'Intérieur à l'époque de la guerre en Tchétchénie, avait été un des principaux artisans de cette boucherie[10].

10. Depuis son limogeage sans préavis, Stepachine est devenu un allié privilégié du parti démocrate libéral Iabloko qui à l'époque avait vigoureusement dénoncé la guerre en Tchétchénie.

Au terme de quatre ans de législature, le bilan de l'opposition, PCFR en tête, est absolument vide : sur aucun point il n'a joué le rôle d'une véritable opposition. Plus précisément, son opposition s'est limitée à une dénonciation virulente d'un régime dénoncé comme criminel et corrompu. La dénonciation virulente du régime ne l'a jamais empêché de se coucher finalement chaque fois devant le pouvoir présidentiel, dès que ce dernier élevait la voix : Eltsine et son équipe l'ont d'ailleurs parfaitement compris et ont pratiqué avec une grande efficacité la politique du chantage à la dissolution.

le pcfr et le mouvement social

La place et le rôle du PCFR dans les mobilisations des travailleurs pour la défense de leurs conditions de vie qui ont chuté vertigineusement au cours des neuf années de réformes ultra-libérales, sont pour le moins limités. A aucun moment, le PCFR n'a cherché à développer un mouvement de résistance massif et structuré, se contentant d'appeler une fois par an à des journées de protestation sans lendemain. De plus, il a été largement absent des mobilisations qui ont pu avoir lieu, qu'il s'agisse des mineurs, des grèves d'enseignants (notamment celle du printemps 95) ou encore des infirmières et des médecins. Certes, la presse du PCFR leur a apporté un soutien de principe, mais sans qu'il y ait un engagement réel aux côtés des grévistes. Il y a plusieurs raisons à cela. En premier lieu, Ziouganov, dans une interview au quotidien *Nezvisimaïa Gazeta* a clairement défini les priorités : *«le travail à la Douma d'abord, le travail en direction des masses ensuite»*. En second lieu, le PCFR a très peu de poids dans l'appareil syndical[11], dont la bureaucratie (au niveau central) a mis au point sa propre stratégie dans la Russie post-soviétique. En se baptisant Confédération des syndicats indépendants, la direction des anciens

11. Toutefois, dans certaines entreprises encore en fonctionnement, le président du Comité syndical est membre du PCFR, ce qui ne l'empêche pas de travailler la main dans la mains avec la direction de l'entreprise, perpétuant la tradition du corporatisme vertical de la période soviétique (à l'époque le syndicat regroupait tous les membres du collectif, responsables de l'administration en tête).

syndicats a voulu clairement signifier qu'elle n'était plus la courroie de transmission du Parti[12]. Après 1993, la Confédération a mis en place une alliance avec certaines associations de directeurs, qui, aux élections de décembre 1995, débouche sur la formation d'un bloc électoral, l'Union du travail, regroupant syndicats et directeurs d'entreprise. Le score électoral de cette Union particulièrement dérisoire a enterré - au moins provisoirement - tout projet politique autonome. Toutefois, en octobre 1998, à l'occasion de la journée de protestation organisée conjointement par la Confédération des syndicats indépendants et le PCFR, un des dirigeants de la Confédération pour la région de Moscou, A. Issaev, annonça lors du meeting sur la Place Rouge que la FNSPR soutenait activement le maire de Moscou en tant que futur candidat aux élections présidentielles, et cela à la grande fureur des dirigeants et manifestants du PCFR présents sur la Place Rouge. Par ailleurs, en tant qu'héritier du PCUS, le PCFR ne bénéficie d'aucun crédit auprès des travailleurs : ceux qui, pendant soixante ans, ont été les représentants d'un Etat exploiteur de la classe ouvrière, ont beaucoup de peine à se faire passer désormais comme les meilleurs défenseurs des travailleurs. Sur ce point, la mémoire ouvrière est particulièrement vigilante. Ce discrédit ne peut qu'être alimenté par la ligne politique définie par la direction du PCFR qui n'accorde aucune place privilégiée aux travailleurs, les noyant dans un ensemble flou baptisé *«le peuple»* (sur ce plan il y a une réelle continuité avec la période soviétique). Lorsque le PCFR, inquiet des initiatives prises en direction des ouvriers par le PCOR (création du syndicat *Zachita* et d'un mouvement des conseils ouvriers et des comités de grève), crée son propre congrès panrusse des ouvriers, il met à sa tête un général, V. Varennikov[13].

12. Dans les manifestations, notamment celles du 1er mai, syndicats et PCFR organisent des cortèges distincts qui défilent séparément. La direction de la Confédération des syndicats indépendants fait tout pour éviter tout contact de ses maigres troupes avec le cortège du PCFR.

13. Cette situation se retrouve à l'échelon local. Dans le conseil des travailleurs de la région de Moscou on ne compte que 2 ouvriers parmi les 21 membres. En Mordovie, au congrès de l'Union ouvrière, membre du congrès panrusse, sur les 60 délégués il n'y a que 17 ouvriers.

Le PCFR ne cherche même plus à sauver les apparences en nommant au CC quelques travailleurs, comme cela se faisait au temps du PCUS. Lors des élections de décembre 1995 à la Douma, le nombre de travailleurs sur la liste électorale du PCFR était dérisoire (27 ouvriers, mais quasiment aucun des 27 en position d'être élu). De fait, parmi les députés de la fraction PCFR on ne trouve que deux militants syndicaux, l'un des deux étant le responsable d'un syndicat étudiant de Moscou.

Ce non-investissement dans les luttes se comprend mieux quand on lit les textes programmatiques du PCFR. Le programme adopté lors du congrès de fondation ne fait aucune référence précise ni au socialisme (à part quelques phrases isolées), ni aux luttes des travailleurs. Et le problème de la propriété des moyens de production est traité de façon vague (la propriété sociale des moyens de production n'est pas mise en avant : il est surtout question des collectifs des travailleurs dans les entreprises dont on sait qu'ils comprennent aussi le directeur). Mais le PCFR va plus loin. Dans de nombreux textes, les dirigeants du PCFR s'acharnent à récuser toute pertinence de la lutte des classes, présentée comme dépassée et surtout dangereuse. Pour Ziouganov, les intérêts des différentes classes doivent être pris en compte, sans privilégier les intérêts d'une classe particulière : *«Les intérêts de classe ne peuvent pas coïncider partout et sur tous les points. Mais ces différences doivent être la source d'un dialogue social constructif, le moteur de réformes étatiques raisonnables, et non le chaos, les révoltes et les guerres. Les révoltes et les soulèvements se sont produits précisément quand ont eu lieu des tentatives visant à instaurer une dictature de classe, peu importe laquelle, celle des boyards, celle des nobles ou celle des prolétaires»*. Et, toujours dans *Derzava*, cette condamnation sans équivoque de la lutte des classes : *« Dans le but de rétablir l'unité de la société, les communistes ont rejeté les thèses extrémistes de la lutte des classes, qui font courir au peuple le risque de divisions et de conflits»*. Lorsque Ziouganov se fait visionnaire, les travailleurs appartiennent au passé : *«Par comparaison avec le mode de production technologique qui se dessine à l'horizon, l'actuel mode de production industriel se transforme en force réactionnaire, et ses agents principaux - entrepreneurs et travailleurs salariés - de forces à une époque progressistes se transforment objectivement en classes rétrogrades et réactionnaires. A la différence*

de ceux-ci, le paysan, dont l'activité productive s'inscrit de façon plus organique dans la nature et son cycle énergétique naturel, est plus proche des nouveaux besoins de l'humanité» (Drama vlasti).

Paysans et *intelligentsia* sont aux yeux de Ziouganov les forces saines de la grande Russie éternelle, car ils ne sont pas en contact direct avec le capitalisme qui corrompt tout et tous (à commencer par les travailleurs). Dans le programme électoral pour les élections présidentielles, les paysans et l'*intelligentsia* ont droit à toutes les attentions du candidat Ziouganov. Les cosaques, anciens soldats de l'empire tsariste et qui dans certaines régions, notamment au Sud de la Russie, se sont considérablement réactivés en tant que bandes armées incontrôlées, ne sont pas oubliés : au cours de sa campagne, le candidat des patriotes leur a promis le rétablissement de tous leurs privilèges.

l'idéologie du pcfr

L'ensemble des déclarations et publications du parti et de ses dirigeants présente une forte hétérogénéité et, sur certains points, les positions avancées sont même contradictoires. Mais on aurait tort de n'y voir qu'un simple fatras idéologique dont la confusion serait le trait principal. Quant à ceux qui y voient la preuve que le PCFR aurait trahi les idées d'Octobre 17 et du PCUS (les sectes staliniennes en Russie-même, ainsi que tous les nostalgiques de la grande Union Soviétique à travers le monde), ils partent d'une perception imaginaire du passé soviétique. Ce discours de la trahison (appliqué d'abord à Gorbatchev puis au PCFR) est à l'image de l'impuissance politique actuelle de ces organisations et de leur incompréhension de ce qui s'est passé au cours des vingt dernières années (et même bien avant).

Les positions et les analyses développées par la direction actuelle du PCFR ont en fait une forme de cohérence (cela ne signifie nullement qu'elles ont une quelconque légitimité, et encore moins qu'elles constituent une réponse à la crise qui secoue actuellement la Russie). Les textes publiés au cours des dernières années renvoient à une entreprise visant à élaborer une idéologie que l'on peut qualifier de national-étatiste. Cette idéologie n'est pas une création de toutes pièces des

idéologues du PCFR. Elle est dans un rapport de continuité profonde avec la période soviétique, où, comme l'a montré de façon convaincante M. Lewin, nationalisme grand-russe[14] et étatisme furent les deux piliers idéologiques de fractions importantes de la bureaucratie. De ce point de vue, les dirigeants du PCFR sont bien les héritiers du PCUS (Ziouganov lui-même vient de la section idéologique du CC du PCUS), se livrant essentiellement à un travail de reformulation et d'adaptation de l'idéologie réelle de la bureaucratie soviétique.

Il y a une première raison à ces différences et à ces déplacements. L'espace n'est pas le même : le patriotisme d'Etat et le nationalisme grand-russe ne recouvrent pas les mêmes enjeux dans l'espace soviétique et dans la Russie actuelle. Du temps de l'Union Soviétique, deuxième puissance mondiale et leader du «camp socialiste», ce discours a pour fonction première la légitimation d'un pouvoir en place, qui accapare tout l'espace politique. Dans la Russie d'aujourd'hui, l'idéologie national-étatiste a avant tout une fonction négative de dénonciation : le discours sur l'Etat souverain sert à démasquer un pouvoir maffieux qui a confisqué l'Etat à son seul profit (d'une certaine façon il n'y a plus d'Etat, le pouvoir fonctionne comme une société anonyme à responsabilité limitée, pour reprendre la formule d'un sociologue russe) et l'exaltation de la grande Russie est un appel à résister à ceux qui la vendent à l'étranger. Par ailleurs, la disparition de l'Union Soviétique en tant qu'incarnant (peu importe ici que ce soit de façon usurpée) l'héritage de la Révolution de 17, permet de se débarrasser de tous les «oripeaux» idéologiques qui faisaient référence aux idéaux socialistes dans le seul but de sauver les apparences.

Dans *Russie ma patrie* (ouvrage publié en 1996) Ziouganov définit l'ampleur de la tâche à accomplir sur le plan idéologique : *«Le PCFR a déjà fait beaucoup dans ce sens* [élaborer une idéologie national étatiste - D.P.]. *Les documents politiques et théoriques de notre parti ont fait une large place à des idées importantes : l'Etat russe comme Etat fort, l'importance du spirituel, le patriotisme du peuple, l'idée d'une économie articulant toutes les formes de propriété, la civilisation eurasienne,*

14. Sous Brejnev, la politique de russification forcée et les hymnes à la gloire du peuple russe ont connu un regain d'actualité.

une évolution pacifique du monde. Mais une théorie globale, reposant sur des bases scientifiques, définissant l'avenir de la Russie en renonçant à ce qui est dépassé tout en respectant la tradition et la singularité unique de notre pays n'existe pas encore». Et, lui, Ziouganov, *«russe par le sang et par le cœur»*, n'a pas hésité à s'atteler à cette tâche historique.

Dans cette présentation (partielle) de l'idéologie du PCFR, je m'appuierai essentiellement sur les textes et les déclarations de G. Ziouganov, car cette idéologie y est exprimée beaucoup plus franchement que dans les documents officiels du parti où les moments clefs de l'idéologie national-étatiste sont, encore même si de moins en moins, parasités par une phraséologie teintée de soviétisme[15]. Ziouganov n'est pas un théoricien brillant, loin de là, mais c'est un auteur prolixe. Il a publié plusieurs ouvrages et un nombre incroyable d'articles, interviews et déclarations diverses. Les titres de ses livres sont en eux-mêmes tout un programme. On peut citer : *Le drame du pouvoir, Au delà de l'horizon, Etat souverain*[16], *Je crois à la Russie, Russie, ma patrie : Idéologie du patriotisme d'Etat, Je suis russe par le sang et par le cœur,* etc. Ces ouvrages donnent une bonne idée du travail de refondation idéologique auquel s'est livré Ziouganov sur une période de presque dix ans. Dans l'ouvrage, *Russie ma patrie : idéologie du patriotisme d'Etat*, Ziouganov consacre la presque totalité du premier chapitre à la présentation des auteurs dont la lecture a nourri sa réflexion. Marx et Lénine y figurent mais surtout pour préciser que leurs idées sont très largement dépassées. Ziouganov se réclame surtout de tous les penseurs slavophiles du XIX[e] et du début du XX[e] siècle, de N. Berdiæv, du courant eurasien des années 20[17] et des continuateurs de ce courant comme N. Gumilev, des géopoliticiens occidentaux du début du XX[e], à commencer par Mackinder (une des figures de référence de

15. Faute de place je ne ferai pas référence à d'autres idéologues de la direction du PCFR (comme Belov auteur notamment d'un ouvrage *la voie russe*) ou proches d'elle, comme Kara Muza engagé dans un travail systématique de réfutation du marxisme, où A.Podberezkine, président de l'Université Américano-russe, institution où Ziouganov a été, durant toute une période, salarié) et président de la fraction parlementaire «Héritage spirituel».

16. Traduction du mot russe *Derzava* qui désigne l'Etat comme grande puissance.

17. Voir *infra*.

la droite extrême occidentale), de l'historien britannique A. Toynbee, et enfin de la fine fleur des représentants du nationalisme russe actuel, de V. Kojinov, ardent défenseur des Cent Noirs, à I. Chafarevitch, ardent propagateur de la théorie du «petit peuple» (une des variantes contemporaines du protocole des Sages de Sion). C'est en s'appuyant sur ces auteurs que Ziouganov entend élaborer sa théorie du patriotisme d'Etat. Il est clair que la place des idées de Lénine et de Marx dans une telle construction théorique est pour le moins réduite. Dans la brochure *Je suis russe par le sang et le cœur* Ziouganov déclare à propos de Lénine : *«Lénine est rentré en Russie en avril 1917. Dans quel état était le pays ? En ruines et dans un état d'effondrement. Il est mort sept ans plus tard, après avoir créé un Etat sous la forme de l'Union, lancé une nouvelle politique économique et rétabli un rouble fort. Tout politicien a ses forces et ses faiblesses. Il me semble que Lénine a été soumis à une forte pression et influence des forces qui haïssent la Russie. Et lui-même, dans une certaine mesure, il en a été la victime».*

l'histoire de la russie revisitée

La thèse centrale vise à réinscrire la Russie actuelle dans une continuité historique qui suppose que soient minimisées autant que faire se peut les «ruptures», à commencer par celle que marque la révolution d'Octobre 1917. L'objectif premier est de mettre en avant les périodes et les hommes qui, tout au long de l'histoire millénaire de la Russie ont été les vecteurs et les acteurs de cette continuité, et dont les efforts ont convergé vers la construction et la défense d'une Russie forte, incarnation de *«l'idée russe»*. La révolution en tant que telle est présentée comme ayant fait courir un risque énorme à la Russie, à l'instigation des forces hostiles extérieures (et de leur relais en Russie-même). Ziouganov n'est pas très loin de la thèse, largement répandue par les nationalistes russes, présentant la révolution comme le résultat d'un complot monté de l'extérieur (que l'on se rappelle le complot judéo-maçonnique). Le terme *«trotskyste»* a été et reste un terme privilégié pour désigner les forces acharnées à détruire la Russie. Cette acception vaut non seulement pour la période de 17 et les années 20-30, mais aussi pour la période actuelle où sont accusés de *«trotskysme»* les ultra-libéraux du pouvoir : E. Gaïdar, A. Tchoubaïs, B. Nemstsov, etc. (au printemps 1998, le

quotidien *Sovetskaïa Rossija* avait publié une caricature réunissant Trotsky et sa descendance ultra-libérale actuelle) ; ce qui leur vaut cette étiquette, c'est qu'eux aussi ont pour unique objectif la destruction de la Russie.

Les septante années du régime soviétique sont divisées en différentes périodes qui sont caractérisées positivement ou négativement selon qu'à la tête du Parti se trouvaient des forces *«nationalement saines»* ou au contraire des forces cosmopolites hostiles à la Russie. Cela permet de comprendre pourquoi la période stalinienne (en fait moins les années 30[18] que la période de la guerre et la fin des années 40) soit privilégiée comme la période soviétique où les intérêts historiques de la Russie ont été le mieux défendus. *«Le problème stratégique principal pour la survie à long terme de la Russie incarnée dans le nouveau corps étatique qu'était l'Union Soviétique, a été le problème de la mise en place d'une idéologie constructive et le rétablissement de la santé spirituelle de la nation (...) Il faut reconnaître que Staline, plus que n'importe qui d'autre, comprenait la nécessité impérieuse d'un renouveau idéologique dans le cadre de cette nouvelle formation géopolitique que constituait l'Union Soviétique. Il comprenait aussi le besoin de mettre en accord les réalités nouvelles avec la tradition russe pluriséculaire. Le résultat d'une telle compréhension a été le changement radical de l'idéologie officielle de l'Union en 1944-1953. A la base de ce nouveau cours il y avait la volonté de créer une "idéologie du patriotisme" susceptible de devenir un fondement idéologique fiable pour les mécanismes étatiques de l'énorme puissance qu'étaient l'Union et ses alliés. Dans ce but, la première chose fut de ressusciter de nombreuses pages de la véritable histoire de la Russie, et les persécutions contre l'Eglise furent arrêtées»* (*Russie, ma patrie*, p. 141). D'une certaine façon, si l'on néglige l'habillage phraséologique quelque peu pompeux, cette interprétation de la période stalinienne est fondée.

18. Par contre pour une organisation stalinienne qui fétichise le prolétariat, comme le PCOR, la période de référence est les années 30, plus précisément celle qui précède l'adoption de la constitution de 1936. La définition de l'Etat soviétique comme état du peuple tout entier dans la constitution de 1936 est interprétée comme un abandon des principes prolétariens authentiques et donc comme marquant le début de la dégénérescence qui a conduit à la catastrophe présente.

Fondamentalement, le stalinisme n'est pas une idéologie communiste : il sanctifie la toute-puissance de l'Etat légitimée par une continuité historique nationale. Quant aux périodes qui suivent la mort de Staline (déstalinisation, stagnation et *perestroïka*), elles font l'objet d'une appréciation négative : tant à l'intérieur de l'Union qu'à l'extérieur, les forces hostiles à la Russie reprennent l'offensive (je reviendrai sur la place de la théorie du complot dans cette construction idéologique).

Cette allégeance à une Russie millénaire ayant une singularité irréductible, qui transcende les périodes historiques, conduit Ziouganov à présenter les différents régimes (Russie féodale, Russie tsariste, Union Soviétique, Russie post-soviétique) comme de simples avatars, limités dans le temps, d'une Russie qui transcende toutes ses incarnations (cf. la formulation ci dessus où l'Etat soviétique est défini comme le nouveau *«corps»* de la Russie). Ziouganov reprend à son compte les thèses des Eurasiens des années 20 : développées par certains intellectuels dans l'émigration, ces thèses visaient à relativiser le destin historique concret de la Russie. Pour les Eurasiens, l'empire tsariste et le régime soviétique ne sont que des accidents dans le destin d'une Russie définie comme l'Eurasie (c'est-à-dire définie en relation à un espace et une civilisation). Ziouganov ne manifeste aucune nostalgie politique de l'Union Soviétique ; si nostalgie il y a, c'est une nostalgie de la grande puissance qu'était l'Union soviétique, dont l'Etat jouait pleinement son rôle au service de la grandeur de la Russie.

La démarche consistant à relativiser les différents régimes qui se sont succédés sur le sol russe pour mieux affirmer une Russie éternelle, résistant à tous les coups qui lui sont portés, se manifeste également par le fait que Ziouganov se livre à un important travail de traduction-reformulation de notions jugées essentielles dans la définition de l'idée russe. Ainsi dans le programme du PCFR (*Sovetskaïa Rossija*, 2 février 1994) on peut lire : *«La conjonction complexe de circonstances géopolitiques, nationales et économiques fait que la Russie est porteuse d'une tradition culturelle et morale, dont les valeurs fondatrices sont la communauté, le collectivisme* (*sobornost* mot intraduisible hérité de la période tsariste et désignant l'unité des différentes couches de la société) ; *le patriotisme, un lien étroit entre la personne, la société et l'Etat (l'Etat souverain) ; l'aspiration à réaliser les idéaux les plus*

élevés de vérité, de bien et de justice (spiritualité) ; l'égalité de droits de tous les citoyens indépendamment de leurs différences nationales, religieuses ou autres encore (le peuple)».

Une des caractéristiques de ce texte est de postuler la synonymie entre des notions distinctes de par leur statut et leur sémantique propres : communauté (en référence à la communauté paysanne) et collectivisme sont assimilés l'un à l'autre en tant que renvoyant à une troisième notion *(sobornost)*, ce qui permet de postuler une continuité entre l'assemblée des représentants des «états» sous les premiers tsars, les *zemstvos* mis en place à la fin du régime tsariste et les soviets. Dans le même esprit, Ziouganov glose souvent la célèbre formule *«Autocratie, Orthodoxie, Peuple»* du comte Ouvarov, ministre du tsar particulièrement réactionnaire, Nicolas I. Dans son ouvrage *Etat souverain*, Ziouganov la reformule de la manière suivante : *«Etat souverain, Nation, Justice sociale, inscrite dans les formes séculaires de vie collective du peuple russe»* ; et explique qu'elle désigne les trois sensibilités rassemblées au sein des forces patiotiques, le courant étatiste, le courant nationaliste russe et le courant représenté par le PCFR.

la russie du peuple tout entier

Dans les textes de Ziouganov, on trouve de façon extrêmement lancinante l'affirmation qu'à travers la Russie, toutes les différences et tous les antagonismes doivent être dépassés, en premier lieu parce qu'ils constituent un risque de déchirement du corps social. *«Je suis profondément convaincu que n'ont d'avenir politique en Russie que les forces qui considèrent que leur tâche prioritaire est la résurrection des valeurs pluriséculaires de l'Etat souverain et du collectivisme, c'est-à-dire d'une société et d'une conscience identitaire, où tout le peuple russe, dépassant les divisions qui lui sont imposées de l'extérieur et de l'intérieur, s'affirme comme une personne unique, comme une seule famille si vous voulez»* (*Etat souverain*, p. 39). La condamnation de la lutte des classes est parfaitement logique dans cette perspective. Mais le refus de tout antagonisme va bien au delà.

Dans *Russie ma patrie*, Ziouganov consacre un long développement à l'idée lancée dès le début des années 90 par A. Pro-

khanov, rédacteur de l'hebdomadaire patriotique *Den*, concernant la nécessité impérieuse de surmonter l'antagonisme entre les rouges et les blancs. Si pour Prokhanov il s'agissait de dépasser les conflits du passé, pour Ziouganov l'enjeu est tout autre : *«Après avoir réuni l'idéal "rouge" de justice sociale, qui est à sa façon l'hypostase terrestre de la "vérité" céleste, proclamant que "devant Dieu tous sont égaux", et l'idéal "blanc" de l'Etat national en tant que forme d'existence à travers les siècles des valeurs sacrées du peuple, la Russie atteindra enfin la concorde sociale, entre couches et classes, et la puissance d'un Etat grand et fort, tel qu'elle a été léguée par des dizaines de générations antérieures, qui l'ont forgée par leur courage et leur souffrance au cours de l'histoire héroïque de la Patrie»*.

Ce discours sur les retrouvailles entre rouges et blancs remplit une fonction similaire à celle conférée à la formule du comte Ouvarov : légitimer, par la référence à l'histoire, l'union des forces patriotiques réunies autour du PCFR et de son dirigeant.

L'Etat souverain est le garant essentiel de cette harmonie dans la diversité, rassemblant autour d'un même but - à savoir une Russie grande et forte - intellectuels, entrepreneurs, paysans et travailleurs. Tout antagonisme social est dénoncé, et sont les plus suspects ceux qui du fait même de leurs positions dans la production et de leurs intérêts divergents risquent de s'engager dans des affrontements aussi stériles que destructeurs. Dans *Etat souverain,* Ziouganov interpelle les entrepreneurs : *«la partie des entrepreneurs, qui ont le sens des intérêts de la nation et de l'Etat se trouvent devant le choix suivant : soit accepter le rôle central des travailleurs dans l'entreprise visant à sauver le pays, soit se retrouver dans le camp des traîtres à la patrie»* (p. 65). Et quelques pages plus loin, Ziouganov explique que le caractère criminel de la politique menée par le régime eltsinien réside essentiellement dans le fait qu'elle ne peut que réactiver les antagonismes sociaux, en premier lieu entre les nouveaux propriétaires des moyens de production et les travailleurs : *«le prolongement du cours politique des réformes signifie non seulement un appauvrissement général, mais le développement de conscience de classe, l'éclatement de la société entre les classes ennemies des possédants et des prolétaires : un tel choix conduit à une tragédie nationale. Chaque citoyen doit manifester aujourd'hui sa responsabilité personnelle pour ce*

qui est du destin du pays» (p. 98). Le terme de «prolétaires» n'a ici aucune dimension positive. Et dans la période actuelle, les travailleurs de l'industrie, du fait même du retour au capitalisme qui s'instaure en Russie, sont soumis à des pressions très fortes qui risquent de les détourner des intérêts nationaux : *«le processus de capitalisation sauvage a sapé les potentialités révolutionnaires et créatrices de la classe ouvrière socialiste, et le prolétariat vendeur de sa force de travail en cours de formation est faible, divisé, il n'a pas acquis la conscience de soi comme classe exploitée par la bourgeoisie naissante»* (*Au delà de l'horizon*, p.170).

Cette défiance à l'égard des travailleurs de l'industrie a comme corollaire un éloge sans faille de la paysannerie qui se voit attribuer toutes les vertus : *«Jusqu'à un passé proche la Russie était un pays paysan. Les travailleurs de la campagne sont historiquement une base puissante pour les partis et mouvements de gauche. Cela est dû à l'absence quasi totale d'une tradition paysanne de la propriété privée sur la terre et à l'exploitation communautaire de la terre»*. Dans le programme pour les élections présidentielles de 1996, le ton est encore plus lyrique : *«Aider la paysannerie en tant que soutien essentiel de l'Etat et gardien de la richesse morale et spirituelle du peuple»*.

Cette vision de la société où les différentes couches et classes sont évaluées en premier lieu sous l'angle de la tradition et où le terme de peuple subsume toutes les différences et antagonismes, cette vision n'est pas sans rappeler, même si la terminologie a changé, la référence à l'Etat du peuple tout entier dans le discours officiel soviétique. Dans les deux cas, cette homogénéisation du corps social ne fait sens que du point de vue d'un Etat omniprésent seul garant des intérêts du pays.

les ennemis de la russie selon ziouganov

Cette construction «en positif» de la Russie autour de l'Etat national et souverain rejette toutes les contradictions et les antagonismes «à l'extérieur», précisément du fait que tout est évalué à l'aune des valeurs historiques dont la Russie est porteuse depuis la nuit des siècles. Pour Ziouganov, s'il ne saurait y avoir de «mauvais Russes», il y a par contre de par le monde des forces acharnées à détruire la Russie et tout ce

qu'elle représente. Et, à différentes époques, elles ont su trouver des relais à l'intérieur même du pays.

La problématique du complot - dont on sait à quel point elle a été utilisée du temps de l'Union soviétique - est donc un dispositif essentiel dans l'explication des difficultés que la Russie a connu et connaît aujourd'hui. Ainsi, dans *Russie ma patrie*, la crise que connaît le pays au lendemain de la mort de Staline, et qui débouchera trente ans plus tard sur la *perestroïka* et l'écroulement de l'Union, est présentée fondamentalement comme le résultat d'un complot (une *«attaque géopolitique»* pour reprendre les termes de Ziouganov) qui s'est développé en trois temps : d'abord la déstalinisation et la période de «stagnation», puis la *perestroïka* et en fin la désintégration de l'Union (*Russie, ma patrie,* pp.143-147). Même si les protagonistes changent d'une période à l'autre, les ingrédients sont les mêmes : les ennemis de l'extérieur, pour lesquels l'existence d'une Russie forte est insupportable, conjuguent leurs efforts de destruction à ceux qui de l'intérieur, à commencer par la direction du PCUS, se font, objectivement ou consciemment, les relais des forces hostiles (voir ce qui est dit de Lénine dans la citation tirée de *Je suis russe par le sang et par le cœur*).

Quant à l'identification de ces forces hostiles, elles sont à l'image de la définition de la Russie comme entité géopolitique assimilée à l'Eurasie. Le recours à la notion d'Eurasie renvoie à cette volonté de construire une identité qui ne soit pas liée de façon spécifique à un régime politique particulier : la permanence ne peut être définie qu'en référence à un territoire lié à une civilisation. Tout en reprenant à son compte le discours des slavophiles du siècle passé sur l'opposition fondamentale entre la Russie et l'Occident, Ziouganov privilégie, depuis le recueil *Au delà de l'horizon*, la problématique développée par Mackinder au début du siècle : le Monde serait divisé entre les puissances *«continentales»* et les puissances *«maritimes»* engagées dans une logique d'affrontement. La Russie-Eurasie fait partie des premières ; l'Ouest, et en premier lieu l'Angleterre et les USA, font partie des secondes. Cet affrontement entre deux civilisations est le cadre dans lequel Ziouganov pense et le présent, le passé et l'avenir[19].

19. Ziouganov n'est pas le seul «géopoliticien» à défendre de telles thèses. A.Douguine, un des dirigeants du Parti National Bolchévique .../...

Pour la période soviétique, l'affrontement entre l'URSS (et plus généralement les Etats dits communistes) et l'impérialisme n'est plus décrit comme l'affrontement des camps, socialiste et capitaliste, mais comme un moment dans l'affrontement (mortel) entre ces deux civilisations *«géopolitiques»*. Ci-dessus, j'ai mentionné l'appréciation que Ziouganov portait sur la dernière période où Staline était au pouvoir (années 40 et début des années 50) avec l'accession de la Russie à un statut de grande puissance après que l'Union Soviétique fut sortie victorieuse de la seconde guerre mondiale. La guerre froide est présentée de la manière suivante : *«Cela* (les succès de l'URSS et son prestige international) *suscita à l'Ouest, citadelle traditionnelle de la "stratégie géopolitique océanique", un état proche de la panique. A cela il y avait des raisons. En la personne de l'Union Soviétique, continuatrice de la tradition géopolitique russe, s'était constitué un centre alternatif puissant, ayant une influence à l'échelle du monde, et personnifiant la justice et un pouvoir au service du peuple, incarnant les principes sociaux, politiques, culturels et économiques de la ligne "continentale" de développement de l'humanité. Cela mettait en danger les efforts déployés depuis des siècles par l'élite cosmopolite financière et marchande, en vue de la création d'un système mondial de division du travail, base économique d'une politique visant à unifier l'humanité dans le cadre d'un "nouvel ordre mondial"»*.

L'écroulement de l'Union Soviétique en décembre et la période actuelle sont interprétés de la même manière, les puissances maritimes ayant réussi à ébranler sérieusement la première puissance continentale. La mondialisation, l'instauration d'un ordre mondial mais aussi les guerres en Irak et dans l'ex-Yougoslavie sont présentés dans le même cadre. Par ailleurs, la définition de la Russie comme Eurasie est aussi une façon de dessiner d'autres alliances : à différentes reprises, Ziouganov a expliqué que dans leur résistance aux puissances maritimes, l'Asie et l'Islam (en tant que réalité géopolitique) pou-

19. .../... et qui entretient des rapports étroits avec la droite extrême occidentale (A. de Benoît en France, R.Steuckers en Belgique, M.Muti en Italie) en est un propagandiste très actif. Au printemps 1999, il a publié dans *Zavtra* un long article consacré aux événements du Kossovo qui sont pour lui un nouvel épisode de l'affrontement entre puissances «maritimes» et puissances «continentales».

vaient constituer des alliés essentiels (même si depuis la guerre en Tchétchénie et l'intervention de l'OTAN au Kossovo, l'Islam a quelque peu perdu de son attrait).

Le capitalisme, on s'en doute, apparaît comme un produit direct de la civilisation maritime et est, dans son essence même, étranger à la Russie. La dénonciation de la capitalisation sauvage depuis le début des années 90 se met en place sur deux plans : en premier lieu comme ayant entraîné une dégradation radicale des conditions de vie de la population, mais aussi comme tentative d'imposer à la Russie un mode de production qui lui est étranger. Ce n'est pas à cause du passé soviétique, récent avatar dans l'histoire de la Russie, que le capitalisme lui est étranger ; c'est à cause d'un antagonisme bien plus radical entre deux civilisations.

Ce rejet du capitalisme, par définition cosmopolite et immoral, ne signifie nullement que Ziouganov défende une perspective socialiste. Pour lui, le socialisme a épuisé sa mission historique, et de toute façon, le socialisme est tout aussi étranger à la Russie que le capitalisme : justice sociale, communauté et démocratie du peuple ne sont pas des notions liées au développement des courants socialistes en Russie, elles sont au cœur de *«l'idée russe»*.

Ni capitalisme, ni socialisme. Mais alors quoi ? Sur ce point, Ziouganov est beaucoup plus discret, se contentant de dresser le tableau idyllique d'une Russie où les acteurs sociaux, entrepreneurs, paysans, intellectuels, travailleurs occupent de façon responsable et harmonieuse leur place et contribuent tous ensemble au bien commun. Toutefois, en rapport étroit avec sa réfutation du capitalisme et du socialisme, Ziouganov se fait théoricien de la société post-industrielle dont l'actualité est liée à la révolution technologique en cours. Les développements qu'il y consacre sont pour le moins sommaires et approximatifs et ne méritent pas vraiment qu'on s'y attarde. Simplement, ce discours sur la société postindustrielle, dans une Russie sauvagement désindustrialisée suite à la politique de réformes menée depuis 1992, a des accents bizarres, pour ne pas dire provocateurs (et il est peu probable qu'un tel discours rencontre des échos importants auprès des électeurs du PCFR). Mais Ziouganov n'en a cure : d'un côté les adieux au prolétariat, de l'autre la société post-industrielle de demain entraînant un recentrage sur les deux forces sociales pro-

clamées nationalement saines, à savoir l'*intelligentsia* au sens large et les paysans.

une idéologie réactionnaire

Cette présentation de l'idéologie mise en place par la direction actuelle du PCFR n'a pas pour objectif de dégager un noyau rationnel : d'une certaine façon, il s'agit d'une idéologie délirante, traduisant une incompréhension profonde des événements passés et présents. Elle vise d'abord à montrer à quel point une perception du PCFR comme parti de gauche est dénuée de fondement, de même que toute accusation de trahison des idéaux socialistes. Le PCFR est un parti conservateur, profondément réactionnaire (au sens strict du terme : la critique du présent se fait sur la base d'une grille convoquant un passé largement imaginaire). En même temps, elle met en lumière une profonde continuité (par-delà les reformulations terminologiques et les «avancées théoriques» de Guenadi Ziouganov) avec l'idéologie de secteurs importants de la bureaucratie soviétique, tout aussi étrangère au socialisme que les discours actuels du PCFR (je renvoie le lecteur qui aurait encore des doutes sur ce point aux textes de Moshe Lewin repris dans *La formation du système soviétique* (notamment les chapitres 11 et 12) et *Russia/USSR/Russia* (notamment «Bureaucracy and the stalinist state» et «Nationalism in Our times. The Case of Russia»).

Mais cette construction idéologique douteuse permet de revenir sur la pratique du PCFR au cours des années 90 : de ce point de vue, il y a cohérence. En premier lieu, elle a eu pour fonction première d'imposer à la société une grille simpliste d'analyse de l'écroulement de l'Union et de de la catastrophe qui a suivi : destruction de la Russie et de son Etat dans le cadre d'un complot intérieur et extérieur, permettant du même coup au PCFR de persuader les gens de leur impuissance face à des processus qui leur échappent, et de légitimer ses propres solutions à la crise : *«Votez pour nous : nous sommes les meilleurs défenseurs des intérêts nationaux de la Russie et de son peuple ; nous pouvons faire mieux que les bandits actuellement au pouvoir, entièrement à la solde de l'étranger. Entre un pouvoir cosmopolite et compradore et nous, le choix est clair : nous sommes la force motrice de la grande alliance des forces patriotiques»*. Elle permet aussi de mieux com-

prendre la modération du PCFR ces dernières années. Pour les *«meilleurs serviteurs»* des intérêts historiques de la grande Russie, le seul objectif est bien de réinvestir un Etat, accaparé par les traîtres à la Russie. De ce point de vue, toute action qui risque de compromettre les positions déjà acquises (à l'échelon central, notamment à la Douma, mais aussi à l'échelle des régions) est de l'ordre de l'aventurisme, et ne peut que faire le jeu du camp d'en face. Inversement, toute alliance permettant de renforcer ces positions est légitime : depuis six ans, à chaque occasion, le PCFR réclame la constitution d'un gouvernement de salut national (entre les deux tours des élections présidentielles, la liste des ministres qui entreraient dans un gouvernement de salut national en cas d'élection de Ziouganov comme président comprenait de nombreux responsables appartenant au camp adverse, favorisés au détriment du camp patriotique). Et à différentes occasions, le PCFR a accepté que certains de ses membres participent au gouvernement : gouvernement de Tchernomyrdine au lendemain des élections présidentielles de 1996, et surtout gouvernement Primakov à l'automne 1998 (le parti agrarien, principal allié du PCFR, a appliqué de façon beaucoup plus systématique la ligne consistant à occuper les strapontins proposés dans les gouvernements successifs).

Si la démarche du PCFR a jusqu'à ce jour été relativement payante (le PCFR est aujourd'hui la principale force électorale), il n'est pas sûr que cela reste le cas à l'avenir. Le bloc électoral mis en place par le maire de Moscou avec le soutien (désormais acquis) de E. Primakov est une menace extrêmement sérieuse : sur le plan idéologique, Iouri Loujkov n'a jamais hésité à faire appel à la fibre nationale d'une Russie humiliée (au moment de la guerre en Tchétchénie, sur la question de la Crimée «terre russe» mais aussi lors du dernier conflit en Yougoslavie[20]), et Primakov a une image de serviteur de l'Etat intègre. On retrouve là les principaux ingrédients du national-étatisme qui, dans cette version «douce» et surtout moins passéiste, est une menace très réelle pour ceux qui jusqu'à ce jour se posaient en défenseurs quasi exclusifs

20. En octobre dernier, Tchikine, rédacteur en chef du principal quotidien patriotique, *Sovetskaïa Rossija* et A. Prokhanov, rédacteur de *Zavtra* ont délivré à Loujkov un certificat de bonne conduite nationale.

de la Russie. Et ils ont à leur crédit, à la différence du PCFR force d'opposition immobile, l'acquis d'avoir été des acteurs directs du jeu politique, Loujkov à la mairie de Moscou et Primakov en tant que chef du gouvernement. La force d'attraction de ces nouveaux «vainqueurs» est telle que dimanche 29 août la majorité du parti agrarien décidait de se rallier au camp de Iouri Loujkov.

les mauvaises fréquentations de guenadi ziouganov

patriotes, unissez vous

Dès sa création, en 1990, le Parti communiste de la Fédération de Russie organise des meetings en commun avec les différents courants nationalistes.

Le 27 février 1991 se tient à Moscou une réunion unitaire des forces patriotiques : le présidium réunit A. Prokhanov, V. Jirinovski, le président du Comité antisioniste, mais aussi des représentants du Mouvement d'initiative communiste (qui, à l'automne de la même année, allait donner naissance au PCOR), l'association «Lénine et la patrie», des membres du CC du PCUS et du PC de la RSFSR, dont son secrétaire de l'époque, Ivan Polozkov ainsi qu'un représentant de l'Union des descendants de la noblesse russe. Parmi les thèmes abordés par les nombreux orateurs il y a la lutte contre la *«sionocratie»* mais aussi la nécessité de réunir les «blancs» et les «rouges». A l'issue de ce rassemblement, est créé un «Comité de coordination des forces populaires et patriotiques», dont un des membres les plus influents est Guenadi Ziouganov, à l'époque responsable du Rassemblement des forces patriotiques de gauche à l'Université Lomonossov. Ce dernier déploie une activité intense dans toutes les structures et organisations analogues qui voient le jour durant cette période. Il est également l'un des principaux signataires de l'Adresse au peuple publié en juillet dans *Sovetskaïa Rossija* et qui est considéré, à juste titre, comme la plate-forme des putschistes d'août 1991.

Les années 1991-93 sont les années fastes de l'alliance des forces patriotiques réunissant les communistes en attente de parti et les différents courants et mouvements nationalistes, toutes tendances confondues. Cette alliance se développe sur

deux plans : d'un côté, la mise en place de coordinations, de l'autre, l'organisation de manifestations «dures» dans la rue. Au printemps 1992 se crée une nouveau bloc patriotique dont la plate-forme, intitulée «Justice, Peuple, Etat, Patriotisme» est publiée le 10 mars dans *Sovetskaïa Rossija* (on y trouve la signature des principaux responsables communistes, et en premier lieu celle de Ziouganov). A l'automne 1992 se constitue le Front de salut national, regroupement plus large mais aussi plus structuré que le Bloc constitué au printemps. Ziouganov se retrouve à la direction du Front de salut national aux côtés de nationalistes durs comme Ilya Konstantinov[21] (le ciment idéologique du Front est la célèbre formule d'Ouvarov *«Autocratie, orthodoxie, peuple»*, dans sa version ziouganovienne *«Etat souverain, Nation, Justice sociale»* ; on retrouve déjà cette formule dans le nom de la plate-forme du bloc patriotique au printemps). Parallèlement à cette association au sommet des dirigeants communistes et nationalistes, sont organisées des manifestations de rue offensives en février et juin 1992, le premier mai 1993, le 2 octobre 1993, au moment du coup de force de Eltsine contre la Maison Blanche, lorsque les manifestants emmenés par le général Makachov se lancent à l'assaut des bâtiments de la TV à Ostankino (l'opération tournera au massacre). La masse essentielle des manifestants est fournie par les militants du PCOR et de son organisation de masse «Russie du travail» (bien que ces organisations ne fassent pas partie du Front de salut national, étant opposées au nom de leur idéologie stalino-prolétarienne, à toute collaboration politique avec les blancs nationalistes). Indépendamment des alliances et des conflits au sommet, les manifestations et meetings organisés durant cette période sont «unitaires», ils rassemblent tous ceux qui refusent violemment le régime eltsinien. Cette alliance dans la rue de tous les partisans du refus (quel que soit les fondements de ce refus) culmine lors de la défense de la Maison Blanche.

La création des partis communistes à l'automne 92 (Union des communistes, PCOR) et au printemps 93 (PCFR, PCUS maintenu) porte un coup sévère aux blocs patriotiques - les dirigeants nationalistes supportent mal les prétentions hégémoniques du PCFR et créent leurs propres partis. Au lendemain des événements d'octobre 1993, le processus d'éclatement

21. Le Parti communiste de Russie issu de la plate-forme marxiste se ralliera par la suite au Front de Salut national.

des forces patriotiques s'accélère, avec une différenciation parallèle dans le camp nationaliste et communiste, entre ceux qui décident de s'inscrire dans le nouvel espace post-soviétique et de participer aux élections de décembre 1993 (PCFR en tête) et ceux qui dénoncent un pouvoir qui a fait couler le sang des patriotes (le PCOR et les autres petites organisations communistes, les organisations ultra-nationalistes comme l'Unité nationale russe). Après 1993, il n'y a plus de manifestations unitaires, chaque camp organisant ses propres meetings et rassemblements (pour le PCOR le lieu privilégié est l'ancien musée Lénine à deux pas de la place Rouge). La rupture est consacrée par la guerre en Tchétchénie, quand les nationalistes russes (y compris les plus extrémistes) apportent un soutien sans faille à la sale guerre de Eltsine qu'ils présentent comme une croisade pour défendre l'intégrité de la Russie. Au contraire, les différentes organisations communistes ont dénoncé - sous des formes diverses et dans l'ensemble avec beaucoup de modération - la guerre.

En même temps, la période faste des blocs patriotiques et du Front de salut national a été un moment essentiel dans la naissance du PCFR. Les cadres qui constituent autour de Ziouganov l'appareil central du PCFR sont des nationalistes modérés qui viennent dans leur grande majorité du Front du salut national. De plus, la reconstitution du PCFR ne signifie pas la fin du mouvement patriotique, mais plutôt sa recomposition autour du PCFR qui, en tant que seule organisation réellement structurée, conquiert une position hégémonique au sein du mouvement patriotique et ne considère les autres organisations, associations et mouvements que comme des alliés dociles (ceux qui comme V. Jirinovski ou encore le général Lebed, avant son ralliement à Eltsine au lendemain du premier tour des élections présidentielles de 1996, jouent un jeu trop personnel, sont attaqués sans ménagement). A l'occasion des élections présidentielles, le bloc électoral réunit autour de la candidature de Ziouganov plus de deux cents organisations et mouvements divers. Et au lendemain des élections, ce bloc électoral devient l'Union patriotique et populaire ; en seront exclus, à la demande expresse de Ziouganov, toutes les autres organisations communistes[22] sous prétexte que leur «extré-

22. Le PCOR, quant à lui, boycottera l'Union pour les mêmes raisons que celles qui avaient motivé son refus de participer quelques années auparavant au Front de salut national.

misme» ne peut que nuire à l'image de marque d'organisation respectable que veut se donner l'Union.

le pcfr et l'antisémitisme

Dans l'entretien avec Ziouganov qu'il a publié dans *Le Nouvel Observateur* (février 1999), K-S. Karol aborde le problème de l'antisémitisme à propos des déclarations fracassantes du général Makachov l'automne dernier. Ziouganov se contente de répondre qu'il a adressé des remontrances à son camarade de parti. Vision bien anecdotique du problème à laquelle K-S. Karol fait semblant de se résigner. Pour se dédouaner, Ziouganov aurait également pu lui citer la dernière page de son livre *Russie ma patrie* où un bref paragraphe rapelle que la Russie est habitée par plus de cent peuples et insiste sur la lutte contre le nationalisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Rapporté aux centaines de pages célébrant la Russie et le peuple russe, ce paragraphe paraît bien dérisoire.

En même temps, il est difficile de trouver beaucoup de déclarations antisémites de Ziouganov (ce terrain est occupé par d'autres membres de la direction comme A. Chabanov). Il y a plusieurs raisons à cela. La première est le souci de respectabilité du PCFR : Ziouganov voyage beaucoup, aux *USA*, au Parlement européen, à Davos... et la dénonciation du complot sioniste fait mauvais genre (par contre, et le PCOR et la Fraction Bolchévique du PCUS ont inscrit dans leurs statuts la *«lutte contre le sionisme»*). Par ailleurs, dans la construction idéologique du PCFR les forces hostiles à la Russie sont un élément essentiel du dispositif, et il n'est donc pas utile de les nommer en permanence. Mais en même temps, la fréquentation des antisémites déclarés n'a jamais posé un problème à Ziouganov et à la direction du PCFR. Ils sont même prêts à donner dans ce registre si cela s'avère nécessaire. Sur ce point aussi (l'usage plus ou moins mesuré de l'antisémitisme), les dirigeants du PCFR sont les héritiers directs du PCUS.

L'affaire des déclarations du général Makachov, lors du meeting du 3 octobre à la mémoire des victimes tombées lors de l'assaut de la Maison Blanche en octobre 1993, est plus complexe que ce qu'en ont dit les médias tout à leur indignation et à leur satisfaction d'avoir pris le PCFR en flagrant délit d'antisémitisme. Makachov est un antisémite de toujours, il a fait des déclarations comparables dans le passé, et a continué de

plus belle au début de 1999 lors d'une série de meetings en province. Si la déclaration du 3 octobre a fait un tel scandale, notamment dans les médias occidentaux, cela peut être dû à l'ignorance de leurs correspondants, qui ont découvert Makachov ce jour-là, soit (et cela me paraît tout aussi vraisemblable), au fait que la participation de plusieurs communistes au gouvernement Primakov exigeait que l'on démonise avec force le PCFR - les déclarations de Makachov tombaient à pic de ce point de vue. En fait, les deux raisons se conjuguent. En faveur de la thèse de l'ignorance, on peut mentionner le fait qu'aucun correspondant étranger (ni journaliste russe) n'a mentionné un fait beaucoup plus grave que la démagogie antisémite du général Makachov le 3 octobre : *Pravda Rossii*, organe officiel du PCFR, a publié dans un de ses numéros de septembre 1998 un article reprenant la thèse, chère à I. Chafarevitch, du *«petit peuple»* acharné à détruire les autres en vue d'assurer sa domination sur le monde (cet article prenait pour prétexte les déclarations d'un écrivain juif à l'hebdomadaire à sensations *Argumenty i fakty* où il se déclarait gêné par le fait qu'une bonne partie des oligarques parmi les plus maffieux soient des Juifs, fournissant une occasion rêvée au PCFR de faire vibrer la corde antisémite, tout en s'abritant derrière le vieux refrain *«nous ne sommes pas antisémites puisque ce sont les juifs eux-mêmes qui le disent»*). Et il est incontestable qu'une partie non négligeable de l'électorat du PCFR est très portée à donner dans l'antisémitisme ordinaire.

Enfin, le général Makachov n'est pas un membre ordinaire du PCFR. En premier lieu, Ziouganov lui doit son élection au poste de secrétaire général du PCFR. En second lieu, il est un des principaux dirigeants d'une fraction au sein du PCFR qui, après s'être appelée fraction léniniste-stalinienne, s'est transformée en fraction stalinienne en 1998. Récemment, le conflit avec la direction Ziouganov s'est aggravé et Makachov ainsi que deux autres dirigeants de cette fraction n'ont pas été réélus au CC du PCFR lors de son IV[e] Congrès. Dans ce contexte, les déclarations de Makachov, le 3 octobre, peuvent être interprétées comme une tentative visant à remettre en cause la participation de ministres communistes au gouvernement Primakov et plus généralement à gêner Ziouganov dans son opposition limitée aux couloirs et à l'hémicycle de la Douma. Mais on peut aussi faire l'hypothèse que ce «conflit» n'est en fait qu'un partage des rôles entre Makachov et Ziouganov

dans la perspective des prochaines élections législatives : au début de l'année 1999, on parlait beaucoup de la constitution de deux blocs électoraux, un bloc «respectable» mené par la direction du PCFR, l'autre mené par Makachov si possible avec quelques alliés du même acabit et cherchant à capter le vote «radical». Une telle opération aurait pour but de ramener au sein du PCFR un électorat tenté par la démagogie d'organisations comme le PCOR, beaucoup moins regardantes pour ce qui est de la démagogie antisémite (la direction du PCFR ne peut pas ne pas se souvenir qu'un bloc électoral mené par le PCOR avait, lors des précédentes élections à la Douma, failli passer la barre des 5 % de voix). Et quand les élections s'annoncent difficiles, mieux vaut ratisser large.

victor anpilov et le national-bolchévisme

En mai 1996, le PCOR, principale des organisations stalino-prolétariennes, qui, à la différence des autres organisations minoritaires comme l'Union des communistes (Parti communiste de Russie - PCUS) et le Parti des communistes de Russie, a une existence réelle dans un grand nombre de régions, a connu une crise grave qui s'est terminée par l'exclusion du principal dirigeant pour Moscou, Victor Anpilov. Cette exclusion mettait un terme à une rivalité ancienne entre le dirigeant léningradois Tioulkine, secrétaire fédéral de l'organisation, et Anpilov, qui n'a jamais caché ses ambitions personnelles. Mais au delà des rivalités personnelles, cet éclatement du PCOR est dû à des raisons plus politiques. Organisation stalino-prolétarienne particulièrement rigide (et d'un anti-trotskysme viscéral digne des années 30), le PCOR (au moins en ce qui concerne sa direction basée à Léningrad-Saint-Pétersbourg) a toujours refusé les alliances avec les nationalistes et dénoncé toute la rhétorique sur la réconciliation des «rouges» et des «blancs» ; accusant régulièrement le PCFR de trahison, il refuse toute collaboration avec cette organisation. Or, précisément sur ces problèmes du nationalisme et des rapports avec le PCFR, Anpilov a toujours eu une attitude beaucoup plus conciliatrice. Et la rupture avec V. Anpilov, suivie de son exclusion, ont mis un terme à ces divergences entre un Anpilov, fortement tenté par un populisme prolétarien solidement teinté de nationalisme[23], et les staliniens orthodoxes qui conservent l'appareil du PCOR.

23. Anpilov, orateur charismatique, pratique l'antisémitisme à chaque meeting.

Au lendemain de son exclusion, Anpilov s'est replié sur l'organisation de masse «Russie du travail» (auparavant sous contrôle du PCOR) et a lancé une série d'opérations destinées à nouer de nouvelles alliances. Dans un premier temps, un projet d'alliance à trois a vu le jour, rassemblant V. Anpilov, A. Barkachov, leader de l'Unité nationale russe, organisation ultra-nationaliste, E. Limonov et A. Douguine (ces deux derniers sont des partisans déclarés du national-bolchévisme). Cette alliance projetée reprenait, sous une forme plus radicale, l'idée de la synthèse rouge/blanc en faveur parmi les courants patriotiques. Mais ce projet n'a débouché sur rien, Barkachov étant en fait très peu disposé à pactiser avec qui que ce soit. A l'automne 1997, le projet est relancé, limité à V. Anpilov et aux deux leaders du Parti national-bolchévique (organisation ultra-minoritaire dont les provocations ne sortent guère de certains milieux artistiques marginaux et branchés de Moscou). Cette seconde tentative semble être restée aussi infructueuse que la première. Mais Anpilov n'a pas renoncé à sa quête de partenaires, comme en témoigne l'annonce en juin de la création d'un bloc électoral constitué autour d'un nouveau parti communiste, le Parti communiste stalinien de Russie, constitué à l'initiative de V. Anpilov, S. Terekhov, président de l'Union des officiers et enfin du petit-fils de Staline qui, il y a un an environ, a créé une organisation se réclamant de l'héritage de son illustre et sinistre grand-père. Le nouveau parti a organisé une «grande marche» à travers la Russie. Toutefois, il est peu probable qu'un tel bloc réitère le succès obtenu lors des élections de décembre 95 par le bloc «Communistes, Russie du travail, Pour l'Union soviétique».

ne pas confondre étiquette et analyse

L'étiquette rouges-bruns a été utilisée par le pouvoir en Russie et relayée par les médias, en Russie comme à l'Ouest, pour désigner les forces patriotiques et, en premier lieu, le PCFR et les autres héritiers du PCUS, au nom des relations étroites mises en place depuis le début des années 90 entre le PCFR et les courants nationalistes. J'espère avoir montré que les références au «rouge», et même au «rose» dans ces étiquettes ne reposent sur rien - ce qui a été dit ci-dessus apporte une série d'arguments quant à la non-pertinence du «rouge» pour caractériser le PCFR. Par ailleurs, il est incontestable que le PCFR, et en premier lieu son secrétaire géné-

ral, Ziouganov, ont, avec une persévérance exemplaire, multiplié les rapports avec des gens non fréquentables, nationalistes de toutes sortes - avec beaucoup plus d'enthousiasme, peut-on dire, que les sectes staliniennes. D'une certaine façon, l'orientation idéologique du PCFR et en premier lieu de sa direction actuelle, centrée sur le «patriotisme d'Etat» et la grande Russie légitime cette collaboration avec les forces nationalistes. De là à le traiter de «brun», il y a de la marge : ce n'est qu'une métaphore facile qui fait l'économie d'une analyse.

les ouvriers en russie

quelles marges de manœuvre leur reste-t-il à l'ère de la déstabilisation de masse ?

carine clément*

De même que les salariés français entrent dans l'ère de la *«vulnérabilité de masse»* décrite par Robert Castel[1], leurs homologues russes sont emportés par les mécanismes d'une déstabilisation massive qui épargne peu de monde et jette la plupart d'entre eux sur la voie de la prolétarisation. Cette déstabilisation du salariat, observable presque partout dans le monde, prend en Russie des airs spécifiques en ce qu'elle constitue une rupture sociale et psychologique extrême par rapport à un passé combinant exploitation et cœrcition des travailleurs avec forte protection socioprofessionnelle et concession d'un certain degré d'autonomie au travail. Les ouvriers, portés au pinacle par le discours officiel du système soviétique, comptent parmi les plus durement frappés par cette déstabilisation

* L'auteure est sociologue, attachée à l'EHSS-Paris VIII. Elle mène depuis deux ans des recherches en entreprise dans la région de Moscou.

1. R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

de masse qui les a brusquement rétrogradés du rang de «classe dirigeante» à celui d'hommes «inutiles»[2]. Le traumatisme qui s'ensuit, confirmé dans nos entretiens[3], doit nous inciter à reformuler la question de l'action collective, c'est-à-dire à ne plus nous contenter de l'étonnement méprisant et condescendant de nos médias occidentaux devant la passivité de travailleurs russes supportant docilement de ne pas être payés. Ce qui mérite réflexion et justifie la surprise, c'est le fait qu'existent tout de même, timides et éclatées, actions collectives et aspirations à la solidarité, malgré un contexte et des conditions contrariant massivement la mobilisation collective de ceux pour qui elle constitue le seul moyen d'émancipation.

une mobilisation croissante mais limitée

Les ouvriers n'ont pas toujours assisté passivement au spectacle de leur exploitation et de leur assujettissement. Au tournant des années 80, ils constituaient le plus fort bataillon de ceux qui entendaient combattre l'ancien système et proclamer haut et fort leur aspiration à plus de liberté, politique et civile. Les grèves des mineurs de 1989-90 ont largement contribué à faire chuter Gorbatchev et à accélérer un processus que les grévistes et manifestants pensaient en termes de démocratisation et de développement socio-économique plus équitable. Passé la joie et l'euphorie d'avoir réexpérimenté leur capacité d'action et d'influence politique, les ouvriers se sont à nouveau retirés de l'espace public, ils se sont laissé dessaisir de

2. En russe *lišnye*, terme courant dans la presse et la littérature scientifique pour désigner les travailleurs «en trop», soit la majorité des travailleurs de l'exécution.

3. Notre raisonnement s'appuie sur une enquête, par entretiens et observation directe, effectuée auprès des ouvriers et syndicalistes de diverses entreprises et régions de Russie, de 1995 à 1998. Il s'agit de grandes entreprises privatisées en crise (l'usine automobile *ZIL* à Moscou, une usine métallurgique à Ekaterinbourg, une usine textile à Tver), d'une grande entreprise privatisée monopolistique et rentable (une usine d'entretien et de construction de gazoducs de la banlieue de Moscou), d'une entreprise étatique en crise appartenant au complexe militaro-industriel (un groupement scientifico-industriel fabriquant des composants électroniques dans la banlieue de Moscou) et de petites firmes privées (dans les secteurs alimentaire et électroménager, à Moscou).

leur voix. A partir de l'élection de B. Eltsine à la présidence de la Fédération de Russie, en juin 1991, ils se mobilisent en effet de moins en moins, restent majoritairement passifs au moment du putsch d'août 1991 et cessent pratiquement toute action collective en 1993, année marquée par le plus faible nombre de grèves jamais enregistré depuis le début de la *Perestroïka*[4].

Cette désertion progressive du champ des luttes sociales et politiques par les ouvriers s'explique par un contexte politique et économique particulièrement démobilisateur. Tout d'abord, le sens des luttes menées par les ouvriers et mineurs dans les années 1989-90 semble avoir été détourné à leur profit par un groupe restreint de dirigeants, qui monopolisèrent l'appellation de «démocrates» et intronisèrent B.Eltsine garant de la démocratie. Cette représentation de la sphère politique s'imposait comme une réalité grâce à la diabolisation dont les communistes faisaient alors les frais. Quant aux conditions structurelles relevant de l'économie, celles-ci encourageaient alors surtout la patience dans l'attente des résultats des réformes, la volonté de s'intégrer au marché et de saisir les opportunités, parfois réelles, offertes alors par la libéralisation des échanges. Le bombardement du Parlement ordonné par Eltsine en octobre 1993 ébranle fortement l'image «démocratique» du pouvoir et dissuade les acteurs sociaux potentiellement protestataires d'affronter un pouvoir qui a fait la démonstration de son autoritarisme et de son intolérance vis-à-vis de l'opposition.

Depuis ce coup de force de 1993, le champ des actions collectives à caractère politique ne s'est guère dynamisé, la population dans son ensemble se détournant du politique et l'opposition politique désertant la rue et les luttes sociales au profit d'une politique de *lobbying* et d'infiltration du pouvoir. En revanche, la courbe des conflits sociaux et des grèves s'élève peu à peu jusqu'à l'été 1998, marqué par les grèves des mineurs, le blocage des voies de chemin de fer et la constitution de piquets de grève unitaires regroupant des ouvriers d'autres professions. Ce regain de la mobilisation reste néanmoins limité, en particulier si l'on considère l'ampleur du mécontentement ouvrier[5] et si l'on établit une com-

4. Voir les statistiques des grèves fournies chaque année par l'annuaire statistique du *Goskomstat*.

5. Mesuré dans les entretiens par des questions relatives à l'appréciation de leur situation sociale et matérielle.

paraison avec un pays comme la France où pourtant la scène sociale est bien peu agitée – à l'exception du mouvement social de l'automne 1996 – et où les raisons du mécontentement apparaissent moins visiblement. Des conflits sociaux éclatent certes de plus en plus fréquemment, notamment sur le refus de supporter plus longtemps le non-paiement des salaires, mais ils prennent difficilement une dimension nationale et restent peu visibles, limités au cadre d'un atelier ou même d'une équipe de travail. Aussi suscitent-ils rarement des actions de solidarité et sont-ils faiblement structurés et coordonnés par les organisations syndicales. Surtout, ils n'accèdent pas à la sphère publique en dehors des cas les plus spectaculaires (grèves de la faim, séquestration d'un directeur, blocage des voies ferrées) ou les plus favorables à un discours médiatico-politique du discrédit (grève des «privilégiés» ou des «repus», actions de «sabotage» de l'économie du pays, de «provocation» à la «guerre civile», etc.).

Comment expliquer cette légère intensification des luttes sociales ? Tout d'abord intervient l'ampleur des désillusions, que ce soit à l'égard de la réalité d'une démocratie qui n'abuse plus personne ou à l'endroit d'un marché dont les opportunités ont été monopolisées par quelques grands groupes industrialo-financiers liés au pouvoir. La réalité d'un pouvoir oligarchique et d'un marché capitaliste et monopolistique semble aujourd'hui établie aux yeux de la majorité des ouvriers. Mais si cette prise de conscience suscite souvent colère et protestation, elle ne mène pas forcément à l'action étant donné le sentiment, fortement intériorisé pas les ouvriers, de leur écrasante infériorité dans les rapports de force. Il est de fait incontestable que le développement du capitalisme de marché en Russie s'accompagne d'un renforcement de la contradiction fondamentale dans l'expérience de vie des ouvriers, celle qui oppose capital et travail. Cette contradiction est cependant loin d'être si clairement identifiée par les ouvriers qui ont certes une conscience diffuse de subir une domination mais qui ont du mal à en discerner la source, les acteurs, les enjeux et les rapports sociaux constitutifs. Aussi allons-nous tenter de clarifier quelque peu la configuration des rapports sociaux de domination, en partant de la question essentielle des marges de manœuvres laissées aux ouvriers dans cette «transition vers le marché et la démocratie». Dans quelle mesure les ouvriers résistent-ils au dessaisissement d'eux-mêmes qu'implique leur subordination accrue au capital ? En quoi

consiste leur capacité d'autodétermination, leur degré d'autonomie politique et leur marge de contrôle sur leur travail ? Les facteurs déterminants dans la distribution des pouvoirs respectifs des ouvriers, d'une part, et des employeurs ou des dirigeants politiques, d'autre part, relèvent d'ordres multiples dont il s'agit d'établir l'importance respective et les articulations qui les situent les uns par rapport aux autres.

déstabilisation de la condition sociale

Les facteurs qui agissent au plus près de l'individu, de son expérience de vie quotidienne, ressortent du travail, celui-ci étant considéré en tant que moyen de subvenir à ses besoins, situation sociale et rapport subjectif à soi.

Il n'est guère besoin de s'étendre longtemps sur l'appauvrissement et la paupérisation que subissent la majorité des ouvriers. L'écart entre la part des salaires dans le PIB et celle des revenus du capital ne cesse de s'accroître, tendance témoignant de l'enrichissement des détenteurs de capital au détriment des salariés. Ceux-ci avaient déjà perdu la moitié de leur pouvoir d'achat avec la «thérapie» de choc administrée par le gouvernement Gaïdar à partir de janvier 1992. Ils ont vu leur salaire réel se réduire encore de moitié à la suite de la crise financière d'août 1998, causée par une dérive des spéculations auxquelles ils ne prenaient aucune part. Le salaire moyen nominal s'établit en janvier 1999 à 1200 roubles, soit environ 1800 FB. Celui des ouvriers, si l'on excepte les travailleurs des branches les plus rentables telles que le gaz ou l'extraction pétrolière, tourne autour de 800-900 roubles, soit très légèrement au-dessus du minimum vital (787 roubles), lui-même largement sous-évalué. A la faiblesse du salaire, il faut ajouter l'irrégularité de son versement. La pratique du non-paiement des salaires a débuté en 1995 et le volume des dettes salariales s'amplifie d'année en année. Certes, la dévaluation du rouble a permis une certaine réduction de la dette, les employeurs en remboursant une partie à la faveur de l'inflation ; mais la relative stabilisation actuelle s'accompagne d'une remontée de la dette. En fait, si l'on met en regard l'évolution de la valeur du capital avec celle du travail, il est indéniable que l'augmentation du premier se fait au détriment de l'autre.

Cette dernière remarque nous amène à mettre l'accent sur ce qui constitue la caractéristique essentielle de la condition sociale des travailleurs, à savoir la déstabilisation. En effet, face à la crise, aux incertitudes systémiques et aux fluctuations du marché, détenteurs de capitaux et salariés sont dans des rapports sociaux radicalement inégaux et antagonistes. Les premiers visent à s'assurer un minimum de profit, quelle que soit la conjoncture, en se protégeant de la concurrence par des alliances corporatistes et surtout en reportant les fluctuations sur les salaires. Les seconds, dans une situation d'extrême vulnérabilité, cherchent surtout à conserver leur emploi, afin de préserver un minimum de stabilité, même au prix d'une perte de salaire. De cet emploi, formel ou informel, principal ou secondaire, dépend en effet la survie des salariés, ceux-ci n'étant plus protégés contre les principaux risques de l'existence que sont la maladie, la mort, le chômage, même la maternité. La sécurité sociale, acquis des «Etats providence» occidentaux et du régime soviétique, n'est plus assurée par l'Etat qui fait primer l'équilibre budgétaire et l'obéissance aux injonctions du FMI sur les impératifs de solidarité nationale et de socialisation minimale des risques.

L'instabilité touche aussi les revenus, dont les sources, les montants et les modalités varient sans arrêt et sans aucune prévisibilité. Un jour le salaire gagné à l'usine suffit, l'autre fois il est besoin de recourir à l'aide d'un voisin, d'un proche, de chercher un petit boulot. Pendant quelque temps, l'emploi secondaire est rémunérateur et élève le niveau de vie de celui qui y consacre son temps «libre», puis survient l'incident inattendu – mécontentement du patron ou retournement de conjoncture – et il faut de nouveau vivre d'un salaire bas et hypothétique, en agrémentant l'ordinaire de produits alimentaires en provenance de la *datcha* – si la récolte a été bonne. L'imprévisibilité est telle qu'il n'est pas rare, malgré leur relative pauvreté, que les ouvriers aient recours à l'épargne, sans grande assurance pour autant quant à l'avenir puisque les économies de la population russe ne sont jamais à l'abri d'une brusque envolée de l'inflation ou d'une crise du système bancaire.

Mais, plus encore que l'instabilité matérielle, parce que celle-ci dépend de celle-là, l'incertitude la plus subjectivement fragilisante porte sur le travail et n'épargne aucune de ses dimensions. Elle concerne d'abord l'emploi. Si le taux de chômage

officiel, calculé selon la méthode de l'OIT, s'élève à 12.5%[6], il atteint en effet 26% selon une estimation de la principale fédération syndicale, la *FNPR*. Surtout, il faut prendre en compte toutes les formes d'emploi aléatoires et précaires : travail à temps réduit imposé par l'employeur (semaine de quatre jours par exemple), travail à horaires modulables selon les besoins de l'employeur et l'arrivée des commandes ou matières premières, congés forcés, travail informel et hors règles, etc. La précarité, phénomène certes connu en Occident, prend des proportions démesurées en Russie et frappe presque tous les travailleurs, même ceux du secteur public ou ceux des grandes entreprises, même ceux qui ne travaillent pas dans le secteur informel. Seuls sont quelque peu à l'abri les employés des entreprises bénéficiaires dont les profits proviennent plutôt des activités productives.

Une autre manifestation d'instabilité, elle aussi présente en Occident, a pour objet les conditions de travail et prend la forme d'une plus ou moins grande flexibilité. Ce terme suggère une utilisation de la force de travail qui échappe largement aux employés pour ne dépendre que des besoins de l'employeur en termes de quantité de travail à fournir, d'horaires, de postes, de qualification, de lieu de travail, etc. Tous ces paramètres conditionnant le travail sont rendus modulables par les employeurs, en fonction des fluctuations du marché, de l'état des commandes, de l'approvisionnement, de l'appareil technique. Certains ouvriers, dans certains ateliers, à certains moments, sont ainsi contraints d'accomplir des tâches déqualifiantes, des travaux d'appoint (nettoyage des équipements, peinture des locaux, transport des marchandises, etc.) sans rapport avec leur formation. D'autres, dans d'autres circonstances, sont obligés de multiplier les heures supplémentaires non payées, d'opérer sur plusieurs machines ou postes à la fois. Enfin, beaucoup d'entre eux sont forcés d'intégrer en partie le marché informel de l'emploi (vente ambulante, transport et surveillance des marchandises dans les marchés de rue, réparation et réfection, confection de vêtements, etc.). Ce travail informel doit être analysé aussi comme un type de flexibilité, un moyen pour l'employeur, officiel ou informel (deux personnages qui se recoupent souvent), d'accroître la malléabilité de la force de travail. Il n'y a pas, en

6. Contre 2.7 % seulement de chômeurs enregistrés dans les services de l'emploi.

effet, de frontière étanche entre le formel et l'informel, les travailleurs passant de l'un à l'autre selon les possibilités qu'offrent ces sphères en termes de rémunération, d'emploi, de protection sociale, etc. Par bien des aspects, et même s'il ne s'y réduit pas, le secteur informel peut être interprété soit comme une externalisation des activités les plus rentables hors du cadre formel de l'entreprise, soit comme une adaptation de l'employeur à l'instabilité du marché, par une modulation dans la distribution des activités formelles / informelles ou par un report sur le marché informel du coût de l'entretien de la force de travail.

L'instabilité se lit aussi dans la dissolution de la condition salariale et l'effritement du statut ouvrier. Sous l'URSS, des protections et des droits attachés au travail étaient garantis collectivement par l'Etat. Aujourd'hui, la dérégulation et le déni de droits vont jusqu'à être encouragés par un Etat qui montre l'exemple en manquant à son devoir d'employeur vis-à-vis de ses propres agents et en fustigeant l'inadaptation d'un code du travail trop protecteur pour les employés. Des conventions collectives sont certes encore négociées entre partenaires sociaux de l'entreprise, mais elles sont régulièrement bafouées par les employeurs, sans que ceux-ci, s'ils sont attaqués en justice par les syndicats, n'encourent ni fortes peines ni véritables risques d'être condamnés. Les ouvriers russes sont confrontés à cette même tendance, familière aux travailleurs occidentaux, à l'individualisation des contrats, à la multiplication des conditions particulières d'embauche, à la montée des formes informelles d'emploi. Par opposition à l'ancien cadre statutaire jugé trop contraignant, ce mouvement d'«informalisation» est paré de toutes les vertus de l'idéologie libérale et se présente comme une «libération» du carcan formel de la loi ou des négociations collectives, comme un honorable *gentlemen's agreement*. Il se traduit pourtant concrètement, pour l'ouvrier, par une absence totale de garantie formelle qui lui enlève tout moyen de résister à un rapport salarial réduit à une pure épreuve de force.

Cette épreuve de force, même plus ou moins modérée par des règles peu contraignantes, place les ouvriers dans un état d'infériorité structurelle à l'égard de leurs employeurs. Elle rend compte de l'inégalité structurelle opposant employeurs et employés face à un système économique et politique principalement caractérisé par une déstabilisation qui ne se confond

pas avec un chaos ou une dissolution du système. Au contraire, la déstabilisation constitue le mode de fonctionnement du marché, tant pour ce qui est de l'allocation des ressources que de l'établissement des règles. Elle s'inscrit dans des rapports de forces structurellement (et même institutionnellement) défavorables aux salariés et renforce cette inégalité.

Nous parvenons donc à la conclusion que le rapport capital / travail s'impose comme structurant l'expérience de vie des ouvriers. Ceux-ci ne sont pas plus «libérés» du travail qu'ils ne sont «libérés» de l'exploitation liée à l'emploi salarié. Cette exploitation se présente sous la figure spécifique de la flexibilité imposée. On peut certes concevoir que cette flexibilité est choisie par une partie des ouvriers, ou qu'ils trouvent leur compte dans la pluri-activité, la «débrouille» ou les horaires flexibles. Il n'en reste pas moins que le travail de la majorité d'entre eux est soumis aux fluctuations du capital et n'est pas rémunéré selon l'effort réel impliqué, ni même selon des considérations d'entretien de la main-d'œuvre, mais selon les décisions des détenteurs du capital de l'entreprise. Le visage de l'exploitation a changé, mais celle-ci s'effectue toujours sur le mode, explicité par Marx, de la subordination du travail à un capital libéré de la tutelle étatique, voire protégé par l'Etat et prospérant dans la logique du profit immédiat[7].

7. Nous avons d'ailleurs été heureusement surprise de trouver une conclusion du même type chez un économiste russe, membre pourtant d'une catégorie de la population devenue allergique à tout ce qui ressemble à du marxisme. I. Zaslavskij parle ainsi d'une *«offensive contre les travailleurs salariés organisée par l'Etat au profit du grand capital»*, *cf.* I. Zaslavskij, «K kharakteristike truda v sovremennoj Rossii», in *Voprosy ekonomiki*, n.2, 1997, pp.76-91 et 83. De façon moins étonnante, un économiste proche d'Espaces Marx écrit : *«travailleur pour les nouveaux capitalistes doit devenir libre et léger comme l'air, infiniment flexible, déréglementé, désécurisé»*, *cf.* J.Nagels, «Les conditions préalables pour construire la première phase de la transition vers le marché en Russie : la phase du capitalisme sauvage», in *Relations sociales et acteurs sociaux à l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1996, pp.279-286, citation p.280. Du même auteur, «Tiers-mondisation de l'ex-URSS» in *Cahiers Marxistes*, n°186, septembre 1992.

désarroi identitaire et désubjectivation

En partie du fait de cette déstabilisation de leur condition sociale, les ouvriers russes sont en proie à un désarroi identitaire et à une incertitude quant à leur propre individualité.

En ce qui concerne leur identification sociale, la majorité d'entre eux sont dépourvus de tout sentiment d'appartenance à un groupe social quel qu'il soit, non seulement à la classe ouvrière – notion profondément discréditée et qui ne provoque que rejet de la part d'ouvriers aussi longtemps enfermés dans cette identité imposée – mais pas davantage au groupe des ouvriers, ou des travailleurs, ou à tout autre groupe. Ils ne se rattachent à aucune identité sociale.

En ce qui concerne leur subjectivité individuelle, dans le cas où ils subissent une déstabilisation – c'est-à-dire dans la majorité des cas – les ouvriers donnent une image d'eux-mêmes profondément négative et marquée par la honte, la mésestime de soi. Appelés à se définir eux-mêmes, la plupart d'entre eux se présentent comme n'étant *«rien»*, comme ne *«valant rien»*, comme ne méritant pas le *«nom d'homme»*. Leur subjectivité apparaît brisée, voire inexistante. Leurs propos trahissent une individualité impossible, broyée, incontrôlable. L'écrasante majorité des ouvriers se perçoivent soit comme *«inutiles» («je suis une vis inutile dans une voiture mal construite»)*, soit comme essentiellement dépendants *(«un valet qu'on trimballe de-ci de-là», «un esclave», «je ne m'appartiens pas», «nous sommes du bétail»)*.

Mais peut-on prendre ces expressions au pied de la lettre et conclure à l'absence de subjectivité ? En fait, au terme d'un long raisonnement qu'il serait fastidieux de rapporter ici (mais qui procède par croisement de différents types de subjectivités et de visions du monde social avec des paramètres situationnels, des pratiques et des mécanismes structurels rendant compte de cette différenciation subjective et situationnelle), ces deux principales figures de la subjectivité des ouvriers – l'inutilité et la dépendance – peuvent être interprétées pour l'une comme une subjectivité distordue, pour l'autre comme une subjectivité empêchée.

L'inutilité se présente comme une catégorie au travers de laquelle les ouvriers sont couramment désignés dans les discours des médias, des hommes politiques, des dirigeants économiques, ainsi que des sociologues ou économistes. Il s'agit donc d'une catégorie de représentation largement construite politiquement, économiquement, sociologiquement et médiatiquement. L'image de l'inutilité repose par ailleurs sur une expérience de travail déstabilisante et subjectivement fragilisante. Aussi les ouvriers ont-ils tendance, pour la partie la plus fragilisée d'entre eux, à intérioriser cette image d'eux-mêmes. Ce mécanisme de dépossession de soi, de ses attributs subjectifs propres, au profit d'une caractérisation de soi largement construite de l'extérieur, a depuis longtemps été discerné par la tradition sociologique marxisante. Cette tradition y fait référence par le concept d'aliénation. Nous préférons parler de *«désubjectivation»*[8], terme qui évoque davantage le fond subjectif à partir duquel intervient le dessaisissement de soi. Ce concept se distingue aussi de l'aliénation en ce que nous lui faisons admettre une plus grande autonomie de l'ordre symbolique, c'est-à-dire d'un espace dans lequel les représentations de soi et de la société sont certes largement déterminées par les positions sociales respectives des représentants / représentés, mais où elles acquièrent aussi une certaine autonomie. Pour ce qui concerne les ouvriers, les représentations qu'ils se font d'eux-mêmes subissent en partie une distorsion due à l'influence des représentations symboliques dominant la sphère publique à un moment donné.

Quant à l'autre figure majeure de leur subjectivité, celle de la dépendance, elle se développe sur fond d'un travail de construction subjective autonome qui se heurte à ce qui est perçu par les ouvriers comme une citadelle imprenable – le système – ou une domination sociale implacable – exercée par les gouvernants et les dirigeants économiques. L'élan subjectif est dès lors brisé, empêché, par des rapports sociaux identifiés comme assignant aux ouvriers une position structurellement dominée.

8. L'idée de désubjectivation s'inspire du concept bourdieusien de *«domination symbolique»*. Elle suggère plus nettement la possibilité d'une prise de conscience des mécanismes désubjectivants par le dominé et donne plus d'autonomie à l'ordre symbolique (les *«rapports de sens»*) par rapport à l'ordre social matériel (les rapports sociaux de domination). Voir, entre autres, P. Bourdieu, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994.

En fin de compte, si les facteurs subjectifs sont d'une grande importance pour expliquer la faiblesse de l'action collective des ouvriers, ils ne se suffisent pas à eux-mêmes, et surtout intègrent eux-mêmes des facteurs plus structurels qui impriment leur marque dans la subjectivité.

des rapports sociaux difficilement lisibles

Un troisième ensemble de facteurs contrariant l'action collective relève des rapports sociaux dans lesquels sont insérés les ouvriers. Que ce soit sur l'axe «*vertical*» ou sur l'axe «*horizontal*» – les deux dimensions distinguées par A.Oberschall[9] le positionnement des ouvriers, tel qu'il est vécu et perçu par eux, ne les porte pas à l'action collective.

Les relations horizontales, qu'entretiennent les ouvriers entre eux, sont en train de se dissoudre sous l'influence de plusieurs phénomènes. Tout d'abord, intervient la concurrence de plus en plus serrée à laquelle se livrent les ouvriers, que ce soit pour conserver leur emploi, pour trouver du travail, pour obtenir une place plus rémunératrice, etc. Cette concurrence est souvent encouragée par une direction à laquelle il arrive, par exemple, de laisser aux équipes de travail elles-mêmes le soin de décider de l'identité du ou des prochains licenciés. Par ailleurs, la communauté de travail est disloquée sous l'effet des politiques de filialisation et de segmentation des différentes étapes du processus de production. N'oublions pas non plus ce que l'atomisation des ouvriers doit au système soviétique de régulation des rapports sociaux, atomisation prolongée aujourd'hui par la politique patronale d'individualisation des contrats, des modes de paiement, des conditions de travail, etc. Enfin, les ouvriers sont pour la plupart obligés de multiplier les heures supplémentaires, de cumuler les postes, de travailler en dehors de l'usine, etc. Leur temps de loisir est envahi par le travail ou les soucis matériels. La plupart sont absorbés dans des stratégies ou des préoccupations de survie individuelle. Il leur est donc moins aisé de se côtoyer et d'établir entre eux de forts liens interpersonnels. A cette divi-

9. A. Oberschall, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 1973.

sion et à ce morcellement social s'ajoute encore l'absence, déjà mentionnée, de référent identitaire clairement visible et appropriable par les ouvriers.

Enfin, le renforcement de la sociabilité horizontale est aussi contrarié par la multiplication des liens de type corporatiste ou clientéliste attachant des ouvriers à leur hiérarchie. Les raisons de ces rapports de subordination sont à rechercher soit dans la compréhension ou l'effet de reconnaissance de la légitimité du directeur à diriger, soit dans la peur ou le sentiment exacerbé d'une inégalité de forces, soit dans un calcul ou dans une stratégie de collaboration aux fins d'obtenir avantages et protection de la part de la direction. Quoi qu'il en soit, si cette absorption des ouvriers dans des rapports sociaux hiérarchiques n'est pas réductible à des comportements de dépendance, elle gêne fortement l'avènement de relations de solidarité entre les ouvriers. Par ailleurs, une proportion importante d'ouvriers manifeste d'autres types d'attitudes à l'égard de la direction d'entreprise, notamment la position de rupture ou celle de l'opposition, latente ou affirmée. Mais là aussi, outre les obstacles précédemment cités au passage à la confrontation active et assumée, un autre élément vient ici perturber le positionnement des ouvriers en tant qu'opposants à la direction, à savoir le manque de lisibilité des rapports de domination et l'opacité qui entoure le sommet de l'entreprise. La figure de l'adversaire est loin d'être clairement identifiée du fait des doutes qui planent sur l'identité des propriétaires de l'entreprise ou des détenteurs des capitaux, sur le lieu du pouvoir réel (direction centrale, actionnaires, directions des filiales, pouvoir politique ?), sur la rentabilité de l'entreprise, etc. Toutes ces incertitudes sont fortement paralysantes et sont largement produites par une politique de rétention de l'information organisée par la direction de l'entreprise, souvent avec le soutien des autorités politiques ou administratives locales.

En dépit, et certainement aussi en raison de ce paysage social morcelé et éclaté, les ouvriers, dans leur grande majorité, font preuve d'une certaine aspiration à la solidarité. Dans leurs propos, cette notion prend parfois un contenu spirituel *(«Nous devrions essayer de nous entraider, de mieux nous entendre, de réveiller l'esprit communautaire ou civique des gens»)*, parfois un contenu plus social et qui porte à l'action *(«Il faut cesser d'aller se plaindre individuellement à son supérieur pour obtenir quelques miettes, il faut s'unir pour défendre ensemble*

nos intérêts»). Mais cette aspiration à la solidarité ne débouche pas sur sa mise en œuvre concrète. Elle se brise au contraire sur une réalité sociale perçue comme radicalement fermée à une solidarité qui dépasserait la dimension du micro-groupe d'amis, de collègues proches ou de parents. Car si l'appréciation de l'état des relations sociales empire avec celle de la situation économique et professionnelle sur le lieu de travail, elle est presque partout mauvaise et se fait jour au travers d'expressions significatives : *«c'est le règne du chacun pour soi»*, *«c'est la lutte de tous contre tous, pour la survie»*, *«on se fait concurrence pour les quelques miettes qui restent»*. Dans une telle atmosphère de suspicion réciproque, et quelle que soit la part d'imaginaire social qui entre dans cette représentation du collectif, on mesure l'épaisseur du barrage de méfiance à franchir avant qu'un rassemblement ou une action commune puissent être concevables. L'incertitude sur le soutien, mais aussi sur la neutralité, à attendre de la part des autres ouvriers pèse beaucoup dans le refus de se mettre en action.

faiblesse des médiateurs de l'action et de la solidarité

Certes, des actions de protestation éclatent ponctuellement, souvent spontanément, à de petites échelles (celles d'un atelier, d'une équipe de travail), à partir du sentiment qu'il est impossible de supporter plus longtemps le non-paiement des salaires. Ces micro-conflits ne durent jamais longtemps, ne se propagent guère hors de leur lieu d'origine et ne donnent pas naissance à une mobilisation sociale de plus vaste échelle. La montée en généralité des conflits et des revendications se heurte ici en grande partie à la faiblesse des organisations médiatrices de l'action et de la solidarité. En effet, les organisations traditionnelles, en particulier les syndicats[10], souffrent d'un discrédit massif auprès des ouvriers dont ils sont censés défendre les intérêts. A quoi est-ce dû ?

10. Précisons tout d'abord que le rejet des syndicats ne s'inscrit pas dans les chiffres puisque plus de 80 % des travailleurs sont encore formellement membres d'un syndicat. .../...

Le passé, tout d'abord, imprime sa marque, en particulier sur la façon dont les travailleurs perçoivent les syndicats, ancienne «courroie de transmission» de la politique du parti. Pour la plupart des ouvriers, il s'agit de *«coquilles vides»*, de *«trucs inutiles»*, voire de *«suppôts du patronat»* ou de *«mafieux uniquement soucieux de se remplir les poches»*. Les syndicats, quels que soient leurs efforts par ailleurs, continuent donc à être perçus comme des organes représentant d'autres intérêts que ceux des ouvriers, dépendant d'une instance supérieure.

Deuxièmement, l'absorption des syndicats dans le système politique intervient aussi pour les éloigner des travailleurs. En effet, les *leaders* syndicaux ont tendance à agir davantage dans le champ politique que dans celui des rapports de travail. Ils se présentent aux élections, participent aux négociations tripartites avec l'Etat et les directeurs d'entreprise, consacrent beaucoup de temps au *lobbying* aux fins d'améliorer la législation du travail et du syndicalisme. Certes pas inutiles en soi, ces activités apparaissent insuffisantes aux yeux des salariés qui expérimentent au quotidien l'inefficacité des lois et des accords collectifs, régulièrement violés par le patronat.

10. .../... Ce chiffre élevé résulte cependant moins d'un ralliement massif que d'une inertie dans les comportements des salariés (l'adhésion était obligatoire sous l'Union Soviétique). Les syndicats russes ont quitté la centrale soviétique en mars 1990, pour affirmer leur indépendance dans le cadre de la Fédération des syndicats indépendants de Russie *(FNPR)*. Cette ancienne fédération officielle a fait de réels efforts de transformation, avec des résultats divers selon les entreprises. A côté de la *FNPR*, de nouveaux syndicats naissent sur une ligne de promotion de la démocratie, de soutien à l'indépendance nationale de la Russie et à la libéralisation du régime. Ainsi, *Sotsprof* (fédération multi-professionnelle regroupant des ouvriers et techniciens hautement qualifiés) est fondé en avril 1989, le syndicat indépendant des mineurs *(NPG)* en octobre 1990. Contre Gorbatchev et le pouvoir de la *nomenklatura* soviétique, ces fédérations soutiennent Eltsine. Seule une extrême minorité de syndicats se constituent alors sur une base anti-capitaliste et anti-libérale. Il en va ainsi de l'union syndicale *Zašèita* [défense], bientôt rejointe par une résurgence des «soviets ouvriers». Mais ces deux regroupements sont isolés, minoritaires et surtout montrés publiquement du doigt pour porter la «réaction anti-démocratique». Dans cette prise de position massive des syndicats en faveur du régime eltsinien gît en partie la racine de la mésentente durable qui sépare les syndicats des travailleurs. Mais bien d'autres éléments doivent être pris en compte.

Les rapports trop complaisants des syndicats à l'égard de la direction d'entreprise constituent d'ailleurs un autre facteur du discrédit syndical. A l'encontre de la vision paternaliste qui est souvent donnée de l'entreprise russe, les travailleurs subalternes prennent de plus en plus leurs distances avec la direction. La position des syndicats, en réalité fluctuant selon les entreprises et les types de syndicat, est traduite par les salariés comme une volonté de collaboration ou de collusion.

Les rapports à la politique, bien que plus ambigus, marquent aussi un certain décalage entre travailleurs et syndicats. Les syndicats, dans leur ensemble et à l'exception des syndicats nettement inscrits dans le camp de l'opposition de gauche (*Zašèita* par exemple), sont plutôt portés au compromis, selon la logique des jeux de pouvoir et de légitimation symbolico-médiatique. Quant aux travailleurs, ils tendent davantage à condamner la classe politique dirigeante dénoncée comme oligarchique, même s'ils aspirent aussi pour beaucoup à la constitution d'un Etat plus solide et plus impartial. De toutes façons, aucune de ces deux positions ne porte les travailleurs à approuver les jeux politiques des syndicats.

Enfin, le rapprochement des syndicats avec leur base achoppe encore sur un dernier obstacle : celui de la difficulté qu'ont les syndicats à négocier le passage d'un syndicalisme de services à un syndicalisme plus offensif. La plupart des syndicats, anciens et nouveaux, sont attachés à la fonction syndicale traditionnelle sous l'Union Soviétique, la distribution des divers biens et avantages sociaux de l'entreprise. Cette fonction ne se réduit pas à une continuité historique, elle résulte aussi d'une prise en charge par les syndicats de tâches de protection sociale auxquelles l'Etat faillit. De plus, malgré les abus, les dérives clientélistes et la tendance à l'abandon de leur rôle social par les entrepreneurs, cette politique de gestion sociale adoptée par les syndicats reste profitable, dans certains cas, aux salariés. Il reste que ce syndicalisme de service encourage des comportements individualistes et passifs de la part des ouvriers. De plus, il est inefficace à parer l'offensive actuelle de précarisation et de déstabilisation du salariat.

Le fossé d'incompréhension, de mésentente et de méfiance est donc profondément installé entre les ouvriers et les syndicats. Handicapés par leur image auprès des ouvriers, ces derniers peuvent difficilement initier et organiser des mobili-

sations collectives. C'est sans doute pourquoi se développent de plus en plus des organisations alternatives aux syndicats : soviets ouvriers, comités de grève ou autres organes de coordination plus ou moins durables. Mais, faiblement organisés et sans grands moyens, ces regroupements ne font pas le poids face aux machines syndicales et surtout face à la pression patronale ou gouvernementale.

incertitude sur le sens de l'action

Les syndicats sont d'autant plus inaptes à mener une action collective qu'ils ne sont pas porteurs d'objectifs de lutte qui fassent véritablement sens pour les ouvriers.

En dehors de la revendication du paiement des salaires, ils délaissent, à de rares exceptions près, les autres enjeux de lutte, en particulier tous ceux qui touchent au travail (conditions de travail, défense de l'emploi, de la qualification, etc.). Cet abandon du travail en tant que terrain de lutte va de pair, et sans doute l'un entretient-il l'autre, avec une extrême réticence des ouvriers eux-mêmes à se saisir du travail comme d'un enjeu dans leurs rapports avec les employeurs afin d'en disputer l'organisation ou l'utilisation.

Au-delà du travail, largement absent du champ des luttes sociales, les autres composantes d'un éventuel projet collectif apparaissent floues et incertaines. La faiblesse des ressources significatives et cognitives s'ajoute donc à tous les facteurs déjà analysés pour enrayer le passage à l'action collective. Cette faiblesse est en partie liée à celle des partis politiques. Ceux-ci souffrent du même discrédit que celui qui frappe les syndicats. De plus, leurs productions idéologiques ne les différencient pas véritablement les uns des autres et surtout ne sont pas réappropriées par des ouvriers devenus aujourd'hui méfiants autant à l'égard de «l'avenir radieux de la démocratie de marché» qu'à celui du «passé soviétique enchanteur».

Suspicieux à l'égard de ces projets politiques, les ouvriers ne saisissent guère non plus la possibilité de se prononcer eux-mêmes sur les choix de société. En tout cas, ils ne sont pas porteurs d'expressions politiques spécifiques ou alternatives

aux normes diffusées par les discours politiques officiellement légitimes (la nécessité de consolider la démocratie et le marché), officiellement illégitimes (la nécessité de restaurer l'Union soviétique), ou quasi officiellement informels (le primat des stratégies de débrouille individuelle). Néanmoins, et sans que leurs prises de position constituent un contre-projet politique unifié, les ouvriers ne s'abstiennent pas complètement d'exprimer leurs aspirations politiques. Il est possible de distinguer trois types d'expressions politiques formulées par les ouvriers[11].

Un premier ensemble d'ouvriers, plus politisés que les autres, font référence à des valeurs ou des principes qualifiables de socialisants. Cette sensibilité socialisante s'appuie sur un rejet du pouvoir actuel mais ne se confond pas avec une nostalgie du soviétisme. Les préoccupations des ouvriers en question sont tendues vers la justice sociale et vers une limitation du pouvoir des capitalistes accaparant les richesses du pays ou de l'entreprise au détriment des travailleurs. Néanmoins, les ouvriers «socialisants» ne se montrent guère assurés quant aux projets qu'ils défendent. Leurs idées sont éclatées et individualisées. Ces micro-projets épars ne sont pas unifiés, débattus, articulés en un projet commun susceptible de motiver une action collective. Ces difficultés tiennent en grande partie à la faiblesse de la médiation politique. La vulgate professée par le parti communiste de Ziouganov, de moins en moins socialiste, même dans la rhétorique, s'écarte de cette sensibilité. Quant aux autres groupements politiques porteurs de l'idéologie socialisante, ils contribuent aussi à rebuter les ouvriers par leurs discours souvent trop dogmatiques, leur langage marqué par la rhétorique soviétique, leur volontarisme et leur activisme parfois brutal. Les ouvriers, même socialisants, soupçonnent parfois un extrémisme ou une irresponsabilité derrière des propos mobilisateurs.

Un deuxième type d'expression politique, le plus répandu chez les ouvriers, relève d'une conception éthique du politique. Ce projet, symbolisé par le soutien aux candidatures de Iavlinski ou Lebed en juin 1996, est centré autour de l'aspiration à la construction d'un Etat fort, c'est-à-dire non pas oppresseur

11. Enquête par entretiens auprès d'ouvriers de trois entreprises pendant la campagne présidentielle de mai-juin 1996.

mais impartial, dégagé des luttes oligarchiques, garant de l'ordre, de l'intégrité du pays et du respect des lois. Les ouvriers attachés à cette vision éthique du politique mettent surtout en avant la défense de l'intérêt général et la promotion de la justice. Ce type d'attitude constitue certes une expression politique mais elle ne débouche pas sur une action collective puisque le politique est confondu avec la morale, le consensus, la pacification. Une telle conception exclut à la fois la possibilité de défendre des intérêts particuliers et l'éventualité de conflits sociaux. Elle implique donc le sacrifice par les ouvriers de leurs intérêts spécifiques et le refus du conflit, donc de l'action collective de protestation.

Enfin, un troisième type d'expression politique est ressorti des entretiens, marqué pour sa part par le conformisme ou le légitimisme à l'égard du pouvoir en place et des normes perçues comme impératives. Une telle attitude aboutit, dans l'espace public, à une auto-modération, une auto-limitation, ou un retrait de la part des ouvriers soucieux de ne pas fragiliser le pouvoir établi et de ne pas mettre en cause l'ordre normatif existant, que celui-ci soit perçu sous son aspect formel (les normes de «la démocratie de marché») ou informel (les normes de la débrouille ou de l'autosuffisance individuelle). Qu'elle prenne la forme d'un soutien passif au gouvernement, d'une acceptation résignée de réformes jugées nécessaires ou d'un surinvestissement de la sphère privée, cette vision du politique rend difficile la génération d'une action collective.

En fin de compte, les ouvriers se laissent en grande partie imposer la définition des choix de société ainsi que les images au travers desquelles la société est perçue. Aussi sont-ils peu portés à une action collective, dont le sens leur apparaît incertain étant donné la faiblesse de leur contribution à la construction symbolique de la réalité sociale, la fragilité de leurs propositions idéologiques.

facteurs structurels contrariant l'action collective

Les développements précédents ont fait apparaître à plusieurs reprises l'existence de paramètres de l'action collective sur lesquels les ouvriers avaient peu d'influence, soit qu'ils étaient

dépourvus des ressources – matérielles et cognitives – suffisantes, soit qu'ils n'en faisaient pas usage ou s'en étaient laissé dessaisir. Ces moments font ressortir la marque des facteurs plus structurels conditionnant l'action collective.

Interviennent tout d'abord les structures économiques. Le marché se structure actuellement autour de grands groupes industrialo-financiers qui tendent à monopoliser les opportunités économiques et sociales dégagées en principe par la libéralisation des activités économiques. Accaparant de plus en plus d'opportunités, les détenteurs de capitaux renforcent leur pouvoir sur les travailleurs. La structure des rapports de pouvoir entre le capital et le travail se présente comme très défavorable aux ouvriers et leur laisse peu d'espace pour affirmer leur autonomie. Cependant, ces rapports antagonistes et inégaux ne sont pas toujours perçus comme tels par les ouvriers, aux yeux desquels la confrontation entre les propriétaires de l'entreprise et les travailleurs a tendance à passer pour secondaire au regard de l'impératif absolu d'avoir du travail, quelles qu'en sont les conditions. Ils sont aussi minorés par des ouvriers habités de doutes quant à l'utilité de leur travail, et qui s'auto-dévalorisent en face d'entrepreneurs ou de dirigeants marqués du sceau de la réussite sociale et matérielle. Enfin, malgré la dénonciation, par les ouvriers, des injustices et des inégalités sociales qui accompagnent les transformations économiques, celles-ci sont néanmoins perçues comme nécessaires et indispensables. L'impératif de la «transition vers le marché», contestée dans ses effets pervers, est néanmoins intériorisé par des ouvriers soucieux de ne pas faire obstacle aux réformes.

Par ailleurs, de nombreux facteurs relèvent des structures politiques. Le système politique, après s'être ouvert, sous l'effet des manifestations et des grèves de 1989-90, aux interventions des groupes sociaux jusque-là écartés du pouvoir, se remet à fonctionner en vase clos. Les rapports de pouvoir se structurent à nouveau autour d'un antagonisme dirigeants / dirigés dans lequel les ouvriers se sentent impuissants et dépourvus de moyen d'action sur les dirigeants. Ceux-ci sont certes dénoncés comme des oligarques usurpant le pouvoir démocratique à leur seul profit, mais ne sont pas pour autant ouvertement combattus, que ce soit par crainte d'affaiblir l'Etat, par désespoir de ne pouvoir jamais changer les rapports de pouvoir politique, ou par désillusion quant à l'éventualité

d'une alternance politique dont l'aspiration du parti communiste de G. Ziouganov par le pouvoir a démontré tout l'irréalisme.

Enfin, puisque l'action collective est aussi affaire de construction d'identité et de sens, les derniers facteurs importants de la faible mobilisation collective font partie de l'ordre des représentations socio-symboliques. Ces représentations, sous-tendues par des rapports sociaux, mêlent des dimensions cognitives, politiques et scientifiques. Elles font partie d'une explication structurelle de la faiblesse de l'action collective en deux sens. En premier lieu, elles viennent renforcer les mécanismes structurels d'ordre politique et économique en contribuant à brouiller la vision que les ouvriers ont de ces mécanismes. En second lieu, elles sont assises sur des rapports sociaux de force, certains groupes sociaux ayant plus d'influence que d'autres sur la détermination des significations du social, sur l'interprétation ou la qualification du vivre ensemble. Ces représentations symboliques, coproduites par les différents groupes sociaux dans des rapports d'inégalité, imprègnent les visions que les ouvriers, catégorie socialement dominée, se font d'eux-mêmes et de la société. Ainsi la figure d'eux-mêmes qu'ils ont majoritairement intériorisée, celle de travailleurs *«inutiles»*, ou *«en trop»*, reflète largement les images qui sont publiquement données d'eux dans la sphère politico-médiatique et dans les débats scientifico-économiques[12]. De même, la catégorie d'action collective est imprégnée par des qualifications marquant l'illégitimité de cette pratique, porteuse soi-disant de risques de déstabilisation, de guerre civile, d'arrêt des réformes, etc. Ces qualifications sont, là encore, portées par les médias, les discours de dirigeants politiques et économiques ainsi que par la parole savante institutionnalisée. Elles se retrouvent dans la méfiance et le doute des ouvriers quant à la légitimité de l'action collective. Ces deux cas de brouillages cognitifs renvoient à des mécanismes plus généraux que nous qualifions de désubjectivants, c'est-à-dire à des

12. Le dépouillement plus systématique des articles de presse, des discours politiques et des études scientifiques, auquel nous avons précédé dans notre thèse, permet de soutenir la validité d'un tel rapprochement entre la catégorie d'ouvriers *[raboèie]* et celle d'inutiles *[lišnie]* (C. Clément, *Les ouvriers dans les mutations de la société russe actuelle*, Paris, EHESS, 1999, thèse de 3e cycle).

mécanismes socio-symboliques venant interférer sur les représentations subjectives que les ouvriers se font de la réalité.

Comment, en définitive, les ouvriers réagissent-ils aux transformations sociales qui les affectent ? Si les actions de protestation collective se multiplient et s'amplifient comparativement à l'apathie massive des années 92-93, elles restent néanmoins limitées, tant dans leur nombre que dans leur dimension, les revendications qu'elles portent et les enjeux qu'elles soulèvent. La majorité des ouvriers se montrent réticents quant à l'éventualité de s'engager dans une action collective, même s'ils aspirent par ailleurs à une solidarité abstraite. Seule une minorité d'entre eux tentent d'agir pour élargir leur sphère d'autonomie, c'est-à-dire pour ne pas se laisser dessaisir de la maîtrise de leur cadre de vie et accroître leur contrôle sur les transformations en cours.

Pourquoi l'action collective, moyen privilégié pour les dominés d'affirmer leur emprise sur le cours des évènements, ne constitue-t-elle qu'une pratique minoritaire et exceptionnelle ? Dans le cas des ouvriers russes, il semble que les facteurs d'explication les plus déterminants sont liés aux évolutions politiques et économique d'ordre structurel, sur lesquelles les ouvriers n'ont qu'un faible pouvoir d'influence comparativement à celui des dirigeants politiques et économiques. Par ailleurs, les structures politiques et économiques ne contrarient pas l'action collective dans le sens où elles seraient oppressives et annihileraient toute liberté individuelle. Au contraire, elles rendent le passage à l'action difficile en ce qu'elles sont difficilement visibles ou identifiables et en ce qu'elles contraignent moins qu'elles ne déstabilisent et ne fragilisent l'individu. Elles privent en particulier les ouvriers de la stabilité dans le travail, ce socle sur lequel s'appuie traditionnellement leur action collective. Ainsi que le montrent les cas de mobilisation collective, il semblerait alors qu'un des principaux rouages de la mise en action se situe au plus près de l'expérience de travail, dans les rapports subjectifs des ouvriers à leur travail.

la réunification de l'allemagne

jacques aron

Il y a dix ans, le 9 novembre 1989, s'ouvrait le Mur de Berlin. Cette péripétie dans le long processus de désintégration de l'Union soviétique et des pays qui formaient avec elle un bloc économico-politique restera le symbole le plus évident et l'événement le plus spectaculaire de la fin de la «guerre froide» entre les deux systèmes rivaux. Le défi imprudemment lancé par Khrouchtchev trente ans auparavant apparaissait définitivement perdu. Les raisons de l'écroulement de la République démocratique allemande ne sont pas fondamentalement différentes de celles que l'on a avancées pour expliquer la faillite de l'ensemble du système. Les conséquences n'en seront cependant pas les mêmes en raison des circonstances et de l'histoire propre de l'Allemagne.

Ce que l'on a coutume d'appeler le rideau de fer se concrétisait à Berlin par un véritable ouvrage militaire qui ceinturait l'Ouest de la ville sur une longueur de 165 km, dont 46 km partageaient la cité en deux parties. Le Mur constituait non seulement un obstacle permanent au déplacement des habitants, mais il rappelait aussi que la séparation de l'Allemagne en deux parties n'a jamais été considérée d'aucun des deux côtés comme un fait définitif. La division du pays, conséquence de la guerre, était nécessairement, dans la conscience du peuple allemand, appelée à disparaître un jour. Seuls le moment et les conditions demeuraient en suspens.

la naissance des deux états allemands

Pour comprendre la situation qui a suivi la chute du Mur, c'est-à-dire l'effondrement rapide de la RDA et l'absorption des «nouveaux *Länder*» de l'Est par la République fédérale allemande, et surtout les problèmes et conflits qui en sont résultés, un petit rappel des circonstances qui ont engendré la partition du pays s'avère indispensable. L'Allemagne est en 1945 au cœur même d'un bouleversement politique gigantesque que la guerre provoquée par le nazisme a engendré.

Une historiographie un peu courte a tendance à attribuer aujourd'hui à la politique menée par Staline toutes les responsabilités dans l'enclenchement de la guerre froide et à imaginer la création de la RDA comme le résultat d'une volonté bien arrêtée d'entourer l'Union soviétique d'Etats satellites dirigés par des partis à sa dévotion.

En réalité, les quatre puissances victorieuses qui se partagent l'administration du pays vaincu échouèrent très rapidement dans la recherche d'une politique commune. La partition du pays ne se concrétisa cependant que quatre ans après la capitulation, aucune des parties ne voulant en assumer la responsabilité aux yeux de l'opinion. La création de la RDA fut précédée de la réforme monétaire unilatérale des Occidentaux (20 juin 1948), de la crise de Berlin qui s'ensuivit, de la proclamation de la République fédérale (23 mai 1949) et de la déclaration gouvernementale (20 septembre 1949) de Konrad Adenauer, réclamant pour son pays le droit de représenter légitimement l'Allemagne tout entière. Quatre mois et demi séparèrent la création des deux Etats.

Après la fondation de la RDA (7 octobre 1949), Adenauer poursuivit l'intégration accélérée de la République fédérale à la politique occidentale ; elle adhéra en mai 1955 à l'OTAN. La RDA adhéra alors de son côté au Pacte de Varsovie, sanctionnant finalement l'appartenance des deux Etats allemands aux deux blocs rivaux. La volonté d'Adenauer de recréer une armée allemande et son refus de reconnaître les nouvelles frontières du pays (la Ligne Oder-Neisse), que la RDA avait ratifiées neuf mois à peine après sa fondation, jouèrent un rôle non négligeable dans l'attitude soviétique. Jusqu'en 1955, l'URSS envisageait encore la possibilité d'une Allemagne réunifiée, à condition qu'elle fût neutre et démilita-

risée[1]. Au contraire, nous savons même aujourd'hui que l'unification paraissait à la même époque hasardeuse à Adenauer et de nature à compromettre pour un temps l'ascension économique de la RFA.

Pendant les dix premières années qui suivirent la fin de la guerre, l'attitude des vainqueurs dans leurs zones d'occupation respectives renforça la constitution de deux régions, à l'Est et à l'Ouest, dont le profil sociologique et les caractères politique et économique se différencièrent de plus en plus. Je n'en retiendrai que deux aspects, mais qui jouèrent un rôle important. Certains débats politiques actuels en portent encore la trace.

Tandis que l'économie des secteurs occidentaux bénéficia rapidement de l'attention, ensuite de l'aide, des puissances occupantes et que se rétablissaient les liens internationaux de l'économie capitaliste, l'URSS, saignée à blanc par la guerre, préleva dans sa zone d'occupation, de façon beaucoup plus importante que les Occidentaux, les équipements et les matériaux utiles à sa reconstruction. Jusqu'au milieu des années 50, la population est-allemande paya des réparations de guerre à l'Union soviétique. Ce point ne manqua pas d'être soulevé ultérieurement, lorsqu'il fut fait reproche à la RDA de ne pas participer à l'indemnisation des Juifs tués ou spoliés par les nazis. A sa naissance, la RDA se trouva ainsi handicapée dans la concurrence économique des deux Etats au cours des années 50 et 60. A l'Ouest, le plan Marshall, à l'Est, la remise en marche plus laborieuse d'une région qui ne comportait pas avant la guerre de bassin industriel comparable à celui de la Ruhr. Les historiens allemands ont récemment relativisé l'apport du plan Marshall et rappelé un fait important et longtemps occulté ou minimisé pour des raisons politiques évidentes : le potentiel réel de l'Allemagne en 1945. Le bombardement massif des villes et des voies de communication fait souvent oublier que la défaite du III[e] Reich laissait en place

1. Manfred Görtemaker, «Die Ursprünge der « neuen Ostpolitik » Willy Brandts», in *Doppelte Zeitgeschichte, Deutsch-deutsche Beziehungen 1945-1990*, ouvrage collectif, Dietz, Bonn, 1998. Ce livre, auquel nous nous sommes référé à plusieurs reprises, a été publié avec le soutien de la Fondation Friedrich Ebert et des Communautés universitaires de Bielefeld et de Potsdam.

un appareil productif très performant et peu détruit, condition fondamentale de la reprise des années 50.

En RDA, l'imposition par des méthodes bureaucratiques et autoritaires de nouvelles cadences de travail déclencha la révolte ouvrière du 17 juin 1953, réprimée par les chars soviétiques. La RDA mit sur pied après ces troubles une milice ouvrière *(Kampfgruppen der Arbeiterklasse)*, dotée d'un armement lourd et placée sous la direction du *SED* (parti socialiste unifié allemand) et du ministère de l'Intérieur. Selon des sources occidentales, cette milice qui subsista jusqu'à l'effondrement de la RDA, comptait environ 500 000 personnes[2]. Comme nous le verrons plus loin, le handicap économique de la RDA pesa de façon déterminante sur la décision fatalement impopulaire de construire le Mur.

Sur le plan sociologique et politique, les historiens n'ont pas manqué de noter les conséquences de deux politiques de dénazification profondément divergentes. Tous les vainqueurs de la seconde guerre mondiale affirmèrent au départ d'une même voix la nécessité et la volonté de mener à bien un processus profond de dénazification. Les historiens allemands, nés après la guerre dans les années 50 et 60, et moins impliqués dans une historiographie fortement idéologisée par la guerre froide ou par les règlements de compte de la post-guerre froide, reconnaissent que la dénazification fut menée avec plus de rigueur et de conséquence en zone d'occupation soviétique et en RDA qu'à l'Ouest. Et cela, même s'ils critiquent fortement et à juste titre l'instrumentalisation politique de l'antifascisme par la RDA, notamment pour qualifier abusivement à des fins polémiques la République fédérale et ses politiciens de néonazis ou de fascistes. Et même s'ils mettent en question les procédures employées, le caractère expéditif et souvent arbitraire des jugements et des condamnations, surtout dans les premières années de l'après-guerre. Beaucoup d'Allemands peuplèrent après jugement sommaire les anciens camps de concentration, Buchenwald notamment.

Les jugements contre d'anciens nazis s'élevèrent respectivement à 1517 dans la zone d'occupation américaine, 1085

2. *Ost-Berlin*, brochure publiée en 1987 par le Centre d'information de Berlin-Ouest (Informationszentrum Berlin).

dans la zone anglaise, 2107 dans la française, et à environ 40 000 dans la soviétique[3]. Dès 1948, une véritable campagne se déclencha en Allemagne de l'Ouest contre la dénazification, qui conduisit, dans les conditions de la guerre froide, au quasi-abandon des poursuites. «Le fait que, en comparaison avec les millions de victimes de la politique national-socialiste, la majorité des criminels – des assassins dans les camps de concentration et les Groupes d'intervention des SS, ainsi que des élites de la bureaucratie, de l'économie, de l'armée et de la science – s'en sortirent pratiquement indemnes en République fédérale allemande, représenta un processus fondamentalement opposé à toute considération morale, tel qu'il ne pouvait rester sans de lourdes conséquences pour cette société, pour sa structure interne et pour son prestige externe»[4].

La confrontation publique avec le passé allemand sous tous ses aspects ne débuta à l'Ouest que dans les années 60, notamment sous l'influence de facteurs extérieurs, tel le retentissement du procès Eichmann à Jérusalem en 1961. Elle se poursuit encore aujourd'hui. La dénonciation des crimes de la *Wehrmacht* est très récente. En raison des contextes politiques différents, voire opposés, on doit constater que l'écrasante majorité des groupes dirigeants sous le nazisme, tous les représentants importants du parti et des *SS* restés en Allemagne se réfugièrent à l'Ouest. Ceci ne manqua pas de donner une légitimité durable à la RDA, dans sa prétention à représenter, malgré ses aspects répressifs, le seul véritable état démocratique sur le sol allemand. *«Que presque tous les hauts fonctionnaires du gouvernement et du parti au pouvoir en RDA aient été des adversaires du national-socialisme, et que beaucoup d'entre eux aient été persécutés par les nazis, a conféré à l'antifascisme officiel de l'Etat une crédibilité durable. Il en résulta aussi en grande partie une vision idéaliste du futur dans la génération des bâtisseurs du* SED *; une bonne part de celle-ci, constatant la présence de nombreux ex-national-socialistes dans les cercles dirigeants de la Répu-*

3. Source : Musée de l'Histoire allemande, Bonn.

4. Ulrich Herbert, «Drei deutsche Vergangenheiten. Über den Umgang mit der deutschen Zeitgeschichte» (Trois passés allemands. De l'appréciation de l'histoire allemande), in *Doppelte Zeitgeschichte*, ouvrage cité note 1.

blique fédérale, était intimement convaincue de construire une "meilleure" Allemagne et d'avoir tiré les leçons de l'histoire. Ceci s'exprima particulièrement dans les déclarations des écrivains de gauche autour de Brecht et Anna Seghers, revenus d'exil, et trouva sa forme littéraire dans les premiers romans de Hermann Kant. Cet idéalisme antifasciste conserva une influence non négligeable jusqu'à la fin de la RDA, tant dans la population qu'au sein du SED, *mais il fut, dès les premières années du nouvel état, fonctionnalisé et déformé progressivement au fil du temps en doctrine d'état d'un formalisme desséché»*[5].

La concurrence économique inégale des deux Etats allemands plaça assez rapidement la RDA devant une situation ingérable. Au départ d'habitants pour raisons politiques, qui culmina au cours de l'année 1953, s'ajouta progressivement la désertion de travailleurs, jeunes et qualifiés pour la plupart, vers la République fédérale en pleine croissance économique. Toutes raisons confondues, on évalue à plus de 2.5 millions le nombre de citoyens de l'Est qui passèrent à l'Ouest entre 1949 et 1961. Au début des années 60, le «miracle» économique de la République fédérale avait fait tomber le chômage à son niveau le plus bas (environ 1 % de la population active). *«Jusqu'à la construction du Mur de Berlin, le besoin croissant de main d'œuvre pouvait être largement couvert par le réservoir des transfuges de la RDA»*[6]. Dans ces conditions, tout effort en vue de développer un autre modèle social consacrant proportionnellement une part importante de ses moyens à la formation et aux services collectifs était condamné d'avance à l'échec. La RDA se trouva acculée à prendre la mesure la plus impopulaire de son histoire, qui touchait particulièrement la population de Berlin.

5. *Ibidem.*

6. Peter Hübner, «Omnia vincit labor ? Historische Aspekte der Beschäftigungskrise in Deutschland nach 1990», in *Doppelte Zeitgeschichte*, ouvrage cité note 1.

de la construction du mur à la stabilisation de la rda

La construction du Mur contribua à la stabilisation de la RDA et sans doute à une politique plus réaliste et plus circonspecte à l'Ouest. Le *SPD*, parti socialiste de la République fédérale, qui s'était toujours opposé au réarmement, développa à partir de réponses concrètes aux problèmes quotidiens que posait l'existence du Mur, une recherche de nouveaux rapports entre l'Est et l'Ouest, s'appuyant pour cela sur les changements de la politique américaine sous Kennedy. Bien qu'il ne fut pas encore question à cette époque de reconnaissance officielle de la RDA, Egon Bahr, l'un des principaux conseillers de Willy Brandt, plaida en 1963 pour que la réalité de l'Etat est-allemand soit reconnue, toute tentative d'entraîner la chute de son régime étant sans issue[7]. Cette nouvelle orientation politique que Bahr caractérisa comme «changement par le rapprochement» *(Wandel durch Annäherung)* se proposait de rompre avec l'héritage d'Adenauer, d'affirmer le renoncement définitif de l'Allemagne aux frontières de 1937, aux territoires de l'Est, de reconnaître la Ligne Oder-Neisse et d'abandonner la prétention à la représentation exclusive des intérêts allemands par la République fédérale. Ce changement de mentalité, soutenu aussi par de nombreux intellectuels de renom, tels Karl Jaspers, Golo Mann, Marion Gräfin Dönhoff et Carl-Friedrich von Weizsäcker, ne porta véritablement ses fruits qu'après les élections de 1969 et la constitution d'un gouvernement socialiste-libéral. Un traité entre les deux Etats allemands fut ratifié en 1972, sur base duquel les gouvernements décidèrent en 1974 de l'établissement d'une représentation permanente de chacun d'eux sur le territoire de l'autre Etat. Une page était tournée ; la RDA pouvait envisager d'élargir sa reconnaissance internationale. L'atmosphère intérieure s'en ressentit favorablement.

une chute brutale ?

Si l'unanimité des avis s'est bien exprimée sur un fait historique, c'est bien sur l'aveu de la surprise générale devant la

7. Manfred Görtemacher, «Die Ursprünge der "neuen Ostpolitik" Willy Brandts», in *Doppelte Zeitgeschichte*, ouvrage cité note 1.

succession rapide des événements qui ont suivi l'ouverture du Mur. Comment un Etat, dont le représentant, Erich Honecker, Président du Conseil d'Etat *(Staatsrat der DDR)* depuis 1976, avait été reçu peu auparavant comme un chef d'Etat en République fédérale, un Etat qui venait de célébrer avec faste son 40e anniversaire, a-t-il pu s'effondrer si rapidement ? Un Etat dominé par un parti puissamment structuré et comptant plus de deux millions d'adhérents pour une population totale de seize millions d'habitants[8] ? Un Etat doté d'une armée de 175.000 hommes sous les drapeaux, de milices ouvrières, d'une Sûreté d'Etat omniprésente ? On ne peut répondre à ces questions que si l'on abandonne une interprétation de l'histoire essentiellement idéologique et politique pour accorder tout leur poids aux contraintes économiques dans la confrontation brutale de deux systèmes inégalement développés et reposant au surplus sur des bases incompatibles.

Ceci ne signifie aucunement qu'il ne faille pas évoquer les responsabilités économiques et politiques des dirigeants de la RDA. Les méthodes rigides de planification se révélèrent de plus en plus inadaptées. Particulièrement pendant les cinq dernières années de son existence, la RDA résista farouchement à la politique d'ouverture impulsée par Gorbatchev et fut incapable d'en anticiper les conséquences. Malade, isolé et coupé des réalités, ayant concentré entre ses mains toutes les décisions importantes, Honecker ne parvenait pas à sortir de ses obsessions : une RDA menacée par des complots extérieurs et des trahisons intérieures. Dans ses notes de la prison de Moabit *(Moabiter Notizen)*, Honecker parlera plus tard de la décapitation de la direction du parti comme du résultat *«d'une longue conspiration de certains membres du Bureau politique et de collaborateurs du Comité central, ainsi que de dirigeants de la Sûreté d'Etat»*[9]. La *«capitulation du Bureau politique»*

8. Le parti socialiste de la RFA *(SPD)* n'a jamais dépassé le million de membres. Contrairement à l'opinion répandue, le *SED* (parti socialiste unifié) n'était pas le seul parti en RDA. À ses côtés, l'union démocrate-chrétienne *(CDU)*, le parti libéral-démocrate *(LDPD)*, le parti national-démocrate *(NDPD)* et le parti démocratique paysan *(DBD)* étaient représentés à différents niveaux du pouvoir. Cependant, pour être admis, ces partis, dont la marge de manœuvre était limitée, devaient reconnaître officiellement le rôle dirigeant du *SED* et s'inscrire dans la perspective socialiste de l'Etat.

9. Cité dans Gregor Gysi, *Das war's. Noch lange nicht !, Autobiographische Notizen*, ECON, Düsseldorf, 1995, p.122.

résulterait selon lui de pressions exercées par Moscou sur certains de ses membres en abusant de leur confiance inconditionnelle en l'Union soviétique. Les réformateurs qui n'avaient pu se faire entendre au sein du *SED* allaient tenter de redresser le cours des choses, après qu'une direction désemparée et paralysée ait été emportée en un mois par le mouvement populaire de novembre 1989.

du *sed* au *pds*, de la *ddr* à la *brd*

Les événements de novembre ont mis le parti et le gouvernement à rude épreuve ; Egon Krenz succède à Honecker, mais se retire déjà le 6 décembre. Quelques jours plus tard, une session extraordinaire du *SED* porte Gregor Gysi à la tête du parti avec 90 % des suffrages. Cet avocat engagé depuis des années dans la défense des partisans d'une alternative socialiste, régulièrement poursuivis, condamnés, emprisonnés ou parfois expulsés du pays, va s'efforcer sans beaucoup d'illusions d'obtenir un rapprochement progressif et prudent, peut-être une forme de confédération, des deux Etats allemands. Une réunification précipitée serait à ses yeux un acte irresponsable qui transformerait l'ex-RDA en une région sous-développée et ses citoyens en assistés sociaux. L'équilibre international en serait également ébranlé.

Au cours des premiers contacts que Gysi eut avec lui, Gorbatchev lui déclara que la réunification du pays était hors de question et que la question allemande ne pouvait se régler que dans un cadre européen. En ce sens, le plan en 10 points du Chancelier Kohl l'inquiétait manifestement. Le Secrétaire général du PCUS encouragea Gysi dans la voie du renouveau et des réformes du *SED* ; il lui promit son soutien pour la stabilité de la RDA, dans l'intérêt même de la sécurité de l'URSS.[10]

Le 4 février 1990, le *SED* prit le nom de *PDS*, parti du socialisme démocratique, pour concrétiser son tournant politique. Quand Gysi rencontra après cela pour la première fois Gorbatchev à Moscou, ce dernier lui réaffirma que l'URSS ne pouvait souscrire à une réunification de l'Allemagne dans le cadre

10. Ces renseignements sont empruntés aux *Notes autobiographiques* de Gregor Gysi, ouvrage cité note 9.

de l'OTAN. Tout allait cependant se dérouler beaucoup plus vite que prévu. On se trouvait alors à six semaines des élections du 18 mars pour le renouvellement de la Chambre des Représentants de la RDA *(Volkskammer)*, auxquelles le *PDS* se présentait pour la première fois et avec un programme sans équivoque : pour une démocratie parlementaire, le respect de l'Etat de droit et de la séparation des pouvoirs. Les sondages donnaient au *PDS* entre 4 et 8 % des voix.

Les élections lui en accordèrent cependant 16.5 %, pour 22 % aux socialistes et 48 % à la *CDU* et à ses alliés. C'était un échec sévère pour la gauche et pour tous les mouvements de citoyens qui avaient fleuri à l'automne 1989, réclamant un socialisme démocratique. Les frontières étaient ouvertes, les ténors des partis de la République fédérale firent déjà campagne à l'Est comme s'ils étaient chez eux. Beaucoup d'électeurs avaient fait confiance aux promesses de Helmut Kohl et croyaient que les bienfaits de la société de consommation étaient à portée de main. Ils désiraient manifestement sortir au plus tôt de la crise. Le dirigeant de la *CDU* de la RDA, Lothar de Maizière fut le premier surpris de son triomphe. Tous sentaient déjà que ce Parlement serait le dernier de la RDA. La présidence du Conseil des ministres passa des mains du *PDS* Hans Modrow entre celles de Lothar de Maizière, mais les décisions se prenaient désormais à Bonn.

Quand le 1er juillet, le *DM*, le mark de l'Ouest devint le moyen de paiement officiel de la RDA, celle-ci avait de fait perdu son indépendance et était menacée à brève échéance de faillite. De Maizière tenta bien de pallier quelques-unes des conséquences les plus désastreuses de cette mesure, de protéger la réforme foncière et les utilisateurs de biens ayant appartenu à des propriétaires privés avant la création de la RDA, de protéger les employés du secteur public. Il obtint partiellement satisfaction, malgré le risque d'une remise en question ultérieure. C'est souvent ce qui se produisit après que le Parlement eut adopté, le 3 octobre 1990, la constitution de la République fédérale. La RDA avait cessé d'exister.

les fruits amers de la réunification

Il n'avait pas fallu attendre la disparition de la RDA pour qu'une campagne haineuse se développât contre tous ceux

qui de près ou de loin avaient exercé des responsabilités ou collaboré avec le pouvoir défunt. Des poursuites judiciaires furent engagées pour des actes commis dans le cadre légal d'un Etat souverain défunt. On ouvrit les archives du ministère de la Sécurité d'Etat *(Ministerium für Staatssicherheit,* en abrégé *MfS)* et l'on en fit l'usage le plus scandaleux, au point que plusieurs opposants notoires à l'ancien régime refusèrent de témoigner dans ces circonstances. *Les Cahiers marxistes* ont publié en son temps la prise de position à ce sujet de Günter Gaus, l'un des artisans du rapprochement des années 70 et le premier représentant permanent de la RFA en RDA[11]. La Sécurité d'Etat, qui comptait environ 20 000 fonctionnaires et un nombre de *«collaborateurs non officiels»* évalué à environ 80 000 personnes, avait tissé un véritable réseau de surveillance permanente. Les sentiments des citoyens de la RDA a l'égard de cette activité connue de tous et visible comme le nez au milieu de la figure, étaient très ambivalents. A tort ou à raison, beaucoup y collaboraient par conviction ; la RDA était l'un des Etats où le sentiment de sécurité dans la vie quotidienne était le plus fort. Ceci n'excuse nullement certains comportements de la *Stasi,* mais vise à en nuancer l'image diffusée par les médias.

Plus grave me paraît l'atmosphère qui s'est développée, de culpabilisation générale de la population de l'Est (les *Ossis,* comme on dit en Allemagne), accusée d'avoir permis l'installation d'une *«deuxième dictature»* dans le pays.

L'opposition de la démocratie et de la dictature, ou la comparaison des différentes dictatures, fournissent un thème inépuisable aux controverses idéologiques du présent. Le thème n'est évidemment pas sans intérêt s'il est traité avec sérieux ; mais combien de fois n'a-t-il servi que de prétexte ? En attendant que les citoyens de l'ex-RDA soient *«rééduqués»* à la démocratie, leurs places ou leurs fonctions étaient déjà remplies par des «parachutés» de l'Ouest. On a tellement abusé des parallèles entre la dictature nazie et le régime politique de la RDA, que l'argument en est devenu «contre-productif» aux dires de certains historiens. *«En effet, quand les violations des droits de l'homme par la direction du* SED *sont comparées aux*

11. Günter Gaus, «Les Allemands dans leurs frontières», (traduction : J. Aron et F-P. Van Boxelaer), in *Cahiers marxistes,* n°206, juin-juillet 1997.

crimes de masse des nazis, le RDA en devient brusquement presque humaine. Les formes très spécifiques de répression de la RDA – et des autres Etats de l'Est – à savoir un espionnage et une tutelle des citoyens dans une proportion quasi orwellienne, la répression des contacts jugés dangereux avec l'étranger, etc., devaient apparaître, en comparaison avec les monceaux de cadavres des nazis, comme des questions presque secondaires»[12].

Il n'est pas étonnant que la principale victime de cette campagne, la principale cible des critiques, ait été le *PDS*. Il s'agissait de le présenter comme l'héritier du *SED*, de faire oublier le rôle joué par les mouvements réformateurs de la RDA, d'empêcher toute alliance entre les socialistes du *SPD* et le nouveau parti. Après la réunification, lors de l'élection du *Bundestag* en 1990, celui-ci obtint 2.4 % des voix dans l'ensemble de l'Allemagne ; dans l'ex-RDA, il en comptait 11 %. Aux élections de 1994, il avait doublé son influence ; trente parlementaires le représentaient à présent. Tous les moyens furent mis en œuvre, toutes les pressions furent exercées pour tenter de mettre le *PDS* à genoux : perquisitions, procès, refus des subsides accordés aux partis politiques, tentatives de lui imposer le paiement de sommes exorbitantes pour le défunt *SED*, alors que les avoirs de ce dernier étaient mis sous tutelle. Le *PDS* fit preuve en ces circonstances d'une étonnante maturité politique. Il sut éviter tout repli sectaire et s'élargit au contraire. La population est-allemande avait trouvé un relais politique conséquent à ses revendications.

la débâcle économique

Si l'on songe aux précautions prises pour intégrer la Sarre à la RFA dans les années 50, aux plans que développe l'Union européenne quand il s'agit d'accepter un nouveau pays membre dont le retard économique est manifeste, un calendrier de mesures aurait permis un rapprochement plus circonspect des deux Etats allemands. D'autant que leur poids démographique et économique respectif différait notablement. L'ex-RDA représente à peine plus du cinquième de la population totale de l'Allemagne.

12. Ulrich Herbert, *Drei deutsche Vergangenheiten*. Voir note 4.

On ne peut s'empêcher de penser que c'est à une véritable reconquête que l'on a assisté, soutenue par les préjugés et la haine accumulés pendant cinquante ans de guerre froide. L'économie de la RDA a été mise à l'encan, soldée au plus offrant sous la houlette de la *Treuhand*, organisme chargé de la curatelle de la propriété publique de l'Etat défunt. Pourquoi d'ailleurs les sociétés ouest-allemandes, dont les capacités de production étaient loin d'être saturées (taux de chômage de la RFA en 1990 : 8.2 %) auraient-elles investi dans l'amélioration d'entreprises de l'Est qui leur faisaient concurrence ? Elles envahirent ce nouveau marché avec leurs propres produits et procédèrent d'autre part à un démembrement sélectif du patrimoine économique de l'ex-RDA. Un exemple parmi beaucoup d'autres : la BASF reprit les usines Kali en Thuringe, mettant au chômage en trois ans 27 000 de leurs 30 000 travailleurs. On attend encore une étude sérieuse des scandales et du bradage qui ont entouré l'activité de la *Treuhand*.

Au démembrement industriel, s'est ajouté celui des administrations et des services publics. Le taux de chômage n'a cessé de croître dans les «nouveaux *Länder*», entraînant aujourd'hui l'Allemagne à un niveau de sous-emploi jamais atteint depuis le dernière guerre. *«Une croissance du chômage comparable à celle de l'époque de la grande crise mondiale n'était plus apparue en Allemagne, même après la seconde guerre. A peu près sept décennies après le record de chômage atteint en 1932, une évolution comparable se dessine dans le pays réunifié, mais qui apparaît plus problématique encore qu'au temps de la "grande dépression". Le 5 février 1998, l'Office fédéral du Travail déclara que le niveau de chômage le plus élevé de l'histoire de la RFA avait été atteint avec 4.82 millions de sans-travail. Ceci représentait un taux de chômage de 12.6 %, c'est-à-dire 10.5 à l'Ouest – en légère baisse – et 21.1 % à l'Est – en hausse sensible»*[13]. Cette situation désastreuse est responsable d'un regain de tension sociale entre travailleurs, de l'Est et de l'Ouest, allemands et immigrés, et de manifestations de racisme.

La décision de rendre à leurs anciens propriétaires les biens et les terrains nationalisés après la guerre – plutôt que de les indemniser au besoin – a conduit à une situation chaotique,

13. Peter Hübner, *Omnia vincit labor ?* Voir note 6.

mettant directement en péril leurs innombrables utilisateurs. J'ai vu ainsi des immeubles neufs de logements sociaux inoccupés depuis des années car on en ignorait les anciens propriétaires. La possibilité de faire valoir ses droits à la récupération d'un patrimoine «spolié» donna lieu à un véritable commerce d'actes de propriété gérés par des avocats ou des marchands de biens. Indistinctement, la récupération éventuelle concernait petits et grands propriétaires, sociétés et particuliers, nazis en fuite ou victimes juives de l'hitlérisme.

La réunification de l'Allemagne marque l'échec des conceptions néo-libérales largement défendues par le gouvernement de la RFA, mais aussi par l'opposition socialiste. Un «nouveau miracle économique» allait se produire à l'Est grâce à l'économie de marché. *«La mystification de la réforme monétaire des années 1923/24 et de 1948, appliquée maintenant pour la troisième fois à l'histoire allemande du XX^e siècle a conduit paradoxalement à établir la passage du Mark de la RDA au Mark de la RFA de façon politique et non économique, c'est-à-dire à un niveau qui, selon l'avis des experts financiers, dépassait nettement ce qui était économiquement raisonnable ; ceci provoqua pour une large part les difficultés d'adaptation économique après la réunification»*[14].

Ces difficultés, l'Allemagne sera sans doute capable de les surmonter à terme. De ce fait, la situation des habitants de l'ex-RDA n'est en rien comparable à celle de la population des autres pays de l'ancien bloc de l'Est ; ils sont entrés dans une structure qui possède aussi ses syndicats et son système de sécurité sociale. Dans les mentalités, les conditions de l'unification – la colonisation de l'Est par l'Ouest – laisseront cependant des traces durables. Sans parler de l'inconnue que représente la future politique internationale de l'Allemagne réunifiée quand elle aura dépassé le choc de 1989.

14. Werner Abelshauser, «Der "Wirtschaftshistorikerstreit" und die Vereinigung Deutschlands», in *Doppelte Zeitgeschichte*, ouvrage cité note 1.

Ndlr : Les extraits des ouvrages allemands cités sont traduits par l'auteur.

pourquoi je n'ai pas opté pour la droite

radu florian*

Une grande partie des intellectuels roumains appartenant à la sphère culturelle s'est placée après 90 «à droite». Une partie de ceux-ci l'ont exprimé sous des formes très agressives, d'autres pour la plupart, préfèrent les modalités tacites, passives plus acharnées néanmoins.

«Etre de droite» c'est la mode, le nouveau conformisme prédominant parmi les intellectuels. Ce conformisme puissant détermine les intellectuels peu nombreux qui se placent «à gauche» - surtout parmi les universitaires - à «flirter» avec la «droite», cherchant à détecter des points de convergence

---

* Le document que nous publions constitue, selon le vœu de l'auteur - décédé en 1997 - transmis par son fils Alexandru, un testament politique. Né à Yassy, Roumanie, en 1927, l'auteur y a échappé aux pogromes de 1941. Il fut professeur de sciences politiques à l'Université de Bucarest. A la retraite, il fonda en 1990 l'Institut de théorie sociale de l'Académie de Roumanie.

Le texte a été rédigé directement en français. Les *CM* n'y ont apporté que des corrections orthographiques, de ponctuation ou de grammaire, et limité les corrections terminologiques au strict nécessaire. Les sous-titres ont été ajoutés, mais pas les «soulignés» ni les guillemets qui sont de l'auteur.

avec certains de ses représentants, ne serait-ce que du point de vue culturel. Ils le font parce qu'ils *craignent l'isolement*. C'est ce conformisme à la mode, celui de «droite» qui assure aujourd'hui la notoriété culturelle et sans elle, on ne saurait jouir d'une «reconnaissance» sans laquelle la plupart des intellectuels ne peuvent exister. Ils ressentent le besoin de se placer, autant que possible, au centre de la scène publique, d'être applaudis. Et qui donc pourrait se permettre d'applaudir de nos jours ceux qui se placent «à la gauche» du spectre politique ? L'enrôlement de la majorité des intellectuels «à droite» est surtout une réplique aux humiliations subies à cause de la politique de commande et d'administration de la culture instituée par la dictature du parti communiste. La violation et la transgression de la liberté de conscience ont blessé et traumatisé non seulement la création, mais également l'âme humaine. Estimant - même en se trompant - qu'une pareille politique a été l'émanation de la «gauche», la réplique de ces intellectuels nous apparaît comme une revanche. Elle leur semble être un geste obligatoire destiné à exorciser la pression de la dictature, son acceptation.

Mais s'inscrire «à droite» s'explique pour la plupart des intellectuels de nos jours par l'attachement à certaines valeurs et courants traditionnels de droite, d'extrême-droite même, ayant dominé la culture roumaine par le passé. Il y en a qui le font en vertu de la fascination de certains représentants prestigieux de ces courants du passé, d'autres plus nombreux, le font à cause de l'impossibilité d'assumer de manière critique l'histoire de la société roumaine. Cependant il y a assez d'intellectuels qui font l'éloge de la «droite» pour «se réconcilier avec eux-mêmes» après ce que certains d'entre eux ont dénommé «*la **fin** du contrat avec le régime antérieur*».

En ce qui concerne ceux-ci, le virage s'est effectué non pas de la «gauche» à la «droite», mais à partir d'un prétendu contrat vers une position qui leur semble normale pour la société roumaine - une position traditionnelle, de continuité historique - même si la position qu'ils proclament appartient à la droite revancharde, avec tout ce qu'elle implique pour les destins du pays.

Personne ne ressent la moindre gêne à la pensée d'avoir, au nom de ce contrat, bénéficié d'une diversité d'avantages possibles, refusés aux autres. Personne ne ressent des remords

pour avoir adhéré avec fébrilité et zèle, alors qu'on aurait pu être - tout aussi bien - réservé. Certains arrivent même à détester le monde dont ils sont issus, la société roumaine et sa culture, tout ce qu'on a réalisé dans un passé assez rapproché, qu'il s'agisse d'une fabrique, d'une université ou bien d'une œuvre d'art !

C'est pour cela que je me pose la question - je ne peux m'empêcher de le faire - «pourquoi ne suis-je pas à droite ?» si cela constitue la condition pour être accepté et approuvé, jouir d'influence et d'admiration. Je me trouve à l'âge où l'on ressent le besoin naturel de reconnaissance publique. D'autant plus que j'ai été humilié et marginalisé par les instances politiques de la dictature et par ses nombreux activistes roturiers et semi-doctes, qui s'estimaient les seuls prédestinés à diriger la vie culturelle et scientifique. Considéré de bonne heure comme trop différent au plan des idées, par beaucoup comme un «étranger» intraitable vis-à-vis des manifestations du culte de la dictature, j'ai toujours été menacé jusque dans les années 80 d'être éloigné de l'université, mes livres étant obscurcis par un épais silence.

Quoi de plus retentissant que le virage à droite d'un penseur ayant mis au jour la différence nette entre l'œuvre de Marx et la dictature du parti communiste, et qui aujourd'hui s'alignerait sur la disqualification de la «gauche politique et culturelle» en la présentant comme une force maléfique de l'histoire ? Une telle voix ne serait-elle pas infiniment plus crédible que celle de Fukuyama aux Etats-Unis, de Furet en France, ou que celles des innombrables aspirants autochtones à la posture d'idéologues de la droite élitiste ?

Et cependant, malgré le caractère répugnant de la dictature du parti communiste, ma physionomie sensible et intellectuelle s'oppose à toute sympathie pour la «droite politique», à toute identification entre la tyrannie qui vient de s'effondrer et la «gauche politique moderne», celle qui dans toute circonstance doit incarner le changement positif, le démocratisme social et pas seulement politique.

Peser les principes de la «droite» pour les comparer à ceux de la «gauche» devrait constituer l'option de tout intellectuel, ce qui arrive très rarement, le choix étant effectué d'ordinaire sur la base des critères les plus émotionnels. Au delà de l'esprit

analytique, ils existe un philtre d'une grande finesse et pénétration, celui qui confond les arguments de la raison avec l'expérience sensible de l'histoire, de son implication dans la vie des hommes, de chacun de nous. Ce philtre réalise, lorsqu'on le lui permet, l'unité entre raison et sensibilité: lorsqu'on le permet, car l'osmose est issue de la confrontation intérieure, critique, causant des souffrances et des conflits intérieurs irréconciliables.

l'expérience de Yassy

Un pareil philtre m'a obligé, dès mon adolescence, lorsque le tourbillon de l'histoire m'eut envahi, à réfléchir à ma sensibilité, à ne pas la lâcher, à ne pas la maintenir au niveau des pulsions simples, des réactions grégaires. Il m'a obligé à rechercher cet accord intime entre la raison et la sensibilité traumatisée par l'histoire, impressionnée par ses couches invisibles, mais aussi par la présence de ces foules de perdants et d'anonymes - comme les avait dénommées Camus - les pauvres et les opprimés n'ayant jamais eu de place dans l'histoire célébrée, mais uniquement dans celle qui est ignorée et cachée jusqu'à sa disparition-même de la mémoire conservée et transmise pour l'avenir. C'est cette histoire qui représente la seule forme d'éternité de l'humanité. J'eus vite découvert, étant élève au «Lycée National» de Yassy qu'on peut être injurié et blasphémé en tant que prétendu «étranger», bien que je ne le fusse pas et que je ne me fusse pas considéré comme tel. L'aversion de certains n'était pas encore l'inimitié générale de tous.

Sans explication, le spectacle des rues de la ville me révéla les bouffées antisémites de quelques-uns de mes collègues, et le défilé des gardes vertes déborda - plus d'une fois - de violence. C'est de cette manière que commença mon apprentissage social et politique. Je me trouvais au seuil de l'adolescence.

Je vivais comme tous les autres enfants dans un monde de l'innocence, avec ses joies et ses tristesses quotidiennes. J'aimais les collines qui entouraient ma ville, les matins ensoleillés, ses rues calmes. Mais jusque dans cet univers de l'enfance pénétrait périodiquement le son de l'autre existence,

celle des adultes, avec ses échos troublants et inquiétants qui attisaient ma curiosité et mon besoin d'apprendre l'inconnu.

Je n'ai pas eu du mal à pressentir le danger maléfique d'Hitler, qui menaçait de nous accabler. J'écoutais ses discours à la radio, tâchant à l'aide de mes pauvres connaissances de la langue de déchiffrer l'euphorie hystérique et contagieuse qu'ils provoquaient. J'y trouvais la haine explosive et annihilante qui s'abattait comme une cascade sur le monde. Et personne ne les arrêtait. Son alliance avec le général Franco m'avait déterminé à sympathiser avec l'Espagne républicaine, et l'accord de 1938 avec Munich fut ma grande désillusion, provoquant l'angoisse engendrée par l'histoire, par les démocraties occidentales. Je commençai à sentir d'une manière diffuse que notre vie dépendrait du cours de la politique européenne, de la force destructive irradiant des discours belliqueux de Berlin et de Nürenberg. La pente de l'histoire dégringolait sans obstacles. Je ressentais les désillusions de l'histoire comme des «défaites» personnelles. J'étais navré et consterné par le manque de volonté de I. Maniu d'entraver l'instauration du gouvernement de Goga-Cuza, et plus tard, celle des légionnaires. Le point culminant de cette «défaite» fut représenté par la capitulation de la France en juin 1940. Il était évident que l'avalanche nazie ne nous oublierait pas. L'impuissance vis-à-vis de cette force, j'allais la ressentir toujours pareille à celle devant la mort, à celle de la furie incapable de s'y opposer! L'inquiétude se métamorphosait en incertitude. L'avenir était de plus en plus incertain. On avait le sentiment d'un danger imminent, que l'on ne savait, que l'on ne pouvait prévenir.

Quelque temps après fut instauré le gouvernement légionnaire et la dictature d'Antonesco, et ce fut l'holocauste de Yassy, avec sa conclusion irréversible que ceux qui étaient considérés comme étrangers Juifs n'existaient pas en tant qu'exemplaires humains. N'importe qui pouvait les humilier, les torturer, les fusiller sans être jugé, pour avoir commis quoi que ce soit. Ils étaient non seulement des Juifs, mais aussi des «communistes», non seulement des Juifs, mais aussi des «traîtres». Ce sont là les expressions que l'on me jetait à la figure, dont regorgeaient les journaux et les ordonnances du gouvernement, des préfectures, des mairies. Je faisais donc partie de ceux qui n'avaient pas le droit à l'existence, ceux auxquels on avait ravi ce droit élémentaire, ceux qui pouvaient

être molestés, mitraillés, tués dans les trains où l'on était asphyxié. Le crime collectif de n'importe quelle nature transforme les hommes en néant. C'est en éprouvant ce sentiment que je suis rentré des antichambres de la mort...

J'ai vécu non seulement le silence unique de la mort accablante infinie, mais aussi celui des gens, des habitants de la ville, leur indifférence. Jamais personne ne s'est excusé, n'a manifesté son regret, n'a affirmé sa honte vis-à-vis de ce qui s'était passé, personne n'a affirmé que cette tragédie concernait aussi les autres, qu'ils la ressentaient comme étant leur propre souffrance. Non cela ne c'est pas passé, et c'est le même état d'esprit qui anime la plupart des gens de nos jours encore. On s'est tu. Des décennies, des années plus tard, j'ai appris par des textes qu'on n'avait pas publiés à cette période que les hommes politiques auxquels j'avais fait confiance n'avaient protesté que du bout des lèvres. Ils ne se sont point impliqués comme l'avaient fait les leaders danois, hollandais ou bulgares. Pourquoi ?

Les voix de la démocratie américaine ont gardé le silence, elles aussi.

l'expérience de l'après-Yassy

Bien que la mort des Juifs de Yassy eût été une mort à caractère social, causée par un assassinat collectif, la dictature fasciste avait imprimé au deuil une dimension strictement individuelle. La souffrance ne saurait être reconvertie qu'en l'assumant, en mettant au jour ses racines les plus profondes. C'était trop tôt ? Cette souffrance est restée ensevelie dans mon être des décennies, des années.

Comment renouer avec la vie dans un univers qui ne voulait rien savoir de sa propre tragédie, de son anéantissement ? Un monde qui continuait de vivre, ou qui faisait seulement semblant, comme si rien de grave ne s'était passé dans son espace. Pour la plupart des gens, le massacre de Yassy n'avait été qu'un épisode qu'on devait oublier, ensevelir à jamais.

Pour moi, ce fut le choc qui a inauguré une incessante réflexion sur l'humanité, sur l'histoire, sur les réalités européennes et roumaines, sur l'homme, sur son rôle et sa

destinée. Une réflexion qui s'approfondissait à travers les grandes œuvres de la culture, se reflétait ensuite sur moi-même tout en affrontant l'histoire du passé et celle du présent et en tâchant de les recomposer. J'étais entré dans un grand puzzle que je construisais lentement, pas toujours avec assez de patience, mais c'était encore moi qui le démolissais pour le refaire totalement ou seulement en partie. En découpant les séquences de l'histoire, tout en les composant et recomposant, j'ai commencé à suggérer les contours de certaines réponses possibles, une chaîne de liens intelligibles.

le destin des humiliés et des opprimés

La méconnaissance et la négation violente des droits des hommes à se réaliser en tant qu'êtres humains se sont imposées à ma conscience comme formant l'un des repères fondamentaux de l'histoire immédiate. Certaines catégories humaines étaient persécutées jusqu'à l'annihilation parce que considérées comme «étrangères», d'autres étaient opprimées, vivaient dans des conditions sous-humaines, puisqu'elles n'avaient pas de propriétés importantes, de pouvoir économique et politique.

Toutes ces nombreuses foules formant des sociétés et des peuples, des nations et des ethnies pré-nationales, subissaient la force destructive de l'histoire, sans s'y opposer, sans tâcher d'échapper à son étau oppressif. Je sais bien que, de nos jours, beaucoup d'essayistes à la mode se rapportent avec mépris à ceux de ma génération qui commencèrent leur vie intellectuelle en se sensibilisant au destin des humiliés et opprimés. Ils ignorent que l'idée moderne d'homme est indestructiblement liée aux conditions d'existence de ces foules, qu'il s'agisse de classes sociales, de collectivités professionnelles ou ethniques, ou bien des individus qui les composent. La culture moderne, la philosophie, les sciences socio-humaines et la littérature, ont universalisé l'idée d'homme en introduisant également, pour la première fois dans son contexte, le destin de ces «foules silencieuses» et souvent anonymes. C'est pour cette raison que l'idée devient concrète et commence à irradier dans la réalité, dans la praxis sociale. Les véritables interrogations concernant l'homme, son essence, émergent de ses conditions d'existence, telles la lave d'un volcan.

Les contrastes, les ruptures, les séismes de l'histoire, les amènent à la surface de l'esprit, de la réflexion. Les envisager de nos jours comme dépourvues de signification du point de vue spirituel signifie en dernière instance mépriser l'idée philosophique d'homme.

à propos des droites libérales et anti-libérales

Au début, ce ne fut qu'une simple intuition du fait que l'effondrement de l'Europe et de la Roumanie dans l'abîme du fascisme avait été causé par les forces politiques de droite, qui avaient toléré la naissance de l'extrémisme de droite, en facilitant leur ascension au pouvoir et leur expansion. Peu à peu, elle est devenue une certitude confirmée et reconfirmée par les séquences de l'histoire. Le massacre de Yassy ne fut pas un simple accident dans l'histoire de la dictature fasciste, de sa soumission totale vis-à-vis du nazisme. D'ailleurs, tout comme l'installation au pouvoir du nazisme en Allemagne et de la dictature d'Antonesco en Roumanie ne furent pas non plus des accidents, mais les résultats d'une longue action de certaines forces socio-politiques, strictement préoccupées par leurs intérêts de domination et d'asservissement des autres classes, catégories humaines et individus, peuples et nations.

«La droite libérale» d'Italie et d'Allemagne avait toléré au début la naissance de l'extrémisme fasciste, bien que celui-ci n'ait pas caché - surtout les nazis - les buts et les moyens terroristes de leur réalisation. Refusant dans les années 20 la réforme du système, les milieux de la droite libérale (Italie) ou libérale et catholique (Allemagne) n'avaient pas hésité à un moment donné à encourager les mouvements fascistes et à s'allier à eux par la suite. C'est de cette manière que l'on est arrivé à l'instauration du fascisme mussolinien et du nazisme hitlérien. La «droite politique» des démocraties de l'Ouest n'a pas réagi aux premières manifestations du réarmement de l'Allemagne nazie, pour se duper ensuite elle-même et les opinions publiques des autres pays en affirmant qu'elle menait une politique destinée *«à calmer l'Allemagne nazie»* (c'était la formule chère au premier anglais N. Chamberlain), mais en réalité elle frayait la voie de l'expansion vers le centre et l'Est

de l'Europe. En Roumanie, le parti libéral s'était placé dès le début à droite par la réponse qu'il avait donnée à la modernisation économique et sociale du pays, au problème agraire et à la généralisation des droits civiques. Les deux ouvertures importantes de la fin de la première guerre mondiale - la réalisation de la réforme agraire et celle du suffrage universel masculin - avaient été des concessions tardives, destinées à mettre un frein à l'éventuel dérapage social, à une possible explosion paysanne.

Mais elles n'avaient pas modifié le caractère oligarchique de la politique du parti et du parlementarisme institués par la Constitution de 1923. La «droite libérale» a toujours été antisémite. A l'aide d'importants milieux intellectuels antisémites, elle a inventé le prétendu problème juif de Roumanie, qui est devenu par la suite la diversion la plus terrible de l'histoire moderne du pays, à laquelle ont cru beaucoup d'hommes bien-pensants et ayant même des convictions démocratiques. A cause de cette invention diversionniste, apparemment et seulement en apparence plausible, les préjugés de l'antisémitisme xénophobe ont joui d'une considérable influence chez de nombreux intellectuels qui estimaient que leur esprit se caractérisait par l'élévation et par le raffinement. Ayant la force de véritables superstitions, ces préjugés ont favorisé l'extension relativement aisée de l'antisémitisme fasciste de type «cauziste» et légionnaire, qui a provoqué les manifestations de barbarie dans les années de la deuxième guerre mondiale. Mais en Roumanie il a existé aussi une droite anti-libérale, nettement anti-moderne et anti-occidentale, profondément traditionaliste et archaïque. Réfutant les valeurs de la démocratie et de l'industrialisme capitaliste, son esprit s'est répandu sur une grande aire de la pensée philosophique et sociale, celle des mentalités collectives des milieux sociaux les plus variés. Les actions conjuguées de la droite politique et de la droite culturelle ont facilité l'accès au pouvoir de l'extrémisme fasciste à la fin des années 30. Le mouvement légionnaire avait été étayé par des milieux politiques de droite, y compris ceux de la monarchie qui y ont vu un instrument de diversion sociale, même après l'assassinat, par les légionnaires, de Duca, premier ministre d'un gouvernement libéral. Le même cynisme politique - l'on ne saurait le caractériser en d'autres termes - avait suggéré à Maniu de conclure le célèbre pacte de non-agression avec Codreanu, chef du mouvement légionnaire, en vue des élections de 1937. Au lieu

d'entreprendre une action générale contre l'extrémisme, une partie importante de la démocratie roumaine lui substitua un pacte de non-agression avec Codreanu. La droite qui avait gouverné le pays dans les décennies d'entre les deux guerres, mais aussi la droite culturelle poussèrent le pays dans l'impasse qui le surprit dans les années 30.

Ce ne fut pas un accident ou la résultante exclusive de l'évolution des relations extérieures, mais bien aussi celle des politiques intérieures successives. C'est ce qui engendra les prémisses et les facteurs du désastre ultérieur.

On ne saurait reconstruire la décennie de mon enfance si l'on oublie - comme dans la plupart des écrits historiques - la précarité et les limites étroites de l'esprit démocratique du temps. Aussi bien au plan européen que chez nous, on pensait à cette période qu'il n'existait aucune incompatibilité entre les valeurs démocratiques et les préjugés antisémites. A cet égard, sont significatives entre autres les pages du journal de Gafencu des années 30, ou bien les mémoires d'Argetoianu. Quant aux exemples, il y en a encore bon nombre. Lisant, il y a quelques années, les écrits de I. Maniu ou ceux de C.I.C. Brâtianu adressés à I. Antonesco pendant la dictature, je ne fus plus du tout étonné de la timidité du ton allusif et timide, face au massacre de Yassy, aux crimes prémédités désignés comme des «troubles». C'est ce que je trouvai dans les textes officiels de cette période.

Voilà pourquoi je n'ai pu et je ne pourrai m'orienter vers la droite politique, quelle que soit son apparence. Selon mon opinion, c'est elle la responsable du retard de la Roumanie dans la voie de la modernisation. Non seulement dans les décennies d'avant la première guerre mondiale, mais aussi entre les deux guerres, retard ayant engendré les effets durs de la pauvreté et de la misère qui affectaient une grande partie de la population rurale et urbaine. L'image d'un pays où les foules - adultes et enfants - allaient, pour la plupart, nu-pieds me poursuit jusqu'à nos jours. Un pays aux habitants allant nu-pieds en plein XX^{e} siècle. Ceci révèle plus que tout autre élément le niveau de développement de la société roumaine. Les mêmes milieux politiques étaient responsables de l'ample diversion antisémite avec ses tensions xénophobes, ce qui produisit le climat favorable aux horreurs déclenchées pendant les années du fascisme. J'affirme tout cela, non seulement en

tant qu'interprète de nombreuses sources documentaires, mais en premier lieu en tant que *témoin d'une époque* qui a été marquée par les humiliations xénophobes jusqu'à leur limites anéantissantes. La démocratie roumaine d'entre les deux guerres fut mimétique, selon l'expression plastique du sociologue M. Dogan. Elle ne s'est point proposé de modifier les mœurs politiques des gouvernants et des partis, ni les mentalités civiques non plus. Tout comme elle ne s'était pas proposé de susciter des courants durables contre les forces et les projets antidémocratiques, dictatoriaux.

espoirs de changement

Après avoir évincé la dictature d'Antonescu - qui avaient été réalisée aussi avec l'accord de la droite politique libérale - la société roumaine fut traversée par une profond besoin de changement, de renouvellement - dont beaucoup d'historiens et d'hommes politiques oublient de se souvenir - chaque classe, chaque catégorie sociale ou chaque groupe professionnel ayant été frustré et opprimé pendant les deux décennies d'entre-deux-guerres, ensuite pendant les années de la dictature : leurs intérêts avaient été empêchés de se manifester, et ils attendaient en espérant de satisfaire au moins une partie de leurs intérêts vitaux. Ils aspiraient non seulement aux libertés démocratiques, mais aussi à une certaine prospérité économique, à l'apparition de nouvelles voies et possibilités d'ascension sociale et professionnelle pour eux et pour leurs enfants. Ils attendaient un nouveaux standard de civilisation et de culture.

Cet état d'esprit des divers groupes sociaux, la diversité de leurs revendications, n'avaient pas été imposés par l'Armée Rouge - comme pourraient le penser les jeunes générations influencées par les commentaires journalistiques à prétentions scientifiques. Ils ont émergé grâce à la pression prolongée à laquelle avaient été soumis les intérêts de ces classes et catégories sociales, défavorisées et opprimées pour la plupart. De manière spontanée, le besoin de changement déterminait l'un des segments sociaux à entrer en action, à aspirer à la posture d'acteur socio-politique. Un parti aurait pu les faire siennes, embrasser ces revendications, mais à ce moment là, pendant la seconde moitié de l'année 1944, on n'avait pas les

moyens répressifs par lesquels l'un des groupes sociaux aurait pu obliger à suivre ses slogans, à défiler sous son drapeau.

Au centre-même de ce besoin de changement, de renouvellement immédiat se trouvaient toujours ces deux problèmes constants qui n'avaient pas été résolus : la démocratisation des institutions politiques et l'accomplissement d'une nouvelle réforme démocratique. Pour une durée moyenne, le problème principal d'un changement durable était celui d'une modernisation économique, en d'autres termes, celui de l'industrialisation avec ses multiples implications sociales et culturelles. C'est d'elle que dépendait en fait tout projet d'amélioration des conditions d'existence de toutes les catégories sociales, de celles se trouvant à la base de la pyramide sociale, mais aussi des moyennes. La Roumanie se trouvait à un tournant, où devaient éclater les sociétés retardataires, sous-développées comme on les nomme de nos jours. C'est là que se trouva le problème-clé du développement d'après-guerre.

Mais cette fois encore la «droite libérale» ne fut point à la hauteur du moment historique que parcourait la société roumaine. Aucun des deux partis traditionnels, dénommés historiques, n'avait voulu, ni réussi à s'arracher à leurs positions antérieures, à renouveler leurs programmes politiques afin de répondre au besoin général de changement en vue d'accélérer le processus de modernisation de la Roumanie et de son rapprochement des sociétés de l'Europe occidentale.

Le Parti National Libéral était, par son passé même, trop empreint d'un esprit étroit oligarchique et de caste, trop attaché à une conception archaïque de la propriété privée, pour assumer la tâche d'une modernisation industrielle, bénéfique aussi pour les couches laborieuses qui vivaient dans la misère.

Le Parti National-Paysan ne le fit pas non plus, bien que pendant l'entre-deux-guerres il se fût situé sur une position de centre-gauche, ce qui lui attira en grande partie son influence sociale. Mais après la chute de la dictature d'Antonesco, le Parti National-Paysan était resté le prisonnier de la doctrine de l'Etat paysan, et perdit dans le nouveau contexte historique toute signification politique réelle. Cette doctrine ne pouvait coaliser les forces sociales qui aspiraient à obtenir les fruits d'une modernisation rapide. Les hésitations concernant le moment et le contenu de la réforme agraire ont enlevé à la

doctrine de l'Etat paysan toute crédibilité. Les réticences à élaborer un authentique programme de modernisation ont révélé une image tout aussi archaïque du parti. Bien que pendant les années 30, le Parti National-Paysan représentât une alternative au gouvernement oligarchique des libéraux, dans les années 1944-46, ils n'incarnait plus une pareille possibilité vis-à-vis du gouvernement du parti communiste et de ses alliés qui s'étaient installés au pouvoir le 6 mars 1945. Pendant ces deux années, les deux partis n'avaient point proposé une alternative authentique à la politique de modernisation économique et sociale lancée par le parti communiste ; par contre, ils n'avaient été qu'en défensive, s'opposant au besoin de changement de la société dans une direction moderne. Ils apparaissaient comme des forces qui voulaient garder la Roumanie telle quelle et qui n'avaient point l'intention de la moderniser.

Quoique, dans les années du début de mon adolescence, les seuls hommes politiques avec lesquels je sympathisais fussent certains de ceux qui se trouvaient à la tête du Parti National-Paysan, et que ce fut à eux que s'adressât mon espoir concernant l'entrave des mouvements fascistes, à ce moment là, rien ne me conduisait plus vers eux. Il était malaisé de supposer qu'ils respecteraient la démocratie autrement qu'ils ne l'avaient fait pendant les années 30, c'est-à-dire qu'elle préoccuperait leur esprit en dehors de leurs propres intérêts.

Les hésitations dont avaient fait preuve les représentants du Parti National-Paysan lorsqu'il s'était agi de faire arrêter les criminels de guerre du régime d'Antonesco - y compris ceux de Yassy qui avaient aidé à organiser «les gardes I. Maniu», y compris de nombreux légionnaires ayant tué sans jugement préalable de nombreux citoyens d'origine magyare - avaient éveillé dans mon esprit de grands doutes concertant l'authentique démocratisme du Parti National-Paysan.

Je ne pouvais toutefois me situer aux côtés de ceux qui, au milieu des ruines, des destructions, de la pauvreté causées par la guerre, ne s'intéressaient au destin des défavorisés du sort de la société que d'une manière démagogique. Je fus frappé du fait que les représentants de ces partis n'aient pas considéré, à ce moment, que l'articulation et le fonctionnement de la société fussent *responsables de la vie et de la destinée* des hommes. C'est pour cette raison qu'ils ne perce-

vaient pas avec acuité le besoin de changement et de modernisation de la politique qu'éprouvait la société roumaine. Entravés par leur passé, ces partis n'avaient pas même remarqué que les partis traditionnels d'Angleterre, de France, de Belgique avaient modernisé leur pensée politique, étaient réceptifs à ce besoin de changement qui se faisait jour aussi dans l'Ouest de l'Europe après la victoire contre le fascisme. C'est sur ce terrain qu'avaient commencé à se profiler les transformations positives dans la structure économique et sociale du capitalisme d'après-guerre.

parti communiste et modernisation

Naturellement, le parti communiste avait mis à profit les graves limites des partis traditionnels, en particulier celles du Parti National-Paysan, et placé au premier plan de son action un programme audacieux concernant la modernisation du pays. Il se concentrait sur l'idée de l'industrialisation, mais aussi sur ses effets bénéfiques pour les catégories sociales qui allaient s'impliquer dans sa réalisation. L'audience dont a joui pendant ces années le parti communiste était due surtout à ce projet, qui avait valorisé en effet divers aspects du besoin de changement et animé diverses classes et catégories sociales. On ne saurait ignorer, en même temps, le fait que cette audience était redevable à l'hypostase du parti en tant que représentant efficace de la reconquête politique et administrative de la Transylvanie du Nord, avant même la conclusion du Traité de Paix. Si par hypothèse le projet de modernisation industrielle du pays avait pu être élaboré par le Parti National-Paysan, celui-ci pouvant devenir son incarnation, cela aurait diminué jusqu'à zéro l'impact du parti communiste. Mais il n'en a pas été ainsi, les leaders du Parti National-Paysan considérant que l'important c'était de garder intacte l'identité originaire du parti. Au cas où cette influence du parti communiste aurait manqué, elle n'aurait pu être mise en place par des moyens contraignants, dont le parti était loin de disposer. Sans l'audience dont il jouissait, l'immixtion soviétique dans nos affaires intérieures aurait dû revêtir une autre forme, avoir d'autres effets. En vain aurait-elle revendiqué l'instauration d'un gouvernement du parti communiste si celui-ci n'était apparu comme le focalisateur de manifestations de masse d'envergure, étayé par le spectre étendu de forces social-politiques variées.

Peu nombreux étaient ceux qui se doutaient à ce moment que le parti communiste n'était *pas à même* de réaliser intégralement son projet de modernisation du pays à cause de son caractère antidémocratique, dictatorial. Même ceux qui étaient au courant de ce qui se passait en Union Soviétique espéraient que la victoire dans la guerre antifasciste conduirait à une libéralisation significative du régime, qui n'a pas eu lieu.

L'instauration forcée relativement rapide de la dictature omnipotente du parti communiste avait signifié l'empiétement sur ses propres valeurs, elles qui étaient comprises dans son projet initial. Mais tout au long de ce processus, il se produisit un phénomène semblable à celui plus ancien du régime stalinien : la disparition du parti en tant que représentant d'idées et de valeurs de provenance marxiste, socialiste. A cet égard, deux actes d'une grande violence accompagnant l'instauration de la dictature du parti furent significatifs : l'arrestation des leaders du Parti National-Paysan et, peu après, à distance de quelques mois, celle de Lucretiu Pâtrâscanu, leader du parti exprimant la conception de la Roumanie. A tout cela s'ajouta l'enrôlement forcé de toute la société civile dans les canons stricts de la dictature.

Après la guerre, l'enrôlement de la société roumaine dans l'étape la plus moderne du point de vue économique et social, sa transformation significative dans ces domaines furent obtenus au prix dur de la perte des libertés civiques et politiques. Ce fut là le goût amer ressenti par une grande partie de ma génération, engagée dans diverses directions, qui contribueront à moderniser le pays. Le cortège infini des désillusions vécues comme des défaites personnelles commença à se faire jour de bonne heure. A me confronter avec elles, j'eus la révélation qu'elles n'avaient rien de commun avec la pensée de Marx, avec le mouvement socialiste.

la dictature du pc et ses paradoxes

Les étranges paradoxes ayant imprégné l'histoire de la dictature, ses contradictions insolubles furent nombreux. J'indiquerai seulement deux d'entre ces paradoxes, dont celui-ci : le premier régime politique de Roumanie ayant mis hors la loi la xénophobie, l'antisémitisme et le racisme, condamne les cri-

minels de guerre fascistes sur la base de la jurisprudence internationale. Dans une société imbue de préjugés antisémites et chauvins, cette interdiction démocratique - existant aussi dans la législation de beaucoup de démocraties occidentales - restreignit pour un temps les formes de manifestation visibles du nationalisme dans les relations civiques, dans le processus d'instruction et d'éducation. Il a constitué sans doute un acte ayant contribué à l'éducation démocratique de la population, à la reconquête d'une dignité civique des humiliés et opprimés d'autrefois. Mais, après un laps de temps relativement court, des causes multiples auxquelles nous ne nous rapportons pas, le poison du nationalisme commença à être inoculé par les instances du parti communiste à l'aide de moyens occultes, apparemment officieux, ce qui eut pour effet d'attiser les braises qui ne s'étaient pas éteintes mais qui avaient été recouvertes par la société civile. De nos jours, en assumant tout ce qui était interdit ou répudié officiellement, une partie considérable de celle-ci refuse de se démarquer de l'idéologie et des crimes fascistes, n'admettant pas qu'ils constituent et qu'ils demeurent des taches de son histoire.

Un deuxième exemple : la dictature du parti communiste a été le premier régime politique ayant stimulé et promu les politiques d'ascension sociale et culturelle des individus provenant des couches ouvrières. Un nombre considérable d'entre eux fit partie de l'intellectualité universitaire et scientifique, de la technocratie économique et administrative, etc. A cause des formes de pression, de surveillance politique et policière, d'humiliation et d'aliénation humaine que la dictature avait exercées sur eux, une partie d'entre eux perdit toute sensibilité de gauche spontanée naturelle. Je me rapporte à cette sensibilité qui ne se limite point à ses propres besoins, est réceptive aux souffrances et aux aspirations des autres, vibre en consonance avec elles, sans quoi il n'existerait point de solidarité humaine. Confondant la dictature du parti communiste avec les valeurs qu'elle invoquait si souvent mais qu'elle avait si souvent trahies, de nombreux intellectuels provenus des couches pauvres arrivèrent à professer avec ardeur les idées de la droite politique et culturelle. De cette manière, ils se confondirent justement avec le fragment du spectre politique qui ne leur aurait jamais créé les circonstances leur permettant de s'évader des limites de la stratification, ne leur auraient *jamais* permis de devenir ce qu'ils sont aujourd'hui. En effet, la plupart d'entre eux ignorent le fait qu'ils se trahissent eux-

mêmes et qu'ils s'opposent à ce monde qu'ils étaient censés représenter. Ils adorent aujourd'hui les «idoles» de la droite politique, l'enrichissement à tout prix, le libéralisme économique sans bornes, l'élitisme méprisant les foules, le refus de la solidarité et du progrès humain. Voilà encore deux dominantes chromatiques du paysage de notre entrée dans la démocratie post-totalitaire. Elles me rappellent plus d'une fois la société roumaine d'avant-guerre. L'antisémitisme abject de certaines publications, qui s'est introduit parfois aussi dans notre Parlement, la réapparition de la littérature légionnaire, l'apologie de la dictature d'Antonesco, l'éloge de ses crimes, les accusations injustifiées contre la population juive, semblent évoquer les jours d'antan. Dans les démocraties occidentales souvent invoquées, de telles «libertés» sont aujourd'hui interdites. Au plan culturel, l'éloge de l'irrationalisme et du mysticisme, le refus d'assumer les erreurs et certaines limites du passé, la falsification de l'image réelle de la démocratie d'entre les deux guerres ressuscitent l'atmosphère-même que nous pensions révolue. Des répliques à ces fantômes ne se font point entendre. Ce serait donc là la démocratie de nos jours, son retour indésirable pour la majorité de la population ? Cependant la société roumaine ne ressemble plus à celle d'avant-guerre. C'est pour cette raison que j'ai pu relater publiquement, après cinquante ans, les faits du massacre de Yassy. «On a découvert» à cette occasion que je suis l'un des rescapés et que je ne permettrai pas un deuxième assassinat : celui du souvenir des victimes par l'éloge des criminels.

les libertés post-totalitaires

Ce fut la première fois que la douleur enchâssée dans les tréfonds de ma conscience commença à s'extérioriser, à déposer le témoignage contre l'extrême fasciste, mais aussi contre la droite qui avait rendu possible son existence. Compte-tenu du fait que la société roumaine n'est plus celle du passé, *ce n'est pas obligatoire* qu'elle répète les erreurs d'autrefois, qu'elle glisse toujours vers la droite. Car elle ne trouvera pas de réponse dans cette direction du spectre politique aux distorsions politiques actuelles, aux anomalies héritées, ni à celles qui sont provoquées par la profonde crise de la transition vers un nouveau stade de sa modernisation. Considérer - à l'instar de nombreux intellectuels - que c'est à droite que se trouve l'alternative à la crise que nous traversons, signifie

se laisser prendre dans un terrible guet-apens de l'histoire, étant donné que la dictature communiste avait, depuis longtemps, cessé d'être un régime de gauche. Depuis des décennies, le Parti communiste avait cessé de mener une politique animée *par les valeurs élémentaires de la gauche*, même de son point de vue restrictif, antipluraliste au plan politique et civique, caractérisé pourtant par une ouverture à la modernisation économique et sociale, à l'appui accordé aux couches défavorisées.

Le caractère profondément oppressif de la dictature vis-à-vis de la classe ouvrière, qu'elle a empêchée de devenir une force autonome, dirigeante au plan politique vis-à-vis de tous les autres groupes sociaux, est la preuve incontestable de sa position à la droite du spectre politique de notre siècle. Traiter les individus en tant que simples sujets d'une force discrétionnaire est un fait incompatible avec les valeurs de la gauche réelle, authentique. La dictature a incarné depuis longtemps une politique économique et sociale anti-moderne, antiprogressiste. Elle a confisqué le pouvoir en faveur d'une bureaucratie politique étroite, qui avait, depuis des décennies, pour but principal sa propre reproduction, l'omission volontaire des intérêts publics. Il n'est point évident qu'aux distorsions engendrées par la politique d'une droite moderne on doive répondre toujours par une politique de droite proposant de réaliser - selon l'expression plastique d'un réputé journaliste américain - une société du *«lumpen-capitalisme»*. Dans le fond, le problème crucial qu'affrontent la Roumanie et tout l'Est européen est celui du type de *modernisation* où ils puisent s'inscrire : une modernisation dont toutes les couches sociales soient à même de bénéficier, une modernisation ouverte au progrès durable et aux chances égales pour tous; ou bien une modernisation dont bénéficierait une faible minorité qui s'est approprié la plus grande partie de l'avoir social, souvent par d'autres voies que celles du travail. Ce dernier type de modernisation représente un capitalisme vétuste, profondément inégal et stratifié, que les sociétés développées avaient tâché de faire oublier, après la deuxième guerre mondiale, d'effacer de la mémoire à cause des désastres qu'il avait produits dans les années 20 et 30. Choisir à la **fin** du siècle une voie aussi dangereuse, c'est condamner à nouveau à un autre stade de recul historique la société roumaine trop dévastée par le retard économique et par la pauvreté pour se permettre une nouvelle expérience traumatisante. D'ailleurs,

dans le contexte d'un *lumpen-capitalisme*, la démocratie sera tout aussi oligarchique et antidémocratique que pendant les décennies d'entre-deux-guerres.

pour la gauche

Seule une gauche démocratique peut éviter l'évolution de la Roumanie vers une pareille direction. Une gauche qui, tout en reconstruisant l'économie de marché, puisse la dompter par une multitude de réglementations sociales et qui ne sacrifie pas sur l'autel de ses performances les couches salariées, défavorisées, comme le décideraient les ultra-libéraux. C'est là le nœud le plus difficile à défaire de l'évolution présente et future du pays. L'une des différences essentielles entre la gauche démocratique et la droite libérale, c'est que la première *veut* la même protection pour le capital et pour la force de travail, alors que la dernière favorise de manière nette le capital.

Le deuxième nœud difficile à défaire est le dilemme entre le développement économique et la consolidation de la démocratie.

Seule une relance de l'économie, doublée d'un développement humain, peut conduire vers ce but. Alors que la gauche souligne la corrélation indissoluble entre le progrès économique et celui de la démocratie, pour une bonne partie de la droite libérale un tel problème ne se pose même pas.

Voilà pourquoi, après avoir subi les multiples frustrations et la marginalisation orchestrées par la dictature, je ne saurais me reconvertir à la droite politique à cause de certains ressentiments ou de certaines circonstances conjoncturelles. L'option politique revêt un caractère social et je n'y pourrais adhérer en partant uniquement des offenses personnelles que j'ai eu à subir, mais bien en pesant la sensibilité, les idées, les valeurs humanisantes que je partage. Les idées qui prennent en compte non seulement le destin de certains élites, quelles qu'elles soient, mais aussi celui des foules de notre société, celles qui supportent une fois de plus le poids de l'histoire et qui risquent de tomber à nouveau dans l'oubli. Je ne saurais opter que pour une évolution capable de «dévictimiser» ces grands

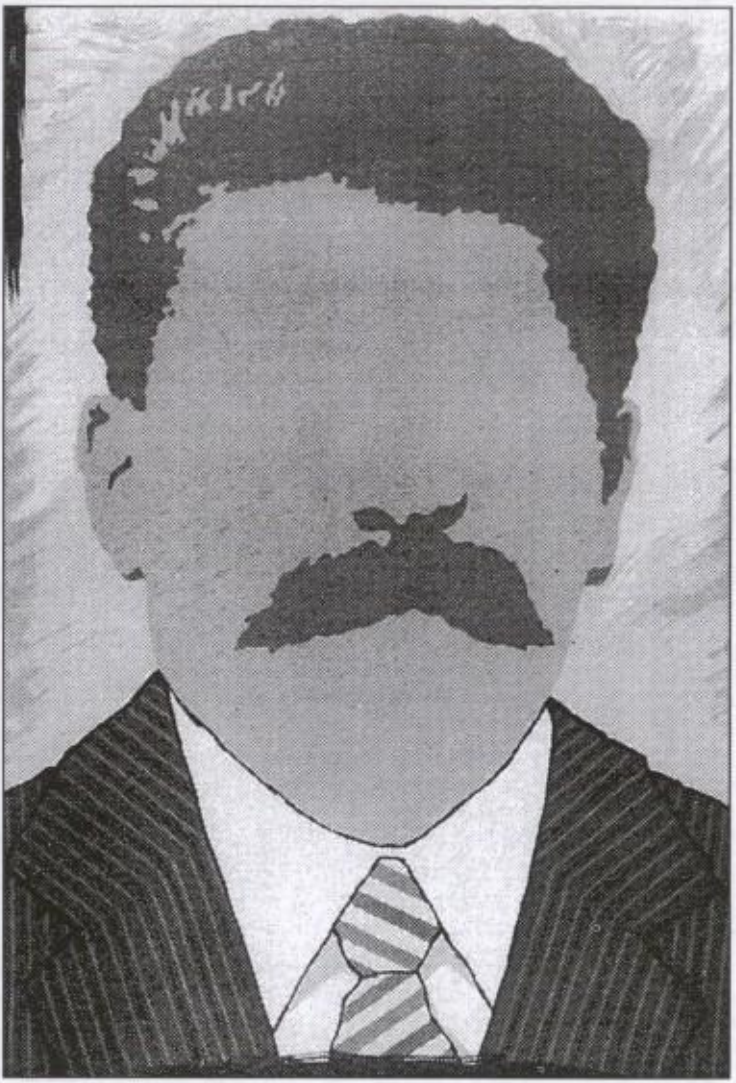
groupements humains en améliorant leur condition de vie, en leur offrant la liberté de briser le cercle de la pauvreté.

De nos jours, comme par le passé, les humiliations les plus dégradantes sont causées par la pauvreté et par les discriminations conduisant à des divisions et exclusions fatales. La droite politique et culturelle n'a jamais été affectée par l'existence de la pauvreté, de la misère, des discriminations, des inégalités économiques et sociales, des possibilités limitées de manifestations des libertés. Elle ne s'est point proposé en réalité de les diminuer ou de les éradiquer. Elle est devenue partiellement réformiste seulement dans les sociétés développées des décennies d'après-guerre, sous la pression de confrontations et de convulsions impliquant des risques. Nous assistons de nos jours au retour de la droite libérale à sa matrice des valeurs originaires, mouvement extrêmement dangereux pour le cours de l'histoire, bien qu'on ne lui accorde pas encore l'attention qui lui est due.

A partir de sa genèse-même, la gauche culturelle et politique avait élaboré des idées et des valeurs humanisantes, des théories sociales critiques animées par l'esprit rationaliste du développement de l'homme, celui de la défense des intérêts propres aux couches sociales humiliées et défavorisées, de l'atténuation des distorsions économiques et de leur effet dévastateur pour la vie des hommes. Sa voie, au cours de l'histoire, a été loin d'être aisée ou rectiligne. La gauche a sombré dans des exagérations et des extrémismes, a embrassé souvent des politiques erronées, a conclu des compromis impardonnables; certains de ses représentants qui ont accédé au pouvoir ou bien au gouvernement ont renoncé à leur plate-forme idéologique, d'autres l'ont confisquée dans leur propre intérêt. Mais, malgré ces tragédies irréversibles, d'autres segments de la gauche apparaissaient, ressuscitant son esprit primordial, son ouverture humanisante, le principe d'un changement positif. Dans cette dernière décennie du siècle, il en est de même aussi de la désintégration de l'Est, de la crise de l'Ouest qui ont produit de la désorientation, de la confusion, de la résignation même dans les divers rangs de la gauche. Cependant, de nouvelles réponses aux problèmes critiques soulevés par l'humaniste contemporain se font jour. C'est le processus naturel de la continuité et du renouvellement de la culture humanisante, en l'absence duquel l'humanité risque de se dégrader, de sombrer même dans la barba-

rie pendant qu'elle traverse les périodes de transition et de crise de l'histoire.

Je ne saurais opter pour la droite parce que, par toute mon existence, je me sens attaché à ce processus de renouvellement de la culture propre à la gauche démocratique, ouverte au progrès et à la liberté humaine. C'est pour ces raisons que je ne me suis pas reconverti, que je n'ai point opté pour une revanche facile contre la dictature, pour un prestige médiatique éphémère. Tout comme par le passé, je ne peux suivre la mode, car je ne suis point de ceux pour lesquels la mode a plus d'importance que leur propre identité.



Affiche de Youri Leonov, fin des années 80.

transition et réinsertion des pays d'europe centrale et orientale dans l'économie mondiale

dominique simonis*

introduction

Au début du processus de transition dans les pays d'Europe centrale et orientale ou PECO[1], un large consensus s'est dégagé en faveur de l'économie de marché et de la réinsertion dans l'économie mondiale. La stratégie d'ouverture visait à renforcer les liens entre les économies nationales et l'environnement extérieur dans un triple objectif : importer une structure de prix relatifs sans distorsions permettant de guider le processus de réallocation des ressources, exposer les producteurs nationaux à la concurrence extérieure, améliorer le niveau technologique de l'économie via les importations et les investissements directs étrangers.

Evaluer l'importance des progrès réalisés sur le plan économique dans les PECO après dix ans de réformes reste une tâche complexe. En effet, même si les résultats économiques de l'ensemble de la région se sont améliorés à partir de 1994,

* Economiste, attachée au Criteme-ULB.

1. On considère uniquement les pays suivants : Bulgarie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie.

il faut reconnaître que la récession initiale a été plus profonde et plus longue qu'on ne l'avait prévu et que la transformation des économies planifiées en économies de marché s'avère plus longue et n'a pas toujours les effets attendus. Le coût économique et social de la transition est également plus élevé, ce qui a engendré une désillusion et un mécontentement de la population, à la mesure de ses espérances.

L'état actuel des économies en transition est aussi très variable selon les pays. Aux situations de départ très différentes, influençant la capacité d'adopter les comportements de marché et l'aptitude à s'ouvrir à la concurrence internationale, s'est ajoutée l'expérience de programmes de stabilisation et de réformes structurelles conduits selon des rythmes différents. Dans l'évaluation de l'état d'avancement des réformes, on distingue en général une phase de stabilisation macro-économique et de libéralisation de l'économie (phase 1) et une phase de restructuration (phase 2). En ce qui concerne la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovénie et la Slovaquie, on peut considérer que la phase 1 est achevée et que ces pays sont parmi les plus avancés pour la phase 2. La Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovénie se trouvent aussi parmi les premiers pays invités à négocier leur adhésion à l'Union Européenne, tandis que la Slovaquie était surtout pénalisée pour des raisons politiques jusqu'au changement de gouvernement intervenu à la suite des élections de septembre 1998. En ce qui concerne la Roumanie et la Bulgarie, les résultats obtenus restent partiels et instables pour la phase 1 et les progrès très limités pour la phase 2.

développements macro-économiques

Au début de la transition, avec l'effondrement de l'Ancien Régime et la dissolution du Comecon, les PECO ont connu une phase de «slumpflation», c'est-à-dire une récession qui s'accompagnait d'une très forte inflation. Le recul du PNB a atteint -11.6% en 1990 en Pologne, -14.6% en 1991 en Tchécoslovaquie, -11.9% en 1991 en Hongrie, -8.9% en 1991 en Slovénie, -11.7% en 1991 en Bulgarie, -12.9% en 1991 en Roumanie. Ensuite, ces pays sont sortis progressivement de la crise, à l'exception de la Bulgarie et de la Roumanie.

Ces trois dernières années, la croissance a été relativement vive dans les pays les plus avancés dans les réformes : entre 4 et 7%. La Pologne fut la première à renouer avec la croissance : 2.6% en 1992. Ce pays fut en effet le premier à mettre en place un gouvernement post-communiste à la fin de l'été 1989, et à engager les réformes. En Hongrie, la croissance s'est trouvée ralentie à la suite des mesures d'austérité prises en mars 1995, avant de connaître un redressement en 1997. L'économie de la République tchèque, qui est actuellement en récession, fait figure d'exception.

Toutefois, les taux de croissance élevés enregistrés par les pays les plus avancés d'Europe centrale et orientale doivent être relativisés. La Pologne est la seule à avoir retrouvé, dès 1996, le niveau de son PNB de 1989, tandis que la Slovénie et la Slovaquie l'ont fait en 1998; le niveau atteint par les autres pays se situe autour de 95% de leur PNB de 1989. En outre, l'année de référence (1989) est une année de faible croissance qui faisait suite à quatre autres mauvaises années.

Les causes principales des fortes tensions inflationnistes du début des années 90 (libéralisation des prix, *monetary overhang*, déficit budgétaire) ayant en grande partie disparu, les taux d'inflation sont devenus acceptables, même s'ils sont restés à un niveau élevé en Pologne et en Hongrie jusqu'à très récemment. Actuellement, l'inflation semble maîtrisée dans ces deux pays. En 1998, l'inflation atteignait 8.5% en Pologne et 10.4% en Hongrie.

Le chômage se stabilise à un niveau relativement élevé (entre 9 et 15%) dans les PECO. Il était faible en République tchèque (3.5% en 1996), mais il s'aggrave rapidement : 5.2% en 1997 et 7.5% en 1998. La situation des personnes au chômage est souvent critique. Au début des années 90, 80% des chômeurs percevaient une allocation. En 1995, ce pourcentage est descendu à 47% en République tchèque, 21.9% en Slovaquie, 36% en Hongrie et 58.9% en Pologne[2]. Cette évolution peut s'expliquer par le fait que le nombre d'ayant-droit au chômage diminue et que le nombre des chômeurs de longue durée croît.

2. UNICEF, *Children at risk in Central and Eastern Europe*, Florence, 1997, p.7.

Dans les pays en transition, les déficits sont en général importants en phase de démarrage du fait que l'Etat conserve ses dépenses à un niveau élevé (paiement des salaires du secteur étatique, subsides aux entreprises, etc.) tandis que ses recettes diminuent à cause de la récession. Ainsi la Pologne a connu un déficit de 6.5% du PNB en 1991 et de 6.6% en 1992 ; la Slovaquie : -11.9% en 1992 et -7.6% en 1993.

Parmi les pays les plus avancés, deux pays connaissent des difficultés sur le plan budgétaire : la Hongrie et la Slovaquie.

La Hongrie, qui a enregistré des déficits élevés jusqu'en 1995, avait réussi à renverser la tendance après l'adoption d'un plan de stabilisation en mars 1995, qui lui permit de réduire le déficit à 3.1% en 1996. Mais le déficit était de nouveau en hausse en 1997, avec -4.6%. Une grande partie de ce déficit est due au paiement du service de la dette (dette interne et externe) qui s'élève à un tiers des dépenses courantes de l'Etat. Même avec un surplus primaire élevé, le déficit total dépasse le critère de convergence de l'Union européenne fixé à 3%.

La Slovaquie a connu une croissance économique forte, mais celle-ci s'est accompagnée d'une aggravation de son déficit budgétaire au cours des trois dernières années, atteignant un niveau préoccupant de 4.9% en 1997.

Quant à la République tchèque, elle enregistre un déficit très faible sur l'ensemble de la période. Le résultat pour 1997 est de -2.1%, inférieur au critère de Maastricht.

Indicateurs macro-économiques 1995-1998				
	1995	1996	1997	1998
***Croissance**[a]*				
Bulgarie	2.9	-10.1	-6.9	3.5
Hongrie	1.5	1.3	4.6	5.1
Pologne	7.0	6.0	6.9	4.8
Rép.tchèque	6.4	3.9	1.0	-2.7
Roumanie	7.1	3.9	-6.9	-7.3
Slovaquie	6.9	6.6	6.5	4.4
Slovénie	4.1	3.5	4.6	3.9
***Inflation**[b]*				
Bulgarie	33.0	311.1	578.7	0.9
Hongrie	28.5	20.0	18.4	10.4
Pologne	22.0	18.7	13.2	8.5
Rép.tchèque	7.9	8.7	9.9	6.7
Roumanie	27.7	56.8	151.7	40.7
Slovaquie	7.4	5.5	6.5	5.5
Slovénie	9.0	9.0	8.8	6.6
***Chômage**[c]*				
Bulgarie	11.1	12.5	13.7	12.2
Hongrie	10.4	10.5	10.4	9.1
Pologne	14.9	13.2	10.3	10.4
Rép.tchèque	2.9	3.5	5.2	7.5
Roumanie	9.5	6.6	8.8	10.3
Slovaquie	13.1	12.8	12.5	15.6
Slovénie	14.5	14.4	14.8	14.6
***Déficit budgétaire**[d]*				
Bulgarie	-6.4	-13.4	-2.6	
Hongrie	-7.1	-3.1	-4.6	
Pologne	-2.7	-2.5	-1.7	
Rép.tchèque	-1.8	-1.2	-2.1	
Roumanie	-2.6	-3.9	-4.5	
Slovaquie	0.2	-1.3	-4.9	
Slovénie	-	0.3	-1.2	

Sources : UN/ECE, *Economic Survey of Europe*, 1998/2 et 1999/2; IMF, *World Economic Outlook*, May 1998.

Notes :
a. Croissance : croissance annuelle du PIB à prix constants.
b. Inflation : croissance annuelle des prix des biens de consommation.
c. Chômage : chômage complet par rapport à la population active.
d. Déficit budgétaire : déficit de l'Etat en % du PIB.

rôle du commerce extérieur et des investissements étrangers

évolutions du commerce extérieur

Depuis la disparition de fait du Comecon à la mi-90, suite à l'adoption des règlements en dollars et au passage aux prix mondiaux dans les échanges au sein du Comecon au 1er janvier 1990, et compte tenu des difficultés économiques de l'ex-Union soviétique, le commerce que réalisaient les PECO entre eux et avec l'ex-URSS s'est effondré. Cet effondrement des échanges au sein du Comecon explique pour une part la récession profonde qu'ont subi les pays de l'Est au début du processus de transition.

La forte concentration des échanges sur la zone Comecon et le type de spécialisation mettaient les pays du Comecon en situation de forte interdépendance. Celle-ci était toutefois variable selon les pays. En 1989, la part des échanges avec l'Ouest représentait déjà la moitié des échanges de la Pologne et de la Hongrie, tandis que cette part n'était que de 35% pour la Tchécoslovaquie. Ceci s'accompagnait d'une dépendance vis-à-vis de l'URSS, principal fournisseur d'énergie et de matières premières et débouché important pour les produits manufacturés, les machines et biens d'équipement. Les exportations des PECO vers les pays industrialisés se concentraient sur les produits traditionnels, les matières premières et les produits à forte intensité d'énergie et de matières premières.

La libéralisation des échanges et l'abandon du système traditionnel d'échanges au sein du Comecon ont entraîné la fin des échanges préférentiels et la réorientation des échanges vers l'Ouest. En raison de sa proximité géographique, l'Union Européenne est rapidement devenue le débouché principal pour leurs exportations, et une source d'approvisionnement en biens de consommation et biens d'équipements. Dès 1990, les échanges entre la Communauté et les PECO ont progressé dans des proportions importantes. Le poids des pays de l'Union Européenne dans les échanges des PECO a presque doublé entre 1988 et 1992, tandis que le poids de l'ex-URSS chutait de façon importante. Toutefois, une forte asymétrie caractérise les échanges entre les PECO et l'Union Européenne, ce qui signifie que celle-ci reste plus importante pour les PECO qu'ils ne le sont pour l'Union Européenne. L'é-

largissement de l'Union Européenne à l'Autriche, la Finlande et la Suède a également contribué à renforcer la part des échanges des PECO avec l'Union Européenne. La part de celle-ci dans les échanges des PECO varie de 50 à 70% selon les pays, tant à l'exportation qu'à l'importation. Par ailleurs, la valeur des importations des PECO en provenance de l'Union Européenne a augmenté plus rapidement que celle de leurs exportations, ce qui s'est traduit par un déficit commercial.

L'effondrement des échanges au sein du Comecon en 1991 s'est aussi accompagné de modifications importantes de la composition sectorielle des échanges des PECO. Dans les échanges intra-zone, la part des machines et des biens d'équipement a chuté. La part de l'énergie et des matières premières dans les importations en provenance de l'URSS en valeur a fortement augmenté, reflétant la hausse du prix en dollars de ces produits et une certaine inélasticité de la demande domestique. Les échanges avec les autres pays de l'ex-Comecon se sont effondrés. La structure du commerce avec l'Ouest est restée plus stable, dans la mesure où l'augmentation des échanges a porté sur l'ensemble des produits.

En ce qui concerne la composition par produits des échanges des PECO avec les pays de l'Union Européenne, les résultats relatifs à la période 1988-1992 concluent généralement à la non-réorientation sectorielle des échanges et à une concentration des exportations sur les secteurs à forte intensité de main d'œuvre peu qualifiée, correspondant à une abondance du facteur travail, et soulignent l'impact des dotations en ressources naturelles[3]. Dans la stratégie adoptée par les PECO, seule une entrée massive d'investissements étrangers, accompagnée d'un transfert de technologie, pourrait permettre à ces pays de tirer profit de leur dotation en capital humain comme source d'avantages comparatifs. Les résultats des échanges avec l'Union Européenne obtenus par les PECO les plus avancés (en particulier la Hongrie), de 1992 à 1997, indiquent une certaine diversification de leurs exportations.

Malgré l'augmentation des exportations des PECO vers les pays occidentaux au cours des dernières années, les importations ont connu une augmentation plus rapide, ce qui a

3. *European Economy, Reports and Studies*, n°6, European Commission, DGII, Bruxelles - Luxembourg.

débouché sur un déficit croissant. Dans le contexte du processus de transition, la tendance à la détérioration de la balance commerciale n'est pas nécessairement un signe négatif, en particulier si ces développements sont liés à une amélioration de l'activité économique et à une augmentation des importations de biens d'équipement destinés à l'investissement. Mais une forte détérioration de la balance commerciale peut devenir insoutenable, même si elle contribue à la restructuration des économies en transition, ou lorsque la croissance du déficit commercial résulte de la diminution des exportations et d'une augmentation des importations de biens de consommation. Si le déficit croissant est attribuable à la perte de compétitivité du pays, le déficit peut devenir une contrainte pour la croissance économique de pays qui connaissent par ailleurs des problèmes de dette extérieure. C'est dans ce contexte que la Hongrie, par exemple, a été amenée en 1995 à prendre des mesures d'austérité.

les investissements directs étrangers dans les peco

Dès le début du processus de transition, les investissements étrangers directs (IDE) ont été considérés par les gouvernements réformateurs des pays en transition, comme un des principaux moyens d'intégration dans l'économie mondiale, avec le commerce extérieur. Leur apport était perçu comme un élément clé du processus de transition, en tant que source potentielle de transfert de technologie et de *know-how*, et contribution à l'amélioration des compétences en matière d'organisation, de gestion et de *marketing*. La participation des investisseurs étrangers au processus de privatisation devait en outre encourager le développement du secteur privé, faciliter la restructuration industrielle et augmenter les capacités d'exportation. Enfin, les investissements étrangers étaient également encouragés en raison de leur impact favorable sur la balance de paiements. Etant donné les capacités limitées de l'épargne domestique dans les anciennes économies planifiées, ils représentaient une source de financement importante[4]. Dès lors, tous les pays en transition ont mis en

4. OCDE (1994), Intégrer les économies de marché naissantes dans le système commercial international, CCET, Paris, p.87.

place les conditions favorables à l'entrée des investissements étrangers, à travers l'octroi de mesures incitatives diverses.

Les flux d'IDE ont augmenté dans les PECO à partir de 1990. Cependant, tous les pays n'ont pas profité au même titre de la libéralisation de l'économie. L'analyse de chacun des PECO en fonction de sa capacité à stabiliser sa situation macro-économique et sa situation financière, et à réaliser les réformes structurelles, permet d'expliquer la répartition géographique des investissements au sein de la zone. Les IDE se sont concentrés sur trois pays : Hongrie, Pologne et République tchèque, grâce au niveau initialement plus performant de leurs capacités de production et à des résultats plus avancés dans le processus de réformes, résultats de nature à faciliter la mise en œuvre des programmes de privatisation.

Du point de vue des entreprises étrangères, l'investissement intervient souvent dans le cadre d'une stratégie de délocalisation ou d'extension des activités, afin de rechercher de nouvelles sources de croissance et de devancer la concurrence. Les critères pris en considération incluent la taille du marché et le rapport coût/qualité de la main-d'œuvre, ainsi que les risques associés au pays[5].

investissements directs étrangers dans les PECO

	Flux d'IDE (Millions de dollars)		Flux d'IDE/PIB (en %)		Flux cumulés d'IDE (Millions de dollars)	par habitant (dollars)
	1997	1998	1997	1998	1998	1998
Bulgarie	505	156	2.1	1.2	1092	131
Hongrie	2085	193 5	4.6	4.1	17397	1720
Pologne	3077	6326	2.1	4.0	14922	385
Rép.tchèque	1300	1617	2.5	2.9	10383	1010
Roumanie	1215	1598	3.5	4.2	4040	180
Slovaquie	161	401	0.8	2.0	1438	267
Slovénie	321	165	1.8	0.8	1271	638

Source : UN/ECE , *Economic Survey of Europe*, 1999/1.

5. Des recherches empiriques sur les motivations des investisseurs étrangers dans les PECO suggèrent que les coûts de production ne sont pas un facteur décisif.

Depuis 1989, la Hongrie est le pays en transition qui a réussi à attirer le plus d'investissements directs étrangers (IDE). Leur volume a fluctué d'une année à l'autre en fonction de la réalisation du programme de privatisation. En termes cumulés, le stock d'IDE de la Hongrie atteignait environ 17 milliards de dollars en 1998. Ces investissements étrangers ont joué un rôle important dans la restructuration et la modernisation de l'industrie hongroise. La République tchèque a également encouragé avec succès l'entrée des investissements étrangers, dont le montant cumulé atteignait 10.4 milliards de dollars en 1998. En Pologne, les entrées d'investissements directs étrangers ont été relativement modestes par rapport aux pays voisins. Cependant, les résultats de la croissance économique polonaise, la normalisation de la situation de la Pologne vis-à-vis de ses créanciers relative au rééchelonnement de sa dette et la poursuite du programme de privatisation ont permis une nette augmentation des IDE à partir de 1995-96.

L'examen de la provenance géographique des investissements étrangers permet d'identifier les pays qui figurent parmi les investisseurs les plus importants dans les PECO. L'Allemagne apparaît comme le partenaire le plus important dans le cas de la Hongrie, la Pologne, la République tchèque. En ce qui concerne la répartition sectorielle des investissements étrangers, les secteurs des télécommunications, de l'énergie et de l'automobile sont les principaux bénéficiaires. Il s'agit surtout d'investissements réalisés dans le cadre des programmes de privatisation ou d'investissements nouveaux *(greenfield)*.

Dans un certain nombre de PECO, le développement des exportations des secteurs à forte intensité en travail peu qualifié (vêtements, chaussures) est lié aux opérations de perfectionnement passif, en particulier dans le cadre de la sous-traitance avec des entreprises de l'Union Européenne, dans laquelle celles-ci contrôlent la production sans être propriétaires du capital. En effet, une source de diversification actuelle des exportations des pays en transition dépend des investissements de délocalisation, qui reposent sur l'attrait d'un coût de la main d'œuvre très bas et un bon niveau de qualification. Toutefois, il n'est pas certain que ce type d'investissement, impliquant de faibles apports en capital, puisse avoir un impact favorable en termes de transfert de technologie et de *know-how*. On peut également s'inquiéter de la

relative mobilité de ce type d'investissement, extrêmement lié à l'évolution du coût salarial[6]. Les PECO connaissent des niveaux de salaires moyens mensuels exprimés en dollars très bas par rapport au niveau des pays occidentaux. Les fortes dévaluations initiales réalisées par les PECO leur ont permis de devenir une source de main d'œuvre particulièrement bon marché. Cet avantage en termes de coût constitue un atout à l'exportation et un attrait pour les investisseurs étrangers. Toutefois, les coûts salariaux des pays en transition ont tendance à augmenter. En outre, ils ne sont pas inférieurs à ceux des nouveaux pays industrialisés d'Asie.

évolution du salaire mensuel moyen en dollars						
	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Hongrie	240	282	295	317	310	307
Pologne	166	213	215	231	285	324
République tchèque	129	164	200	240	308	356
évolution du coût salarial unitaire en PPA (Autriche = 100)						
	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Hongrie	41.7	38.7	39.3	39.1	32.2	33.1
Pologne	33.2	35.3	34.5	34.6	35.4	40.8
République tchèque	14.6	16.7	20.3	23.3	25.3	29.8

Sources : UN/ECE, *Economic Survey of Europe*, 1998; Havlik P., «Exchange rate competitiveness and labour costs in Central and Eastern Europe», WIIW, Vienna Institute for Comparative Economic Studies, *Working Paper*, n°231, 1996.
Note : Les données se réfèrent au salaire mensuel dans l'industrie, mois de décembre.

conclusion

Si l'on considère les différents degrés possibles d'intégration dans l'économie mondiale, on peut affirmer que la réinsertion des PECO s'est effectuée davantage par les échanges commerciaux que par une intégration dans le système de produc-

6. ECE/UN (1995), *Economic Bulletin for Europe*, vol. 47.

tion mondial. En effet, le niveau des investissements étrangers réalisés dans la région est encore relativement modeste par rapport à celui d'autres pays émergents, et le degré d'engagement des investisseurs étrangers assez limité.

Au début du processus de transition, l'impact de la forte dévaluation initiale - qui a accompagné la libéralisation des échanges sur la compétitivité des producteurs nationaux a d'abord eu lieu à travers son rôle de soutien de la demande afin de compenser les effets de la récession économique et de faciliter la réorientation des échanges vers l'Ouest, suite à l'effondrement du commerce entre pays du Comecon. Ensuite, la libéralisation des échanges devait permettre l'importation de biens d'équipement destinés à la restructuration de l'économie sur base des avantages comparatifs.
Avec le développement des exportations vers l'Ouest, le commerce extérieur est devenu le moteur de la croissance économique. Les économies en transition des PECO ont opté pour une stratégie de libre-échange vis-à-vis de l'Union européenne qui devrait déboucher à plus ou moins long terme sur leur adhésion, conformément à l'expérience des pays du Sud de l'Europe (Espagne, Portugal, Grèce). Parallèlement, l'adoption par les PECO d'une politique d'ouverture aux investissements étrangers est conçue comme un moyen de renforcer cette politique de réinsertion internationale.

Toutefois, la croissance des exportations des PECO se révèle fortement dépendante de la conjoncture économique à l'Ouest et de l'évolution des coûts salariaux, tandis que les importations sont en augmentation constante, ce qui a des répercussions négatives sur la balance commerciale. En ce qui concerne les exportations, le succès de la stratégie d'ouverture des pays en transition dépend principalement de leur capacité d'entreprendre les réformes nécessaires pour réaliser une restructuration industrielle profonde, sur base des avantages comparatifs, et combler le retard dans le domaine de l'innovation de produit et de procédé par rapport aux économies industrialisées. Les difficultés existent, tant du côté de l'offre que de la demande.

Un facteur déterminant de la réussite de la stratégie des PECO, reposant sur une intégration dans l'Union Européenne, sera lié au type d'échanges que ces pays parviendront à développer avec leurs principaux partenaires commerciaux, c'est-

à-dire à leur capacité à exploiter des avantages en termes de coûts comparatifs à court terme dans le cadre d'échanges inter-industriels afin de disposer de temps et de moyens pour restructurer ou créer des secteurs d'activité qui leur permettront de participer aux échanges intra-industriels, caractérisés par des avantages en termes de compétitivité hors-prix.

En ce qui concerne les investissements étrangers, il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives sur leur apport dans le cadre des PECO. Les entreprises à participation étrangère ont une productivité plus élevée que les entreprises locales et elles jouent un rôle important dans le développement des exportations. Mais l'impact attendu sur les entreprises locales en termes de transfert de technologie et d'amélioration des performances ainsi que les effets de diffusion au reste de l'économie ne sont pas automatiques. Il n'est pas certain que le rôle des multinationales dans la création d'un cercle vertueux de restructuration industrielle, analysé par la CNUCED[7] dans le cas des pays d'Asie, puisse se reproduire dans le cas des PECO, en raison du contexte actuel de globalisation, ce qui suppose une concurrence internationale très forte, alors que l'industrialisation des pays d'Asie (Japon, Corée ou Taïwan) avait pu bénéficier d'une certaine protection initiale.

7. UNCTAD, *World Investment Report 1995: Transnational Corporations and Competitiveness*, 1995.

En 1993, les initiateurs du projet de reconstruction du château des Hohenzollern à Berlin ont fait ériger une maquette grandeur nature de leur projet, en toile peinte. Le projet de reconstruction semble toutefois abandonné aujourd'hui.

culture ou littérature centre-européenne, connais pas !

nicolas bárdos-féltoronyi*

Coincées entre les cultures russe, allemande et italienne, celles du centre de l'Europe[1] restent résolument «à la recherche de leurs temps perdus». La perte se cumule depuis le début des Temps modernes. Une récente *Histoire littéraire de l'Europe médiane, des origines à nos jours* en fait opportunément la démonstration, sous la direction et avec l'introduction brillante de Maria Delaperrière[2]. Il en est de même

---

* Par rapport au sujet évoqué dans cet article, l'auteur assure n'être qu'un amateur. Et que c'est seulement son ardent intérêt pour le centre de l'Europe qui explique sa témérité. Ses propos ne viseront d'ailleurs que la seule littérature romanesque, à l'exclusion de la poésie.

1. Dans ce contexte, l'Europe du centre ou le centre de l'Europe est, pour moi, cet ensemble de dix-neuf pays qui se situent entre l'Union européenne et la Russie, soit les trois pays baltes, les quatre pays Visegrád, les six pays de l'ex-Yougoslavie, les trois autres pays balkaniques et enfin les trois pays de la Communauté des Etats indépendants de l'ex-URSS.

2. L'Harmattan, Paris, 1998. L'orthographe des titres et des auteurs des oeuvres en différentes langues semble bien respectée dans les diverses contributions. Il est d'autant plus regrettable que l'essai introductif de Maria Delaperrière massacre notamment les noms d'auteurs hongrois.

avec *The Everyman Companion to East European Literature* de R-B. Pynsent & S-I. Kanikova[3], et si on feuillette les pages consacrées à la production littéraire de ces pays dans *Das neue Osteuropa von A - Z* de P. Rehder[4] ou dans l'*Encyclopédie Universalis*[5].

L'intérêt de ces quatre publications est certain pour qui veut savoir s'il existe une culture ou une littérature proprement centre-européenne, et en quoi une certaine spécificité pourrait bien lui être reconnue. Cependant, avant de parler de la littérature, il faut selon moi évoquer et situer ces cultures centre-européennes dans le contexte européen. De plus, il convient de rappeler, ne fût-ce que brièvement, quelle est la mémoire des peuples dont la littérature serait à la fois porteuse et créatrice. Mon invitation à la lecture propose des éléments pour ces deux étapes de prologue.

peut-on culturellement situer cette partie de l'Europe ?

En fait, entre la Méditerranée et la Baltique ou encore entre la Russie et l'Union européenne actuelles, les pays ont des caractéristiques structurelles et séculaires communes. Ils sont à la fois :

* à la périphérie par rapport aux «centres» d'Europe occidentale et orientale; d'où une position géopolitique «coincée», et des sociétés et des cultures extraverties et dépendantes;
* en libération ou en décolonisation progressives des Ottomans, des Russes, des Prussiens et des Habsbourgeois depuis le début du XIX[e] siècle et surtout pendant le XX[e] siècle;
* en modernisation tardive, en tout cas du point de vue de la sécularisation, de l'industrialisation et de l'urbanisation;
* en évolution politique saccadée : de régimes féodaux à des régimes néolibéraux ou néoconservateurs, en passant par

3. J. M. Dent, London, 1993.
4. Sous la direction de, Droemer Knaur, München, 1993.
5. Edition 1998.

des systèmes politiques nazis ou fascistes, staliniens ou poststaliniens;

* en «latino-américanisation», voire en «quart-mondisation»[6] dans le processus de globalisation ou internationalisation du capitalisme soutenu par les dirigeants locaux, et ce depuis les années 1970-80.

Dans cette partie de l'Europe, l'Ancien Régime prend fin, d'une part dans l'ancienne URSS, avec la Révolution d'Octobre de 1917, mais ailleurs, il ne s'achève qu'avec la Libération en 1944-45. Occupée, envahie et colonisée, l'Europe du centre reste marginalisée par rapport aux «centres», la Russie à l'Est et surtout vis-à-vis de l'Ouest. Sa position «périphérique» l'a marquée depuis le début de l'époque moderne[7]. Il en résulte un retard de ce que l'on nomme la modernisation. Les étapes de la modernisation marquent aussi la culture, qui s'inscrit dans la dépendance et l'extraversion culturelles, dans les termes d'une admiration démesurée de l'Occident ou de ce que les peuples considèrent comme ses représentants. Les crises liées à cette modernisation dénotent une formation bigarrée de classes où se mélangent les anciennes et les nouvelles. Tandis que la modernisation lancée par planification économique s'est réalisée d'une façon brutale et plus ou moins autonome, et a favorisé le bien-être du plus grand nombre, l'internationalisation du capital depuis 1970 sert la volonté de s'enrichir et - bien entendu - de se légitimer des

6. On peut parler d'une latino-américanisation lorsque le développement du sous-développement s'inscrit dans un rapport semblable à celui qu'a connu l'Amérique latine dans le contexte hégémonique mis en place par les EUA depuis le XIX[e] siècle. Alors que la quart-mondisation désigne le processus d'appauvrissement et d'extrême marginalisation à grande échelle qui se développe actuellement en Afrique centrale sous l'égide, à la fois, de facteurs intérieurs et extérieurs. On emploie parfois le terme de tiers-mondisation comme synonyme de ces deux expressions (voir notamment le n°173 des *CM, A l'Est de l'Europe, le Centre*, avril-mai 1990, et Jacques Nagels dans le n°186, sept. 1992).

7. János A-C., «The politics of Backwardness in Continental Europe, 1780-1945», in *World Politics*, n°3, avril 1989, pp.325-3 58; et *The Politics of Backwardness in Hungary*, 1825-1945, Princeton Univ. Press, 1982; Rady M., *Core and periphery: Eastern Europe in National histories and European History*, publié par Mary Fulbrook, Westview Press, Boulder-San Francisco, 1993.

nouvelles élites. Depuis 1989, ces élites recourent au slogan bien connu : «démocratie + marché + privatisation = bonheur à l'occidentale» ![8]

Une grande diversité s'observe dans les pays au centre de l'Europe en termes de langues, de religions et d'ethnies. Les locuteurs se répartissent approximativement comme suit[9] :

Les locuteurs		
Peuples	Effectifs en millions	en % du total
Slaves	142	74
Roumains	20	10
Hongrois	15	8
Autres (Albanais, Estonien, Turc, etc..)	16	8
Total	193	100

Dans ce contexte, il convient aussi de relever que :

* tous les Slaves ne sont pas orthodoxes, ainsi les Slaves du Nord sont-ils catholiques et protestants;
* tous les Orthodoxes ne sont pas slaves, ainsi les Roumains sont-ils latins;
* tous les musulmans ne sont pas Turcs (et aucun n'est arabe), mais peuvent être des Slaves ou des Albanais islamisés;
* tous les Polonais, Croates ou Slovaques ne sont pas catholiques, nombreux sont les non-croyants, les gréco-catholiques - même les fidèles d'autres Eglises et les néo-protestants ne sont pas rares - dans leurs pays respectifs.

8. Voir ma contribution au n°203 des *CM* sur les néolibéralismes, août-sept. 1996, et mes travaux ultérieurs.

9. Sources : *Encyclopédie Universalis*, les publications d'Entraide d'Eglises, de SOP et d'AED, ainsi que Lemarchand (1995), Sellier (1991), Levai (1993) et une série d'indicateurs variés selon nos propres estimations.

double attirance ou double rejet ?

Beaucoup ont l'habitude de se demander si, au centre de l'Europe, il n'y a pas une sorte de ligne de partage du Nord-est au Sud-ouest séparant les pays de la région ou les Eglises d'Orient et les Eglises d'Occident ou, plutôt, s'il ne conviendrait pas d'observer une zone composée des confins séculaires et fort mouvants des empires ? A un niveau très général, l'Europe du centre serait, selon certains auteurs, ballottée entre une double attirance par, et un double rejet de l'Est et de l'Ouest[10]. L'hypothèse générale consiste à répondre à la question de l'appartenance de l'Europe médiane comme s'il existait trois Europes, en observant une double, voire triple attirance ou tentation.

* Du côté de l'Ouest : la chrétienté catholique ou réformée qui tolère mal les minorités, quelles qu'elles soient; on rencontre l'organisation de sociétés urbaines de longue date avec des structures multi-classes, et l'industrialisation précoce, accompagnée progressivement d'un certain pluralisme et d'une démocratisation d'inspiration libérale.

* Du côté de l'Est ou du Sud : l'Eglise byzantine et orthodoxe de tendance hégémonique; l'influence ottomane et islamique assez tolérante; une tendance féodale et paternaliste liée à l'organisation despotique de l'Etat qui tend à assurer une meilleure protection des minorités; une densité démographique faible, c'est-à-dire de grandes distances et relativement peu d'urbanisation; une vie culturelle intense, au sens large du terme, portant une recherche parfois désespérée d'une société civile en face des poussées antimodernistes et charismatiques.

Les éléments religieux et socio-économiques tireraient le centre de l'Europe plutôt vers l'Ouest, alors que les éléments politiques et culturels le pousseraient vers l'Est. Aux yeux de l'Ouest, l'Europe du centre est une partie de l'Europe un peu lointaine, chaotique et balkanisée. Aux yeux de l'Est, c'est-à-dire essentiellement la Russie, elle est un lieu de perdition ou

10. Szûcs J., *Les trois Europes*, avec une préface de F. Braudel, L'Harmattan, Paris, 1985; Halecki O., *The Limits and Divisions of European History*, Sheed & Ward, Londres, 1950.

d'entrée du modernisme. Ainsi Budapest peut être vue de Moscou comme un Paris ou un Londres, brillante mais pernicieuse. Vue de l'Ouest, on la confond avec Bucarest, Bratislava ou Belgrade.

Or, en plus, on présente souvent la carte religieuse du centre de l'Europe[11] comme divisée par *«une grande ligne de fracture nord-sud»*, entre l'Eglise d'Orient d'une part, et l'Eglise d'Occident de l'autre. Même, ajoute-t-on, cette ligne suivrait la limite ancienne entre les empires romain et byzantin. Pourtant, ces empires n'ont guère dépassé les bords du Danube, ce qui rend inacceptable l'idée d'une fracture millénaire. De plus, cette ligne imaginaire, voire manipulatrice ne tient point compte du fait que l'Eglise d'Orient est septentrionalement dominée par Moscou alors que le reste de l'Orthodoxie se reconnaît plus proche du patriarcat œcuménique de Constantinople (Istanbul). La Hongrie, comme la Croatie et l'Herzégovine catholiques actuelles, doivent énormément à l'empire byzantin et à l'orthodoxie. Ces pays ne sont d'ailleurs sous la juridiction de Rome que par un hasard historique, comme la Bulgarie relève de celle de Constantinople. Il en est de même des tendances à la latinisation des pratiques religieuses dans les pays dits orthodoxes. L'usage de l'alphabet cyrillique, combien propre aujourd'hui à la dominance russe, a maintes fois été abandonné en faveur de l'alphabet latin dans la plupart des pays au centre de l'Europe.

La Contre-réforme catholique, dès le XVII[e] siècle, comme l'offensive orthodoxe avec l'appui des autorités tsaristes ou communistes contre les gréco-catholiques aux XIX[e] et XX[e] et les projets récents de «réévangélisation» du Vatican ne sont que des exemples marquant des tentatives réussies ou non pour déplacer les limites des implantations géographiques des diverses Eglises, pour les élargir, consolider ou défendre. Le XX[e] siècle a vu des guerres et des traités de paix qui ont déclenché de massifs déplacements, déportations et assassinats de nombreuses populations. Les frontières tracées après la guerre 1939-45 n'ont plus rien à voir avec la réalité confessionnelle.

11. Sellier A. & Sellier J., *Atlas des peuples d'Europe centrale*, La Découverte, Paris, 1991.

Ainsi, Foucher[12] aurait bien raison de mettre en évidence que, quelque part entre l'UE et la Russie, entre la Baltique et la Méditerranée, le centre de l'Europe apparaît historiquement *«comme la zone composée des confins de quatre empires, allemand, autrichien, russe et ottoman (...) Ces quatre empires prônaient chacun une idéologie religieuse tranchée, qu'ils entendaient servir, pour étayer leurs intérêts d'Etat : protestantisme prussien, catholicisme autrichien, orthodoxie russe, orthodoxie de Constantinople ou islam ottoman (...) Toutefois, l'examen plus détaillé de la géographie religieuse exprimée par la répartition des archevêchés et des patriarcats souligne l'interpénétration des ensembles religieux. Elle est forte autour de l'ancienne Galice et en Bosnie»* autant, selon nous, qu'en Roumanie ou en Hongrie.

à l'est, la mémoire retrouvée[13]

Après féodalisme, fascisme et stalinisme, une certaine mémoire se retrouve également au centre de l'Europe. Quelle est cette mémoire ? Dans cette partie de l'Europe, les régimes forts, inhumains et autoritaires se sont succédés, l'un après l'autre, depuis la fin de la première guerre mondiale et après des siècles de féodalisme. A la suite de cela, il semble bien que, comme en Occident il n'y a guère, le problème des mémoires et celui des récits qui les soutiennent, est sérieusement posé dans cette partie de l'Europe. Le problème des mémoires est celui des coupables et des victimes, des nantis et des appauvris, des pères/mères et des enfants. Il est celui du non-dit ou du mal-dit dans les récits. Or, ces récits tendent à montrer des continuités et des constantes, alors que l'histoire réelle est tout aussi marquée par des interférences multiples, des ruptures sociales et des discontinuités identitaires.

12. Foucher M., *Fragments d'Europe*, Fayard, Paris, 1993.

13. Titre de l'ouvrage collectif dirigé par Brossat, Combe, Potel et Szurek, édité par La Découverte, Paris, 1999. Voir aussi le travail de Gy. Kiss (1993, en hongrois), et mon article «Silences, tabous, ou réconciliation au centre de l'Europe» dans *Signes des temps*, Pax Christi, mars 1997.

Les mémoires séculaires hantent à proprement parler des peuples centre-européens. Les récits historiques qui alimentent ces mémoires les poussent à accepter la division et les conflits entre eux, et ce, surtout, lorsque les circonstances s'y prêtent. Récemment, c'était par exemple bien le cas en ex-Yougoslavie. Le risque s'avère constant qu'une ethnicisation des rapports sociaux et la démonisation de l'Autre par des élites accroissent la conflictualité et l'intervention des puissances étrangères. C'est d'autant plus envisageable que la légitimation intérieure s'opérerait par une sorte de renationalisation des cultures et des enjeux, tandis que la légitimation extérieure s'effectuerait par un processus de dénationalisation - de type néolibéral - des politiques socio-économiques.

Des mémoires collectives et des mythologies mobilisatrices sont faites de multiples éléments. Elles se constituent plus spécifiquement au centre de l'Europe à partir des sentiments multiples. Des sentiments, d'une part, *«de résistance aux envahisseurs, de perpétuel abandon des grandes puissances et d'encerclement par des ennemis toujours complotant contre la souveraineté nationale»*[14]. Des sentiments, d'autre part, basés sur une impression de manque d'unité nationale inter-classes - jugée indispensable - ou de danger d'une «cinquième colonne», sur la conviction d'être un bastion contre la barbarie anti-chrétienne venant du Sud ou de l'Est, ou encore de constituer un pont vital entre l'Est et l'Ouest. Ces mémoires et mythologies appuient les manipulations opérées par les appels à l'unité nationale. Elles alimentent des xénophobies variées vers l'intérieur, autant que des nationalismes exacerbés à l'égard d'autres pays.

Ainsi, tous les malheurs de la Pologne ne serait dus qu'à sa partition au XVIII[e] siècle. Les difficultés de la Hongrie ne trouveraient leur origine que dans les conditions «honteuses» du Traité de Versailles, imposées au pays aux lendemains de la première guerre mondiale. Les aléas de l'histoire croate résulteraient de l'agressivité des Serbes et de la pensée byzantine, alors que les Serbes sont constamment convaincus d'être, depuis toujours, les victimes d'un complot international. Ou

14. De Waele J-M., «L'Albanie face aux minorités : facteurs internes et facteurs externes», dans *Transitions*, n°1-2, 1995.

encore, seuls les Russes seraient responsables des tourments des peuples baltes, des Ukrainiens ou des Bélarussiens. Enfin les Albanais pleurent l'emprise de tous leurs voisins.

des «frontières historiques» aux «histoires glorieuses»

Rappelons-nous les vecteurs du présent conflit yougoslave, où les rêves de la Grande Serbie et de la Grande Albanie n'égalent que celui de la Grande Croatie, où, au nom de la démocratie, la solidarité islamique pure et dure n'a jamais été autant évoquée par les dirigeants Musulmans de la Bosnie-Herzégovine.

La roumanité, le caractère slovaque ou la polonité tout autant que l'orthodoxie ou le catholicisme se combinent adroitement pour légitimer des comportements inacceptables. Les «frontières historiques» (de quelle histoire ?) permettent de mobiliser des esprits dans des buts douteux, notamment en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne ou en Estonie. Il existe des territoires qui se trouvent mentalement investis doublement ou triplement en vertu de diverses «histoires glorieuses» qui justifieraient des irrédentismes multiples. Tel est le cas en Transylvanie pour les Roumains et les Hongrois, en Bosnie-Herzégovine pour les Serbes, les Croates et les Musulmans, au Kossovo pour les Albanais et les Serbes, en Silésie pour les Polonais et les Allemands, ou avec la ville de Vilnius pour les Lituaniens, les Polonais et les Juifs. Dans chaque cas, on peut montrer que, en agitant de pareilles idées, le jeu des classes dirigeantes vise simplement à obtenir ou à garder le pouvoir[15].

L'enjeu des mémoires de la période de guerre 1939-45 concerne, avant tout, les massacres atroces. Ceux-ci ne sont pas seulement imputables à la guerre mais également et surtout aux assassinats - jamais égalés dans l'histoire - de peuples quasi-entiers dont notamment les Juifs et les Roms[16],

15. Dans mon article «(géo)Politique de la deuxième guerre civile en Yougoslavie» (*La Revue Nouvelle*, oct. 1996, pp.48-60), j'ai tenté de montrer les processus politiques en jeu dans les Balkans.

16. Nom donné à l'ensemble de peuples, Bohémiens, Tsiganes, Gitans, Manouches ou Romanichels.

ainsi que, dans une moindre mesure, aux horreurs du *Goulag* pour les peuples «soviétisés» de l'URSS dans les années 1930 et 40, et aux conflits interethniques comme en Yougoslavie déjà à cet époque. La conscience des survivants se torture (voir par exemple l'œuvre d'un Primo Levi), les générations suivantes se sentent gênées et les bourreaux pourchassés, ou leurs enfants «qui se promènent encore parmi nous».

Répétons-le, la disparition définitive de l'Ancien régime ne date, au centre de l'Europe, que de ce siècle. Les traces des comportements de type féodal persistent bien évidemment jusqu'à aujourd'hui, notamment au sein des organismes que les régimes autoritaires n'ont pas réussi à détruire tels que les Eglises. Le test de modernité et de tolérance leur est à présent administré sous la figure du Rom, l'antisémitisme étant déjà pratiquement dépassé encore qu'il y en ait à nouveau quelques velléités. Le principal moteur de cette intolérance est l'occultation de l'histoire. On a l'impression que la survie de la nation ou de la «cause» en dépendrait : comme si la condamnation éventuelle de la collaboration, tacite ou explicite, la reconnaissance de la souffrance des autres peuples ou au contraire la non-anathémisation du nazisme et des fascismes locaux pouvait déforcer ou conforter les identités, nationales ou autres, chèrement et plus ou moins acquises.

Dans beaucoup de ces pays existe, depuis le XIX^{e} siècle, une sorte de division culturelle entre deux courants. Selon le point de vue de celui qui en fait partie ou non, l'un serait européen, cosmopolite, vendu à des intérêts étrangers et le cas échéant juif alors que l'autre serait populaire, populiste, patriotique et proche de la paysannerie. Néanmoins, à l'heure actuelle, une complicité de la majorité des intellectuels tend à s'imposer en faveur de «la transition vers le marché», par quoi un capitalisme sauvage s'installe, par les firmes et les banques internationales, à travers tous les pays de la région.

Peu de personnes et rien n'échappe à ces occultations séculaires. Ce silence contraint et entrave, consciemment ou inconsciemment, chacun et chaque domaine. Ce silence toxique démolit chaque initiative dès le commencement. La société reste donc bloquée, et 1989 ne marque qu'une étape dans la continuité. Le problème des mémoires se présente à tous les niveaux de la société: à ceux des individus et des familles, à ceux des mouvements sociaux et politiques, à ceux

des pouvoirs législatifs, exécutifs ou judiciaires. Tantôt, comme une métastase, le cancer du silence s'étend sur tous les domaines et tous les aspects de la vie. Tantôt les tabous subissent des réécritures répétées de l'histoire. En ce qui concerne les familles, les parents se murent devant leurs enfants dans un silence profond dès qu'il s'agit de leur propre histoire. Ces histoires connaissent, chez chacun, tantôt un refoulement inconscient tantôt un oubli bien opportun. La littérature seule semble permettre à quelques-uns d'échapper à cette histoire folle des mémoires des peuples.

peu de personnes et rien n'échappe à l'occultation

The Everyman Companion montre que les littératures au centre de l'Europe expriment une commune expérience fondamentale. Toutes mettent en scène l'oppression subie des divers «voisins» impérialistes depuis cinq cents à mille années, à l'exception de l'une ou l'autre période de l'histoire. Les auteurs se considèrent opprimés, comme les Arméniens sous les Jeunes Turcs, les Juifs sous le régime nazi ou au mieux un Catalan sous Franco. Chacun est persuadé que son peuple ou sa nation a dû subir un «trauma». Tous sont d'inspiration chrétienne, sauf en Albanie ou en Bosnie islamisées et bien entendu des Juifs. Les Juifs dit assimilés - tels Kafka, Conrad, Cioran, von Rezzori, Tzara, Ionesco, Celan, Canetti, Werfel ou Fejtõ - s'exprimeront dans ce que *The Everyman Companion* appelle les langues impériales, c'est-à-dire en allemand avant tout et subsidiairement en français ou en anglais, à l'exception notable d'Isaac Bashevis Singer, qui a choisi le yiddisch. Tous donnent l'impression dominante d'œuvrer en-dehors de l'Europe, tout en faisant partie de celle-ci, et de ne pas véritablement exister avant le romantisme de la fin du XVIII[e] ou du début du XIX[e] siècle.

De son côté, l'*Histoire littéraire de l'Europe médiane* souligne l'importance de connaître cette histoire. Maria Delaperrière écrit : *«on ne saurait prétendre connaître une nation sans connaître sa littérature»*. Dans ces pays, *«l'engagement littéraire était un engagement patriotique. Aucune des nations de cette partie de l'Europe n'a, à un moment ou un autre de son histoire, échappé à ce traumatisme profond qu'est la perte de*

l'indépendance; certains peuples comme les Juifs d'Europe, mais aussi les Tsiganes ou les Sorabes[17]*, n'ont jamais pu constituer un Etat»*. Par ailleurs, selon le même auteur, *«le facteur religieux s'impose de manière déterminante dans le développement des littératures de l'Europe médiane et conservera ce rôle durant plusieurs siècles»*, jusqu'au XX[e] siècle. Paradoxalement, favorisant les langues vernaculaires de chaque nation (re)naissante, la Réforme aura pour conséquence de renforcer les différences entre les cultures nationales ou du moins leur existence alors que les efforts de l'Orthodoxie comme de la Contre-réforme catholique, au contraire, instituent le sens d'une unification qui n'est pas sans conséquences néfastes. Enfin, comme Delaperrière le reconnaît, le sentiment religieux et l'élan patriotique s'entrelacent et conduisent parfois à l'expression d'un nationalisme douteux.

la guerre des blasons[18] ou des hymnes nationaux

Des centaines d'années plus tard que l'Italie ou la France, «l'Europe médiane» vers la fin du XVIII[e] siècle se tourne progressivement vers l'Europe de la Renaissance, puis des Lumières. C'est l'époque de la «re-naissance» des peuples centre-européens. Cette renaissance sera ou ne sera que *«l'éveil de la conscience nationale qui se reconnaît dans la langue maternelle et commence à prendre possession du passé historique»*, ne fût-ce qu'imaginairement et d'une façon fort sélective. *«Ainsi à un système de références fondé sur la religion se substitue un système de valeurs culturelles profanes qui renvoie directement à la langue»*, explique Delaperrière. La culture juive vit également un renouveau en s'ouvrant aux Lumières avec un mouvement de modernisation, celui de la *Haskala*[19]. De son côté le souffle du panslavisme vivifie toutes les littératures slaves du centre de l'Europe, mais elles courent ainsi le risque d'être récupérées par la Russie tsariste.

17. Il s'agit d'un peuple slave installé à l'Est de l'Allemagne.
18. Voir *A l'Est, la mémoire retrouvée*, op. cit.
19. Le terme *Haskala* désigne un mouvement social, religieux et culturel dans le judaïsme du centre de l'Europe, à la fin du XVIII[e] et au XIX[e] siècles.

Depuis les recherches de Kiss[20], nous savons que, à l'exception notable des Juifs et des Roms, les peuples et surtout leurs poètes ou écrivains au centre de l'Europe ont excellé dans les luttes politiques ou de libération afin de pouvoir chercher, composer ou fixer officiellement l'hymne d'un peuple ou d'une nation, voire, dans les meilleurs des cas, d'un Etat. C'était l'une des expressions de cet extraordinaire effort qui porta à construire collectivement un imaginaire national. Ce patriotisme, par sa capacité de mobilisation, contribua à la libération nationale. Selon les pays, les hymnes s'inscrivent dans deux catégories : soit un certain pathos d'origine mythique, soit un chant lyrique d'origine folklorique ou plus souvent de caractère militaire. Les uns marquent, par voie imaginaire, la continuité historique et nationale. Les autres font preuve d'héroïsme ou d'attachement à un territoire bien délimité, sans égard aux «rêves» d'autres peuples. Ils sont tous l'œuvre d'un «grand» poète fort vénéré et ont la capacité de mobiliser les peuples. La mythification de l'histoire caractérise d'ailleurs la plupart de ces littératures pendant pratiquement tout le XIX[e] siècle. Le retour sélectif aux sources populaires ou au passé historique fait alors partie du patriotisme dont déjà question ci-dessus. Un certain «romantisme national» l'emporte sur toute autre orientation. Suivant les jugements parfois hâtifs de Herder[21], certains littérateurs ont vécu très fort la crainte que leur peuple puisse disparaître ou être assimilé, crainte qui, comme l'histoire l'a montré, n'a pas été sans fondement. L'expression littéraire en fera de grandes épopées ou des romans historiques.

C'est seulement vers la fin de ce siècle que, pour Delaperrière, une certaine modernité s'étend dans les pays concernés et que s'y observe un foisonnement des «-ismes» et, d'une manière syncrétique, un mélange de naturalisme, d'impressionnisme, de symbolisme, d'avant-gardisme, de populisme, etc., *«en oscillant entre le modèle germanique de la Séces-*

20. *Op. cit.*

21. Ecrivain allemand (1744-1803). Il développa l'idée que chaque pays a ses traditions populaires, qui constituent la source de toute culture d'une nation et de son développement historique. Organismes vivants, les sociétés se développent ou disparaissent selon des alternances de force et de faiblesse, de vigueur et d'impuissance (voir *Encyclopédie Universalis*).

sion et le décadentisme français». Ce mélange ne sera jamais exempt d'une coloration nationale, surtout après 1918, date à laquelle ces pays deviennent indépendants. Néanmoins, cette «couleur locale» devra rapidement se confronter aux valeurs que d'aucuns considéreront comme universelles. C'est le débat acharné entre «occidentalistes» et «populistes», débat qui, jusqu'à un certain point, perdure encore aujourd'hui. Les «sagas familiales» décrivent, souvent admirablement, les conséquences qu'ont entraînées les changements de société tellement marqués, dans telles ou telles couches de la population, au centre de l'Europe du XX[e] siècle. Parmi ces changements, le passage du féodalisme au libéralisme, de la vie rurale à celle des villes ou celui du féodalisme au socialisme soviétique s'exprimeront avec une grand vigueur.

Il faut bien observer que dans la période où prévalaient le nationalisme autoritaire, le fascisme et le nazisme, la littérature a subi ces régimes, et que seuls les auteurs sortant de l'ordinaire ont surnagé avec une certaine dignité. La période stalinienne a imposé une répression pure et simple, et peu de littérature digne de ce nom a pu échapper à la censure ou à l'autocensure, parfois ridicules mais souvent absurdes. C'est seulement avec le dégel qu'à partir des années 1960, une nouvelle génération d'écrivains et de poètes commença à s'affirmer. Donc, après des décennies de «réalisme socialiste»[22], une certaine liberté retrouvée s'exerce dans le sens d'une réaction anti-réaliste : les romanciers cultivent différents procédés de distanciation, allant de l'ironie à l'absurde en passant par l'érudition parodique ou le jeu avec la langue. De plus en plus, les auteurs même hardis seront publiés, puisque le contrôle exercé sur la société par les partis uniques diminue d'année en année, de sorte que l'année 1989 ne constitue guère une rupture dans la production littéraire[23].

22. Doctrine esthétique proclamée sous le stalinisme, qui condamne les recherches dites formelles ainsi que l'attitude critique de l'artiste ou de l'écrivain à l'égard de la société (socialiste).

23. Selon mes propres lectures, je citerais volontiers quelques noms d'auteurs du XX[e] siècle, qui sont devenus classiques, et dont les romans m'ont séduit. Mon choix est évidemment empreint d'une subjectivité totale. .../...

A remarquer enfin que les nombreuses immigrations ont alimenté le développement d'une «littérature en liberté» dans les pays d'Occident, encore qu'elles ne produisaient que rarement des sommités telles Singer travaillant en yiddisch, le Polono-lituanien Milosz rédigeant en polonais, les Tchèques Kundera ou Moníková qui écrivent respectivement en français et en allemand, le Hongrois Márai, le Bélarusse Bembel et sans doute quelques Baltes.

un mot de bibliographie

Pour revenir un moment au compte-rendu bibliographique, il faut signaler que l'*Histoire littéraire de l'Europe médiane des origines à nos jours* comporte des essais approfondis. Ces essais sont systématiquement complétés de bibliographies pour chaque peuple concerné, y compris les Juifs, les Roms et les Sorabes. Rédigés par les meilleurs connaisseurs du sujet, ils me paraissent excellents. Néanmoins, on regrettera qu'aucune conception unifiante n'est perceptible entre eux, ni pour la forme ni pour le fond.

Tout au contraire, *The Everyman Companion to East European Literature* s'impose un parti stylistique unique. Il s'agit d'une encyclopédie alphabétique et systématique, comportant des index variés et très pratiques. Les rédacteurs ont demandé que chaque contribution mentionne des auteurs mêmes anciens s'ils représentent une valeur significative pour la littérature nationale en question et s'ils voient leurs ouvrages publiés dans une des langues dites «impériales».

23. .../... Voici donc des noms (avec les regrets des *CM* pour leur pauvreté en polices slaves): l'Estonien Kross; les Lituaniens Baltouchis et Marcinkevièius; les Polonais Milosz, Witkiewicz, Gombrowicz, Krall, Mroze et Tryzna; les Tchèques Capek, Fuks, Nezval, Hašek, Seifert et Havel; les Slovaques Král, Kosák, Novomesky, Grendel et Jaroš; les Hongrois Kertész, Magda Szabó, Nádas et Esterhazy; les Serbes Andric, Tišma, Pavic, Kiš et Crnjanski; le Croate Krleza; les Ukrainiens Samchuk et Oksana Zabouchko; les Bulgares Dontchev et Paskov; les Roumains Rebreanu, Sadoveanu et Goma; les Albanais Demaçi, Kadaré et Agolli.

Das neue Osteuropa von A - Z témoigne du travail encyclopédiste excellent qui, depuis des siècles, prévaut en Allemagne.

Enfin, l'*Encyclopédie Universalis* m'apparaît un peu inégale, bien que souvent d'excellente qualité. Certaines littératures sont longuement abordées telle la bulgare tandis que d'autres fort brièvement telle la serbe. La manière de présenter les diverses productions nationales paraît parfois fantaisiste, tantôt purement descriptive telle la littérature estonienne, tantôt plus critique et analytique telle la littérature en Roumanie.

genre et pouvoir en europe de l'est

jacqueline heinen*

«La moitié du monde - la moitié du pouvoir» disait un slogan avancé lors de la IVe Conférence de l'ONU à Pékin en 1995 : on est encore loin du compte, tant à l'Est qu'à l'Ouest (ou tant à l'Ouest qu'à l'Est, c'est selon). Sur le plan politique, comme sur le plan économique, les femmes, dans leur majorité, continuent à jouer un rôle de «viennent-ensuite»[1]. Or en Europe de l'Est, en particulier, la présence congrue des femmes dans les instances de pouvoir apparaît tout spécialement problématique, en cette phase de transition. Alors même que les Parlements élaborent de nouvelles constitutions et procèdent à une refonte en profondeur des législations qui détermineront pour une large part le profil des rapports sociaux à venir, un tel état de fait ne peut qu'ouvrir l'espace à la construction d'un

---

* L'auteure est professeure des Universités (GEDISST-CNRS). Le présent texte est celui d'une contribution présentée au séminaire du CCRE sur *«Les perspectives de l'égalité des chances entre hommes et femmes dans la grande Europe»*, Sofia (Bulgarie), 19-20 mars 1998.

1. On n'insistera pas ici sur l'importante maintenue de la ségrégation sexuelle dans l'emploi, sur le différentiel salarial entre hommes et femmes ou sur le pourcentage de femmes dans les hauts postes de responsabilité (qui dépasse rarement 6-8 % dans l'économie). Il s'agit là d'une réalité universelle, quelles que soient les différences d'un pays à l'autre.

monde politique masculin. Que l'absence des femmes de la scène politique résulte des pratiques d'éviction à leur égard, des surcharges domestiques habituelles ou du scepticisme qui les habite - plus encore que les hommes - quant à l'utilité de l'engagement public change peu de choses à l'affaire : le phénomène en soi restreint la possibilité qu'elles ont de peser sur les décisions touchant les intérêts de l'ensemble de la communauté ou leurs intérêts particuliers.

Rares sont les voix protestant contre le fait que, dans les sociétés post-communistes, la revalorisation de la sphère publique et la participation aux organes de décision (tant économiques que politiques) s'opère au profit presque exclusif des hommes. L'acceptation apparente de la polarisation traditionnelle entre les sexes est particulièrement frappante, venant des principales intéressées. Cependant que les contours de la sphère publique se redessinent et que l'action politique a pris un tour nouveau - que ce soit par le biais de la représentation dans les instances étatiques, de l'activité dans un parti ou dans les organisations indépendantes servant d'interface entre les individus et l'Etat - la très grande majorité des femmes semblent enfermées dans une logique qui les conduit à accepter leur assignation prioritaire à la sphère domestique[2].

Les contraintes de la vie quotidienne (contraintes maintenues bien qu'elles aient pris une autre forme - on ne fait plus la queue mais on court les magasins pour trouver des produits à des prix abordables) expliquent en partie cette situation. Plus important sans doute est le poids de l'expérience et des représentations qui renvoient à l'histoire récente et moins récente - on pense à l'anti-féminisme plus ou moins généralisé qui dominait sous le communisme.

2. Il faudrait bien sûr introduire ici des nuances, car la situation n'est pas la même partout, mais le constat global n'en est pas moins là. C'est ce qui ressort des nombreux articles et témoignages émanant de sociologues et politologues (féministes ou non) qui analysent la situation dans leur pays respectif, tout comme des échanges à l'occasion de rencontres scientifiques internationales. Voir notamment *Social Politics - International Studies in Gender, State and Society*, vol. 2, n°1, 1995 ; et *Cahiers du GEDISST* : «Transitions en Europe de l'Est : main-d'œuvre et citoyennes de seconde zone», n°12, 1995.

La faible présence des femmes dans les organes de représentation démocratiques élus depuis 1989 ne saurait être appréhendée uniquement en termes de discriminations et analysée comme le seul fruit des pratiques exclusives d'un microcosme politique pour l'essentiel composé d'hommes (même si c'est un aspect important de la question). Elle rend également compte de l'attitude ambivalente des femmes d'Europe de l'Est à l'égard de la vie politique - un phénomène qui s'inscrit dans le contexte du passé où, plus encore qu'à l'Ouest, on les a vues invoquer leurs fonctions familiales pour prendre leurs distances d'avec les sphères du pouvoir. Cela tient pour l'essentiel à ce qu'il n'y a pas eu, dans la période récente, de remise en cause des rôles sociaux définis en fonction du sexe, comme l'ont montré plusieurs enquêtes récentes sur le thème du chômage. Tout en faisant état des difficultés bien plus grandes pour les femmes de retrouver un emploi, les travailleuses interrogées ne formulaient pas le problème en termes de discriminations dans la mesure où, le plus souvent, la priorité accordée aux hommes leur paraissait être dans l'ordre des choses.

Si l'on ajoute que les partis politiques nés de la vague de démocratisation qui a renversé les régimes communistes en 1989 semblent avoir hérité des défauts de leurs homologues de l'Ouest (quand bien même la plupart d'entre eux sont encore très instables et peu ancrés socialement), on comprendra mieux que l'engagement dans ce qu'il est convenu d'appeler la politique avec un grand «P» n'apparaît guère attrayant[3]. La distance des femmes au politique n'a pourtant rien de spécifique si on la compare à ce qui se passe dans d'autres parties du monde, et notamment à la situation en Europe occidentale.

des chiffres parlants

Lorsqu'on aborde la question par le biais des statistiques, on constate que les chiffres ne diffèrent pas radicalement entre

3. Sur la politique avec un grand 'P' ou avec un petit 'p', et sur la perception qu'en ont les femmes elles-mêmes, voir Lister Ruth, «Dilemmas in Engendering Citizenship», *Economy & Society*, vol. 24. n°1, 1995, p.8.

les deux parties de l'Europe, du moins lorsqu'on met en regard les données relatives aux dix pays de l'Est qui ont demandé leur adhésion à l'Union européenne et celles qui concernent les pays de l'Ouest - à l'exception des pays nordiques qui se détachent nettement du tableau d'ensemble, de par la forte proportion de femmes présentes à tous les niveaux dans les instances politiques représentatives et décisionnelles[4].

Dans les Parlements nationaux, en 1997, les femmes constituaient 7% (Roumanie) à 17.5 % (Lituanie) des élus à l'Est, contre 6 % (Grèce) à 28 % (Pays-Bas) des élus à l'Ouest - la moyenne s'établissant respectivement à environ 12 % et 16 % dans chacun des groupes de pays (hors pays nordiques). A l'échelle locale, cette même année, la proportion des femmes allait de 8.7 % (République tchèque) à 20 % (Bulgarie) dans les conseils municipaux de l'Est, contre 3.6 % (Grèce) à 22.4 % (Allemagne et Pays-Bas) dans ceux de l'Ouest. Quant aux femmes maires, elles ne dépassaient pas 14 % des élus de cette catégorie à l'Est et 13 % à l'Ouest (même en Suède, le chiffre ne dépassait pas 16 %)[5]. Si donc on relève des différences sensibles d'un pays à l'autre, cela est vrai dans les deux parties de l'Europe. Ce qui ressort globalement, en revanche, en dehors des pays nordiques, c'est la place secondaire qu'occupent les femmes dans la sphère politique. Un tel phénomène reflète un indéniable déficit démocratique, tant il est vrai qu'une véritable démocratie ne saurait exister sans la participation pleine et entière des femmes.

Ceci étant, il faut souligner que des changements sont intervenus à l'Est, concernant la place des femmes en politique depuis 1989. Après une première phase se caractérisant par

4. A noter que ce constat, valable pour la sphère politique, ne vaut pas dans la sphère économique : en Norvège, en Suède et au Danemark, les différences hommes/femmes dans l'emploi et dans la gestion de l'économie sont aussi accusées, voire plus accusées que dans les autres pays occidentaux.

5. Ce n'est qu'au chapitre de la présidence des Parlements qu'on trouve une certaine différence entre l'Est et l'Ouest - les pays occidentaux en comptant plusieurs au cours de la dernière décennie, alors qu'on n'en trouve aucune à l'Est depuis 1989. Pour des chiffres comparés Est-Ouest, voir Union interparlementaire 1997, p.100, et Conseil de l'Europe 1997, p. 49-55.

une très forte régression de la proportion des femmes élues en raison de la suppression du système des quotas, avec des chiffres le plus souvent inférieurs à 10 % des organes locaux ou nationaux (contre 25 % ou 30 % précédemment), une certaine amélioration se dessine depuis deux ou trois ans dans plus d'un pays, et notamment en Pologne. Tout comme à l'Ouest, les électeurs ont manifesté leur confiance aux femmes qui se présentaient, ce qui conduit les partis à conférer davantage d'intérêt à la présence de femmes en position éligible sur les listes de candidatures.

A noter qu'à l'Est comme à l'Ouest, les données chiffrées à disposition sont lacunaires dans nombre de cas : les statistiques restent le plus souvent globales et la ventilation par sexe n'est opérée systématiquement qu'à propos des Parlements nationaux. Pour l'échelon local et régional, il faut avoir recours à des sources dispersées et disparates pour parvenir à dresser un tableau d'ensemble[6]. Il faut donc interpréter ces chiffres avec la plus grande prudence. La difficulté même à saisir la place exacte des femmes dans les appareils politiques témoigne de ce que cette question n'est pas traitée comme un problème sérieux par les gouvernements, qui ne lui prêtent le plus souvent que fort peu d'attention. On sait que les courants féministes ont dû mener de longues batailles, à l'Ouest, avant d'obtenir que les appareils statistiques nationaux ne commencent à ventiler les données par sexe - et il reste beaucoup à faire dans ce domaine. Dans les pays d'Europe centrale et orientale qui n'ont pas été soumis à de telles pressions, la situation est encore bien moins bonne, et c'est un révélateur des rapports sociaux de sexe à l'œuvre. Il s'agit là d'un point tout sauf secondaire, puisque la mise en évidence, par le biais des chiffres, des disparités existant à tous les niveaux entre hommes et femmes n'est pas seulement une information indispensable. Elle constitue souvent une incitation au débat et ouvre sur des analyses qui donnent à voir la réalité sociale et politique dans ses multiples contradictions.

6. Pour les pays d'Europe de l'Est autres que les dix ayant posé leur candidature à l'Union européenne, les chiffres font particulièrement défaut.

des obstacles particuliers en europe de l'est

Malgré les similitudes statistiques quant au statut des femmes dans le domaine économique et politique, on ne saurait nier que la situation, à l'Est, diffère sur plus d'un point de celle de l'Ouest - ce qui n'est pas sans conséquence sur la participation des femmes à la vie politique. A commencer par les conditions d'existence qui, on le sait, sont beaucoup plus difficiles à l'Est. La montée brutale du chômage et le mouvement de précarisation qui se sont affirmés depuis 1989, parallèlement à l'instauration de l'économie de marché, se traduisent par le fait que, dans la plupart de ces pays, 30 à 40 % de la population vit en deçà du seuil de pauvreté, selon les estimations de l'UNICEF[7]. Or les femmes constituent la grande majorité des plus démunis. Venant s'ajouter aux réactions de désillusion qu'ont suscitées les lenteurs du processus de changement, aussi bien que l'opacité du système de décision et l'ampleur des phénomènes maffieux, cette féminisation de la pauvreté tend à conforter la tendance, chez les intéressées, à considérer la politique comme quelque chose de «sale» ou comme un «jeu masculin», influant par là même de façon négative sur leur investissement dans la sphère publique. En conséquence, plus encore qu'à l'Ouest, la tentation des femmes de rester en retrait est très forte.

Deuxièmement, il s'avère beaucoup plus difficile à l'Est qu'à l'Ouest d'aborder de front la question des inégalités entre les sexes, dans la mesure où le concept d'égalité reste entaché par les débats du passé et où il renvoie aux proclamations des autorités communistes qui présentaient l'émancipation des femmes comme un accomplissement du «socialisme réel». Ce qui explique le rejet très majoritaire qu'on relève à l'Est face à toute idée de féminisme : ce terme est étroitement associé au discours «égalitaire» d'un régime politique ayant fait faillite. De son côté, le système de quotas appliqué sous le communisme dans les instances politiques «élues» tend à discréditer toute mesure visant à assurer une plus forte proportion

7. Heinen Jacqueline, *Chômage et devenir de la main-d'œuvre féminine en Pologne - Le coût de la transition*, L'Harmattan, Paris, 1995 ; et «Illusions perdues pour les femmes de l'Est», *Le Monde diplomatique*, n°513, décembre 1996.

de femmes dans la représentation politique car il évoque une vision aussi caricaturale qu'humiliante de la démocratie[8].

Enfin, le rapport privé/public tel qu'il prévalait sous le communisme et qu'il continue à prévaloir aujourd'hui n'incite pas les femmes à s'investir dans la vie publique, tant s'en faut. Hier, la résistance au pouvoir autoritaire passait en effet par la famille, perçue comme le lieu des solidarités entre individus, comme le seul espace autorisant le développement et l'autonomie de la personne. Aujourd'hui, les difficultés matérielles incitent le plus souvent à valoriser, voire à idéaliser le rôle de la cellule familiale - même si, parallèlement, l'économie de marché tend à exalter l'individualisme et quand bien même le taux de divorces et la proportion de femmes seules sont très élevés dans la plupart de ces pays. Un telle tendance, confortée par la rhétorique des courants nationalistes qui encouragent les femmes à assumer avant tout leur rôle de mères, contribue à masquer les inégalités de sexe et ouvre un large espace aux attitudes sexistes, que ce soit dans le domaine politique ou dans le domaine économique[9]. Depuis les interpellations de parlementaires interrompant leurs collègues femmes sur le thème «Parlez moins et faites plus d'enfants» jusqu'aux manifestations croissantes de harcèlement sexuel au travail et dans la vie sociale[10], en passant par les remises en cause du droit à l'avortement et par les contrats d'embauche prévoyant une clause de licenciement au cas où une femme tomberait enceinte : on a là autant de manifestations de l'idée voulant que les femmes ne sont que tolérées dans la sphère publique/politique et que leur «destin» est ailleurs. Le discours des mouvements féministes des années 70 qui, à l'Ouest, a contribué à mettre en évidence le rôle de la famille comme lieu non seulement de solidarités, mais aussi de

8. Einhorn Barbara, «Equal Opportunities - Developments in Central and Eastern Europe since 1989». Paper presented to the the CEMR Seminar on «Prospects for Equal Opportunities between Women and Men in a Wider Europe», Sofia, Bulgaria, 19-20 March 1998.

9. Heinen Jacqueline, «Public / Private. Gender, Social and Political Citizenship in Eastern Europe», *Theory and Society*, vol. 26/4, 1997.

10. Corrin Chris, «Women's Citizenship and Men's Violence in "Europe"». Paper prepared for the 3rd European Feminist Research Conference at the University of Coimbra, Portugal, 6-12 July 1997.

dépendance et d'oppression des femmes, n'a pas marqué l'opinion publique à l'Est. Aussi la dichotomie traditionnelle entre sphère publique et sphère privée, conjointement à l'assignation prioritaire des femmes à la seconde, reste-t-elle largement inentamée.

évolution des débats

Toutefois, les débats qui ont eu lieu à l'occasion de rencontres internationales organisées à l'initiative du Conseil de l'Europe ou de l'Union européenne, et notamment de la Commission des élues locales et régionales du CCRE (débats qui concernent des cercles restreints, il est vrai), laissent transparaître des évolutions sensibles dans la manière d'aborder la question de la place des femmes dans l'arène politique[11]. Loin des descriptions très générales des débuts sur les inégalités hommes/femmes, les comptes rendus des réunions qui, depuis 1989, se sont tenues tout à tour dans divers pays (Pologne, Bulgarie, Slovénie, Hongrie, République tchèque, Estonie entre autres) font apparaître la richesse des discussions récentes et traduisent des déplacements, sur plusieurs points, dans les réflexions des participantes - lesquelles représentent certes une minorité de femmes engagées en politique ou dans l'action non gouvernementale, mais qui ne s'en font pas moins l'écho des préoccupations partagées par nombre de femmes de leurs pays respectifs.

Tout d'abord, l'engouement vis-à-vis du temps partiel que manifestaient souvent les femmes de l'Est n'ayant connu jusque-là que le travail à plein-temps et la surcharge des horaires quotidiens a fait place à une discussion critique sur les risques que suppose cette forme d'emploi lorsqu'elle ne s'adresse qu'aux femmes, dans la mesure où elle augmente les facteurs de marginalisation professionnelle, où elle entraîne des blocages de carrière et renforce la ségrégation du tra-

11. Là-dessus, voir les divers documents du Conseil de l'Europe, ainsi que ceux du CCRE/CEMR, et notamment CCRE, Rapports sur la Hongrie, la Pologne et la Slovénie, présentés à la conférence de Dublin (juillet 1995) ; CEMR, *The local and regional authorities in Central and Eastern Europe*. Revised version, May 1995.

vail. La notion de flexibilité, est-il souligné, peut s'avérer suspecte lorsqu'elle concerne la seule main-d'œuvre féminine.

Les législations protectrices développées sous le communisme constituent un deuxième point de débat. Certaines d'entre elles, comme la protection des mères seules, sont appréciées comme des acquis à préserver (souvent, il est déjà trop tard). Mais beaucoup d'autres, qui privilégiaient le rôle de la mère aux dépens de celui du père, sont perçues comme autant de vecteurs de pratiques discriminatoires qui confortent les inégalités entre les sexes. Reprenant les critiques que les Allemandes de l'Est adressaient en 1989 aux politiques familiales ironiquement baptisées *Mutti-Politik* (politique de la maman), de nombreux propos mettent en évidence la nature sexuée des mesures adoptées dans les années 70 et 80 - congé d'éducation qui fut maternel avant d'être parental ; congé pour garder un enfant malade attribué exclusivement à la mère ; jour de congé mensuel accordé aux femmes pour le travail domestique en RDA, etc. Ces politiques sont remises en cause dans la mesure où elles impliquent un traitement inégal des droits et des devoirs des individus des deux sexes à l'égard des enfants et du foyer.

En conséquence, et c'est un troisième point de réflexion, se voit posée la question du rôle des hommes dans la famille, de leur rapport aux enfants et aux tâches domestiques. Non seulement l'insistance porte sur le fait que les congés parentaux doivent être conçus de manière à inciter les hommes à s'en emparer, mais il est demandé que la législation et les pratiques en matière de garde d'enfants dans les cas de divorce permettent une prise en charge par les deux parents (encouragement au système de garde alternée plutôt qu'attribution systématique de la garde à la mère, par exemple). L'accent est mis à ce propos sur la question des mentalités qu'il faut s'efforcer de faire évoluer, étant entendu que les différences de statut entre les sexes recoupent largement les idées reçues sur la dichotomie traditionnelle privé/public.

La discussion accorde donc toute son importance à l'investissement des femmes dans la sphère publique. D'une part, et de façon réitérée, est affirmé le souci d'éviter les erreurs faites par les mouvements de femmes occidentaux des années 70 qui refusèrent souvent de participer aux institutions. D'autre part, la faible présence des femmes dans les

instances politiques amène à reprendre la discussion sur les quotas, dont le principe fut d'abord rejeté de façon quasi unanime, au nom de l'expérience passée. L'approche de la question s'est toutefois modifiée au cours de la dernière période, face aux difficultés rencontrées par les femmes pour faire entendre leurs voix dans les Parlements. L'idée de *seuils de parité* applicables aussi bien aux hommes qu'aux femmes retient tout particulièrement l'attention, car une telle solution, conçue comme provisoire jusqu'à ce que les objectifs fixés soient atteints, apparaît moins discriminatoire et exempte d'humiliation à l'égard des femmes.

Les propos à ce sujet en restent le plus souvent à un niveau de généralités. La dimension locale en particulier est rarement traitée, et cela n'a rien d'étonnant puisque les travaux sur la place des femmes dans la vie politique locale sont encore très peu nombreux, y compris à l'Ouest où la littérature sur le rapport des femmes au politique à l'échelon national a fait l'objet de nombreuses publications.

la démocratie à l'échelle locale

Lorsqu'on s'interroge sur les obstacles qui ont entravé l'accès des femmes aux postes de responsabilité, et aussi sur les conséquences d'une telle marginalisation, non seulement pour les femmes elles-mêmes, mais du point de vue du type de décisions et des priorités adoptées dans le domaine politique comme dans le domaine social ou culturel, il paraît décisif de centrer l'attention sur ce qui se joue à l'échelle locale.

Comme le souligne un projet de recherche sur cette question[12], la commune est non seulement le lieu d'apprentissage de la citoyenneté, c'est aussi là que se traitent nombre de questions sociales. Dans le contexte actuel, le pouvoir local a un rôle stratégique à jouer dans des domaines tels que l'éducation, la culture, l'emploi, l'action sociale, l'urbanisme, le logement, la sécurité, etc. Le processus de décentralisation étatique relevé à l'échelle internationale se manifeste par la

12. Heinen Jacqueline *et alii*, «Femmes, exclusion et démocratie locale». Projet de recherche dans le cadre du IV[e] programme TSER de la Commission européenne, 1998.

tendance de l'Etat central à se dessaisir d'un certain nombre de pouvoirs au profit des régions et des communes. A l'Est comme à l'Ouest, la hausse des coûts financiers relatifs aux aides sociales incite l'Etat à accorder davantage d'indépendance aux collectivités locales. Aussi la responsabilité qui incombe aux autorités locales en matière de services sociaux tels que la garde de jeunes enfants, l'aide aux personnes âgées, etc., est-elle de plus en plus importante, alors même que des coupures budgétaires sont à l'ordre du jour dans la plupart des secteurs.

La question de la participation des femmes aux instances de décision locale apparaît donc primordiale, car leurs apports sont utiles, sinon indispensables à la gestion des affaires publiques. Non pas, il va de soi, qu'elles soient par «nature» de meilleures gestionnaires que les hommes ; mais leur expérience, pour des raisons qui relèvent de l'histoire, est différente de celle des hommes. Des études partielles sur les effets de la présence des femmes dans la décision politique montrent que la présence des élues dans les conseils municipaux et leurs exécutifs, surtout lorsqu'elles y représentent une part importante, est de nature à introduire dans l'agenda politique des questions qui n'y figuraient pas ou qui étaient traitées avec moins d'efficacité. On constate notamment qu'une telle présence favorise une autre façon de penser la définition du bien commun et l'organisation de la vie quotidienne dans la cité - qu'il s'agisse du mode de gestion des services administratifs et des horaires adoptés pour tenir compte des intérêts (souvent contradictoires) des employés de la ville et des usagers ; du souci de recruter des femmes dans les services à dominante masculine pour assurer une mixité du personnel dans la police et chez les pompiers, ce qui se traduit par un traitement différent des problèmes posés ; de la façon d'envisager la distribution des services et des commerces dans l'espace, ou de faire prévaloir des conceptions architecturales différentes en matière de logement social.

On a pu constater par ailleurs que la présence de femmes à la direction des affaires municipales se traduit aussi par une attention accrue aux besoins particuliers des femmes - centres de femmes battues ; initiatives de formation des services de police sur le thème des violences faites aux femmes ; création de «guichets-femmes» (lieux d'information sur les droits des femme, les problèmes d'emploi ...) ; attention accrue à

l'égard des services sociaux pour la petite enfance, notamment de leur qualité et des méthodes pédagogiques innovantes mises en oeuvre ; meilleure prise en compte des besoins des personnes âgées ou dépendantes, avec le développement de services à domicile ; création de services médicaux, et notamment de services de planning familial, etc.

Toutefois, les enjeux pour les femmes sont complexes à plus d'un titre. D'une part, il est vrai, le local est l'espace par excellence où des solutions peuvent être apportées aux problèmes du quotidien, contribuant par là même à modifier les conditions d'existence, ce qui peut encourager les femmes à s'investir dans l'activité politique, compte tenu des tâches qu'elles assument traditionnellement dans la sphère sociale et familiale. En outre, le fait même que les préoccupations des hommes politiques soient souvent davantage tournées vers la politique nationale laissent un large champ à l'intervention des femmes au niveau local, ce qui peut constituer un tremplin pour une meilleure représentation des femmes sur le plan national et gouvernemental. Néanmoins, et dans le même temps, la tendance à attribuer aux femmes la responsabilité des «questions sociales» au détriment d'autres domaines jugés plus prestigieux peut constituer un piège qui les empêche de prendre pleinement part à l'ensemble du processus décisionnel. Enfin, il ne saurait être question d'avoir une vision uniformisante du local. Certaines recherches réalisées à l'Est[13] commencent à montrer l'importance de tenir compte des traditions culturelles locales comme facteur d'explication des écarts rencontrés en matière de représentation féminine, tout comme du poids du milieu social, les inégalités de sexe étant plus accusées dans certaines zones rurales ou dans certaines communautés religieuses.

En tout état de cause, le travail à effectuer pour y voir plus clair sur les implications de la présence des femmes dans la démocratie locale est énorme. Car il s'agit là de questions non négligeables : la gestion des affaires locales, on le sait, a des répercussions majeures sur les comportements politiques et sur le fonctionnement même de la démocratie, tant il est vrai que les solutions proposées tendent à favoriser la participa-

13. Grahan Ann et Regulska Joanna, «Expanding Political Space for Women in Poland. An Analysis of Three Communities», *Communist and Post-Communist Studies,* vol. 30, n°1, 1997.

tion active des individus aux débats collectifs sur l'avenir de la cité, ou au contraire à engendrer scepticisme et désengagement vis-à-vis de tout ce qui relève du politique.

le rôle des ong

Un facteur qui apparaît décisif, à ce propos, réside dans l'intervention des ONG qui ont connu un important développement depuis 1989 (en particulier en Hongrie) et qui sont fortement féminisées dans la plupart des cas - deux tiers des membres environ[14]. Compte tenu de l'absence de structures intermédiaires de la société civile sous le régime communiste, les ONG ont un rôle de premier plan à jouer en tant qu'organismes qui prennent en charge des questions négligées ou mal traitées par les gouvernements et les pouvoirs locaux. Les initiatives prises par des organisations indépendantes sur des thèmes d'intérêt immédiat (emploi, aide aux personnes les plus déshéritées) sont fréquemment saluées comme utiles et trop peu nombreuses. C'est une voie qui offre une perspective particulièrement favorable à l'investissement des femmes dans la sphère du politique - laquelle, loin de se résumer aux institutions de caractère étatique ou aux partis politiques ayant pignon sur rue, englobe la diversité des initiatives de citoyens. En effet, ces initiatives, qui contribuent à combler les carences des pouvoirs publics et qui constituent autant de façons d'exercer des responsabilités civiques, facilitent l'accès des femmes à l'espace public/politique.

C'est le cas, par exemple, des associations qui interviennent sur le terrain de la planification familiale en formant des spécialistes, en distribuant des contraceptifs, en faisant de l'éducation sexuelle dans les écoles, en même temps qu'elles agissent sur le terrain directement politique du débat concernant la législation sur l'avortement, face à des partis souvent hostiles au droit des femmes de décider d'elles-mêmes ou muets sur cette question. Il serait absurde de refuser le label de *politique* à de telles initiatives sous prétexte qu'elles ne s'inscrivent pas dans une structure politique établie ou qu'elles n'ont pas de relais immédiat dans les cercles du pou-

14. Dans un pays comme la République tchèque, 85% d'entre elles sont dirigiées par des femmes.

voir ; ou encore parce qu'elles courent le risque de tomber dans le particularisme lorsqu'elles concernent des groupes sociaux déterminés. Il faut au contraire accorder toute l'attention qu'elles méritent aux initiatives d'associations locales qui commencent à surgir et qui visent à défendre les intérêts collectifs et/ou l'autonomie individuelle de certaines catégories de citoyens, car elles servent de réservoir à la citoyenneté. Quel que soit le caractère minoritaire de leur action, elles font progresser la défense des groupes qu'elles représentent, tout en participant à un débat public, ô combien important, pour l'avenir des sociétés dans lesquelles elles s'inscrivent, confortant par là même l'idée que la citoyenneté ne sera pleinement politique que si elle aussi sociale.

L'implication des femmes dans ce type d'initiatives contribue à créer les conditions nécessaires pour remettre en cause les rapports de domination entre les sexes, et la démarche de ces telles associations me paraît décisive à plusieurs titres. Elles ont le mérite de rompre avec la tendance à la passivité héritée du communisme ; elles se présentent en sujet autonome tout en établissant une relation avec l'Etat dans la mesure où elles s'affirment comme protagonistes dans les négociations avec ce dernier ; leur action répond à la conception d'une citoyenneté active basée sur des pratiques démocratiques ; elles intègrent la dimension de pluralisme au sens où elles rassemblent des femmes d'origines sociales très variées et constituent par là même un lieu de confrontations et d'échanges entre des points de vue et des expériences fort diverses ; enfin, leur action incite à la remise en cause, par les femmes concernées, de la dichotomie privé/public dans laquelle elles acceptaient trop souvent de se laisser enfermer jusqu'ici.

Or dans plus d'un pays, ces organisations forment un réservoir de candidatures féminines à l'échelle locale, régionale ou nationale. Un tel phénomène ne peut que contribuer à mieux faire entendre la voix des femmes dans les instances élues, au moment où se prennent des décisions, sur le plan constitutionnel ou législatif, qui revêtent une importance cruciale en cette phase de transition économique, sociale et politique.

lectures

L'égalité ?

Les Semaines sociales du MOC

Editions EVO / Société, 1999, 236 pp.

L'égalité, c'est le thème choisi l'an dernier par le Mouvement ouvrier chrétien pour sa Semaine sociale (75e du nom). La série d'exposés s'est terminée par un plaidoyer très engagé de François Martou, président du MOC, en faveur d'actions qui *«remettraient l'économie à l'endroit»*. Réfutant les arguments des politiques néolibérales qui ne voient de croissance qu'à travers le profit et la rentabilité, Martou en appelle à des interventions *«au cœur de l'économie»*. Si la formule (aujourd'hui désuète) de réformes de structure n'a pas été utilisée, c'est bien ce type de mesures que prône Martou - à commencer par un contrôle rigoureux du marché avec une réinjection de bénéfices capitalistes dans l'économie sociale, en passant par une réorientation d'un enseignement producteur d'inégalités.

Pourquoi avoir privilégié le thème de l'égalité? Parce que c'est une valeur du mouvement ouvrier, répond Luc Dusoulier, secrétaire général du MOC. Certes. Mais au cours des travaux, Hedwige Peemans-Poullet a démontré avec brio que l'égalité n'est pas au centre des préoccupations des travailleurs chrétiens.

On peut imaginer qu'à quelques encablures des élections de juin 99, la présidence du MOC ait voulu se donner une occasion d'acérer publiquement sa critique de l'opinion dominante et de la gestion gouvernementale alors en cours. Critique qui reste tout aussi acerbe face au gouvernement arc-en-ciel.

Reste à voir comment faire fructifier les arguments pour *«remettre l'économie à l'endroit»*, ceux de la Semaine sociale du MOC et quelques autres (l'apport des *CM* n'est pas négligeable...), ce qui revient à poser, une fois encore, la question d'une stratégie d'alliances de tous les courants et mouvements qui proposent à la crise une alternative antilibérale.

Rosine Lewin

Gouverner la Belgique
Clivages et compromis dans une société complexe

sous la direction de Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE et Pierre MAGNETTE

Presses universitaires de France, 1999, 308 pp., 1006 FB.

Ceux qui ont eu à expliquer à des amis étrangers comment fonctionne et disfonctionne la Belgique connaissent la difficulté de l'exercice.
Les PUF publient un ouvrage collectif de confection belge, *Gouverner la Belgique*, qui peut aider, comme l'indique son sous-titre, à appréhender des clivages et des compromis liés à un passé long et complexe. Les spécialistes belges qui y ont travaillé ont eu le souci d'un lecteur français curieux mais ignorant.

L'ouvrage est bien conçu : il scrute l'histoire (bien en deça de 1830), le régime parlementaire et les partis, le «modèle» capitaliste et le «modèle» social, le fédéralisme, le service public de la justice, la politique étrangère et plus particulièrement les liens avec la Communauté européenne. Les auteurs connaissent leur affaire : il s'agit des trois coordinateurs bien sûr, ainsi

que de Francis Delperée, de Mateo Alaluf, Jean-Claude Williame, des magistrats P. Martens et Christine Matray, d'Emmanuelle Dardenne et de D-L. Seiler. La contribution de ce dernier est particulièrement originale : cet «ancien Belge», politologue à Bordeaux, vit la Belgique avec un regard français.

S'il y a un diagnostic global à dégager de l'ensemble de ces analyses, il se ramène au constat de crise. Il ne fallait pas tant de science pour en arriver là, direz-vous. Mais les auteurs ne s'en tiennent pas à ce constat.

Seiler décèle un processus de décomposition de l'Etat belge qui aurait commencé quelque cinquante ans après son instauration. Il se demande - question oratoire - *«si l'Etat-nation, érigé sur le modèle français convenait à la culture des différents pays dont l'amalgame constitua la Belgique»*.
Pour Paul Magnette, le parlementarisme belge fait aujourd'hui office de laboratoire institutionnel.
Delwit et De Wæle actent d'importants changements dans le fonctionnement des partis, mais s'inquiètent de la dépolitisation croissante de la population.
Au travers de son examen du capitalisme belge (*«civilisé»* ou *«sauvage»*), Nagels met en évidence la montée en puissance de l'économie flamande, la force de ses relais politiques, la prégnance de l'aspiration flamande à l'autonomie.
Si Alaluf souligne l'ancrage profond du syndicalisme, il s'attarde sur l'ambiguïté de la concertation sociale, eu égard notamment à la diminution de la capacité de négociation des syndicats.
Quant à Williame, il montre que le clivage pour ou contre l'Europe n'existe pas en Belgique, pas plus d'ailleurs qu'un nationalisme belge, voire un attachement au principe de souveraineté nationale.

Alors ? Une Belgique plus fédérale ? Plus de Belgique du tout ? Une rénovation politique avec l'émergence d'une culture de débats ? La tradition du consensus plus forte que les déchirements ? Crise structurelle profonde ou étape vers une Belgique mieux adaptée à ses réalités en mouvement ?

Eh bien ! cela fait beaucoup de bonnes questions.

R.L.

De l'égalité à la parité ou le difficile accès des femmes à la citoyenneté

Marie-Thérèse COENEN

Labor, Quartier libre, 1999, 90 pp., 349F.

«Une chronique de l'égalité»: c'est ainsi que l'historienne situe son ouvrage. Une chronique drue, incisive, allègre, totalement étrangère à l'académisme.

Des vibrantes proclamations d'août 1789 aux revendications - deux siècles plus tard - du Conseil européen, Marie-Thérèse Cœnen parcourt l'interminable marche des femmes vers la conquête de leurs droits. Ce qui frappe - à défaut de surprendre... - c'est l'aveuglement obstiné de la société à prétendre confiner les femmes dans leur rôle de procréatrice ou d'objet. C'est aussi le prix payé pour chaque petit pas en avant, souvent ignoré ou remis en question. C'est enfin la constance avec laquelle l'idéologie dominante décrète l'inanité du féminisme.

Les féministes masculins - Cambacérès ou Louis Frank, par exemple - ne sont pas absents du récit, pas plus que le courant féministe radical qui, avec Hedwige Peemans met en question la démocratie elle-même, dans la mesure où celle-ci reste *«une formule d'accompagnement de l'économie de marché (ou du capitalisme) et du patriarcat»*.

Chronique des combats et des déceptions, *De l'égalité à la parité* est un petit livre militant. Car la parité, qui signifie égale représentation des hommes et des femmes et aussi partage égalitaire du pouvoir est, montre Marie-Thérèse Cœnen, indispensable à refonder la démocratie.

R.L

Flic ou voyou ?

Pierre-Bernard VELGE

Editions Labor, Collection La Noria, 1999, 182 pp., 549 F.

Le titre de ce curieux ouvrage appelle une mise au point : *Flic ou voyou ?* est en effet une variante de *Flics et voyous*, ASBL fondée par un commissaire principal de la Police judiciaire de Bruxelles, du nom de Pierre-Bernard Velge.

Il s'agit du récit *pro domo* d'une expérience insolite et généreuse, ponctué par de nombreux témoignages. L'officier de police y cumule les rôles de Saint-Bernard, chef scout et entraîneur parachutiste, rôles qu'il assume pour aider, voire sauver, des jeunes loubards en péril, prêts à basculer dans la criminalité. Velge leur offre sa confiance et la possibilité de vivre quelques aventures hors série, telles qu'un *trekking* au Sahara, un vol en ULM, une escalade alpine. Ca réussit le plus souvent...

Velge a d'évidents mérites, car ces pratiques, mal vues par ses collègues, comportent des risques et lui demandent beaucoup d'énergie et d'inventivité. Elles exigent aussi de l'argent : le flic cherche et trouve des *sponsors*. La vente de ce livre procurera peut-être quelques ressources pour financer de nouvelles aventures salvatrices. Elles ne résoudront pas le lourd problème de la délinquance juvénile (et P-B. Velge n'a pas cette ambition). Les vertus de l'amour du prochain, auxquelles l'auteur se réfère très volontiers, n'y suffiront pas. Mais grâce à ce drôle de flic, des jeunes auront échappé à l'engrenage de la violence et de la répression .

R.L.

La démocratie est-elle soluble dans l'école ?

Pierre WAATIB

Editions Labor, Collection Quartier libre, 1999, 95 pp.

C'est une tout autre voie, moins ponctuelle et beaucoup plus politique, qu'a choisie le jeune enseignant Pierre Waatib (par ailleurs sociologue) pour aborder le problème de l'exclusion scolaire et sociale. Les «décrochés» de l'école ne deviennent pas fatalement des voyous, c'est entendu. Mais il existe certains liens entre échec scolaire et délinquance juvénile.

Pierre Waatib n'y va pas par quatre chemins.
Son propos est d'éclairer crûment l'état du système scolaire belge, qui quarante ans après le fameux pacte conclu entre les partis traditionnels, est plus que jamais un lieu de sélection sociale. Il observe que le découpage en réseaux (confessionnel/public) ne répond plus aux critères originels. Il y a de part et d'autre de la frontière dite philosophique des écoles élitaires et des écoles en quête de processus éducatifs démocratiques. Sa démonstration passe par une brillante réhabilitation du politique, donc du conflit et du compromis.

Très critique envers les pseudo-apprentissages de la démocratie à l'école (élections, conseils, etc.) P.W. rappelle que la relation pédagogique est asymétrique, le pouvoir restant aux directeur et enseignants. *«Il ne sera possible*, écrit-il, *de sortir de cette impasse que si la démocratisation des écoles redevient une question politique, un débat sur les choix de société qui implique l'ensemble des citoyens»*. Pour que l'apprentissage de la démocratie cesse d'être une dérisoire mise en scène, il faut qu'élèves et professeurs aient la possibilité d'exprimer leurs points de vue sur les (inévitables) conflits. Car il n'existe pas de «communauté» scolaire et le consensus muet est un étouffoir. Le débat sur les conflits devrait pouvoir aboutir à la formulation d'un compromis-texte-fondateur, puis à ce que P.W. appelle une chambre constituante.

Est-ce la bonne formule, et à quelles conditions ? Pierre Waatib se garde de fournir des recettes et prône surtout l'inventivité, inventivité à mettre en œuvre à partir d'un cruel constat des carences de notre système scolaire à pallier les inégalités sociales et culturelles. Sans doute enfonce-t-il quelques portes

ouvertes. Mais d'autres, qui furent entr'ouvertes, se sont refermées. Et ces appels d'air nous paraissent extrêmement salutaires.

R.L

L'endroit et l'envers, regards sur la société contemporaine

Felice DASSETTO

Labor, Quartier libre, 1999, 94 pp.

Si les regards que Felice Dassetto jette sur l'évolution des sociétés contemporaines sont critiques - et parfois jusqu'à la cruauté - l'auteur refuse explicitement l'idée de chaos.

Oui, les changements en cours sont vertigineux : on peut parler de déferlement innovant. Oui, tout est autre que naguère. Mais pas forcément pire ou meilleur. Pour Dassetto, l'avenir serait maîtrisable, à une double et sévère condition : voir et prendre en compte les nouveaux principes de structuration, démocratiser les processus de changement.

Thème controversé de l'heure : le travail. A contre-courant de la mode, F.D. estime que l'activité travailleuse est loin de disparaître. Elle s'étend même à la maison (sur le mode masculin : *do it yourself*). Les attentes et les exigences envers le travail sont certes modifiées, mais le travail demeure une valeur structurante et l'emploi s'accroît à l'échelle planétaire, en se distribuant autrement.

S'interrogeant sur les modalités de *«mise en forme du monde»*, Dassetto souligne leur multiplicité. Il fait une large place à *«la mise en ordre par effet tiers»*, à savoir un ordonnancement opéré via des dispositifs ou macro-systèmes techniques. Cet ordre semble ne pas être imposé, c'est un pouvoir qualifié par l'auteur de *«doux, voire désiré»* et paradoxalement il secrète un sentiment d'impuissance parce que inéluctable.

De la même manière indirecte, les individus subissent aussi l'effet de ce que F.D. appelle des réticules, chaînes tissées par des médiations plutôt que par des relations sociales directes. Enfin le sociologue recourt à la notion d'entité, qu'il définit comme une nouvelle forme d'être-ensemble. Il y distingue quatre pôles : ceux des capacités, de la gouvernance, du local et des niches. Effet-tiers, réticules, entités, niches... pas à pas la thèse de Dassetto se précise : on va vers une société articulant des logiques multiples d'intégration, et où les structurations distancées sont hégémoniques. Ainsi, l'entité des capacités - sphère de domination des grandes sociétés transnationales - ne produit pas des lois ou décrets, mais englobe les humains dans des faits aussi contraignants que les mécanismes financiers. Surgissent ici CocaCola, Nestlé, Toyota ou Microsoft, symboles (et leaders) d'une dynamique fondée sur la rentabilité, la recherche et la publicité.

Felice Dassetto constate qu'une césure totale s'est créée entre élite et masse, césure dont l'intensité est comparable à celle qui existait au XIX[e] siècle entre bourgeois et ouvriers. S'il admet que le champ de l'action collective se trouve ainsi rétréci, s'il indique les limites d'une démocratie participative, il écrit néanmoins que *«sous l'apparence du chaos, le monde s'ordonne»*. Et dans cet *«ordre»*-là dont dépend l'avenir, l'auteur accorde une place centrale à l'individu. Aussi brosse-t-il le portrait de l'individu de demain : *«ni plus ni moins individu qu'avant, ni plus ni moins complexe qu'avant, ni plus ni moins incertain qu'avant, mais individu qui se construit autrement : une sorte d'Argonaute virevoltant entre des engins, plongé dans les organisations, entouré de harnais, de filets et de plates-formes»*. L'image est jolie. Pour autant, elle n'efface pas, nous semble-t-il, une tendance de l'auteur à sous-estimer la violence à l'œuvre dans ce système d'intégration, qu'il analyse si subtilement.

R.L.

dix ans de briquaillons

«En tant que marxistes», nous sommes souvent sommés de rendre compte de notre supposé rapport spécial avec les pays ex-socialistes. Et, encore qu'habitués à la longue, toujours un peu surpris. Voici ce que nous avons commis depuis dix ans.

Les thèmes suivants ont fait l'objet de numéros qui méritent d'être signalés en bloc :

173 : A l'Est de l'Europe, le Centre ?
178 : Marxisme, *fluctuat nec mergitur*
182 : Capitalisme : la reconquête
186 : Démocratie : insurrection permanente - 2
203 : Néolibéralismes
207 : De la Yougoslavie à la Belgique

1989

166 : *perestroïka, plan et marché* - jacques nagels.
167 : *les économies socialistes confrontées au marché : diriger l'économie, mais comment ?* - hubert cambier.
168 : *l'économie-monde capitaliste : prospective à moyen terme* - immanuël wallerstein.
170 : *vers un socialisme démocratique : réflexion sur l'expérience hongroise 1945-1989* - györgy aczel.
171 : *du socialisme perverti au capitalisme sauvage* - jacques nagels.
173 : *la nouvelle élite* - erzsebet szalai.
peinture réaliste contre marxisme bureaucratique - jacques aron.
à propos des égises est-européennes, et de la polonaise en particulier - (interview de) françois houtart.
nationalités et résurgence des nationalismes en europe centre-orientale - christian vandermotten.

les frontières qui deviennent des murettes de cimetière... ou la question du nationalisme en europe centrale - nicolas bárdos-féltoronyi.
du socialisme perverti au capitalisme en pologne - jacques nagels.
les élections libres en pologne, en rda et en hongrie : une interprétation géographique - jean vanlaer.
allemagne de l'est, est de l'allemagne - eva kunz, annette leo, vincent von wroblewsky.
le drame tchécoslovaque - cestmir cisar.
«ma passion ddr» - albert faust.
bouleversements à l'est : quelques réflexions provisoires - roland lew.
la nature sociale de l'économie soviétique : débat à propos du livre de gérard roland : l'économie politique du système soviétique - ernest mandel.
175 : *dos au mur : est-ouest, une rencontre difficile* - pierre galand.
176 : *géographie des élections en urss* - vladimir kolossov.

1991

178 : *du marxisme vivant* - georges labica.
le couple infernal de l'économie et du pouvoir - maurice godelier.
l'impossible réforme du socialisme réel - (débat) ernest mandel, jacques nagels et mario telo.
la modernisation : fatal dérapage du socialisme ? - (débat) jacques nagels et jean-philippe peemans.
la faillite du communisme immature - jacques aron.
179 : *la guerre froide et le tiers monde : le bon vieux temps* - immanuël wallerstein.
180 : *les trois jours qui ébranlèrent l'urss* - hubert cambier.
181 : *les problèmes nationaux en urss à travers la mythologie politique* - konstantyn pozdnyakov.
implosion au village-capitale, la décadence de la classe politique de bonn : notice d'un observateur participant - tilman fichter.
changement d'époque - claude renard.
182 : *sur la situation économique dans les nouveaux länder de l'allemagne fédérale* - gunther köhler.
impressions d'un historien de l'art de l'ex-rda - klaus weidner.
sur les récents événements en union-soviétique - dario tosi.

1992

186 : *tiers-mondisation de l'urss* - jacques nagels.
urss 1991 / russie 1992, la démocratie sous le choc - jean-marie chauvier.

chasse aux sorcières en ex-rda - jacques aron - hubert hoffmann.

187 : *de la transition du socialisme décrété au capitalisme réel, ou l'expérience des intellectuels est-allemands* - vincent von wroblewsky.

1994

195 : *de la crise à la catastrophe ? des perspectives pour l'allemagne de l'est ?* - groupe de travail pour une politique économique alternative (brême).

1995

197 : *église, état et société en pologne* - patrick michel.
une minorité oubliée au centre de l'europe : les églises - nicolas bárdos-féltoronyi.

199 : *cuba : une voie révolutionnaire vers le capitalisme* - alain daems.

1996

203 : *du capitalisme sauvage au capitalisme civilisé, et du capitalisme civilisé au capitalisme débridé* - jacques nagels.
à propos du néolibéralisme des élites centre-européennes - nicolas bárdos-féltoronyi.

1997

206 : *les allemands dans leurs frontières* - günter gaus.

207 : *des collines de sarajévo au palais de l'élysée* - nicolas bárdos-féltoronyi.
le droit des minorités contre la démocratie - olivier corten.
la question albanaise : un dangereux oubli - jean-michel de waele.
géopolitique balkanique et question macédonienne - christian vandermotten.
à propos du film «bosna» - barbara delcourt.
l'ex-yougoslavie après la pax americana - guy desolre.
yougoslavie-belgique-europe - (débat avec) olivier deleuze et josé happart.

1998

210 : *des cosaques à brejnev : comprendre l'histoire soviétique malgré le «livre noir»* - interview de jean-marie chauvier.
l'étonnement inassouvi - giovanni carpinelli.

A l'occasion de chaque élection, le PDS s'est fait remarquer par une campagne percutante.

La Revue Nouvelle

Bd Général Jacques 126 - 1050 Bruxelles
Tél. et fax : 02/640 31 07 - joelle.kwaschin@euronet.be

N° 12 - décembre 1999

LE MOIS

Édito. *L'engrenage démagogique* — Théo Hachez
Belgique. *Monarchie et télévision : le double ravissement de Mathilde* — Théo Hachez

RUSSIE, DIX ANS APRÈS : LA SOCIÉTÉ ROMPUE

De l'URSS à la Russie 1989-1999 : les repères — Jean-Marie Chauvier
Revisiter la Russie : anthologie — Textes choisis par Jean-Marie Chauvier
La société post-soviétique : ruptures et continuités — Anne Le Huérou
Lire la société post-soviétique en Russie
«Tout ne va pas si mal en Russie ; les gens sont tellement débrouillards !» — Carine Clément
L'«idée russe» selon Guennadi Ziouganov — Serge Leyrac
L'agonie de la pérestroïka — Micheline de Felice
La formation d'une classe dominante — Henri Provisor
Fastes et facettes d'Alexandre Pouchkine — Maud Scheuren
Fenêtre ouverte sur la littérature russe aujourd'hui — Maud Scheuren

ARTICLE

Les réformes de la police et de la justice. Une restructuration dans l'exercice du pouvoir — Jean-Claude Paye

Talon à renvoyer à *La Revue Nouvelle*, bd Général Jacques 126, 1050 Bruxelles

❒ Je désire recevoir le n°12-1999 et verse 350 FB
❒ Je désire m'abonner à *La Revue Nouvelle* et verse 2900 FB (particuliers), 3300 FB (institutions)*

Nom : . . . . . .Prénom : . . . . . .
Adresse : . . . . . .
Code postal : . . . . . Commune : . . . . . .

sur le compte n° 310-0827939-33 de *La Revue Nouvelle*

Date et signature :

* autres : tarifs sur demande

Les *Cahiers Marxistes*
sont déposés
dans les librairies suivantes :

- ABELARD Bouquinerie
  Rue F. Dons, 5 (Quartier ULB) — 1050 Bruxelles
- AGORA Liège
  Rue des Carmes, 7 — 4000 Liège
- AGORA Louvain-la-Neuve
  Agora, 11 — 1348 Louvain-la-Neuve
- ALINEA
  Rue Beaumont, 21 — L-1536 Luxembourg
- A LIVRE OUVERT
  Rue St Lambert, 116 — 1200 Bruxelles
- BIBLIO-REGENCE
  Rue de la Régence, 53 — 4000 Liège
- BRUXELLES LUMIERE 110
  Bd. Adolphe Max, 110 — 1000 Bruxelles
- F.N.A.C.
  City II, rue Neuve — 1000 Bruxelles
- L'AVENIR
  Rue St Léonard, 102 — 4000 Liège
- LA DERIVE
  Grand'Place, 10 — 4500 Huy
- LE LIVRE INTERNATIONAL
  Bd. Lemonnier, 171 — 1000 Bruxelles
- L'ILE AUX CHATS
  Rue Faider, 121 — 1050 Bruxelles
- LIBRAIRIE NOUVELLE — HERMAN
  Passage de la Bourse, 4/6 — 6000 Charleroi
- LIBRAIRIE ANDRE LETO
  Rue d'Havré, 35 — 7000 Mons
- LIBRIS — TOISON D'OR Espace Louise
  Av. de la Toison d'Or, 40/42 — 1060 Bruxelles
- POINT VIRGULE
  Rue Lelièvre, 1 — 5000 Namur
- PRESSES UNIVERSITAIRES DE BRUXELLES
  Av. Paul Héger, 42 — 1050 Bruxelles
- TROPISMES
  Galerie des Princes, 11 — 1000 Bruxelles
- WALLONIE – BRUXELLES
  Rue Quincampoix, 46 — F-75004 Paris

REVUE BIMESTRIELLE ISSN : 0591-0633

Editeur responsable : Pierre Gillis
6, rue N-D Débonnaire
7000 — Mons

Production, propriété & © : FREE, mouvement d'éducation permanente reconnu par la Communauté française.
Membre de l'Association des Revues scientifiques et culturelles

Dépôt: Bruxelles X

300 F.